

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
PAIX-TRAVAIL- PATRIE

MINISTERE DE
L'ADMINISTRATION TERRITORIALE
ET DE LA DECENTRALISATION

REGION DE L'EST

DEPARTEMENT DE LA BOUMBA &
NGOKO

COMMUNE DE MOLOUNDOU



REPUBLIC OF CAMEROON
PEACE -WORK - FATHERLAND

MINISTRY OF TERRITORIAL
ADMINISTRATION
AND DECENTRALIZATION

EAST REGION

BOUMBA & NGOKO DIVISION

MOLOUNDOU'S COUNCIL

PLAN COMMUNAL DE DEVELOPPEMENT (PCD) DE MOLOUNDOU



Réalisé avec l'appui technique et financier du PNDP

Et

L'accompagnement de l'OAL GIC ALUMNI



Mai 2018



**VALIDATION DU PLAN COMMUNAL DE DEVELOPPEMENT (PCD) DE
MOLOUNDOU**

MAIRE DE LA COMMUNE DE MOLOUNDOU

DELEGUE REGIONAL DU MINEPAT

PREFET DE LA BOUMBA ET NGOKO

SOMMAIRE

VALIDATION DU PLAN COMMUNAL DE DEVELOPPEMENT (PCD) DE MOLOUNDOU.....	i
SOMMAIRE	ii
RESUME EXECUTIF	vi
FICHE SIGNALETIQUE	vii
LISTE DES ABREVIATIONS	viii
LISTE DES TABLEAUX.....	x
LISTE DES PHOTOS	xii
LISTE DES CARTES	xiii
LISTE DES ANNEXES.....	xv
1. INTRODUCTION.....	1
1.1. Contexte et justification.....	2
1.2. Objectifs de la planification.....	3
1.3. Structure du document.....	4
2. METHODOLOGIE	5
2.1. Préparation de l'ensemble du processus	6
2.1.1. La préparation administrative.....	6
2.1.2. Préparation pédagogique.....	6
2.2. Collecte des informations et traitement des données.....	7
2.2.1. Le Diagnostic de l'Espace Urbain Communal (DEUC).....	7
2.2.2. Le Diagnostic Institutionnel Communal (DIC).....	7
2.2.3. Le Diagnostic Participatif Niveau Village (DPNV).....	8
2.3. Consolidation des données du diagnostic et cartographie	8
2.4. Atelier de planification et mobilisation des ressources.....	8
2.5. Mise en place du mécanisme de suivi-évaluation participatif	9
3. PRESENTATION SOMMAIRE DE LA COMMUNE.....	10
3.1. Localisation.....	11
3.2. Description du milieu biophysique	1
3.2.1 Relief.....	1
3.2.2 Climat.....	1
3.2.3 Végétation et flore.....	2
3.2.4 L'hydrographie.....	3
3.2.5. Le sol.....	4
3.2.6. La faune.....	4
3.2.6.1. Faune domestique.....	4
3.2.6.2. Faune sauvage	4
3.2.6.3. Aires protégées.....	6
3.2.6.3.1. Parc National de Lobeke	6
3.2.6.3.2. Parcs Nationaux de Boumba Bek et Nki	7
3.2.7 Ressources minières	8

3.4 Milieu humain.....	9
3.4.1 Quelques repères historiques.....	9
3.4.2 Population	9
3.4.3 Principales ethnies.....	11
3.4.4 Religions	11
3.4.5 Organisation sociale	11
3.4.6. Système foncier.....	12
3.4.7 Habitat.....	12
3.5. Milieu socio-économique.....	15
3.5.1. Secteur primaire	15
3.5.1.1. L'agriculture.....	15
3.5.1.2. La chasse	15
3.5.1.3. La chasse contrôlée	15
3.5.1.4. La chasse traditionnelle de subsistance	15
3.5.1.5. La pêche	16
3.5.1.6. L'artisanat	16
3.5.1.7. L'élevage.....	16
3.5.1.8. L'agro-industrie.....	17
3.5.1.9. L'exploitation minière et coupe artisanale du bois.....	17
3.5.3. Secteur tertiaire	17
3.5.3.1 Le commerce.....	17
3.5.3.2. Les micros finances	18
3.5.3.3. L'écotourisme	18
3.5.3.4. L'exploitation forestière	18
3.5.3.4.1. La forêt communale de Moloundou	18
3.5.3.4.2. Les unités forestières d'aménagement (UFA)	19
3.5.3.4.3. L'exploitation informelle du bois.....	20
3.5.3.5. La collecte des produits forestiers non ligneux (PFNL).....	20
3.5.3.6. Activités de transformation	21
3.5.4 Secteur informel	21
4. RESULTATS DU DIAGNOSTIC PARTICIPATIF	22
4.1. Synthèse du Diagnostic Institutionnel Communal (DIC)	24
4.1.1. Forces et faiblesses de la Commune.....	24
4.1.2. Axes de renforcement	25
4.2 Principaux services de l'espace communal	28
4.2.1. Synthèse de la situation de référence sur le plan des infrastructures.....	28
4.2.1.1. Education et formation professionnelle.....	28
4.2.1.2 Santé Publique.....	33
4.2.1.3. Hydraulique.....	37
4.2.1.4. Electrification.....	41
4.2.1.5. Réseau routier et voirie urbaine	42
4.2.1.6. Le transport	43
4.2.1.6.1. Les infrastructures aéroportuaires	43
4.2.1.6.2. Les infrastructures fluviales	43
4.2.1.6.3. Marché et structure de stockage	44
4.2.1.6.4. Equipements sportifs et de loisirs.....	46
4.2.1.6.5. Les ressources naturelles	46
4.2.1.6.6. Espaces verts et sites touristiques.....	46
4.3 Synthèse de référence des principales activités économiques de l'espace urbain par secteur	53
4.4 Principales potentialités de la commune de Moundou	63
4.5 Synthèse des données collectées sur la petite enfance.....	65
4.6 Synthèse des données sur les populations autochtones.....	69
4.7 Économie locale.....	70

4.8 Synthèse des données sur les changements climatiques	73
4.9 Principaux problèmes et besoins identifiés par secteur	77
4.10 Synthèse du profil genre de la Commune	102
4.11 Esquisse du plan d'utilisation des terres	103
4.11 Cadre logique par secteur	108
4.12. Planification spatiale es infrastructures par secteur	194
4.13 Coût estimatif du PCD de Moloundou	199
5. PLANIFICATION	201
5.1. Vision et objectifs du PCD	202
5.1.1 Vision du PCD	202
5.1.2. Objectifs du PCD	202
5.2. Eléments de Cadrage	203
5.2.1. Tableau consolidé des projets prioritaires	203
5.2.2. Cadrage budgétaire sur la base des trois derniers comptes administratifs.....	216
5.2.3. Ranking des villages et espaces urbains de la Commune de Moloundou	217
5.2.5. Détermination du niveau d'accès aux services sociaux de base.....	225
5.2.6. Ressources mobilisables et échéances.....	228
5.3. Planification stratégique	228
5.3.1. Elaboration des programmes techniques sur 05 ans.....	228
5.3.1.1 Programmes techniques.....	236
5.3.1.1.2. Programme 1 : Amélioration de l'offre des services sociaux de base	237
5.3.1.1.3. Programme 2 : Promotion du développement économique et protection de l'environnement....	246
5.3.1.1.4. Programme 3 : Promotion de la culture, des sports et appui à la jeunesse	252
5.3.1.1.5. Programme 4 : Gouvernance et administration locale.....	256
5.3 Analyse évaluative des programmes par rapport à l'atteinte des ODD	267
5.4 PLANIFICATION OPERATIONNELLE.....	271
Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT) des projets prioritaires	271
Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT) des projets prioritaires à l'usage de la Commune.....	272
5.5.1.2. Cadre de gestion environnementale sommaire.....	277
Plan d'investissement annuel (PIA)	283
5.5.3. Coût estimatif du Plan d'Investissement Annuel (PIA)	294
5.5.4. Plan de passation des marchés des microprojets du PIA.....	294
6 . MECANISME DE SUIVI-EVALUATION.....	296
6.1. Composition et attributions du comité de suivi-évaluation du PCD.....	297
6.1.1. Le comité de suivi du PCD	297
6.1.2. Les acteurs de la mise en œuvre du PCD	297
6.2 Indicateurs de suivi et d'évaluation	298
6.3. Dispositif, outils et fréquence du reporting.....	301
6.3.1. Etats et rapports attendus.....	302
6.3.1.1. Les états.....	302
6.3.1.2. Les rapports.....	302
6.3.1.2.1. Contenu du rapport mensuel	302
6.3.1.2.2. Contenu du rapport trimestriel	302
6.3.1.2.3. Contenu du rapport annuel	302
6.4. Mécanisme de préparation du PIA et de révision du PCD	303
6.5. Le mécanisme de Révision du PCD	303

7	. LE PLAN DE COMMUNICATION DE LA MISE EN ŒUVRE	304
7.1.	Stratégie et esquisse de plan de communication.....	305
7.2	Objectifs.....	305
CONCLUSION		309
BIBLIOGRAPHIE		311
ANNEXES		313

RESUME EXECUTIF

La troisième phase du PNDP dite « de consolidation des acquis » est une étape majeure dans l'existence du Programme Nationale de Développement Participatif (PNDP). Elle est caractérisée par l'actualisation des Plan Communaux de Développement (PCD) dans le but de les arrimer aux budgets programmes conformes aux exigences du document de stratégie pour la croissance et l'emploi (DSCE) d'une part ; et de l'importance accordée à la mise en œuvre des solutions endogènes par les communautés à la base d'autre part. Aussi, c'est grâce à l'appui financier du PNDP technique de l'organisme d'appui local (OAL) GIC ALUMNI EST que le présent PCD est élaboré, le but visé étant essentiellement de doter la Commune d'un document de référence qui définit la vision de son développement sur une période de cinq ans, soit de 2018 à 2022. Le lancement officiel qui a tenu lieu de préparation de l'ensemble du processus a eu lieu le 07 Avril 2017 à Moloundou. Il a permis la mise en branle des autres étapes du processus que sont la collecte puis le traitement des données issues du diagnostic institutionnel communal (DIC), du diagnostic de l'espace urbain communal (DEUC) et du diagnostic participatif niveau village (DPNV) ; puis la consolidation des différents diagnostics et la cartographie qui ont précédé la tenue d'un atelier de planification, lequel s'est achevé avec la mise en place d'un mécanisme de suivi-évaluation du PCD.

La consolidation de différents diagnostics (DIC, DEUC et DPNV) a permis d'identifier à travers 28 secteurs les problèmes des populations de la Commune. Ce qui a abouti l'élaboration de 28 cadres logiques outre ceux du service communal et du développement de l'économie locale. Il en est ressorti que les besoins des populations portent essentiellement sur l'accès aux infrastructures socioéconomiques de base et le renforcement de la gouvernance locale. Estimé à un coût global de **11 858 287 750 FCFA**, le PCD de Moloundou est soutenu par 03 programmes techniques et un programme support. Pour ce qui est du Cadre de dépenses à moyen terme (**CDMT**) d'un montant estimatif global de **709 000 000 FCFA**, il définit la mise en œuvre sur une période de 05 ans des 26 microprojets prioritaires sur les 30 identifiés soit une proportion de 86,7% des microprojets prioritaires identifiés. Ceux-ci sont issus deux sous-programmes que sont :

- Le sous-programme du programme Social et culturel qui représente 33% de l'ensemble avec pour secteurs porteurs l'Education de base, les enseignements secondaires et enfin l'Eau et énergies pour un coût estimatif de **233 970 000 FCFA** ;
- le sous-programme du programme économique qui représente 67% de l'ensemble avec comme secteurs porteurs l'agriculture, l'élevage, les Travaux publics et enfin de l'eau et énergies pour un coût global estimatif de **475 030 000 FCFA**;

Sur la base des ressources propres de la commune, un plan d'investissement annuel (PIA) a été élaboré pour un coût estimatif global de **220 103 556 FCFA** dans le but de mettre en œuvre les microprojets de la première année, soit 2018.

Enfin, pour assurer la gestion pérenne et le suivi /évaluation des activités afférentes au PCD, un Comité de suivi et de mise en œuvre a été mis en place avec la représentation de toutes couches socioprofessionnelles de la commune.

FICHE SIGNALETIQUE

Date et création :	07/06/1955
Superficie :	15 000 km ²
Population :	30 000 âmes
Ethnies/Clans (04) :	Bangando, Bakwélé, Baka, Sangha-sangha et allogènes (Bamiléké, Bamoun, Maka, Maliens etc.)
Nombre de villages :	29 villages Bantou et 21 campements Baka
Activités économiques :	Agriculture, commerce, pêche, exploitation artisanale des ressources minières (sable, gravier, Or....), la coupe du bois, transport urbain et inter urbain, chasse, la collecte des PFNL et AGR diverses
Infrastructures sociales :	Environ 2 écoles primaires et/ou maternelles réparties à travers la commune, des routes en mauvais état, adduction d'eau à Moloundou, forages,
Conseiller municipal	25 (04 sont décédés)
Personnel communal	28 permanents, 16 temporaires.
Patrimoine communal :	Locaux communaux (hôtel de ville (détailler)), benne et Niveleuse en panne, matériels informatique, chaises, tables, motos, etc.
Réseau de relation :	Membre de L'ACFCAM et du CVUC, bons rapports avec IUCN, FTNS, Réseau de l'Association des Maires de l'Espace TNS, PNDP, Giz, MINFOF (Conservation PNL, WWF, PACEBco...) et autres organisations communales, Communes du Bassin de la Sangha (Congo, Centrafrique et Cameroun)
Principales forces	▪ existence d'un grand réseau d'association de développement ; ▪ accès à l'éducation et aux soins de santé. ▪ présence de sites touristiques; ▪ présence de cours d'eaux poissonneux ; ▪ réseau de téléphonie mobile.
Principales faiblesses :	▪ fichier des contribuables non actualisé ; ▪ marché frontalier avec le Congo pas encore fonctionnel à Socambo ▪ mauvais état des routes et existence des pistes rurales non entretenues ; ▪ enclavement de la commune ; ▪ lotissement communal et domanial encore inexistant.
Opportunités :	▪ Disponibilité des autres acteurs du développement local (sectoriels, associations, ONG, populations locales, etc.) à coopérer avec la mairie ; ▪ existence de vastes étendues de terres fertiles ; ▪ présence de la forêt ; ▪ présence d'un sous-sol sablonneux ;
Obstacles :	▪ insuffisance qualitative et quantitative du personnel communal ; ▪ incivisme fiscal ; ▪ insuffisance des points d'eau potable et de la couverture du réseau électrique ; ▪ Insuffisance des points d'eau aménagés et de la couverture du réseau électrique dans la Commune

LISTE DES ABREVIATIONS

ACFCAM	: Association des Communes Forestières du Cameroun
ACBS	: Association des Communes du Bassin de la Sangha (Cameroun, Congo et République Centrafricaine)
ALPICAM	: Alpi Pietro et Fils Cameroun
BIP	: Budget d'Investissement Public
BP	: Budget Prévisionnel
CA	: Comptes Administratifs
CAC	: Centimes Additionnels Communaux
CDQ	: Comité de Développement du Quartier
CDV	: Comité de Développement Villageois
CEFAM	: Centre de Formation pour l'Administration Municipale
CIBC	: Compagnie Industrielle de Bois du Congo
CLLS	: Cellule Locale de Lutte Contre le Sida
CTD	: Collectivité Territoriale Décentralisée
CM	: Conseil Municipal
CNPS	: Caisse Nationale de Prévoyance Sociale
CVUC	: Communes et Villes Unies du Cameroun
DEUC	: Diagnostic de l'Espace Urbain Communal
DIC	: Diagnostic Institutionnel Communal
DP	: Diagnostic Participatif
DPNV	: Diagnostic Participatif Niveau Village
DSCE	: Document de Stratégie pour la Croissance et e l'Emploi
DSRP	: Document de Stratégie pour la Réduction de la Pauvreté
ENEF	: Ecole Nationale des Eaux et des Forêts
EU	: Espace urbain
FC	: Forêt Communale
FEICOM	: Fonds spécial d'Equipement et d'Intervention inter Communale
FMO	: Force de Maintien de l'Ordre
GIC	: Groupe d'Initiative Commune
GIC ALUMNI	: Groupe d'Initiative Commune ALUMNI de l'Est
MINADER	: Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural
MINAS	: Ministère des Affaires Sociales
MINATD	: Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation
MINEDUB	: Ministère de l'Education de Base
MINEE	: Ministère de l'eau et de l'Energie
MINEPDED	: Ministère de l'environnement, de la Protection de la nature et du Développement Durable
MINEPIA	: Ministère des Pêches et des Industries Animales
MINESEC	: Ministère des Enseignements Secondaires
MINESUP	: Ministère des Enseignements Supérieurs
MINDCAF	: Ministères des Domaines, du Cadastre et des Affaires Foncières
MINCOM	: Ministère de la Communication

MINCOMMERCE	: Ministère du Commerce
MINAC	: Ministère des Arts et de la Culture
MINHDU	: Ministère de l’habitat du Développement Urbain et
MINFOF	: Ministère des Forêts et de la Faune
MINJEC	: Ministère de la Jeunesse de l’éducation ci
MINMIDT	: Ministère des Mines et du Développement Technologique
MINPOSTEL	: Ministère des Postes et Télécommunications
MINPMEESA	: Ministère des Petites et Moyennes Entreprises, de l’économie sociale et de l’Artisanat
MINPROFF	: Ministère de la Promotion de la Femme et de la Famille
MINRESI	: Ministère de la Recherche Scientifique et de l’Innovation
MINSANTE	: Ministère de la Santé Publique
MINSEP	: Ministère des Sports et de l’Education Physique
MINTOURL	: Ministère du Tourisme et des loisirs
MINTP	: Ministère des Travaux Publics
MINTRANSP	: Ministère des Transports
MINTSS	: Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale
MTN COG	: Mobile Telephony Network Congo
NTIC	: Nouvelles Technologies de l’Information et de la Communication
OAL	: Organisme d’Appui Local
ODD	: Objectifs de Développement Durable
ONG	: Organisme Non Gouvernemental
ONU	: Organisation des Nations Unies
OSC	: Organisation de la Société Civile
PCD	: Plan Communal de Développement
PFNL	: Produits Forestiers Non Ligneux
PNDP	: Programme National de Développement Participatif
PV	: Procès-Verbal
RDPC	: Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais
RFA	: Redevance Forestière Annuelle
SDE	: Service Déconcentré de l’Etat
SEPO	: Succès, Echecs, Potentialités, Obstacles
SG	: Secrétaire Général
SIDA	: Syndrome de l’immunodéficience Acquise
UFA	: Unité Forestière d’Aménagement
VIH	: Virus de l’Immunodéficience Acquise
WWF	: World Wide Fund for Nature
ZIC	: Zones d’Intérêts Cynégétiques
ZIGGC	: Zones d’Intérêts Cynégétiques à Gestion Communautaire

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1: Liste des villages et leur distance par rapport à des villes de référence	11
Tableau 2: Quelques produits forestiers exploités dans la Commune de Moloundou.....	2
Tableau 3: Quelques plantes médicinales	3
Tableau 4: Quelques espèces fauniques rencontrées à Moloundou	5
Tableau 5: Atouts, potentialités et contraintes de la Commune	8
Tableau 6: Répartition de la population par tranche d'âge dans les villages.....	9
Tableau 7 : Etat des UEFA exploitées dans la Commune de Moloundou.....	19
Tableau 8 : Espèces végétales utilisées dans la Commune pour l'alimentation et la pharmacopée.....	20
Tableau 9 : Synthèse des atouts et contraintes du milieu biophysique de Moloundou	21
Tableau 10 : Forces et faiblesses de la Commune.....	24
Tableau 11 : Axes de renforcement de la Commune de Moloundou	26
Tableau 12 : Répartition des institutions et infrastructures socioéconomiques selon le milieu de résidence.....	28
Tableau 13 : Répartition des écoles dans la Commune de Moloundou.....	28
Tableau 14 : Effectifs des élèves dans les écoles de la Commune de Moloundou.....	29
Tableau 15: Synthèse de la situation de référence des infrastructures de l'éducation de base.....	30
Tableau 16 : Encadrement et équipements des établissements scolaires de la Commune de Moloundou	32
Tableau 17 : Etat général des bâtiments dans les écoles de la Commune de Moloundou	32
Tableau 18 : Etat général des équipements et aménagements dans les enseignements secondaires dans la Commune de Moloundou.....	32
Tableau 19 : Situation des équipements sanitaires dans la Commune de Moloundou	33
Tableau 20 : Répartition du personnel sanitaire dans la Commune de Moloundou	34
Tableau 21 : Situation des équipements sanitaires dans la Commune de Moloundou	35
Tableau 22 : Situation de l'aménagement des formations sanitaires dans la Commune de Moloundou.....	35
Tableau 23 : État des bâtiments des formations sanitaires de la Commune de Moloundou.....	36
Tableau 24 : Répartition des ouvrages hydrauliques dans la Commune de Moloundou	37
Tableau 25 : Couverture de la Commune de Moloundou par le réseau électrique.....	41
Tableau 26 : Classification des principaux axes routiers de la Commune de Moloundou	42
Tableau 27 : Niveaux de fonctionnement des ports de la Commune de Moloundou	43
Tableau 28 : Répartition des marchés au sein de la Commune de Moloundou	45
Tableau 29 : Situation de référence des autres secteurs	47
Tableau 30 : Situation de l'économie de la Commune de Moloundou	53
Tableau 31 : Synthèse des principaux corps de métiers dans les espaces urbains de la Commune de Moloundou	54
Tableau 32 : Situation de références des principaux acteurs par activité économique.....	62
Tableau 33 : Matrice de diagnostic des ressources naturelles	64
Tableau 34 : Synthèse des données relatives à la petite enfance.....	66
Tableau 35 : Matrice des atouts / potentialités, contraintes et problèmes des Baka par secteur	69
Tableau 36 : Situation de l'économie de la Commune de Moloundou	70
Tableau 37 : Matrice de captage des données liées aux changements climatiques	74
Tableau 38 : principaux problèmes et besoins par secteur	78
Tableau 39 : Gestion des terres dans l'espace communal.....	104
Tableau 40 : Cadres logiques par secteur.....	109
Tableau 41: Coût estimatif du PCD	199
Tableau 42 : Liste consolidée des projets prioritaires par villages et espace urbain	204
Tableau 43 : Cadrage budgétaire de Commune de Moloundou	216
Tableau 44 : Ranking général des villages et espaces urbains de la Commune de Moloundou.....	218
Tableau 45 : Ranking sectoriel des villages et espaces urbains de la Commune de Moloundou Secteur 1 : Agriculture	220
Tableau 46 : Validation des données de base par secteur	224
Tableau 47 : Synthèse de l'état des lieux et situation souhaitée	226
Tableau 48 : Ressources mobilisables et échéances.....	228
Tableau 49 : Définition sommaire des programmes	229
Tableau 50 : Cadre de dépenses à moyen terme (CDMT) des projets prioritaires de la Commune de Moloundou	272
Tableau 51 : Cadre de gestion environnemental sommaire.....	277
Tableau 52 : Programmation annuelle des projets prioritaires pour l'année 2019.....	283

X

Tableau 53 : Coût estimatif du Plan d'investissement annuel (PIA)	294
Tableau 54 : Plan de passation des marchés du PIA	294
Tableau 55 : Indicateurs de suivi et d'évaluation	298
Tableau 56 : Dispositif de reporting.....	301
Tableau 57 : Modèle de tableau de suivi des réunions.....	301
Tableau 58 : Plan de communication à court-terme	307

LISTE DES PHOTOS

Photo 1 : Identification des problèmes et besoins dans l'espace urbain Mambélé (Photo GIC ALUMNI DE L'EST, Avril 2017).....	7
Photo 2 : Une vue des participants à l'atelier de planification Communale à Moloundou (Photo GIC ALUMNI DE L'EST, 2018)	9
Photo 3 : Une vue de la Boumba à Moloundou Rivière (Photo GIC ALUMNI DE L'EST, 2018).....	4
photo 4 : Une vue du centre commercial de Moloundou (Photo GIC ALUMNI DE L'EST, 2018)	18
photo 5 : Une vue de l'école publique de Mambélé (Photo GIC ALUMNI DE L'EST, 2018)	29
photo 6 : Une vue du bloc administratif de l'école de Mambélé (Photo GIC ALUMNI DE L'EST, 2018).....	29
photo 7 : Citerne principale de L'adduction d'eau au quartier Administratif (Photo GIC	39
photo 8 : Un robinet de l'adduction d'eau non fonctionnel (Photo GIC ALUMNI DE L'EST, 2018)...	39
photo 9 : Un point d'eau en panne et quasiment à l'abandon à l'EPP de Mambélé (Photo GIC ALUMNI DE L'EST, 2018)	40
Photo 10 : A gauche la Base ENEO de Moloundou, au milieu une image l'éclairage public solaire et enfin à droite une ligne du réseau électrique ENEO de Moloundou	41
Photo 11: Le bac de traversée en panne à gauche, à droite le site de l'unique agence de voyage de la Commune	43
Photo 12 : A gauche un point critique à 3 km de Moloundou, au milieu, piste reliant Moloundou-Rivière à Ndong et enfin à droite une vue du pont endommagé sur la rivière Evéh (Photos GIC ALUMNI DE L'EST, 2017)	44
Photo 13 : Une vue du marché municipal de Moloundou à Newtown (Photo GIC ALUMNI DE L'EST, 2018).....	44
Photo 14 : Un sectoriel pendant son intervention lors de l'atelier de planification (Photo GIC ALUMNI DE L'EST, 2018)	108

LISTE DES CARTES

Carte 1 : Localisation de la Commune de Moloundou.....	Erreur ! Signet non défini.
Carte 2 : Carte forestière de la Commune de Moloundou.....	8
Carte 3 : Répartition spatiale des populations de la Commune de Moloundou.....	14
Carte 4 : Répartition spatiale des infrastructures scolaires dans la Commune de Moloundou.....	33
Carte 5: Répartition spatiale des infrastructures scolaires de la Commune de Moloundou	Erreur ! Signet non défini.
Carte 6 : Répartition spatiale des infrastructures sanitaires.....	37
Carte 7 : Répartition spatiale des infrastructures scolaires de la Commune de Moloundou	40
Carte 8 : Couverture de la Commune par le réseau électrique	42
Carte 9 : Répartition spatiale des infrastructures marchandes de la Commune de Moloundou	46
Carte 10 : Plan d'utilisation des terres à Moloundou	107
Carte 11 : Planification spatiales des infrastructures hydrauliques dans la Commune de Moloundou	194
Carte 12 : Planification des infrastructures scolaires dans la Commune de Moloundou	195
Carte 13 : Planification des infrastructures marchandes de la Commune de Moloundou.....	196
Carte 14 : Planification des infrastructures de santé de la Commune de Moloundou.....	185

LISTE DES FIGURES

Figure 1: Précipitation moyenne annuelle.....	1
Figure 2 : Répartition de la population de la Commune par tranche d'âge	11
Figure 3 : Poids des deux programmes.....	235
Figure 4: Performance des thèmes de la dimension sociale	267
Figure 5 : Performance des thèmes de la dimension économique.....	268
Figure 6 : Performance des thèmes de la dimension écologique.....	269

LISTE DES ANNEXES

ANNEXE 1: LE DIAGNOSTIC INSTITUTIONNEL COMMUNAL (DIC).....	314
ANNEXE 2: RAPPORT DU DIAGNOSTIC DE L'ESPACE URBAIN COMMUNAL (DEUC).....	315
ANNEXE 3 : RAPPORT CONSOLIDE DES DIAGNOSTICS PARTICIPATIFS DE LA COMMUNE DE MOLOUNDOU	316
ANNEXE 4 : PROCES VERBAL D'APPROBATION DU PCD PAR LE CONSEIL MUNICIPAL ELARGI AUX SECTORIELS (COMES)	317

1. INTRODUCTION

1.1. Contexte et justification

La mise en application des textes sur la décentralisation annoncée par le gouvernement justifie la preuve indéniable de l'engagement de l'autorité suprême de l'Etat à affronter et à traiter la problématique sociale avec tant de détermination et d'abnégation pour assurer un développement équilibré et inclusif. Cette Initiative se fonde sur une approche participative à même d'appréhender les réalités des territoires, leurs forces, leurs faiblesses et leurs opportunités d'évolution. Elle interpelle tous les acteurs qui y vivent à coopérer et à se mettre en synergie.

Et à juste titre : selon le document « Cameroun vision 2035 » publié en 2009, la vision du Cameroun est définie comme suit : « Cameroun, un pays émergent démocratique et uni dans sa diversité ». Laquelle vision « systématise les aspirations et les visions exprimées par les différents acteurs », besoins identifiés à la suite d'études et enquêtes rétrospectives menées au préalable dès l'année 2000 à travers le pays ont permis de recenser les recommandations des populations. Il s'est alors avéré urgent, de mettre sur pied une stratégie qui permette de répondre aux désirs de celles-ci, qui avaient alors mis l'accent sur l'importance « d'améliorer leurs capacités à se prendre en charge »¹.

Ainsi, après le document de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP) élaboré en 2003, une actualisation des priorités de l'état et un changement d'orientation aboutissent en 2009 à l'élaboration d'une nouvelle stratégie qui met l'accent sur la création des emplois et l'accélération de la croissance à travers la mise en œuvre des projets structurants : le document de stratégie pour la croissance et l'emploi (DSCE). Celui-ci est dorénavant le cadre intégré et opérationnel de la stratégie de développement durable qui vise à porter la croissance à 5,5%, de ramener le sous-emploi sous la barre des 50% et réduire la pauvreté monétaire à 28,7% d'ici 2020, date de l'évaluation de la première phase qui s'étale sur un horizon de 10 ans.

En tant que membre de la Communauté mondiale, le Cameroun s'est arrimé à des objectifs de développement internationaux. C'est le cas en 2015 lors du sommet de l'organisation des nations unies (ONU) consacré au développement durable, où le Cameroun ratifie et intègre dans ses politiques, stratégies nationales et locales de développement les « objectifs de développement durables (ODD) à l'horizon 2030 ». Il s'agit d'un ensemble de 17 objectifs et de 169 cibles dans divers secteurs socioéconomiques et environnementaux du développement durable

Dans le but de mettre en œuvre la stratégie arrêtée, il apparaît urgent de décentraliser le développement. C'est chose faite avec les lois de 2004 que sont :

La loi n° 2004/017 du 22 Juillet 2004 portant orientation de la décentralisation au Cameroun annoncés au préalable par le gouvernement, avec l'objectif affiché d'affronter et traiter la problématique sociale pour assurer un développement équilibré et inclusif;

La loi n° 2004/018 du Juillet 2004 qui fixe les règles applicables et leur attribue un rôle central tout en leur transférant des compétences dans l'initiation, la promotion, et la coordination des actions de développement socio-économique (éducation, santé, hydraulique...) et sportif au niveau local.

Ces nouvelles compétences exigent des collectivités territoriales décentralisées (CTD) qu'elles soient capables d'assumer le rôle de maître d'ouvrage du processus de développement local.

Pour y parvenir le gouvernement a mis en place le Programme National de Développement Participatif (PNDP) qui est un outil permettant :

- d'améliorer l'offre en services socio-économiques de base vers les communautés,
- d'accompagner les Communes dans la mise en œuvre du processus de décentralisation

¹ MINEPAT, *Document de stratégie et de réduction de la pauvreté*, Yaoundé, 2003, p. i

- accroître l'aptitude des collectivités territoriales décentralisées à assumer leurs missions de promotion du développement local y compris celle de planification.

Le PNDP se veut un cadre national de concertation et un mécanisme de mise en œuvre d'un grand nombre d'initiatives de développement à la base dans l'optique de réduction de la pauvreté et de promotion d'un développement durable en zones rurales. A ce titre, il a pour ambition de responsabiliser les Communes et leurs communautés à la base dans le processus progressif de décentralisation, afin de les rendre acteurs de leur propre développement.

Dans le cadre de la convention de financement du PCD et des activités connexes signées entre le PNDP et la Commune de MOLOUNDOU l'Organisme d'Appui Local (OAL) GIC ALUMNI-EST a été recruté pour accompagner cette collectivité dans l'élaboration de cet important outil de développement. Le lancement officiel de ce processus présidé par le Préfet du département a eu lieu dans la salle des fêtes de la Commune de Moloundou. La première étape de cette mission dans cette Commune a été la conduite par un Diagnostic au Niveau de l'Espace urbain Communal, le Diagnostic Institutionnel Communal (DIC) et le processus participatif niveau village. L'étape présente, suite logique de la première, consiste à élaborer le PCD. Il s'agit en fait d'amener les parties prenantes de la Commune à réfléchir profondément sur leurs problèmes de développement et à planifier les activités principales dans un document technique appelé PCD (Plan Communal de Développement).

Ce processus s'est achevé avec l'organisation de l'atelier de planification, de mobilisation des ressources et de programmation communale qui s'est tenue du 28 au 30 Mai 2012. Cet atelier avait pour but d'amener les parties prenantes de la Commune à réfléchir profondément sur leurs problèmes de développement et à planifier les Activités principales dans un document technique dénommé « Plan Communal de Développement (PCD) ». Le PCD matérialise la vision de développement de la Commune sur les différents secteurs. Ceci justifie l'engagement et l'engouement des autorités communales et les représentants sectoriels de faire de la Commune de Moloundou un Pol d'attraction économique où de nombreux acteurs sociaux professionnels agissent de concert. Autrement dit, la mise en œuvre du PCD de Moloundou est inhérente au comité de suivi des actions du PCD pour améliorer durablement les conditions de vie des populations à travers la facilitation d'accès des populations aux services sociaux de base, l'amélioration de la productivité, la rentabilité et la viabilisation de services au sein de la Commune

1.2. Objectifs de la planification

L'objectif global du processus de planification dans la Commune de MOLOUNDOU est d'appuyer cette dernière à se doter d'une vision de développement élaborée à l'issue d'un processus participatif.

Dans cet ordre d'idée il est question d'appuyer la Commune de Moloundou dans la définition des orientations de développement devant servir de référence à toutes les actions à mener.

De façon spécifique, il s'agit de :

- Réaliser la monographie de la Commune ;
- Mener un diagnostic participatif ;
- Elaborer une planification stratégique ;
- Présenter les ressources mobilisables par la Commune ;
- Programmer les investissements ;
- Elaborer le cadre socio-environnemental sommaire des investissements du CDMT et du PIA ;
- Mettre en place un dispositif de suivi-évaluation de la mise en œuvre du PCD.

1.3. Structure du document

Le présent rapport est articulé de la manière suivante :

- Résumé exécutif
- Introduction
- Méthodologie
- Résultats du diagnostic
- Planification
 - Elément de cadrage (Liste des projets prioritaires, Ranking des villages et Ressources mobilisables)
 - Planification stratégique
 - Planification opérationnelle
- Mécanisme de suivi-Evaluation
- Plan de Communication
- Conclusion
- Annexes

2. METHODOLOGIE

2.1. Préparation de l'ensemble du processus

2.1.1. La préparation administrative

L'importance de cette étape est de sensibiliser toutes les parties prenantes à ce diagnostic. Il a été question à chaque étape d'informer et sensibiliser les différentes parties prenantes impliquées de la Commune sur l'importance et les objectifs poursuivis par à travers le processus participatif. Elle débute par une prise de contact entre l'OAL et l'exécutif communal. Cette étape qui se tient en date du 6 Avril 2017 dans la salle des actes de la Commune sous la supervision du PNDP en présence des membres de l'exécutif communal, des membres du personnel communal et du comité de pilotage avait pour but de présenter l'AOL à l'équipe communale, de valider les membres de l'équipe de l'OAL et de préparer la cérémonie de lancement.

C'est lors d'une cérémonie officielle marquant le lancement du processus participatif dans la Commune que cette préparation a pris tout son sens. En effet, sous le patronage du Sous-préfet de Moloundou en lieu et place du Préfet de la Boumba et Ngoko empêché, cette cérémonie a eu lieu le 07 Avril 2017 dans la Salles des actes de la Commune de Moloundu. Durant cette cérémonie, l'OAL GIC ALUMNI EST a été présenté à l'ensemble de la communauté de développement de la Commune. Et, étant en charge des aspects opérationnels du processus, l'OAL GIC ALMNI EST a présenté le chronogramme détaillé et consensuel de son intervention. Lequel détaillait les zones et les types de diagnostic à y conduire à savoir le DIC pour l'institution communale, le DEUC pour les espaces urbains (définis à l'avance) et enfin le DPNV pour les villages. Le calendrier prévisionnel des différentes étapes de la planification a ainsi été présenté et adopté devant un parterre constitué de :

- Membres de l'exécutif et du conseil municipal ;
- Les chefs de villages et de quartiers qui représentaient les populations des villages et des espaces urbains ;
- Les autorités administratives et les représentants des différents démembrements de l'Etat central en poste à Moloundou ;
- Les ONG et association de développement ;
- Etc...

Cette préparation a connu des déclinaisons au fur et à mesure de la progression dans le processus. Lors du DIC, il s'est agi d'une rencontre avec le maire et/ou le SG fixant le programme et les besoin en documents de l'OAL en vue de l'atelier. Pour e qui est du DEUC et du DPNV, une rencontre préalable avait lieu 5 à 7 jours avant la descente de l'équipe de l'OAL sur le terrain. Tenue avec les chefs du village ou des EU accompagnés de quelques habitants elle permettait dans ce cas-ci de présenter le travail et les objectifs de l'atelier et de sensibiliser les populations afin qu'elles y répondent présent. Une autre rencontre avait lieu la veille du début du processus et avait pour but de sensibiliser et d'arrêter les modalités pratiques.

2.1.2. Préparation pédagogique

Cette phase qui consiste en l'harmonisation des techniques et méthodes de mise en œuvre du diagnostic participatif débute par une formation des formateurs de 10 jours. Organisée par le PNDP à Abong mbandj elle réunit et forme les OAL sur les approches de la démarche participative. Chaque OAL devait donc restituer cette formation aux membres de son équipe pour harmonisation. L'OAL GIC ALUMNI ETS n'a pas dérogé à la règle : entre le 02 et le 06 Avril 2017, à Moloundou, une session de restitution a été organisée qui a vu la participation des membres du comité de pilotage et de l'équipe de l'OAL. A ceci s'ajoute l'acquisition de toute la logistique nécessaire à l'exécution du processus. Cette préparation a connu une autre déclinaison entre le 30 Janvier et le 04 Février 2018. Un atelier a en effet été organisé à l'adresse des OAL pour les imprégner de la nouvelle approche

d'élaboration des PCD arrimés au DSCE avec élaboration des programmes, ceci juste avant le lancement d'une série d'ateliers des PCD à travers la Région de l'Est.

2.2. Collecte des informations et traitement des données

A l'aide de plusieurs outils et techniques de collecte, deux types de données ont été collectés :

- les données secondaires qui sont issus de l'analyse des documents (rapports etc.) ;
- les données primaires qui ont été obtenues sur le terrain par (des interviews structurés et semi-structurés, les observations directes, etc.).

La collecte et le traitement des informations s'est faite à trois (03) niveaux :

2.2.1. Le Diagnostic de l'Espace Urbain Communal (DEUC)

Il s'est déroulé au niveau des centres urbains qui avaient été identifiés par la Commune. Dans le cas d'espèce il s'agissait de la ville de Moloundou, de Yenga, de Kika, enfin de Socambo et Mambélé. Les équipes du GIC ALUMNI EST ont sillonné ces espaces urbains et leur quartier durant près d'un mois. Elles ont conduit des enquêtes socioéconomiques auprès des corps de métiers et des couches vulnérables, identifié les problèmes et tenu des réunions de restitution dans chaque quartier identifié de l'espace urbain pour identifier les solutions endogènes et exogènes, mettre sur pied ou redynamiser les comités de concertation, identifier les projets prioritaires etc. Des outils de collecte comme les fiche d'enquête socioéconomique et les fiches d'entretien avec les personnes vulnérables ont été mises à la disposition des équipes de terrain. Les outils de collecte du DPNV ont été utilisés à partir de l'identification des problèmes. Ce diagnostic a été sanctionné par un rapport présenté aux membres du comité de pilotage pour validation au cours d'un atelier de restitution qui s'est tenu à la salle des actes de la Commune de Moloundou le 09 Mai 2017. L'image qui suit est le résultat de l'ISS qui a permis d'identifier les problèmes et besoins dans les secteurs « Recherche scientifique et enseignements supérieurs » dans l'espace urbain Mambélé et plus précisément à Mambélé carrefour.

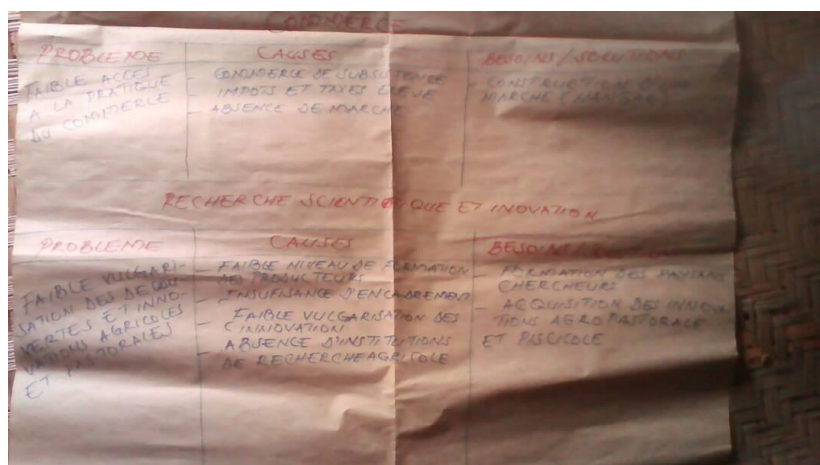


Photo 1 : Identification des problèmes et besoins dans l'espace urbain Mambélé (Photo GIC ALUMNI DE L'EST, Avril 2017)

2.2.2. Le Diagnostic Institutionnel Communal (DIC)

Il s'est déroulé au sein de l'institution Communale. Il a duré une semaine et a fait intervenir tout l'exécutif communal et les employés de la Commune. Les outils qui ont été utilisés pour la collecte des informations sont : les interviews semi-structurées, les fiches d'analyse du budget, les fiches d'analyses des ressources humaines, le SEPO et les observations directes. Cet atelier a permis d'avoir un état des lieux de l'institution communale et d'en identifier les forces et les faiblesses dans le but d'identifier des axes de renforcement de la commune. Il a été sanctionné par un rapport présenté lors

d'un atelier de restitution en présence du comité de pilotage le 09 Mai 2017 dans la salle des actes de la Commune de Moloundou.

2.2.3. Le Diagnostic Participatif Niveau Village (DPNV)

Il s'est fait de façon participative dans **29 villages Bantous** et **21 campements Baka** ; soit un total de **50 villages**. L'approche méthodologique utilisée a consisté au niveau de chaque village de la Commune, en une succession de consultations publiques comprenant des travaux de groupes mixtes (constitués d'hommes, de femmes et de jeunes), des travaux de groupes socioprofessionnels ou sexo-spécifiques (essentiellement des membres de chacun des groupes : hommes, femmes et jeunes), les séances plénières en assemblées villageoises, les entretiens semi-structurés, la visualisation, les sondages d'opinions et l'observation participante. Les problèmes de chaque village ont été identifiés à travers le déroulement des outils tels que le profil historique, la carte sociale, le SEPO, le diagramme de venn, les questionnaires, les interviews, le transect et les arbres à problèmes, le tableau des solutions endogènes, le tableau de planification des solutions endogènes.

2.3. Consolidation des données du diagnostic et cartographie

La consolidation a consisté en une mise en commun des données du DPNV, DEUC et du DIC dans des fiches de consolidation et un fichier Excel (ProAdp) préalablement élaborés par le PNDP.

Pour ce qui est de la cartographie, il a été question de relever les coordonnées GPS de toutes les infrastructures de la Commune et de produire des cartes thématiques. A l'issue de cette consolidation, un atelier de restitution et de validation du « rapport consolidé du diagnostic participatif » s'est tenu courant Décembre 2017 en présence du PNDP, du comité de pilotage et des présidents de CC.

2.4. Atelier de planification et mobilisation des ressources

Cet atelier s'est déroulé pendant 03 jours soit du 30 Mars au 1^{er} Avril 2018 dans la salle des actes de la Commune de Moloundou. Les activités suivantes ont été menées :

- Validation des cadres logiques par les sectoriels locaux et départementaux. Préalablement remis aux sectoriels avant la tenue de l'atelier, leur mission était de recadrer les besoins identifiés par les populations à la lumière des canons de leur secteur particulier. Il s'agissait d'un regard d'expert.
- Présentation du tableau consolidé des projets prioritaires. Les présidents de CCV et CCQ ont par confirmé leur projet prioritaires sélectionnés quelques mois plutôt lors des ateliers de DEUC et DPNV.
- Ranking général des villages et ranking sectoriel. Le premier a permis de classer les villages et espaces urbains selon la priorité en fonction du nombre d'infrastructures présentes dans le village ou l'espace urbain ;
- Cadrage budgétaire et élaboration des programmes : qui a été fonction de la capacité financière de la commune et estimé sur la base des ressources propres de la Communales ;
- Planification des activités du PCD.
- Le CDMT a permis de planifier les Activités principales prioritaires de la Commune sur une durée de 03 ans et d'élaborer ainsi son PCD ;
- Le PIA a permis de faire une programmation fine des Activités principales dont la mise en œuvre est prévue en première année.



Photo 2 : Une vue des participants à l'atelier de planification Communale à Moloundou (Photo GIC ALUMNI DE L'EST, 2018)

2.5. Mise en place du mécanisme de suivi-évaluation participatif

La mise en place d'un mécanisme de suivi-évaluation participatif a permis de définir le cadre de suivi-évaluation et de mise en œuvre du PCD. A cet effet, les participants ont été sensibilisés sur la nécessité de mettre en place leur mécanisme de suivi-évaluation. La méthode utilisée a consisté à mettre en place un Comité de suivi-évaluation élargi aux Communautés à la base et aux élites.

3. PRESENTATION SOMMAIRE DE LA COMMUNE

3.1. Localisation

La Commune de Moloundou existe depuis 1955 et ne connaît ses limites actuelles que depuis 1996 à la suite du détachement de Salapoumbé qui est érigé en district puis en arrondissement.

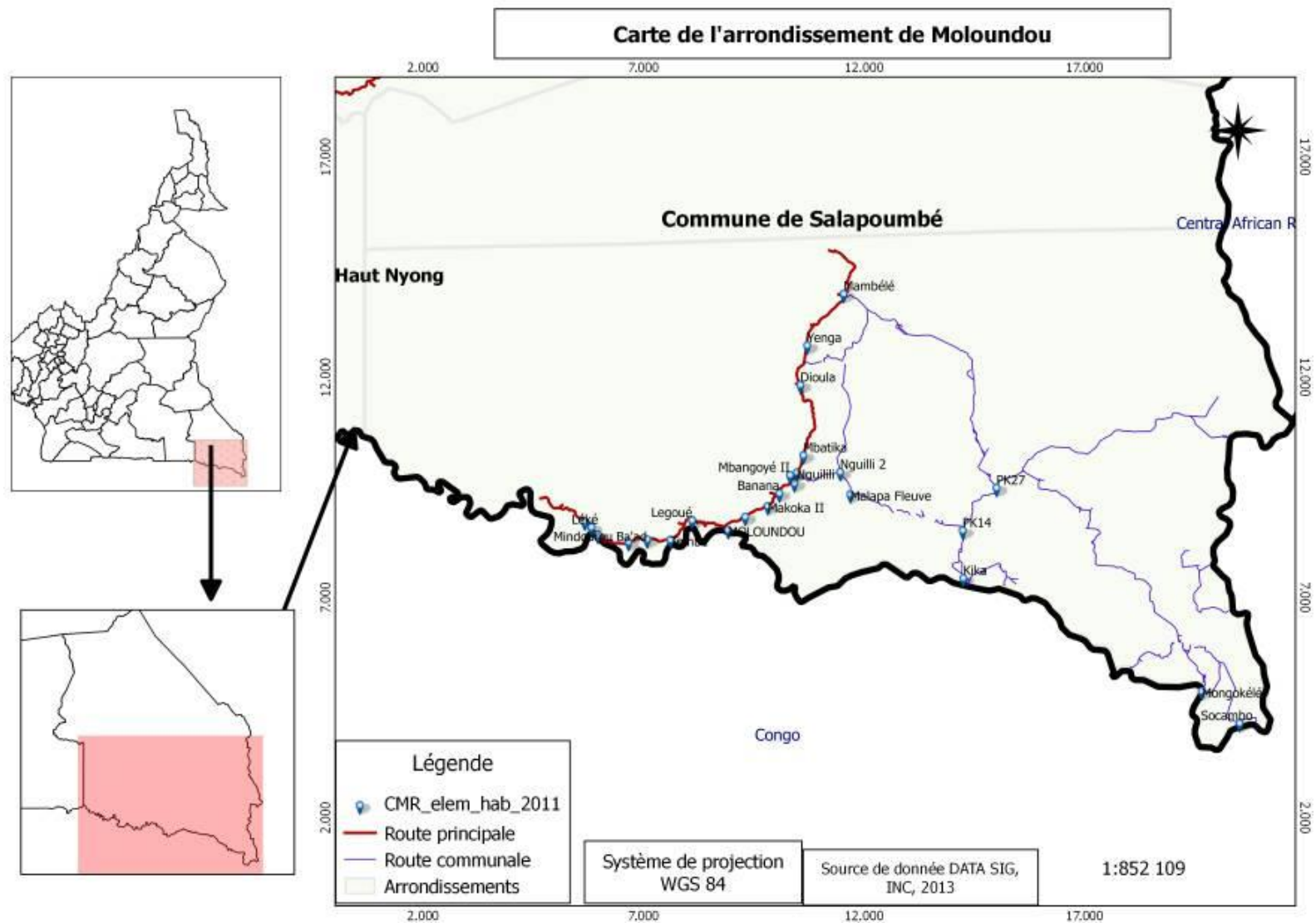
Situé à l'extrême Sud-est du Cameroun, la Commune de Moloundou couvre une superficie de 15 000 km² pour environ 30 000 habitants répartis sur 29 villages dont 21 abritent des campements Baka. Avec 5 villes identifiées comme espaces urbains subdivisées en quartiers, la Commune de Moloundou a comme particularité le fait qu'elle possède des limites nationales et internationales. Les limites nationales sont celles du Nord et de l'Ouest qu'elle partage respectivement avec la Commune de Salapoumbé et l'arrondissement de Ngoyla. La limite internationale quant à elle est constituée des fleuves Ngoko au sud et le fleuve Sangha au Sud-Est qui la séparent tous du Congo.

Tableau 1: Liste des villages et leur distance par rapport à des villes de référence

N°	Nom du village ou de l'Espace Urbain	Coordonnées géographiques		Distance par rapport à		
				Yokadouma chef-lieu du département de la Boumba et Ngoko	Bertoua chef-lieu de la région de l'Est	Yaoundé la capitale politique du Cameroun
1	QUARTIER ADMINISTRATIF	015.21174	02.04351	230 km	530 km	850 km
2	PEZAM	015.21945	02.04580	230 km	530 km	850 km
3	MOPOLO	015.21845	02.04476	230 km	530 km	850 km
4	NEW TOWN	015.21866	02.04453	230 km	530 km	850 km
5	CENTRE COMM	015.21882	02.04452	230 km	530 km	850 km
6	NOLA	015.21731	02.04558	230 km	530 km	850 km
7	MOLOUNDOU RIVIERE	15,11156	2,02877	230 km	530 km	850 km
8	LEGOUE	15,08717	2,0265	238	538 km	858 km
9	TEMBE RIVIERE	15,04662	2,01248	244	544 km	864 km
10	BA'AD	15,02594	2,00823	245 km	545 km	865 km
11	ADJALA	14,59491	2,02065	260 km	560 km	880 km
12	MINDOUROU	14,55983	2,04506	270 km	570 km	890 km
13	LEKE	14,55244	2,04527	280 km	580 km	900 km
14	NDONGO	14,52705	2,04988	290 km	390 km	710 km
15	MAKOKA 1	015.16066	02.04196	226 km	526 km	856 km
16	MAKOKA 2	015.15465	02.03851	222 km	522 km	842 km
17	BANANA	015.16995	02.04557	220 km	520 km	840 km

18	MALAPA FLEUVE	015.21540	02.05759	220 km	520 km	840 km
19	MBATEKA	015.20935	02.09647	200 km	500 km	820 km
20	NGUILILI 1	015.33136	02.11783	200 km	500 km	820 km
21	NGUILILI 2	015.33116	02.11989	200 km	500 km	820 km
22	MBANGOYE 1	015.18536	02.06280	200 km	500 km	820 km
23	MBANGOYE 2	015.19970	02.07316	210 km	510 km	830 km
24	DIOULA	015.22242	02.13522	190 km	490 km	810 km
25	YENGA	015.34079	02.29733	182 km	482 km	802 km
26	MAMBÉLÉ	015.41755	02.44645	170 km	470 km	790 km
27	KIKA	015.38371	01.66084	265 km	465 km	785 km
28	SOCAMBO	02.50462	015.30509	330 km	630 km	950 km
29	MONGO KELLE	/	/	340 km	640 km	1080 km

Source : Résultats du diagnostic (GIC ALUMNI DE L'EST, Juin 2017)



Carte 1: Localisation de la Commune de Moloundou
Source : Résultats du diagnostic (GIC ALUMNI DE L'EST, Juin 2017)

3.2. Description du milieu biophysique

La région est composée de formations précambriennes de la série du Dja inférieur. Les formations géologiques rencontrées sont :

- Les intrusions doléritiques, orientés sud-ouest, nord-ouest qui traversent la commune dans sa partie nord-ouest : Ces intrusions se présentent sur les aspects très variés allant du gabbro doléritique à la dolérite franche avec des faciès schisteux dans les bas-fonds.
- Un complexe lithique dans la partie sud de la commune où on retrouve les schistes bruns foncés à clivage ardoisier et des schistes argileux détritiques à intrusion de quartz et feldspath.

Ces formations géologiques sont rencontrées en bas-relief par des alluvions d'âge quaternaire. Pour ce qui est des sols, trois types peuvent être distingués dans la commune à savoir :

- Les sols ferralitiques rouges dérivés des roches métamorphiques qui représentent l'essentiel des sols de la zone ;
- Les sols ferralitiques rouges dérivés des roches basaltiques ;
- Les sols à Gley ou alluviaux et les sols hydromorphes rencontrés en bordures inondables

3.2.1 Relief

Le relief de la Commune de Moloundou est peu accidenté avec une pente comprise entre 0 et 3 %, traduisant une faible sensibilité à l'érosion. L'altitude moyenne est de 650m.

3.2.2 Climat

La Commune se situe dans une zone à climat de type équatorial guinéen caractérisé par l'alternance des saisons pluvieuses et sèches à savoir :

- La petite saison des pluies de mi-mars à Juin ;
- La petite saison sèche de Juin à mi-août ;
- La grande saison des pluies de mi-août à mi-novembre ;
- La grande saison sèche de mi-novembre à mi-mars.

Les températures moyennes annuelles est de 24°C. La hauteur des pluies atteint plus de 1500 mm par an en moyenne (CTFC 2009). Le graphique ci-dessus montre que les mois les plus pluvieux sont ceux d'octobre, septembre, août et mai tandis que le mois le moins pluvieux est celui de décembre. Le graphique 1 ci-dessous présente la variation des précipitations au cours de l'année dans la Commune

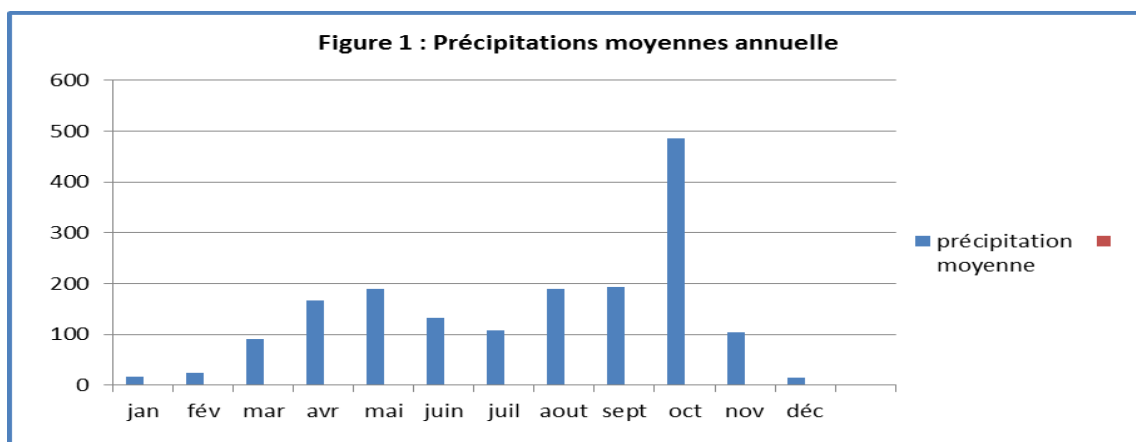


Figure 1: Précipitation moyenne annuelle

Source : CTFC, 2009

Il ressort de ce graphique que Janvier, Février ainsi que Décembre sont périodes au cours desquelles le volume des précipitations reste au plus bas. Par contre, c'est au mois d'Octobre qu'elles sont les plus abondantes.

3.2.3 Végétation et flore

Elle est caractérisée par des forêts denses sempervirentes et des forêts marécageuses à raphiales. Les formations forestières sur sol ferme appartiennent au secteur forestier semi caducifolié du domaine de la forêt dense humide semi caducifolié guinéo congolaise représenté par deux types de formations forestières à savoir :

- Les forêts semi caducifoliées à Sterculiacée et à Ulmacée ;
- Les forêts mixtes, semi caducifoliées et des forêts toujours vertes du Dja avec prédominance d'éléments des forêts caducifoliées.

Les formations végétales sur sols hydromorphes, constituées de forêts marécageuses inondées temporairement se retrouvent dans les zones affaissées, ainsi qu'à la périphérie des zones marécageuses. Les forêts marécageuses inondées en permanence sont caractérisées par la présence de différents types de raphia dont les plus rencontrés sont le raphia Hookeri et le raphia Mombutorum. Ces formations sont caractérisées par la présence des essences telles que le Bahia (*migragyna ciliata*), le Rikio (*Uapaca guineensis*), l'Odjobi (*xylophia staudtii*) et le Nsangomo (*Allamblackia floribunda*). Ces formations végétales sont riches en essences commercialisables et en produits forestiers non ligneux (PFNL) tels que l'Iroko, le Doussié, le Sapélli, le Moabi, le Fraké, le Bubinga, le Ndjansang, la mangue sauvage (Ndo'o), le poivre noir, le Koutou (champignon), le Tondo,... Etc. La richesse de sa biodiversité en espèces floristiques est illustrée dans le tableau 2 ci-dessous.

Tableau 2: Quelques produits forestiers exploités dans la Commune de Moloundou

NOM COMMUN	NOM SCIENTIFIQUE	NOM COMMUN	NOM SCIENTIFIQUE
1. Sapelli	Entandrophragma cylindricum	11. Framiré	Terminalia ivorensis
2. Moabi	Baillonela toxisperma	12. Eyong	Sterculia oblonga
3. Doussié rouge	Afzelia bipindensis	13. Ebenier	Diopyros crassiflora
4. Ayous	Triplochyton scleroxylon	14. Ilomba	Picnanthus angolensis
5. Sipo	Entandrophragma utile	15. Djangsang	Ricinodendron heudolettii
6. Kosipo	Entandrophragma candolei	16. Kotibé	Nesogordonia papaverifera
7. Iroko	Chlorophora exelsa	17. Bubinga rouge	Guibourtia demeusei
8. Fraké	Terminalia superba	18. Bossé clair	Guarea cedrata
9. Beté	Mansonia altissima	19. Dibétou	Lovoa trichilioides
10. Acajou	Khaya spp	20. Tiama	Entandrophragma angolense

Source : Résultats du diagnostic (GIC ALUMNI DE L'EST, Juin 2017)

L'analyse du tableau ci-dessus montre que la Commune dispose d'une large gamme d'espèces ligneuses commercialisables soit au moins une vingtaine. Cette richesse en espèces ligneuses est un atout pour la Commune qui récolte une bonne partie de ses recettes propres de l'exploitation de cette ressource.

La population récolte et collecte aussi les produits forestiers non ligneux (PFNL) tels que : le Djangsang (*Ricinodendron heudoloti*), les mangues sauvages (*Ivingia gabonensis*), le bitter kola

(*Garcinia kola*), la cola des singes (*Coula edulis*)...etc. dont le tableau 3 suivant présente quelques échantillon.

Tableau 3: Quelques plantes médicinales

Plantes	Composition	Maladies
Ekouk	Ecorce + eau laisser au soleil et boire après 2heures	Paludisme
Papayer	Imbiber de la serve sur la dent malade	Mal de dents
Aboe	Bouillir les feuilles et boire	Anémie
Fromager, Manguier	Mettre la sève sur la dent malade	Mal de dents
Maobi, Bosse Clair	Ecorce + eau bouillir et boire à tiède	Mal de dos
Emien	Ecorce + eau et boire	Paludisme

Source : Résultats du diagnostic (GIC ALUMNI DE L'EST, Juin 2017)

L'utilisation des PFNL par les populations est un atout dans la mesure où ils servent tant à la nutrition qu'à la pharmacopée. Et vue la situation financière de la plupart des populations locales, les PFNL constituent un moyen idéal pour se faire un peu d'argent (commercialisation) de se nourrir et de se soigner à moindre frais.

3.2.4 L'hydrographie

La commune de Moloundou est arrosée par un important réseau de cours d'eau très poissonneux et dominé par les fleuves Boumba et Dja qui sont deux affluents de la Ngoko. On dénombre également un nombre important de rivières telles que : Loupé, Beck, Mbandjani, Malapi, Lobeké et une multitude de ruisseaux tels que le Lopondji et bien d'autres. Les deux images suivantes présentent un échantillon de la richesse hydrographique de la Commune.



**Photo 3 : Une vue de la Boumba à Moloundou
Rivière (Photo GIC ALUMNI DE L'EST,
2018)**



**Photo 4 : Une vue de la rivière Loupé à
Moloundou
Rivière (Photo GIC ALUMNI DE L'EST,
2018)**

3.2.5. Le sol

Le sol de la commune de Moloundou appartient à la zone de forêt dense humide. De ce fait, la chaleur et l'humidité alternent et facilite la décomposition de l'humus sur plusieurs profondeurs. Il en résulte que des sols ferralitiques sont très épais, de couleurs rouges ou jaunes parfois belges à pH acide. Par endroit, il se présente sous-forme argilo-sableux. La perméabilité de ces sols leur confère une fertilité, raison pour laquelle les cultures vivrières et de rentes sont favorables. Leur étendue ou importance économique joue un rôle prépondérant.

3.2.6. La faune

3.2.6.1. Faune domestique

La faune domestique terrestre est très pauvre (poules, porcs, chèvres et quelque moutons et bœufs) et peu diversifiée.

3.2.6.2. Faune sauvage

La Commune de Moloundou abrite une faune sauvage très diversifiée et abondante. La faune sauvage est constituée des animaux tels que : le Rat, les chauves-souris, la biche, les serpents boa, le Lièvre, la vipère, le hérisson, l'antilope, le porc-épic, le varan, la taupe, le sanglier, le Paresseux, la Tortue, le Serpent noir, des Singes, le Chimpanzé et le gorille, la volaille. Beaucoup de ces animaux sont déjà en voie de disparition. Cette faune sauvage se retrouve dans les 03 parcs Nationaux que sont Lobeke, Boumba Bek et Nki. Ce qui en fait l'une dont l'accès aux populations est la plus restrictive.

En dehors de ces parcs nationaux, on trouve une faune sauvage très diversifiée dans les forêts entourant les villages et la forêt communale comme le montre le tableau 4.

Tableau 4: Quelques espèces fauniques rencontrées à Moloundou

N°	Nom Commun	Appellation locale			Nom Scientifique	Classe de protection
		Baka	Fang	Djem		
1	Céphalopode à bande dorsale noire	Ngbomeu	So'oh	Etsien	Cephalophis dorsalis	B
2	Céphalopode de Peters	Nguendi	/	/	Cephalophis calligypus	B
3	Céphalopode bleu	/	/	/	Cephalophis monticola	B
4	Céphalopode à front noir	/	/	/	Cephalophis nigufrons	B
5	Rat de Gambi	/	/	/	Créetomys spp	C
6	Pangolin à longue queue	/	/	/	Manis tetradactyla	B
7	Pangolin géant	Kélapa tamba	Avilé zombo	Djum	Manis gigantes	A
8	Chevrotain aquatique	Akolo'o	Viong	akolo	Hyemoschus aquaticus	A
9	Antilope royale	/	/	/	Neotragus pygmaeus	B
10	Céphalope à dos jaune	Bemeba	Zipp	Edjam	/	A
11	Gazelle à front roun	/	/	/	Gazella rufifrons	B
12	Crocodile	Souha	Nkom ngam	keéré		A
13	Sitatunga	Mbiliala	Emvul	Mpoul	Tragelaphus spekei	B
14	Péroquet	Kouloulou	Koss	Keuss	Psittacus erythacus	A
15	Civette	Liabo	Zoé	Gouah	Viverra civetta	B
16	Herisson	/	/	/	Eriophis egypticus	C
17	Monstac	/	/	/	Cercopithecus cephus	C
18	Potto de Bosman	Katou	Awune	Direff	/	A
19	Hocheur	/	/	/	Cercopithecus nictitans	C
20	Cercopithèque de brazza	Mambé	Fum koé	Pouoh	/	A
21	Talapoin				Miopithecus talapoin	
22	Oryctérope	Biény	Biame	Biap		A
23	Potamochère /sanglier	Béa	Ngoé afan	Nko duk	Sus scrofa ou potamochoerus porcus	B
24	Eléphant	Ya'a	Zo'ok	Zok	Loxodonta africana	A
25	Gorille	Ebobo	Ngué	Tchil	Gorilla gorilla	A

26	Chimpanzé	Seko	Woah	Waak	Pan troglodytes	A
27	Porc épic	/	/	/	Atherurus africanus	C
28	Vipère	/	/	/	Atheis spp	C
29	Boa	/	/	/	Python sebae	A
30	Ecureuil	/	/	/	Eutamias spp	C
31	Varan	/	/	/	Varan	A
32	Tortue	Kounda	Kulu	Koul	/	B
33	Buffle	Mboko'o	Ngnatt	Zoum	/	B

Source : Résultats du diagnostic (GIC ALUMNI DE L'EST, Juin 2017)

Il ressort de l'analyse de ce tableau qu'il existe plus d'une trentaine voir plus d'espèces fauniques dans les forêts de Moloundou. Parmi elles on peut identifier environ au moins 13 espèces intégralement protégées (classe A), 12 de la classe B considérées comme partiellement protégées et enfin ceux de la classe C qui sont entièrement disponibles pour la chasse et la consommation domestique des ménages.

Touchant les ressources halieutiques, les rivières et les fleuves sont poissonneux et la population riveraine pratique de la pêche traditionnelle pour capturer des espèces telles : les silures, les crabes, les tachetés destinées principalement à l'autoconsommation et à des occasions à la vente. Cette activité reste cependant peu développée dans la Commune à cause du manque de moyens adéquats.

3.2.6.3. Aires protégées

En termes d'aires protégées, la Commune de Moloundou en dispose 03 à savoir : les 03 parcs Nationaux que sont Lobeke, Boumba Bek et Nki

3.2.6.3.1. Parc National de Lobeke

D'une superficie de 217 854 ha, le Parc national de Lobeke (PNL) est créé par décret n°2001/107/CAB/PM du 19 mars 2001. Depuis le 18 Avril 2006 il est sur la liste de proposition de patrimoine mondial de l'UNESCO. Le site du parc fait partie de la forêt dense humide. La région de Lobéké est considérée comme transitoire entre la forêt sempervirente du Dja et la forêt semi-décidue à Sterculiaceae et à Ulmaceae. La hauteur maximale des précipitations est d'environ 1500 mm/an. Les moyennes mensuelles de températures varient de 23,1°C à 25°C, avec une moyenne annuelle de 24°C. L'humidité relative de l'air varie de 60 à 90 %. Cette région est dominée par les sols ferralitiques dérivés de roches métamorphiques anciennes avec par endroits aussi les sols hydromorphes. L'altitude varie entre 400 et 700 m. Plusieurs cours d'eau drainant la région du parc se jettent dans deux grands fleuves : la Ngoko au sud et la Sangha à l'est. Ces deux fleuves constituent d'ailleurs les frontières naturelles du Cameroun avec respectivement la République du Congo et la République Centrafricaine.

Trois formations végétales caractéristiques des forêts denses humides dominant la zone. Il s'agit notamment:

- des forêts semi-décidues à Sterculiaceae et à Ulmaceae ;
- des forêts mixtes (sempervirentes et semi-décidues) avec une prédominance des éléments de la forêt semi-décidue ;
- des forêts mixtes (sempervirentes et semi-décidues) avec une prédominance des éléments de la forêt du Dja.

On retrouve également disséminées à l'intérieur de ces 3 grandes formations, les autres formations végétales telles que :

- les clairières sur sol marécageux où prédominent les herbacées ;

- les forêts mono dominantes à *Gilbertiodendron dewwevrei* ;
- les forêts secondaires, sur les anciens sites d'exploitation forestière ;
- les forêts sur montagne rocheuse ;
- les forêts marécageuses à *Raphia laurentii* et *Phoenix reclinata* ;
- les forêts ripicoles ;
- les forêts inondables.

Sur le plan faunique, les inventaires menés sur le site depuis 1996 confirment en dehors des petits rongeurs, des chiroptères et des insectivores, la présence de 45 espèces de mammifères dont, 14 espèces de primates, 13 espèces d'ongulés et 10 espèces de carnivores. Certains grands mammifères menacés d'extinction y sont représentés, avec parfois des densités très élevées. On cite par exemple : gorille, éléphant, panthère, buffle, chimpanzé et bongo.

En dehors des mammifères, les espèces suivantes ont également été inventoriées :

- 305 espèces d'oiseaux ;
- 18 espèces de reptiles ;
- 16 espèces d'amphibiens ;
- 134 espèces de poissons appartenant à 19 familles ;
- 5 espèces de crevettes d'eau douce dans les cours d'eau de la région ;
- 215 espèces de papillons, parmi lesquelles 80 % d'espèces forestières.

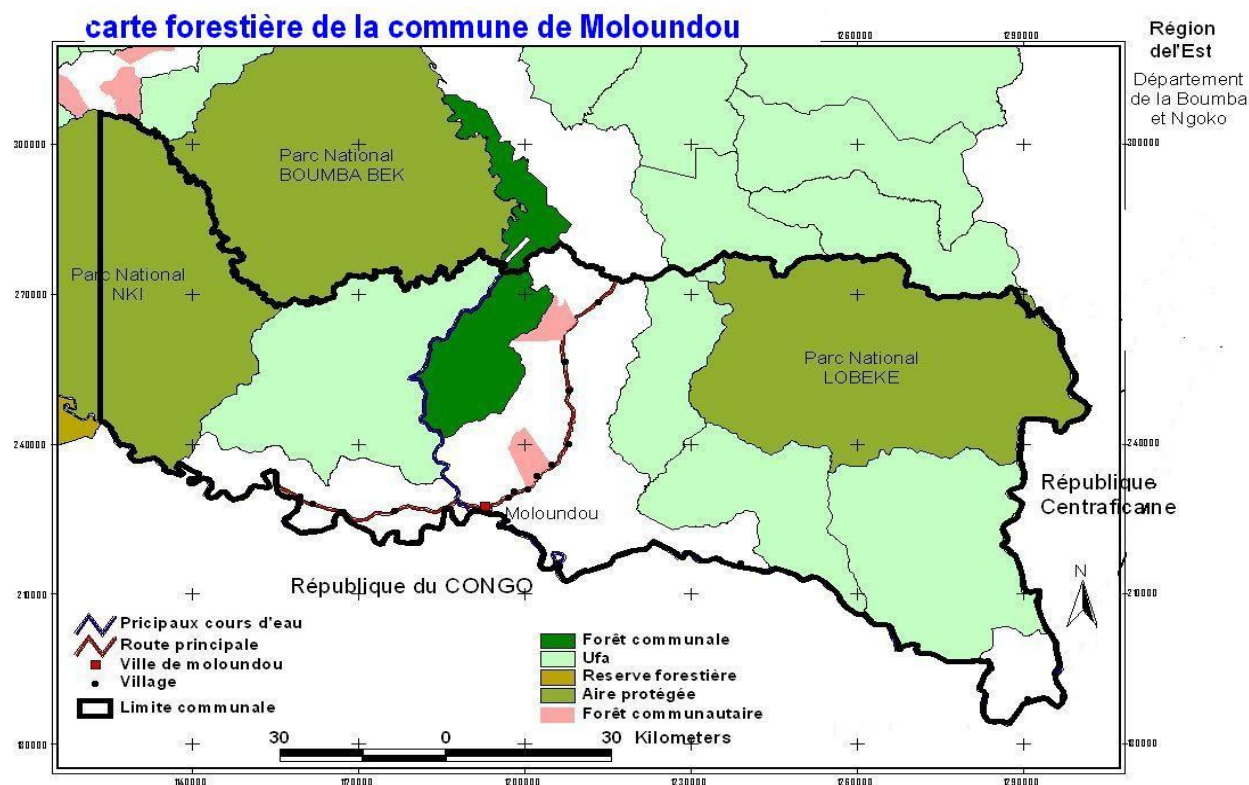
3.2.6.3.2. Parcs Nationaux de Boumba Bek et Nki

Boumba Bek et Nki sont deux parcs nationaux contiguës créés par décrets du Premier Ministre du 6 octobre 2005. Ils couvrent une superficie de 547.617 ha, soit respectivement 309.362 ha pour Nki et 238.255 ha pour Boumba Bek. Associés, ces parcs nationaux constituent l'aire protégée la plus vaste du Cameroun. L'altitude d'ensemble varie entre 400 et 700 m. De par cette forme, ce relief a une influence sur le système hydrographique dont les eaux des principaux cours d'eau coulent vers le sud pour rejoindre les rivières Dja et Ngoko, par ailleurs affluents du grand fleuve Congo.

Les parcs nationaux de Nki et de Boumba Bek sont constitués par un mélange de forêt sempervirente, de forêt semi-décidue et d'une forêt mixte. Entre ces trois grands écosystèmes sont disséminées des savanes sèches, des savanes humides, des prairies sèches, des prairies humides, des forêts à *Raphia* spp, des forêts à *Gilbertiodendron dewwevrei*...etc.

Près de 14 types de formations végétales y ont été trouvées avec près de 831 espèces de plantes à diamètre à hauteur de poitrine supérieure à 10 cm. En termes de biodiversité, les résultats des inventaires de la faune mammalienne confirment la présence de 34 espèces de grands mammifères communs aux sites. Les chercheurs estiment à environ 180 les mammifères dont la présence reste à confirmer. Les inventaires complets des oiseaux ne sont pas encore effectués. On pense néanmoins que ces parcs regorgent d'une avifaune importante, car ils sont situés entre la Réserve de Faune du Dja et le parc national de Lobéké où 320 et 305 espèces d'oiseaux ont respectivement été identifiées. On rencontre d'importantes colonies de perroquets à queue rouge dans le parc national de Boumba Bek. Près de 121 espèces de poissons (deux étant nouvelles à la science : *Aphyosemion* sp. nov. et *Phenacogrammus* sp. nov.) et 96 espèces de Lépidoptères y ont déjà été identifiées.

La figure 3 ci-dessous représente la carte forestière et montre la répartition des parcs et des forêts à travers la Commune de Moloundou.



Carte 2 : Carte forestière de la Commune de Moloundou
Source : Poste forestier de Moloundou

3.2.7 Ressources minières

Le sable est la principale ressource minière de la commune utilisé par la population pour la construction des infrastructures et de l'habitat. Les roches retrouvées sont exploités sous forme de gravier. Il existe cependant des gisements aurifères exploités dans la Commune ainsi que d'autres minerais et pierres précieuses.

Tableau 5: Atouts, potentialités et contraintes de la Commune

Atouts et potentialités	Contraintes
▪ Climat doux et favorable aux activités agricoles ▪ Fertilité et disponibilité des terres ▪ Relief moins accidenté ▪ Végétation diversifiée et riche en ressources floristiques et fauniques ▪ Abondance des rivières, fleuves et marécages ▪ Abondance gisements de sable ▪ Position géographique de le Commune entre le Centre et l'Est	▪ Exploitation abusive de la forêt ▪ Braconnage ▪ Faible exploitation des ressources naturelles ▪ Présence des sites touristiques peu exploités. ▪ Insuffisance de voies de communication ▪ Activités économiques dominées par l'informel

Source : Résultats du diagnostic participatif, (GIC ALUMNI DE L'EST, 2017)

Il ressort de ce tableau que la Commune de Moloundou dispose de biens des potentialités même si elle doit faire face à un certain nombre de contraintes qui ne vont pas dans le sens d'un développement efficace.

3.4 Milieu humain

3.4.1 Quelques repères historiques

La Commune de Moloundou est créée par arrêté N° 234 du 7 juin 1955. Elle fait partie intégrante du département de la Boumba et Ngoko depuis 1959 et incluait à l'origine le territoire actuel de Salapoumbé. Elle connaît ses limites actuelles dès 1996 à la suite de l'érection de Salapoumbé en district et plus tard en arrondissement.

Dotée d'une personnalité juridique, d'une autonomie financière et ayant un organe délibérant, la Commune de Moloundou a à sa tête un Maire élu. De sa création à ce jour, elle a vu le passage de 15 administrateurs municipaux, 01 Maire intérimaire et 02 Maires élus.

3.4.2 Population

Avec ses 29 villages Bantou dont 21 abritent des campements Baka, la Commune compte deux chefferies de 2ème degré et 29 de 3ème degré. La population est estimée à environ 31 621 habitants répartis en deux (02) principaux groupements ou cantons à savoir : les cantons Bangando et Essel. Il existe cependant un groupe ethnique qui ne se reconnaît dans aucun des deux cantons sans que pour autant il ne constitue lui-même un canton : les Sangha-Sangha. De manière comparée, les Bantous (Bangando, Bakwélé, Sangha-sangha) constituent la grande majorité de la population de la commune par rapport aux Baka qui sont minoritaire (autour 5000 soit près de 17%) et vulnérables.

Tableau 6: Répartition de la population par tranche d'âge dans les villages

N°	Village/quartier	Ensemble de la population			Groupe spécifique					
		Hommes	Femmes	Population Total	Nourissons (0-35 mois) (10,7%)	cible du PEV (0-59 mois) (18,5%)	d'âge préscolaire (4-5 ans) (3,3%)	d'âge scolaire dans le primaire (6-14 Adoléscent) (12-19 ans) (18,5%)	Population des jeunes (15-34 ans) (34,7%)	
1	QUARTIER ADM	112	103	548	59	93	35	128	101	190
2	PEZAM	178	152	670	72	113	42	157	124	232
3	MOPOULO	107	98	368	39	62	23	86	68	128
4	NEW TOWN	180	125	582	62	98	37	136	108	202
5	CENTRE COMM	245	147	806	86	136	51	189	149	280
6	NOLA	117	79	408	44	69	26	95	75	142
7	MOLOUNDOU RIVIERE	181	202	448	48	75	28	105	83	155
8	LEGOUE	75	69	212	23	36	13	50	39	74
9	TEMBE RIVIERE	348	334	1263	135	213	80	296	234	438

N°	Village/quartier	Ensemble de la population			Groupe spécifique					
		Hommes	Femmes	Population Total	Nourissons (0-35 mois) (10,7%)	cible du PEV (0-59 mois) (14,6%)	d'âge préscolaire (4-5 ans) (4,5%)	d'âge scolaire dans le primaire (6-14 ans) (18,5%)	Adolescents (12-19 ans) (18,5%)	Population des jeunes (15-34 ans) (34,7%)
10	BA'AD	265	275	1096	117	185	69	256	203	380
11	ADJALA	277	256	700	75	118	44	164	130	243
12	MINDOUROU	105	139	570	61	96	36	133	105	198
13	LEKE	352	406	1596	171	270	101	373	295	554
14	NDONGO	427	394	1514	162	256	95	354	280	525
15	MAKOKA 1	108	124	573	61	97	36	134	106	199
16	MAKOKA 2	70	86	375	40	63	24	88	69	130
17	BANANA	436	397	1598	171	270	101	374	296	555
18	MALAPA FLEUVE	109	129	398	43	67	25	93	74	138
19	MBATEKA	398	305	1475	158	249	93	345	273	512
20	NGUILILI 1	319	282	1088	116	184	69	255	201	378
21	NGUILILI 2	793	732	2777	297	469	175	650	514	964
22	MBANGOYE 1	450	385	1626	174	275	102	380	301	564
23	MBANGOYE 2	285	249	988	106	167	62	231	183	343
24	DIOULA	476	398	1537	164	260	97	360	284	533
25	YENGA	585	508	1769	189	299	111	414	327	614
26	MAMBÉLÉ	355	280	1 188	127	201	75	278	220	412
27	KIKA	1094	925	4 161	445	703	262	974	770	1444
28	SOCAMBO	178	169	685	73	116	43	160	127	238
29	MONGO KELLE	103	94	242	26	41	15	57	45	84
TOTAL		8728	7842	31 261	3344	5281	1970	7315	5784	10849

Source : Résultats du diagnostic participatif, GIC ALUMNI DE L'EST, Juin 2017)

Deux constats se dégagent de ce tableau à savoir :

- que la localité la moins peuplée de la Commune est le village Mongokélé avec pratiquement 242 habitants. C'est une zone difficile d'accès et peu habitée alors que Kika, présente une forte population en forte croissance depuis 2005 avec plus de 4000 habitants. Ceci est dû au fait que c'est une ville avec une forte activité liée à l'exploitation du bois avec l'existence sur les lieux de la société ALPICAM qui est une entreprise qui utilise une abondante main d'œuvre.
- que la tranche d'âge la plus présente dans la commune est celle des 15 à 34 ans qui se retrouve à plus de 34%, ce qui fait de la population de la Commune de Moloundou une population jeune.

L'histogramme ci-dessous présente une représentation de l'importance de chaque classe d'âge dans la Commune.

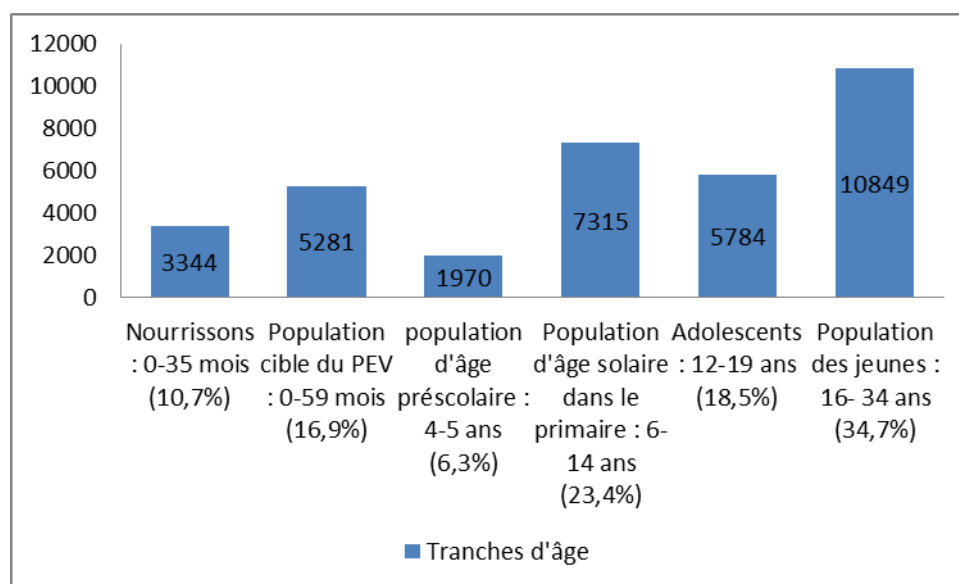


Figure 2 : Répartition de la population de la Commune par tranche d'âge

Source : Résultats du diagnostic (GIC ALUMNI DE L'EST, Juin 2017)

Il va sans dire que la tranche d'âge allant de 16 à 34 ans est la plus nombreuse et que celle des personnes du 3^{ème} âge c'est-à-dire de 60 ans et plus sera par contre logiquement moins représentée. En d'autres termes, il s'agit d'une population très jeune.

3.4.3 Principales ethnies

Sur le plan ethnique, l'on distingue les Bangando, les Bakwélé, les Baka et des peuples allogènes que sont les maka'a, les Baya, les Kako, les Bamouns, les Bamilékés, les Maliens et les ressortissants du grand Nord.

3.4.4 Religions

Du point de vue du profil religieux de la Commune de Moloundou, on retrouve les musulmans très présents dans les espaces urbains de la Commune. Le reste de la population se repartit dans les différentes branches du christianisme : le Catholicisme, le Protestantisme et le Pentecôtisme. Les Baka restent pour la grande majorité animiste et revèrent une divinité nommée Jengi.

3.4.5 Organisation sociale

Du point de vue de l'organisation institutionnelle, les différents espaces urbains sont en général des chefferies de 3^{ème} degré appartenant aux groupements Bangando (Moloundou ville, Yenga et Mambélé), et Djako-Essel (Kika et Socambo). Le chef traditionnel y est l'autorité centrale. Il est reconnu à la fois par les populations et l'administration et occupe ce poste à vie excepté en cas de démission. Le chef est choisi au sein de la famille régnante. Le chef exerce son pouvoir en étroite collaboration avec ses notables qui sont eux aussi nommés par lui à raison d'un premier notable, d'un secrétaire et de d'un nombre particulier de notables à raison d'un notable par famille/clan. Outre le chef, il existe aussi d'autres personnalités locales influentes dans ces EUC à savoir :

- Les conseillers municipaux qui font le suivi des redevances forestières, et représente le village auprès du conseil municipal et le suivi des travaux au sein du village ;
- Le président du Comité de développement Villageois ;

- Les Directeurs d'école et d'institutions de l'enseignement secondaire à travers leur fonction éducatrice de la jeune génération ;
- Les guérisseurs et les marabouts qui sont consultés pour soigner les maladies et briser les mauvais sorts ;
- Les pasteurs et/ou les prêtres qui influencent à travers la propagation de l'évangile ;
- Le docteur et/ou infirmier pour sa capacité à donner des soins médicaux ;
- Les patriarches influencent grâce à leur connaissance des traditions et de leur ancienneté ;
- Les représentants du parti politique rôle dans la promotion du développement économique et transmission des doléances
- Les élites intérieures et extérieures qui défendent les intérêts du village auprès de l'administration et même du gouvernement. Grâce à eux, certains projets ont pu être engagés au profit du village.

Avec toutes ces personnalités, le chef entretient autant que faire se peut, des relations de bonne collaboration. Mais avec les populations, il entretient des relations administratives.

3.4.6. Système foncier

A Moloundou, le système foncier reste encore traditionnel comme dans tous les villages de la commune, tant du point de vue de l'acquisition, que de la cession à un tiers. En effet, tout comme les villages, l'EU exploite un territoire plus ou moins délimité sur laquelle le chef exerce une certaine autorité. La cession d'une portion de ce terroir à un individu passe par :

Le défrichage et l'abattage d'une zone de forêt vierge et n'appartenant à personne. Cette prérogative est celle des natifs et autochtone.

Celui qui détient les droits sur une terre peut dans la suite la transmettre à sa progéniture par héritage. Ou même à un tiers par don, legs ou partage.

L'achat. Cette option est ouverte tant aux natifs qu'aux étrangers. Ces derniers n'ayant que cette option.

Il n'existe pas de sécurité foncière dans les EU de Moloundou et cela est source de bien de conflits. En effet, la vente de terrain se fait toujours essentiellement devant témoins et dans certains cas, une poignée de main suffit pour transférer une portion de terre à un acheteur. Il est courant de voir des enfants revenir réclamer les terrains vendus à des étrangers quelques années plus tôt et s'engager à rembourser ce qui avait été dépensé pour l'acquisition du terrain. Le propriétaire actuel n'ayant pas sécurisé le terrain, on se retrouve avec des conflits. L'autre type de conflit que l'on rencontre est celui des doubles, voir triples vente d'un même terrain par une personne. A ce jour la culture d'immatriculation des terres n'est pas encore répandue, il y'a alors des chances que ces types de conflits fonciers perdurent pour encore longtemps.

3.4.7 Habitat

L'habitat est groupé et précaire dans l'essentiel des EU. Les maisons sont majoritairement construites en bois et/ou en terre battue. Elles comprennent généralement deux blocs à savoir : un bloc principal qui regroupe les chambres et le salon, une cuisine bâtie à l'écart et enfin derrière au besoin la salle de bain dans le meilleur des cas. Mais habituellement il s'agit très souvent d'un lieu à l'abri des regards sans constructions particulières. Pour ce qui est de Baka, les constructions sont rudimentaires et faites pour la plupart d'un entrelacement de branchages auxquelles sont associées des feuilles ou des écorces

pour boucher les trous. Sans aucun compartimentage ces abris d'une seule pièce n'ont ni portes ni fenêtres et servent juste au repos de toute la famille.



photo 5 : Exemple d'habitat typique de la Commune de Moloundou



Carte 3 : Répartition spatiale des populations de la Commune de Moloundou
 Source : Résultats du diagnostic (GIC ALUMNI DE L'EST), Juin 2017

3.5. Milieu socio-économique

Les principales activités économiques de la localité sont appartenent aux secteurs primaire et tertiaire.

3.5.1. Secteur primaire

Les activités économiques du secteur primaire comprennent par ordre d'importance l'agriculture, la chasse, la pêche, l'artisanat et l'élevage.

3.5.1.1. L'agriculture.

L'agriculture occupe plus de 90% de la population active et se distingue en deux types que sont l'agriculture vivrière et l'agriculture de rente. L'agriculture vivrière est pratiquée pour assurer la subsistance. Elle est centrée sur des cultures telles que le manioc, la banane plantain, l'arachide, le maïs, le macabo, l'igname, la patate, l'ananas,...Etc. Les produits de cette agriculture sont utilisés pour l'auto consommation pour une grande part, et le reste est destiné à la vente dont les revenus sont utilisés pour acquérir les biens de première nécessité comme le pétrole, le savon, les vêtements et même la scolarité des enfants.

La technique culturale est celle de l'association qui consiste à cultiver plusieurs spéculations sur une même parcelle. L'outillage utilisé reste rudimentaire et la main d'œuvre pour ce qui la concerne reste surtout familiale, même si la main d'œuvre Baka est de plus en plus prisée. L'agriculture de rente est pratiquée exclusivement par les Bantous et se concentre particulièrement sur le Cacao.

3.5.1.2. La chasse

Cette activité vient en deuxième position sur l'ordre d'importance des activités pratiquées par les populations locales. En effet, les richesses fauniques de la commune en font un lieu de prédilection de la chasse tant contrôlée que traditionnelle. De ce fait il va de soi qu'il existe deux types de chasses dans les espaces cynégétiques de la Commune de Moloundou.

3.5.1.3. La chasse contrôlée

La chasse sportive est pratiquée dans les zones d'intérêts cynégétiques (ZIC) et les zones d'intérêts cynégétiques à gestion communautaire (ZIGGC). Au total, la Commune de Moloundou compte 5 ZIC et 6 ZIGGC. Les ZIGGC sont des territoires de chasses gérées par les communautés riveraines à travers le COVAREF. Ils peuvent accueillir les chasseurs professionnels, mais généralement les populations négocient avec les guides professionnels sur leurs zones de chasse. Les espèces régulièrement abattues dans les ZIC et ZIGGC sont : le Céphalophe bleu (*cephalophus monticola*), le Buffle (*syncerus caffer nanus*), l'Eléphant (*loxodonta africana*) et le Bongo (*tragelaphus euryceros*). La technique de chasse privilégiée reste l'utilisation des armes à feu de type calibre 12 et des carabines.

3.5.1.4. La chasse traditionnelle de subsistance

La chasse traditionnelle ou de subsistance est exercée par les populations riveraines pour l'auto consommation et la vente. Les Bakas, les Bakwelés et les Bangandos sont des chasseurs de tradition, cependant la chasse est la principale activité des Bakas. Elle est pratiquée à la fois par les hommes et les femmes. Les activités de chasse sont plus intenses en saison pluvieuse. La technique principale de chasse utilisée consiste à tendre les lignes de pièges avec des câbles d'acier. Certains chasseurs utilisent des armes à feu. Chez les Bakas, la chasse à courre est également pratiquée. Les principales espèces chassées sont : le rat de Gambie (*cricetomys* sp), l'atherure (*atherurus africanus*), le pangolin à longue queue (*manis tetradactyla*) et le céphalophe bleu

Cependant, dans le but de protéger certaines espèces menacées, une attention toute particulière tant des pouvoirs publics que des grandes ONGs (WWF en l'occurrence) fait que cette activité est de plus en plus restrictive. De ce fait, les populations ont du mal à accéder aux ressources fauniques de leur forêt, ce qui crée un préjudice sévère à ceux de la population qui n'ont que la chasse pour seule source de revenu. Beaucoup ont versé dans la pratique du braconnage qui représente l'un des dangers majeurs pour la préservation des espèces menacées, car ceux-ci ne font pas de distinction. Aussi une lutte acharnée a été entreprise contre les braconniers dont les résultats peuvent se voir à travers la rareté de la viande brousse dans les marchés ainsi que l'inflation des prix qui en a résulté. Le braconnage, même s'il est âprement combattu se pratique toujours et surtout même à l'intérieur des réserves naturelles dont trois sont présentes dans la Commune (Lobéké, Boumba Bek et Nki).

3.5.1.5. La pêche

Cette activité quoique secondaire est très pratiquée par les riverains des fleuves et rivières qui arrosent la commune. Elle est pratiquée tant par les femmes que par les hommes et les jeunes. Les plus grandes pêches ont lieu pendant les périodes d'étiages. Le matériel utilisé reste rudimentaire. Il s'agit : des nasses pour les femmes et les jeunes qui pratiquent la pêche au barrage, les filets et les hameçons utilisés par les hommes. Les poissons les plus pêchés sont les silures, les capitaines, les tilapias et les brochets. Quant aux crustacés, il s'agit principalement des crevettes et des crabes. Cependant il existe à certains endroits de la commune, une relation conflictuelle entre les pêcheurs d'origine Ouest Africaine (Maliens et Sénégalais) et les locaux qui leur reprochent la surpêche. Les cours d'eau de la commune sont très poissonneux, mais certains comme le lac Mokounounou restent inaccessibles à la pêche malgré son potentiel halieutique très important. En effet, depuis quelques années, celui-ci est colonisé par des nénuphars géants qui rendent toute activité halieutique impossible. Son entretien pourrait aux dires des riverains contribuer à l'abondance en ressources halieutiques dans la commune.

Cependant, il faut noter que malgré le potentiel poissonneux ou halieutique des cours d'eau de la Commune, les quantités sur le marché restent très loin en deçà des besoins de la population, ce qui fait que les produits halieutiques sont assez onéreux pour le riverain lambda. Les raisons de cet état de fait sont le manque de professionnalisme, l'utilisation des outils rudimentaires (cannes à pêche, nasse ou filets), le manque d'organisation des membres de ce corps de métier qui privilégient souvent la pêche de subsistance et ne revendent que le surplus.

3.5.1.6. L'artisanat

Il est marginal comme activité malgré le potentiel en certains PFNL tels que le rotin, le raphia et bien d'autres ressources disponibles. La faible production du secteur est destinée à l'auto utilisation et occasionnellement à la vente.

3.5.1.7. L'élevage

Activité marginale, elle est pratiquée de manière traditionnelle et consiste de ce fait en la divagation des bêtes. On retrouve les poulets, les moutons, les chèvres et même des bœufs. Les riverains estiment que leur ignorance en la matière et le fait que les magasins spécialisés dans la vente des intrants pastoraux se trouvent très loin de la commune (Yokadouma, soit à 12 heures de route) justifient non seulement la faible pratique de cette activité mais également le faible intérêt que les populations lui portent. Certes, aux dires de certains, cela pourrait aussi se justifier par le fort potentiel faunique de la commune.

3.5.1.8. L'agro-industrie

Ce secteur encore à l'état artisanal se limite à la transformation du manioc en farine de couscous et en tapioca.

3.5.1.9. L'exploitation minière et coupe artisanale du bois

Dans la commune de Moloundou, la collecte du sable est une activité pratiquée surtout par les riverains des cours d'eau qui en drainent une quantité énorme. Les personnes attachées à ce corps de métier plongent et le recueillent au fond des bassins fluviaux de la Ngoko, la Sangha et la Boumba du sable qui est entreposé sur la rive (port) pour être vendu à la clientèle. Même si les acteurs de ce corps de métier se plaignent de l'insuffisance des clients, cette activité reste très pratiquée et parvient à nourrir son homme. Le seul inconvénient étant le fait que c'est une activité saisonnière. En effet, c'est quand le niveau des eaux est au plus bas que la collecte du sable est forte. Autrement, ce serait une activité dangereuse du fait que non seulement le matériel utilisé est rudimentaire (pelles, seaux, pirogues ...etc), mais sur des carrières fluviales.

D'autres ressources sont également exploitées dans la Commune. Il s'agit de l'or exploitée de manière artisanale par les populations de Kika et le diamant exploité de manière moderne par les Sud-Coréens. Il existe bien d'autres minerais mais qui ne sont pas encore exploités. La coupe artisanale du bois consiste pour des scieurs clandestins à couper et vendre du bois à l'insu des pouvoirs publics qui proscrivent cette activité.

3.5.3. Secteur tertiaire

Il s'agit du secteur de l'économie comprenant, les assurances, les banques, l'enseignement, etc.

3.5.3.1 Le commerce

Il est assez important à Moloundou, le chef-lieu de la commune et dans quelques autres villes de la commune. Ainsi on retrouve quantité de boutiques spécialisées tenues en grande partie par les halogènes et plus particulièrement les ressortissants du Grand Nord. Spécialisées dans la vente et la fourniture de plusieurs types de marchandises allant des téléphones portables aux produits agroalimentaires en passant par les vêtements, les chaussures, les matériaux de constructions (quincailleries), les produits brassicoles, les restaurants et auberges ... etc. C'est une source d'emploi ou d'auto emploi majeures dans certaines villes de la commune. Cette activité est en majorité tenue par les halogènes que sont les ressortissants du grand Nord, les Bamilékés et Bamouns, etc. Le marché est alimenté en produits vivriers en provenance des villages. Les grandes quantités convergent vers Yokadouma, Bertoua et Yaoundé et même le Congo. Les lieux de ravitaillement en produit manufacturés sont Yokadouma, Bertoua, Yaoundé etc...



photo 4 : Une vue du centre commercial de Moloundou (Photo GIC ALUMNI DE L'EST, 2018)

3.5.3.2. Les micros finances

Il n'existe pas de banque formelle dans la commune. Cependant, la micro finance y existe à travers l'entreprise de transfert d'argent Express union, même si sa présence ne se résume qu'à Moloundou ville. Les services Orange Money et Mobile Money (MoMo) des deux sociétés de téléphonie mobile que sont respectivement Orange et MTN permettent eux aussi à thésauriser l'argent et effectuer des transferts d'argent et des achats (crédit de téléphone, paiement des factures diverses).

3.5.3.3. L'écotourisme

La commune de Moloundou regorge de grandes ressources fauniques qui attirent les chasseurs intéressés par l'aspect ludique de cette activité. Ainsi à Moloundou, on pratique la chasse sportive, ou le SAFARI.

3.5.3.4. L'exploitation forestière

Elle est pratiquée à l'échelle industrielle grâce à des sociétés forestières et sont de ce fait elles aussi de grands bassins pour l'emploi des jeunes. Leur activité est axée sur la transformation industrielle du bois. Elle se fait sur deux de forêts titrées que sont les forêts communales et les unités forestière d'aménagement.

3.5.3.4.1. La forêt communale de Moloundou

Le plan de zonage forestier du Cameroun méridional a prévu pour certaines Communes des massifs pouvant servir de forêt communale (FC). C'est donc dans cette optique que la Commune de Moloundou a initié et obtenu le classement de sa forêt d'une superficie de 42 612 ha le 11 mai 2005.

Dès la signature du décret de classement, le massif forestier entre dans le patrimoine communal et cet acte de classement donne droit à l'établissement d'un titre foncier au nom de la collectivité locale. Le massif constituant la Forêt Communale (FC) de Moloundou est une forêt naturelle se trouvant dans la zone de forêt semi-décidue. Les familles botaniques dominantes sont :

- Les Papillonacées : Assamela, Padouk rouge ;
- Les Césalpiniacées : Doussié rouge (*Afzelia bipindensis*) et Doussié blanc (*Afzelia pachyloba*) ;
- Les Combrétacées : Fraké (*Terminalia superba*) ;
- Les Méliacées : Sapelli (*Entandrophragma cylindricum*), Kossipo (*Entandrophragma candolei*), Sipo (*Entandrophragma utile*), Tiama (*Entandrophragma angolensis*) ;
- Les Sterculiacées : Bété (*Mansonia altissima*), Ayous (*Trplochyton scleroxylon*).

L'exploitation d'une forêt nécessitant d'énormes moyens financiers et matériels dont la Commune ne dispose pas, celle-ci s'est liée par un partenariat depuis 2006 avec la société ALPICAM qui en amont a soutenu la Commune financièrement dans toute la procédure de classement. Ledit contrat est valable concomitamment avec la durée du plan d'aménagement. La Commune possède une cellule de foresterie et de la coopération décentralisée au sein de laquelle a été créée une cellule de contrôle de l'exploitation de la FC de Moloundou. La FC en exploitation de Moloundou dispose d'une étude d'impact environnementale.

3.5.3.4.2. Les unités forestières d'aménagement (UFA)

Les unités forestières d'aménagement sont des titres d'exploitation que l'Etat attribue à des particuliers pour une durée maximale de 15 ans, renouvelable une fois. Les recettes forestières annuelles sont ainsi réparties : 50% pour l'Etat, 40% pour les collectivités locales et 10% pour les communautés villageoises riveraines. Le bilan de la gestion des RFA aussi bien par les Communes que les communautés, reste très mitigé dans la Commune de Moloundou. La majorité de la population demeure sous le coup du manque d'équipements sociaux de base (eau potable, accès à l'éducation et à la santé, route, etc.).

Tableau 7 : Etat des UEFA exploitées dans la Commune de Moloundou

N° UFA	N° de Concession	Concessionnaire	Superficie (ha)	Observations
10 013	1065	Habitat « 2000 »	50 752	Attribuée en Janvier 2002
10 015	1004	CIBC	130 273	Attribuée en Février 2001
10 063	1068	ALPICAM	68 933	Attribuée en Juillet 2000 et exploitée par SIBAF puis cédée à ALPICAM
10 064	1060	SEFAC/SEBAF	114 379	Attribuée en Juin 2001

		filière bois		

Source : Poste forestier de Moloundou

Selon le tableau, la Commune de Moloundou dispose d'un total de 364 337 hectares de forêt qui ont le titre d'UFA. Elles sont toutes exploitées depuis un certain nombre d'années et seraient de ce fait un atout de taille pour le financement du développement de la Commune.

3.5.3.4.3. L'exploitation informelle du bois

Pratiquée par des individus ne disposant pas de droit de coupe, cette activité bien qu'illicite pourvoyeuse d'emploi pour les populations riveraines. Le danger réside dans le fait qu'elle reste difficile à contrôler et on assiste alors à des abus comme la coupe sauvage du bois qui naturellement n'est suivie d'aucune activité de reboisement. Elle est combattue par les autorités avec l'appui des ONG de protection de la nature.

3.5.3.5. La collecte des produits forestiers non ligneux (PFNL)

La cueillette et/ou le ramassage des PFNL sont effectués depuis le pourtour des habitations jusqu'en forêt. Davantage l'apanage des femmes et des enfants cette activité n'est que marginalement pratiquée par les hommes. Les PFNL sont destinés à l'alimentation, à la pharmacopée traditionnelle, à l'artisanat, à l'énergie et aux travaux de construction. Pour l'alimentation, les produits les plus recherchés sont les chenilles, les fruits qui peuvent être ramassés ou cueillis, les feuilles (koko), le miel, le vin de palme et de raphia, les condiments, les escargots, les vers blancs et les champignons. Ces produits sont destinés à l'autoconsommation, mais certains tels que les fruits d'Andok et les feuilles du Gnetum (koko), font l'objet d'une commercialisation qui rapporte des revenus financiers dans les ménages. En raison du coût et de la rareté des produits pharmaceutiques, les populations font beaucoup recours aux plantes. Elles prélèvent toutes les parties de l'arbre pour se soigner : écorces, racines, feuilles et fruits. Les espèces végétales les plus utilisées dans l'alimentation et la pharmacopée sont détaillées dans le tableau 8 ci-après.

Tableau 8 : Espèces végétales utilisées dans la Commune pour l'alimentation et la pharmacopée

Nom pilote	Nom scientifique	Partie récoltée	Utilisation
Amvout	Trichiscoscypha arborea	Fruit	Alimentation
Bilinga	Nauclea diderrichii	Fruit	Alimentation
Andok	Irvingia gabonensis	Fruit	Alimentation
Ebom	Anonadium mannii	Fruit	Alimentation
Essessang	Ricinodendron heudelotii	Fruit	Alimentation
Kanda	Beilschmeidia obscura	Fruit	Alimentation
Calatier	Cola acuminata	Fruit	Alimentation
Moabi	Baillonella toxisperma	Fruit	Alimentation

Onie	Garcinia cola	Fruit	Alimentation
Onzabili	Antrocaryon micraster	Fruit	Alimentation
Sissongo	Pennisetum sp	Feuille	Alimentation
Gnetum	Gnetum africanum	Feuille	Alimentation
Akak	Duboscia veridiflora	Ecorce	Médecine traditionnelle
Fromager	Ceiba pentandra	Feuille	Alimentation
Andok ngoé	Irvingia grandifolia	Ecorce	Médecine traditionnelle
Bahia	Mytragina ciliata	Ecorce	Médecine traditionnelle
Eveuss	Klainedoxa gabonensis	Ecorce et fruit	Médecine traditionnelle
Fraké	Terminalia suberba	Ecorce	Médecine traditionnelle
Ilomba	Pycnanthus angolensis	Ecorce	Médecine traditionnelle
Tali	Erythroleum ivorense	Ecorce	Médecine traditionnelle
Mukulungu	Autranella congolensis	Ecorce	Médecine traditionnelle
Mvanda	Hylocodendron gabonensis	Ecorce	Médecine traditionnelle
Emein	Altonia boonei	Ecorce	Médecine traditionnelle

Source : Plan d'aménagement de la FC de Moloundou

L'analyse de ce tableau montre que pour la plupart, les PFNL utilisés par les riverains sont en grande parties des fruits, des feuilles et des écorces. Certes il y'a aussi des racines, mais le tableau ne prétend pas être exhaustif. Ces prélèvements issus de la forêt servent soit à la nutrition soit au traitement des certaines maladies.

3.5.3.6. Activités de transformation

Il s'agit de la transformation du manioc en bâton ou du manioc et du maïs en farine.

3.5.4 Secteur informel

Face au taux de chômage très élevé résultant de l'inadéquation entre l'offre et l'emploi, ce secteur est le domaine de tous les petits métiers et des activités génératrices de revenus telles que : les vendeurs à la sauvette, les cordonniers, les mécaniciens, vendeurs de beignets et petit vendeurs de nourriture à l'air libre.

Atouts et potentialités et contraintes du milieu biophysique

Les atouts, potentialités et contraintes du milieu biophysique de la Commune sont résumés dans le tableau 1 ci-dessous.

Tableau 9 : Synthèse des atouts et contraintes du milieu biophysique de Moloundou

Atouts/Potentialités	Contraintes
1. Climat favorable au développement des activités agropastorales ; 2. Sols fertiles et favorables à l'agriculture ; 3. Présence de nombreux ruisseaux et marécages favorables au développement de la pisciculture et de la pêche ; 4. Relief peu accidenté ; 5. Végétation favorable aux activités d'élevage à travers les espaces de pâturage qu'elle offre.	1. Changements climatiques qui perturbent le calendrier agricole et certaines activités économiques ; 2. Destruction du couvert végétal par les feux de brousse et la coupe abusive du bois ; 3. Faible superficie forestière ne pouvant faire l'objet de Réserve Forestière d'aménagement.

Source : Résultats du diagnostic, GIC ALUMNI DE L'EST, Juin 2017

A la lumière de ce tableau, il ressort que la Commune dispose d'atouts majeurs qui peuvent, s'ils sont bien exploités aider à faire la différence. Toutefois, il existe de contraintes toutes aussi importantes qui peuvent freiner le développement de la Commune. Aussi, une bonne prise en compte des mesures d'atténuation des effets néfastes des contraintes telles que les changements climatiques et les feux de brousse peuvent contribuer à placer la commune sur les rails du développement durable.

4. RESULTATS DU DIAGNOSTIC PARTICIPATIF

4.1. Synthèse du Diagnostic Institutionnel Communal (DIC)

À l'issue du Diagnostic Institutionnel Communal (DIC), des observations ont été faites notamment en ce qui concerne les forces et faiblesses de la Commune ainsi que les axes de renforcement de celle-ci.

4.1.1. Forces et faiblesses de la Commune

Le DIC conduit au sein de l'institution communale a permis d'identifier un ensemble de forces et de faiblesses sur les quatre domaines d'intervention que sont : la gestion des ressources humaines, la gestion des ressources financières, la gestion du patrimoine communal et enfin de la gestion des relations. Le tableau

Le tableau 10 ci-dessous présente les forces et les faiblesses de l'institution Communale par domaine.

Tableau 10 : Forces et faiblesses de la Commune

Domaines	Forces	Faiblesses
Gestion des ressources humaines	la présence de cadres communaux qualifiés.	▪ Personnel communal insuffisant et peu qualifié; ▪ Irrégularité des salaires (07 mois d'arriérés) ; ▪ Faible niveau des salaires du personnel ; ▪ Faible motivation du personnel ; ▪ Faible niveau d'instruction d'une partie du personnel communal ; ▪ Gel des avancements ; ▪ Absence d'indemnités pour le personnel (heures supplémentaires) ; ▪ Absence d'un système de gestion du personnel (congrés, avancement, primes, allocations etc). ▪ manque de collaboration entre l'exécutif et le personnel communal ; ▪ Inertie des jeunes gens dans la ville et les villages environnants ; ▪ Faible collaboration formelle entre les services techniques et la Commune ; ▪ Non planification des recrutements ; ▪ Absence d'un plan de formation du personnel ; ▪ Faible représentativité des femmes au sein du CM ; ▪ Absence d'une politique de renforcement des capacités du personnel ; ▪ Absence d'un système de communication interne ; ▪ Absence d'un système de contrôle et de gestion du personnel ;
Gestion des ressources financières	▪ Existence d'une forêt communale en cours d'exploitation ; ▪ Opérationnalisation prochaine du marché frontalier de Socambo ; ▪ Gestion financière sur Progiciel SIM-Ba et manipulé par des personnels qualifiés ;	▪ Surendettement ; ▪ Mauvaise gestion des ressources de la commune ; ▪ Faible recouvrement des impôts et taxes communales (impôt libérateur et autres) ; ▪ La non implication de toutes les parties prenantes dans la préparation technique du budget ; ▪ La non maîtrise de l'assiette fiscale ;

Domaines	Forces	Faiblesses
	▪ Mise en réseau future SIM-Ba et formation des utilisateurs par la GIZ ; ▪ Projet de réhabilitation de l'auberge municipale prévu pour cette année ; ▪ Possibilité d'acquisition des nouveaux biens dans le cadre de la décentralisation (transfert des ressources) ; ▪ Existence du BIP ;	▪ Le mauvais recouvrement des fonds propres ; ▪ incivisme fiscal ; ▪ Faible niveau de l'économie locale ; ▪ Surestimation des redevances forestières dues à la commune ; ▪ Faible paiement de la taxe de l'eau par les populations (1000/mois).
Gestion du patrimoine	▪ Existence d'un système de comptabilisation du matériel de bureau (fiche de détenteur, comptabilité matière) ; ▪ Existence d'un système de comptabilisation du matériel de bureau (fiche de détenteur, comptabilité matière) ;	▪ Absence d'un système d'entretien du patrimoine communal (matériel roulant, infrastructures et bâtiments, matériel informatique) malgré l'existence des prévisions budgétaires ; ▪ Insécurité foncière des terrains occupés par la commune ; ▪ Absence d'un garage municipal ;
Gestion des relations	▪ Existence des relations avec les partenaires au développement qui intervenant dans la Commune ▪ Existence des relations entre la Commune et les démembrements sectoriels de l'état central ▪ Existence d'une politique de recherche de partenariats ▪ Disponibilité des chefferies, autorité religieuses et autres pour une collaboration mieux gérée ;	▪ Sous information des populations sur les activités de la Commune ; ▪ Faible collaboration avec certains sectoriels ; ▪ Absence d'une stratégie de communication avec les partenaires extérieurs

4.1.2. Axes de renforcement

Au terme de l'analyse, les pistes d'actions prioritaires ci-dessous (Tableau 11) ont été identifiées pour renforcer la Commune dans la promotion du développement local.

Tableau 11 : Axes de renforcement de la Commune de Moloundou

Domaines		Actions prioritaires
Ressources humaines	Conseil Municipal	▪ Renforcement des capacités des conseillers municipaux, de l'exécutif et du personnel par des ateliers de recyclages des formations thématiques, etc. ;
	Exécutif municipal	▪ Organisation d'une réunion hebdomadaire de coordination des activités de coordination des activités de la Commune par mois ; ▪ Organisation des réunions mensuelles du personnel.
	Personnel Communal	▪ Recrutement du personnel supplémentaire qualifié représentatif de l'ensemble de la Commune par appel à candidature ; ▪ Amélioration des conditions de travail par l'acquisition du matériel de travail et la revalorisation des salaires ; ▪ Tenue des états généraux du personnel communal ; ▪ Suivi-évaluation du personnel pour leur reclassement, avancement, etc. ▪ Elaboration des profils de carrière pour le personnel ▪ Institution des primes, distinctions honorifiques, lettres de félicitation, etc. pour le personnel méritant, crédit communal aux agents, couverture sociale du personnel (affiliation à la CNPS, couverture sanitaire etc.) ; ▪ Instauration des réunions hebdomadaires avec le personnel ; ▪ Choix et installation d'un délégué du personnel. ▪ Sensibilisation du personnel communal en vue d'un service exemplaire à l'endroit des populations.
Ressources financières	Disponibilité des documents financiers	▪ Mise sur pied du fichier et sensibilisation des contribuables ; ▪ Elaboration et mise en œuvre d'une stratégie de mobilisation et de sécurisation des recettes communales ; ▪ Création des Activités Génératrices de Revenues propres à la commune (auberges, foyer municipal, etc.) ▪ Réglementation du transport par moto et organisation des collectes des taxes dans ce secteur d'activités

Domaines		Actions prioritaires
	Mobilisation des ressources propres	▪ Actualisation du fichier du contribuable de la Commune ; ▪ Définition claire des procédures de recouvrement des fonds ; ▪ Elaboration d'un plan de recouvrement des recettes propres ; ▪ Assignment des objectifs périodiques aux agents recouvreurs ; ▪ Planification des activités de recouvrement des fonds propres ▪ Viabilisation du stationnement à gros porteur Socambo et Mambélé ; ▪ Elaboration d'une stratégie de mobilisation et de sécurisation des recettes propres.
Patrimoine	Gestion du patrimoine	▪ Actualisation de l'inventaire du patrimoine de la Commune de MOLOUNDOU ; ▪ Identification des besoins en maintenance du patrimoine communale ; ▪ Mise sur pied d'un système de gestion du patrimoine de la Commune ; ▪ Insertion d'une ligne budgétaire pour l'entretien et la gestion du patrimoine communal.
Gestion des relations	Communication	▪ Recherche de jumelage; ▪ Instauration des rencontres semestrielles avec les sectoriels et autres acteurs de développement ; ▪ Organisation des voyages d'échanges à l'intérieur et à l'extérieur ; ▪ Organisation des séances de concertations périodique avec les populations ; ▪ Renforcement des relations existantes. ▪ Institution des réunions de concertation entre les présidents de CC et l'Exécutif communal ; ▪ Institutionnalisation des réunions de concentration entre chaque Conseiller Municipal et sa Communauté avant chaque réunion de Conseil municipal et après celui-ci ;

4.2 Principaux services de l'espace communal

Tableau 12 : Répartition des institutions et infrastructures socioéconomiques selon le milieu de résidence

Types d'infrastructures	Milieu urbain	Milieu rural	TOTAL
Ecoles primaires et maternelles	17	15	32
Ecoles de l'enseignement secondaire	04	01	05
Formations professionnelles	02	00	02
Formations sanitaires	06	03	9
Forages	01	3	4
Puits modernes	08	11	19
Sources aménagées	00	01	01
Adduction d'eau	01 (30 robinets dont 20 actuellement non fonctionnels)	00	01
Foyers communautaires	00	00	00
Marchés	02	00	02
Aires de séchages	00	00	00
Stade de football	04	06	10
TOTAL	45	40	86

Source : Résultats du diagnostic, GIC ALUMNI DE L'EST, Juin 2017

4.2.1. Synthèse de la situation de référence sur le plan des infrastructures

4.2.1.1. Education et formation professionnelle

Sur le plan de l'éducation, retrouve 02 écoles primaires publiques, une école maternelle et primaire confessionnelle catholique localisée au quartier administratif, une école primaire privée à Pezam. 3 écoles primaires à Yenga dont une avec maternelle, 01 école primaire et maternelle à Mambélé, 01 école primaire à Socambo et enfin 01 école maternelle et primaire à Kika. Pour ce qui est de l'enseignement secondaire, 03 à CES dont 01 à Yenga, 01 à Kika et enfin 01 à Moloundou. On retrouve un lycée bilingue et un lycée technique à Moloundou. Pour ce qui est des institutions de formation professionnelles, on retrouve une SAR/SM non opérationnelle à Moloundou et école de formation rurale (EFR) à Yenga.

Tableau 13 : Répartition des écoles dans la Commune de Moloundou

Type d'écoles	Nombre des écoles		Total
	Urbain	Rural	
Ecoles Maternelles	05	02	07
Ecoles primaires	11	14	25
CES	02	01	03
CETIC	00	00	00
Lycée	02	00	02
Total	20	16	36

Source : Enquêtes de terrain, Juin 2017.



photo 5 : Une vue de l'école publique de Mambélé (Photo GIC ALUMNI DE L'EST, 2018)



photo 6 : Une vue du bloc administratif de l'école de Mambélé (Photo GIC ALUMNI DE L'EST, 2018)

Tableau 14 : Effectifs des élèves dans les écoles de la Commune de Moloundou

Type d'écoles	Effectifs des élèves	Total élèves

	Filles	Garçons	
Écoles Maternelles	142	111	253
Écoles primaires	2803	2986	5789
CES	201	279	480
Lycée	290	456	756
Total	3436	3832	7268

Source : Enquêtes de terrain, GIC ALUMNI DE L'EST, Juin 2017

L'analyse globale des effectifs montre que 47,11% des élèves sont des filles. Dans les filières techniques, elles représentent 36,84% des élèves. Le tableau 6 présente les effectifs des élèves de la Commune par type d'école et selon le sexe.

Tableau 15: Synthèse de la situation de référence des infrastructures de l'éducation de base

Villages/Quartiers	Salles de classes			Aménagements			
	Semi-dur	Dur	Table - bancs	Point d'eau	Latrines	Clôture	Logt. Enst.
EPP DE MBANGOYE 1	0	1	83	N	N	N	N
EPP DE LEGOUE	0	0	15	N	N	N	N
EPP DE MALAPA-FLEUVE	0	2	55	N	N	N	N
Ecole privée catholique St Jacques	0	6	185	N	N	N	N
EPP GI Moloundou	0	6	193	N	O	N	N
EPP GII Moloundou	0	7	110	N	N	N	N
SAR/SM DE Moloundou	0	2	0	N	N	N	N
GBPS Moloundou	0	3	160	N	N	N	N
EPP DE BANANA	0	5	107	N	N	N	N
EM DE BANANA	0	1	45	N	O	N	O
EPP DE MAMBÉLÉ	0	6	65	N	N	N	N
EPP DE MBATEKA DJONG	0	2	126	N	O	N	O

EPP DE MABATEKA CENTRE	0	4	28	N	N	N	O
ECOLE MATERNELLE DE KIKA	0	0	20	N	O	N	N
EPP DE KIKA	1	2	75	N	O	N	N
EPP DE ZEGA PK14	0	0	20	N	N	N	N
EPP DE YENGA CENTRE	0	8	87	N	N	N	N
EPP DE YENGA TENGUE	0	2	60	N	O	N	N
EPP DEYENGA DOUCEMENT	0	1	40	N	N	N	N
EM DE YENGA	0	1	18	N	N	N	N
EPP D'ADJALA	0	5	24	N	N	N	N
EPP DE DIOULA	0	3	57	N	O	N	O
EPP MAKOKA I	0	0	30	O	O	N	N
EPP DE TEMBE RIVIERE	0	2	28	N	O	N	N
EPP DE MBANDJANI	0	6	108				
EPP DE SOCAMBO	0	6	98	N	N	N	N
EPP DE MINDOUROU	0	4	15	N	N	N	N
EPP DE NDONGO	0	6	150	O	O	N	N
EPP DE NGUILILI 1	0	7	150	O	O	N	O

Source : Enquêtes de terrain, GIC ALUMNI DE L'EST, Juin 2017

Tableau 16 : Encadrement et équipements des établissements scolaires de la Commune de Moloundou

Type d'écoles	Effectif élèves	Nombre d'enseignants	Nombre de salles de classe	Nombre de tables bancs	Ratio Elèves/ Enseignant	Ratio Elève/ Salles de classe	Ratio Elèves/ places assises
Écoles Maternelles	253	10	08	304	25.3	32	0.83
Écoles primaires	5789	89	101	2 019	65.04	51.32	2.87
CES	480	17	08	191	28.24	60	2.51
Lycée	756	55	27	304	13.75	28	2.49
Total	7268	173	156	2818	42.01	46.59	2.58

Source : Enquêtes de terrain, GIC ALUMNI DE L'EST, Juin 2017

Tableau 17 : Etat général des bâtiments dans les écoles de la Commune de Moloundou

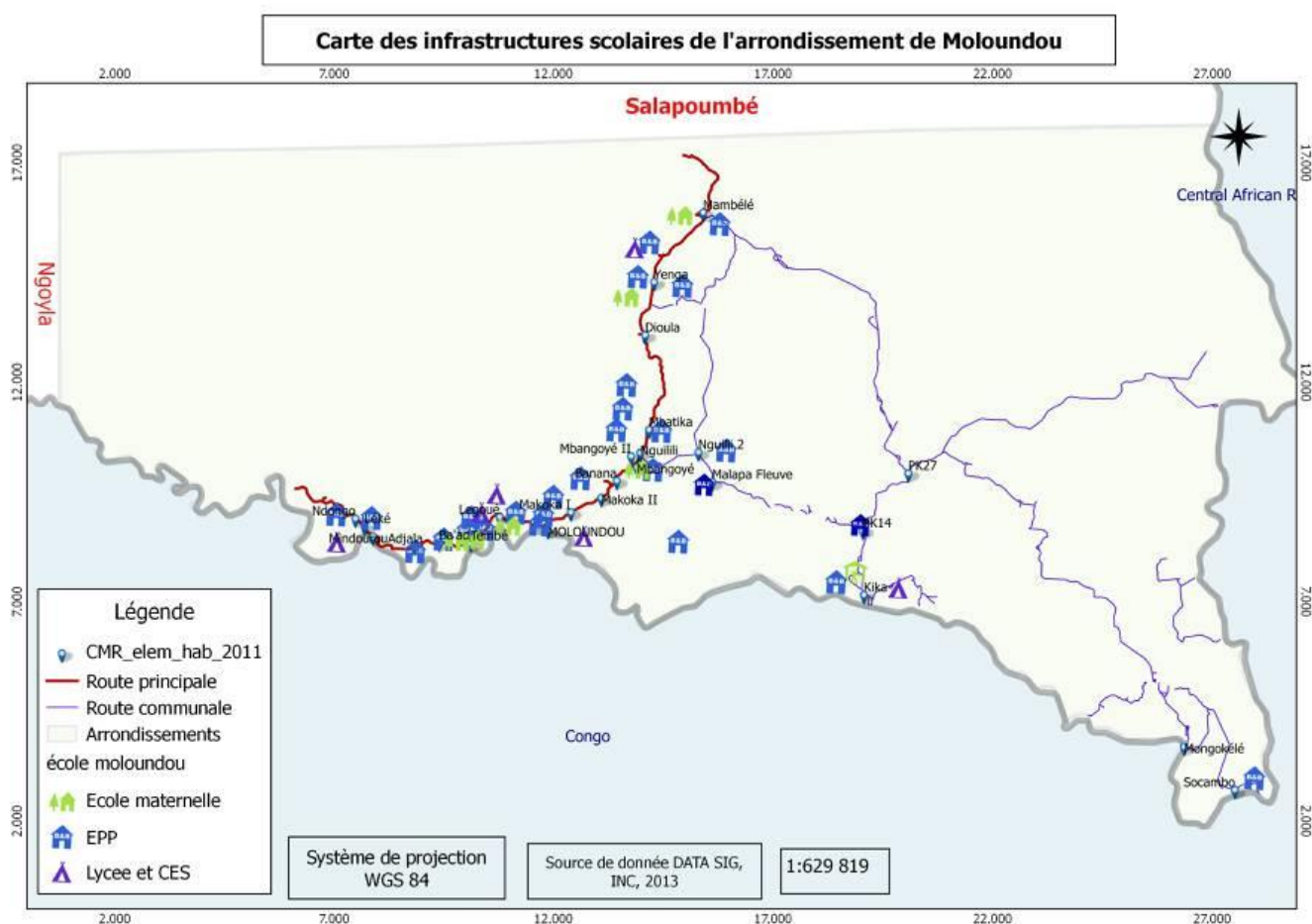
Type d'écoles	Etat des salles de classe			Total
	Bon	Passable	Mauvais	
Ecole Maternelle	03	03	02	08
Ecole primaire	58	29	16	93
CES	02	02	04	08
Lycée	27	00	0	27
Total	90	34	22	130

Source : Enquêtes de terrain, GIC ALUMNI DE L'EST, Juin 2017

Tableau 18 : Etat général des équipements et aménagements dans les enseignements secondaires dans la Commune de Moloundou

Village	Salles de classes			Aménagements			
	Semi-dur	Dur	Table - bancs	Point d'eau	Latrines	Clôture	logt. Enst.
Quartier Administratif	0	15	130	0	1	0	0
Quartier Administratif	0	12	174	01	1	0	1
Yenga	0	2	108	0	1	0	0
Kika	02	0	63	0	1	0	1
Ndongo	0	2	30	0	1	0	0
TOTAL	0	8	509	0	4	0	0

Source : Enquêtes de terrain, GIC ALUMNI DE L'EST, Juin 2017



Carte 4 : Répartition spatiale des infrastructures scolaires dans la Commune de Moloundou
Source : Enquêtes de terrain, GIC ALUMNI DE L'EST, Juin 2017

4.2.1.2 Santé Publique

Dans la ville de Moloundou, on retrouve 02 centres de santé intégrés localisés respectivement à Socambo et à Yenga, une Infirmerie de la Société Privée ALPICAM à KIKA, un centre de santé Communautaire à Mambélé, un Hôpital de district, un Centre de Santé Intégré et un dispensaire confessionnel (catholique) à Moloundou ville.

Tableau 19 : Situation des équipements sanitaires dans la Commune de Moloundou

Village	Nb de bâtiment	Equipement du centre					Aménagement					
		Lits	Lab o	Matern ité	Pharma cie	Réfrigérat eur	Point d'eau	Latrine	Reboisement	Clôture	Dispositif de traitement déchet	Logement médecin
SOCAMBO	1	4	N	O	N	0	N	O	N	N	I	O
NEW TOWN	8	16	O	O	O	2	N	O	N	O	I	O
YENGA	1	12	O	O	N	0	O	N	N	N	I	N

Village	Nb de bâtiment	Equipement du centre					Aménagement					
		Lits	Lab o	Matern ité	Pharma cie	Réfrigérat eur	Point d'eau	Latrine	Reboisement	Clôture	Dispositif de traitement déchet	Logement médecin
NEW TOWN	10	34	O	O	O	2	N	O	N	O	I	O
QUARTIER ADM	1	8	O	O	O	1	N	O	O	O	Autres	N
KIKA ²	1	0	N	N	O	0	N	N	N	N	F	N
NGUILILI	2	6	O	N	O	0	N	O	N	O	I	O
ADJALA	2	6	O	O	O	0	N	O	N	O	F	O
NDONGO	2	6	O	O	O	0	N	O	N	O	F	O
TOTAL	39	127										

Source : Enquêtes de terrain, GIC ALUMNI DE L'EST, Juin 2017

Tableau 20 : Répartition du personnel sanitaire dans la Commune de Moloundou

Aire de santé	Effectif de la population	Formation sanitaire de référence	Médecin	IDE	IB	AS	Matrone	Commis
NGUILILI	1220	Intégré	0	0	0	1	0	0
MOLOUNDOU	305	Privé	0	2		3	0	2
Moloundou	305	Hôpital	2	2		4	1	2
NGUILILI	518	Intégré	0	2	0	0	0	0
MOLOUNDOU URBAIN		Privé	0	1	1	3	1	2
Moloundou urbain		Hôpital	2	1		5	2	2
Moloundou urbain		Intégré	0	1	1	1	0	1
Nguilili		Intégré	1	0	0	1	1	1
NGUILILI		Intégré	0	0	3	0	0	1
Ndongo-Adjala		Intégré	0	0	1	0	0	1
Ndongo-Adjala		Intégré	0	0	1	0	0	1
TOTAL			5	9	7	18	5	13

Source : Enquêtes de terrain, GIC ALUMNI DE L'EST, Juin 2017

Sur le plan de l'aménagement extérieur des formations sanitaires, six (06) centres de santé sur 10 sont dotés de points d'eau. Toutes les formations sanitaires disposent de latrines tandis qu'un seul centre de santé possède une clôture. Les dispositifs de traitement des déchets utilisés dans la Commune sont :

² Le CSI de Kika est actuellement devenu un Centre Médical d'Arrondissement (CMA). Des améliorations sont faites pour mieux l'équiper afin qu'il réponde aux exigences de ce type de formation sanitaire.

l'incinération et les fosses. Seul deux centres de santé possèdent des logements d'astreinte pour le personnel. Le tableau 14 ci-après présente la situation de l'aménagement des formations sanitaires dans la Commune de Moloundou.

Tableau 21 : Situation des équipements sanitaires dans la Commune de Moloundou

Formation sanitaire	Lit	Labo	Maternité	Pharmacie	Réfrigérateur	Point d'eau	Latrines	Total
SOCAMBO	4	0	1	0	0	0	1	6
NEW TOWN	10	1	0	1	0	1	1	14
NEW TOWN	16	1	1	1	2	0	1	22
YENGA	12	1	1	0	0	1	0	15
NEW TOWN	25	1	1	1	1	1	1	31
NEW TOWN	34	1	1	1	2	0	1	40
QUARTIER ADM	8	1	1	1	1	0	1	13
KIKA	0	0	0	1	0	0	0	1
NGUILILI	6	1	0	1	0	0	1	9
ADJALA	6	1	1	1	0	0	1	10
NDONGO	6	1	1	1	0	0	1	10
Total	127	09	08	09	06	03	09	171

Source : Enquêtes de terrain, GIC ALUMNI DE L'EST, Juin 2017

Sur le plan de l'aménagement extérieur des formations sanitaires, les centres de santé de Socambo, Kika, Adjala ne sont dotés de points d'eau. Toutes les formations sanitaires disposent de latrines tandis qu'un seul centre de santé possède une clôture. Les dispositifs de traitement des déchets utilisés dans la Commune sont : l'incinération et les fosses. Seul deux centres de santé possèdent des logements d'astreinte pour le personnel. Le tableau 14 ci-après présente la situation de l'aménagement des formations sanitaires dans la Commune de Moloundou.

Tableau 22 : Situation de l'aménagement des formations sanitaires dans la Commune de Moloundou

Formation sanitaire	Dispose de latrines	Existence d'une clôture	Existence d'un dispositif de traitement des déchets	Existence d'un logement d'astreinte	Reboisement effectué dans le site
SOCAMBO	Oui	Non	Incinerateur	Oui	Non
NEW TOWN	Oui	Non	Fosse	Oui	Non
NEW TOWN	Oui	Oui	Incinerateur	Oui	Non
YENGA	Non	Non	Incinerateur	Non	Non
NEW TOWN	Oui	Oui	Fosse	Oui	Oui
NEW TOWN	Oui	Oui	Incinerateur	Oui	Non
QUARTIER ADM	Oui	Oui	Autres	Non	Oui
KIKA	Non	Non	Fosse	Non	Non

NGUILILI	Oui	Oui	Incinérateur	Oui	Non
ADJALA	Oui	Oui	Fosse	Oui	Non
NDONGO	Oui	Oui	Fosse	Oui	Non
Total					

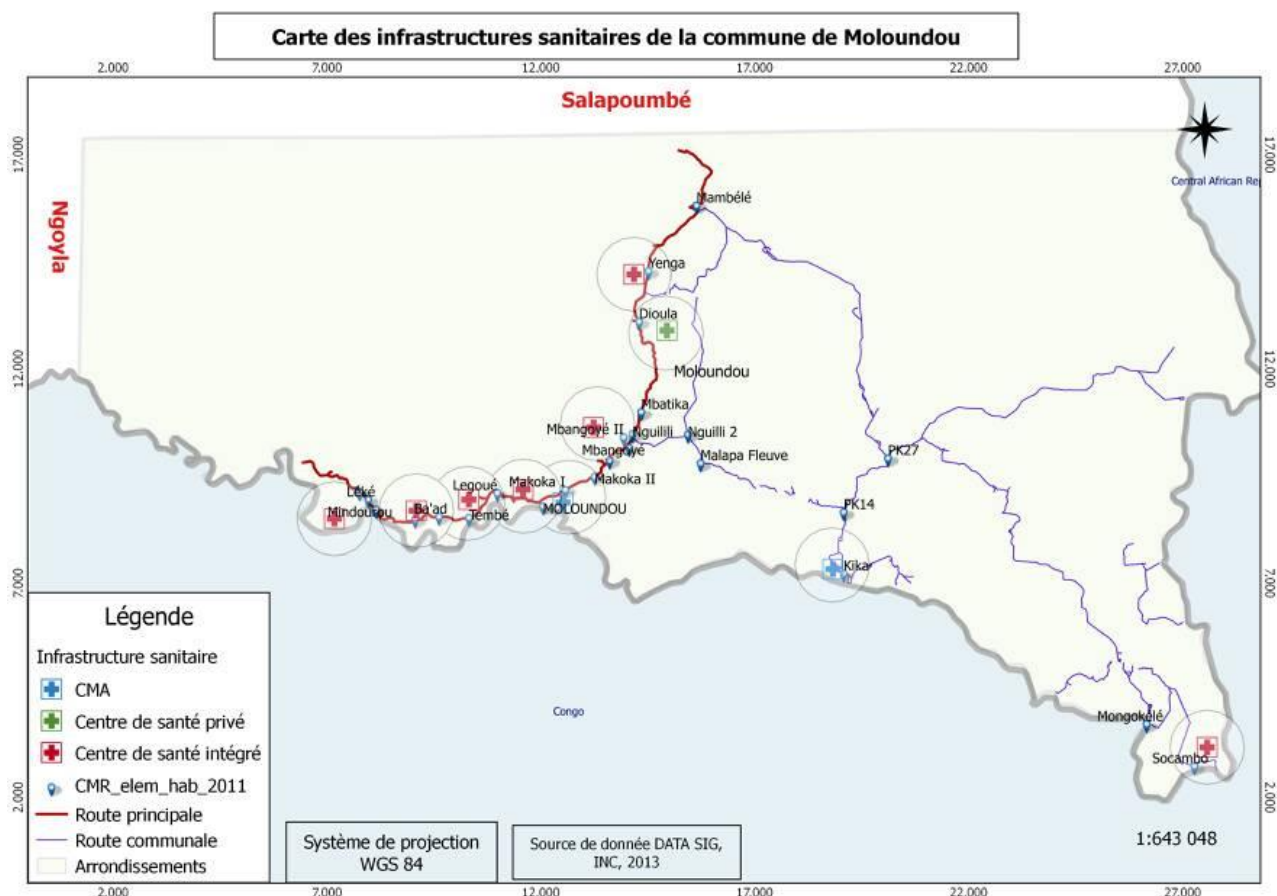
Source : Enquêtes de terrain, GIC ALUMNI DE L'EST, Juin 2017

L'état général des bâtiments des formations sanitaires de la Commune présenté dans le tableau 15 ci-après est acceptable. En la plupart des bâtiments sont en bon état. Cependant ces infrastructures semblent insuffisantes au regard de la taille de la population de la Commune et de l'afflux des malades vers les formations sanitaires.

Tableau 23 : État des bâtiments des formations sanitaires de la Commune de Moloundou

Formation sanitaire	Nombre total de bâtiments	Nombre de bâtiments		
		Bon	Passable	Mauvais
SOCAMBO	1	1	0	0
NEW TOWN	2	2	0	0
NEW TOWN	8	8	0	0
YENGA	1	1	0	0
NEW TOWN	9	9	0	0
NEW TOWN	10	10	0	0
QUARTIER ADM	1	1	0	0
KIKA	1	1	0	0
NGUILILI	2	2	0	0
ADJALA	2	1	1	0
NDONGO	2	2	0	0
Total	39	38	01	00

Source : Enquêtes de terrain, GIC ALUMNI DE L'EST, Juin 2017



Carte 5 : Répartition spatiale des infrastructures sanitaires

Source : Résultats du diagnostic (GIC ALUMNI DE L'EST, Juin 2017)

4.2.1.3. Hydraulique

Le réseau hydraulique n'est pas très développé dans l'ensemble des EU de Moloundou. Excepté Moloundou qui dispose d'une adduction d'eau disponible dans 06 quartiers sur 07 avec un réseau de 30 robinets repartis dans la ville, les autres EU n'ont pas cette chance. On trouve dans cette optique 01 forage défectueux à Mambélé, aucun point d'eau moderne à Socambo. Le tableau 23 ci-après fait état de la répartition des infrastructures hydrauliques à travers la Commune.

Tableau 24 : Répartition des ouvrages hydrauliques dans la Commune de Moloundou

LOCALITÉS	Population	INFRASTRUCTURES EXISTANTES			
		Forages	Puits	Sources aménagées	Robinet pour adduction d'eau
		Nombre			
QUARTIER ADM	548	0	1	0	03
PEZAM	670	0	1	0	4
MOPOLLO	368	0	2	1	2 dont 01 en panne
NEW TOWN	582	0	0	1	02 en panne 0
CENTRE COMM	806	0	0	1	2
NOLA	408	0	1	0	2
MOLOUNDOU	448	0	0	0	0

LOCALITÉS	Population	INFRASTRUCTURES EXISTANTES			
		Forages	Puits	Sources aménagées	Robinetts pour adduction d'eau
		Nombre			
RIVIERE					
LEGOUE	212	0	0	0	0
TEMBE RIVIERE	1263	0	0	0	0
BA'AD	1096	0	0	1	0
ADJALA	700	0	01	0	0
MINDOUROU	570	0	0	0	0
LEKE	1596	1	0	1	0
NDONGO	1514	0	01	0	0
MAKOKA 1	573	0	2	02 mais en mauvais état	0
MAKOKA 2	375	0	1 en panne	2	1
BANANA	1598	0	1	0	0
MALAPA FLEUVE	398	0	1	2	0
MBATEKA	1475	0	02 dont 01 en panne	0	0
NGUILILI 1	1088	1	0	1	0
NGUILILI 2	2777	01	0	0	0
MBANGOYE 1	1626	0	1	1	0
MBANGOYE 2	988	01 Panne	0	0	0
DIOULA	1537	0	01	2	0
YENGA	1769	0	3	0	0
MAMBÉLÉ	1 188	0	2	0	0
KIKA	4 161	0	02	0	0
SOCAMBO	685	0	0	0	0
MONGO KELLE	242	0	0	0	0
TOTAL	31 261	4	21	13	15

Source : Enquêtes de terrain, GIC ALUMNI DE L'EST, Juin 2017

Il ressort de ce tableau que le nombre de point d'eau reste insuffisant dans la Commune. Il existe une adduction d'eau dans les quartiers de la ville communale exclusivement. Cependant avec le temps, les robinets sont de moins en moins nombreux à fonctionner, ce qui fait que de nouvelles sources d'approvisionnement en eau restent à construire pour satisfaire la demande. D'autre part le milieu rural est moins nanti en ce type d'infrastructures. Les puits équipés de Pompe à motricité humaine restent prépondérants. Les sources naturelles sont pour la plupart non aménagées.



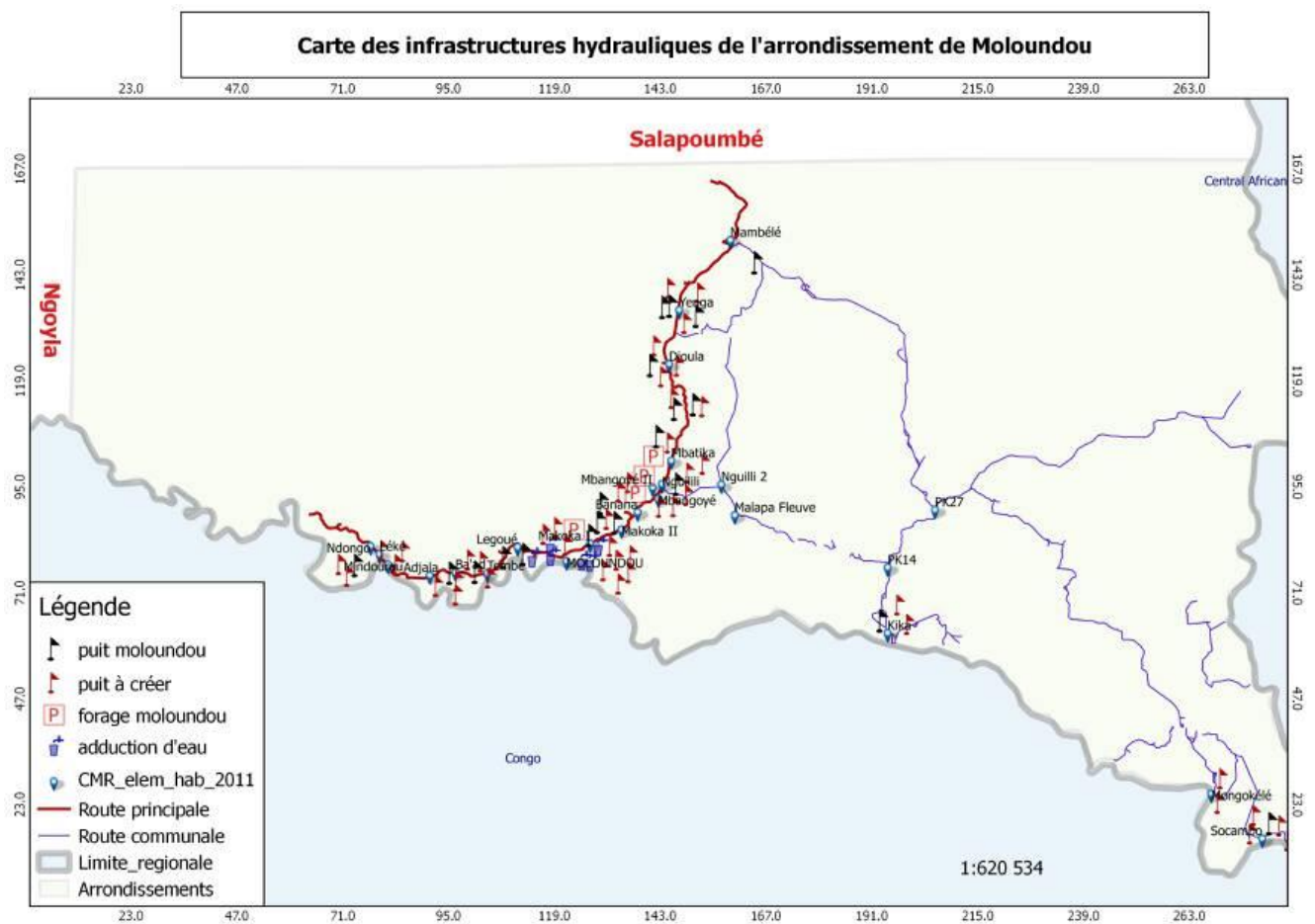
photo 7 : Citerne principale de L'adduction d'eau au quartier Administratif (Photo GIC ALUMNI DE L'EST, 2018)



photo 8 : Un robinet de l'adduction d'eau non fonctionnel (Photo GIC ALUMNI DE L'EST, 2018)



photo 9 : Un point d'eau en panne et quasiment à l'abandon à l'EPP de Mambélé (Photo GIC ALUMNI DE L'EST, 2018)



Carte 6 : Répartition spatiale des infrastructures scolaires de la Commune de Moloundou

Source : Résultats du diagnostic (GIC ALUMNI DE L'EST, Juin 2017)

4.2.1.4. Electrification

Outre Moloundou ville qui bénéficie des services d'ENEO à travers un réseau alimenté par générateur, l'espace urbain Yenga ainsi que le village Adjala disposent chacun d'un réseau qui reste cependant non fonctionnel jusqu'ici. Une réhabilitation des installations serait une aubaine pour ces populations. Le tableau 24 ci-après fait l'économie de la situation de référence du sous-secteur énergies de la Commune.

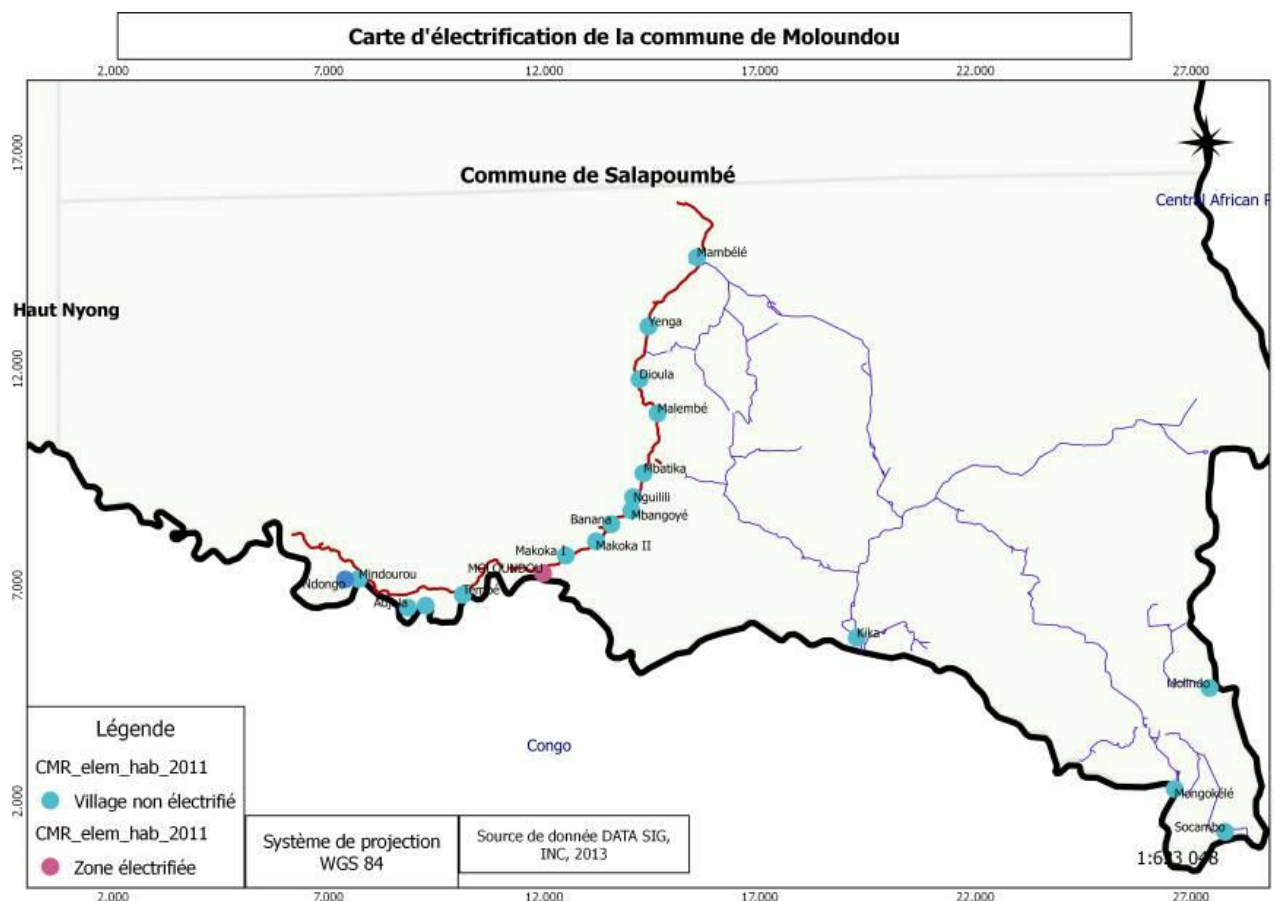
Tableau 25 : Couverture de la Commune de Moloundou par le réseau électrique

Village/Quartier			Village/Quartier	
Quartier administratif	Oui		Kika	Absence de réseau
Quartier Centre Commercial	Oui		MBANGOYE 2	Absence de réseau
NOLA	Oui		MBATEKA	Absence de réseau
NEWTOWN	Oui		MALAPA FLEUVE	Absence de réseau
PEZAM	Oui		BANANA	Absence de réseau
MOPOULO	Oui		DIOULA	Absence de réseau
MOLOUNDOU RIVIERE	Absence de réseau		MAKOKA 2	Absence de réseau
SOCAMBO	Absence de réseau		NDONGO	Absence de réseau
MAMBÉLÉ	Absence de réseau		MINDOUROU	Absence de réseau
YENGA	Réseau existant mais non fonctionnel		LEKE	Absence de réseau
ADJALA	Réseau existant mais non fonctionnel		LEGOUE	Absence de réseau
TEMBE RIVIERE	Absence de réseau		MBANGOYE 1	Absence de réseau
BA'AD	Absence de réseau		MAKOKA 1	Absence de réseau
NGUILILI 2	Absence de réseau		MONGO KELE	Absence de réseau
NGUILILI 1	Absence de réseau			Absence de réseau

Source : Résultats du diagnostic, GIC ALUMNI DE L'EST, Juin 2017



Photo 10 : A gauche la Base ENEO de Moloundou, au milieu une image l'éclairage public solaire et enfin à droite une ligne du réseau électrique ENEO de Moloundou



Carte 7 : Couverture de la Commune par le réseau électrique

Il ressort de l'analyse de ce tableau que le réseau n'est présent et fonctionnel que dans 06 quartiers de la ville communale. Ce qui signifie que seule un espace urbain est électrifié. Il existe tout de même un espace urbain : Yenga qui dispose d'un réseau quoique non fonctionnel. Du côté des villages, il n'en existe aucun qui soit électrifié même si Adjala dispose lui aussi comme l'EU Yenga d'un réseau lui aussi non fonctionnel.

4.2.1.5. Réseau routier et voirie urbaine

Il est défectueux dans sa globalité et difficilement carrossable en saison des pluies. La voirie quant à elle reste à la fois peu développée et mal entretenue.

Le réseau routier de la Commune de Moloundou est insuffisant et peu entretenu. Long de 275 km environ, il obéit à la classification : route régionale (75km) ; routes départementales (150 km) ; et routes rurales (60km). Ce réseau ne prend pas en compte les pistes forestières. Le tableau 25 ci-dessous présente les principaux axes routiers de la Commune de Moloundou.

Tableau 26 : Classification des principaux axes routiers de la Commune de Moloundou

Classification	Noms	Itinéraires	Longueurs
Route régionale	RP4	Moloundou-Mambélé	65 km
Route départementale	D77	Nguilili-Kika-Mongo Kele	150 km
Route rurale	RR	Moloundou-Ndongo	60 km

TOTAL	275 km

Sources : CTFC, 2009

Il se dégage de ce tableau que le réseau routier de la Commune serait de l'ordre de 275 km, soit un indice de 1 km de route pour 43 km carrés. Comparativement à l'indice de la région de l'Est (1km pour 26 km carrés), le réseau routier est réduit, d'où l'enclavement marqué de la zone. Cet enclavement est renforcé par le manque d'entretien de ces routes non bitumées sur lesquelles la circulation est difficile voire impossible en saison pluvieuse. Il est bon de signaler l'existence d'une route qui rallie Mambélé à Socambo et entretenue aux frais de la République du Congo. Dédiée exclusivement au passage des gros porteurs transportant des marchandises en partance ou en direction du Congo.

4.2.1.6. Le transport



Photo 11: Le bac de traversée en panne à gauche, à droite le site de l'unique agence de voyage de la Commune

Source :

4.2.1.6.1. Les infrastructures aéroportuaires

La Commune de Moloundou compte plusieurs pistes d'atterrissage pouvant accueillir des petits avions. Elles sont situées dans 02 EU à savoir Moloundou et Kika. Ces pistes sont le fait des entreprises forestières actives dans la zone. Cependant, la broussaille qui envahit la piste de Moloundou montre qu'elle est actuellement peu utilisée et pas assez entretenue, vu qu'elle se transforme peu à peu en décharge publique. Seul celle de Kika reste fonctionnelle.

4.2.1.6.2. Les infrastructures fluviales

La Commune de Moloundou est dotée de plusieurs ports fluviaux : port de Moloundou, port de Socambo, port de Kika, port de Moukounounou et le port de Ndongo. Tandis que certains sont fonctionnels, d'autres ne le sont plus à cause de l'arrêt ou de l'amenuisement du trafic qui s'y déroulait. Des informations récoltées auprès du chef du sous-quartier de la marine fluviale de Moloundou, il est possible d'attribuer un niveau de fonctionnement à ces ports. Le tableau 26 ci-dessous en fait une illustration.

Tableau 27 : Niveaux de fonctionnement des ports de la Commune de Moloundou

Ports fluviaux	Niveaux de fonctionnement
Port de Socambo	Parfaitement fonctionnel
Port de Moloundou	Peu fonctionnel
Port de Kika	Nul

Port de Moukounounou	Nul
Port de Ndongo	Nul

Source : Enquête de terrain

Le trafic portuaire de la circonscription concerne les produits agricoles et d'élevage, ainsi que des produits manufacturés qui partent du Cameroun pour le Congo voisin. Le bois congolais transite à son tour au Cameroun en passant par le port fluvial de Socambo.

Les infrastructures routières



Photo 12 : A gauche un point critique à 3 km de Moloundou, au milieu, piste reliant Moloundou-Rivière à Ndongo et enfin à droite une vue du pont endommagé sur la rivière Evéh (Photos GIC ALUMNI DE L'EST, 2017)

4.2.1.6.3. Marché et structure de stockage

Il y'a deux marchés municipaux dans deux des EU de Moloundou. Il s'agit Moloundou ville et de Socambo (non fonctionnel pour le moment) où il est question pour le rendre opérationnel, d'agrandir le magasin du marché frontalier. Le tableau 27 ci-après rend compte de la situation des marchés dans la Commune de Moloundou.



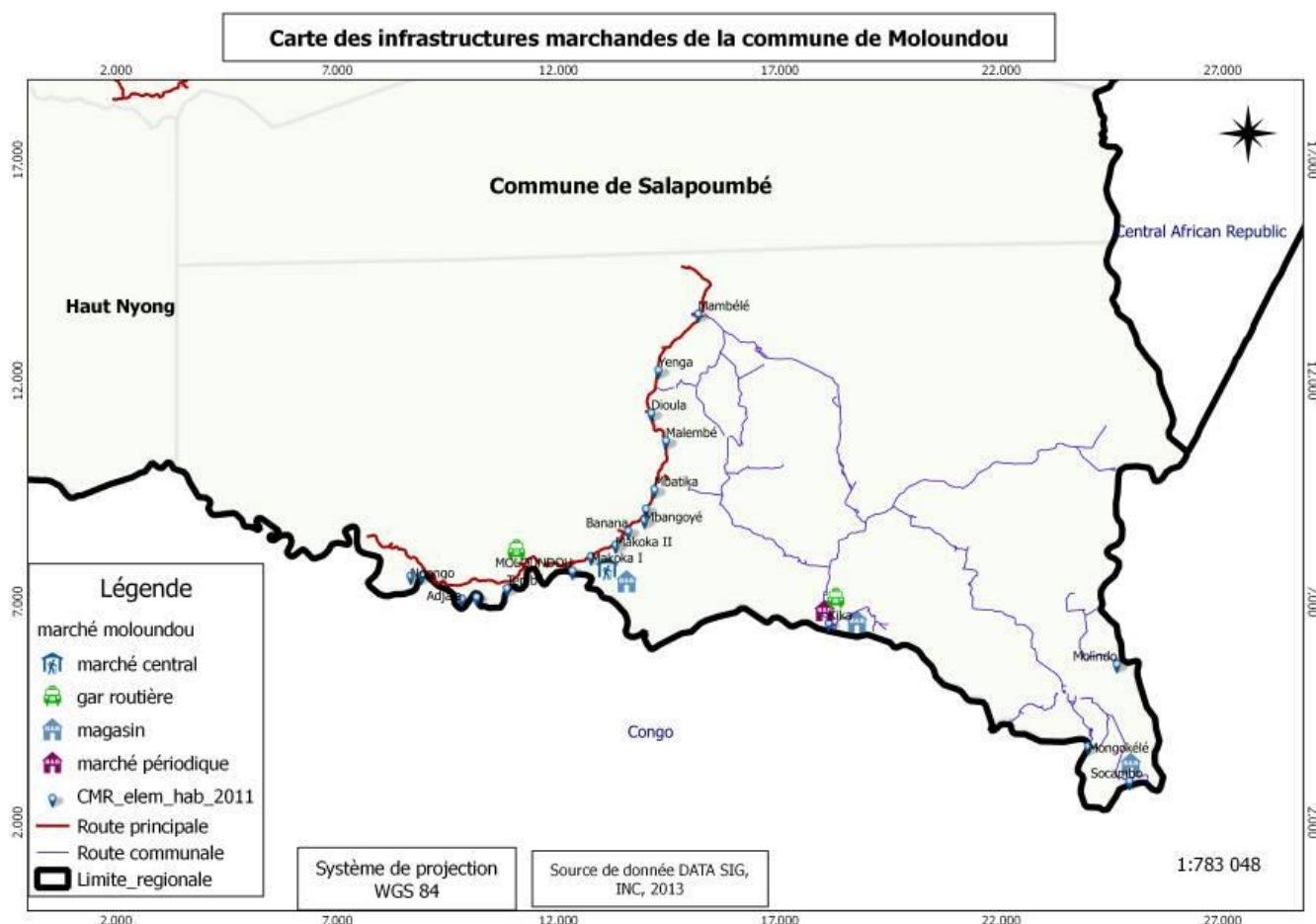
Photo 13 : Une vue du marché municipal de Moloundou à Newtown (Photo GIC ALUMNI DE L'EST, 2018)

Tableau 28 : Répartition des marchés au sein de la Commune de Moloundou

Village	Type d'infrastructures			Equipement existant					Aménagement existant		
	Maga sin	Marché / complexe commercia le	Abatt oir	Comp toir	Bouti que	Hang ar	Bouche rie	Poissonn erie	Point d'eau	Latr ine	Dispositi f de traitemen t déchet
									(O/N)	(O/ N)	(O/N)
Centre commerc ial	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Newtow n	0	1	0	60	23	1	1	0	0	0	0
Kika	0	0	0	34	0	0	0	0	0	0	0
Socambo	0	1	0	0	0	1	0	0	0	0	0
TOTAL	5	3	0	94	2	2	1	0	0	0	0

Source : Résultats du diagnostic ; GIC ALUMNI DE L'EST, Juin 2017

A la lumière des données de ce tableau, il existe très peu d'infrastructures dédiées au commerce dans la Commune de Moloundou. Et de plus celles qui existent sont sous équipées et insuffisamment aménagées. Au vue du potentiel économique qu'il est possible de mettre en branle, davantage de marchés tant périodique que des centres commerciaux construits, équipés et aménagés sont nécessaire pour le développement des activités de commerce dans la Commune.



Carte 8 : Répartition spatiale des infrastructures marchandes de la Commune de Moloundou

4.2.1.6.4. Equipements sportifs et de loisirs

Touchant les équipements sportifs, il existe un complexe multisport à Moloundou centre, mais il reste mal entretenu. On trouve une aire de jeu à Socambo (football), 02 à Yenga. Il n'existe aucun espace de loisir aménagé dans les EU de Moloundou.

4.2.1.6.5. Les ressources naturelles

Il existe de nombreuses ressources naturelles parmi lesquelles :

- le sable. Il en existe environ 05 carrières exploitées de manière artisanale dans la commune ;
- les affleurements rocheux qui servent de carrière de pierres ;
- la forêt riche en essences commercialisables (Doussié, Iroko, Sapéli, Bubinga, Moabi, Fraké, etc.) en faune sauvage et en PFNL (Ndjansang, Mangue sauvage, poivre noir, Okok, Koutou, Tondo, etc.) ;
- la présence de cours d'eau : Dja, Boumba, la Loupè, les rivières Makoka, Malapa, Lopondji, la Ngoko, Sangha, Lac naturel de Mokounounou et bien d'autres qui sont au demeurant très poissonneux et riches en sable.

4.2.1.6.6. Espaces verts et sites touristiques

Il n'existe aucun espace vert dans les EU de la commune. Par contre, les sites touristiques existent bien, mais ils ne sont pas utilisables parce qu'ils ne sont pas aménagés. Aux dires des enquêtés que le GIC ALUMNI a approché, il y a bel et bien eu un projet d'aménagement des abords de la Ngoko qui a fait long feu. Le prestataire n'aurait pas respecté son contrat. Le tableau 28 ci-dessous présente la situation de référence des autres secteurs

Tableau 29 : Situation de référence des autres secteurs

SECTEURS	PROBLÈMES/CONTRAINTES	ATOUTS/POTENTIALITÉS
AGRICULTURE	▪ Perturbations du calendrier agricole dues aux changements climatiques ; ▪ Difficulté d'accès aux terres cultivables ; ▪ Litiges fonciers ; ▪ Outillage agricole rudimentaire ; ▪ Faibles revenus des agriculteurs ; ▪ Eloignement des terres fertiles ; ▪ Difficulté d'accès aux semences améliorées et produits phytosanitaires ; ▪ Circulation des intrants de mauvaise qualité ; ▪ Insuffisance du personnel d'encadrement dans les postes agricoles ; ▪ Insuffisance des postes agricoles et autres structures d'encadrement ; ▪ Difficulté d'accès aux crédits agricoles et autres appuis financiers ; ▪ Mauvaise organisation des producteurs ; ▪ Enclavement des bassins de production ; ▪ Attaques des cultures par les rongeurs (rats...) et les insectes ; ▪ Présence des maladies des cultures (pourriture du manioc...) ; ▪ Insuffisance des espaces de vente des produits ; ▪ Insuffisance des infrastructures de stockage et de commercialisation des produits agricoles (magasin de stockage, hangar de marché...) ; ▪ Vol des récoltes.	▪ Présence de plusieurs spéculations : maïs, manioc, igname, plantain, tomate, piment, arachide, cacao, macabo, haricot, patate ; ▪ Disponibilité des terres cultivables ; ▪ Présence de la main d'œuvre.
ÉLEVAGE, PÊCHE ET INDUSTRIES ANIMALES	▪ Changements climatiques ; ▪ Difficulté d'accès aux pâturages ; ▪ Insuffisance des structures d'encadrement des éleveurs (centre zootechniques...) ; ▪ Insuffisance du personnel d'encadrement ; ▪ Difficulté d'accès au matériel animal ; ▪ Faibles revenus des éleveurs ; ▪ Difficulté d'accès aux crédits agricoles et autres appuis financiers ; ▪ Conflits agropastoraux ; ▪ Divagation des animaux ; ▪ Mauvaise organisation des éleveurs ; ▪ Présence des épizooties ; ▪ Insuffisance des infrastructures d'abattages (abattoirs) ;	▪ Présence de plusieurs spéculations (moutons, poulets, bœufs, porcs...) ; ▪ Disponibilité des espaces de pâturage ; ▪ Présence de nombreux cours d'eau ;

SECTEURS	PROBLÈMES/CONTRAINTES	ATOUTS/POTENTIALITÉS
	- Faible maîtrise des circuits de commercialisation des produits ; - Insuffisance des infrastructures de stockage et de commercialisation des produits (marché à bétail, hangar de marché...) ; - Vol du bétail.	
TRAVAUX PUBLICS	- Absence des comités de routes ; - Présence de nombreux points critiques (bourbiers, nids de poules...) sur les routes intérieures des espaces urbains ; - Absence des ouvrages de franchissements (ponts, dalots...) sur certaines routes intérieures ; - Mauvais état des ouvrages de franchissement en matériaux provisoires ; - Absence de dos d'ânes sur certains tronçons critiques des axes principaux des espaces urbains ; - Insuffisance des panneaux de signalisation sur l'axe principal (route nationale N°1).	- Présence de la nationale N°1 ; - Présence d'une population dynamique.
FORÊT ET FAUNE	- Insuffisance du personnel d'encadrement dans le secteur ; - Coupe abusive du bois de chauffe ; - Feux de brousse ; - Diminution des produits forestiers non ligneux ; - Absence d'activités de reboisement dans certains espaces urbains ; - Faible connaissance du potentiel forestier ; - Absence de transparence dans la gestion de certaines forêts communautaires ; - Déforestation ; - Changements climatiques.	- Présence d'une forêt communale ; - Présence des produits forestiers non ligneux.
ENVIRONNEMENT ET PROTECTION DE LA NATURE	- Insalubrité dans les espaces urbains ; - Gestion anarchique des ordures ménagères - Insuffisance des bacs à ordures dans les espaces urbains ; - Absence d'un système de ramassage et de vidange des bacs à ordures ; - Présences des décharges anarchiques dans les quartiers des espaces urbains ; - Pollution de l'environnement par les eaux usées domestiques.	
DÉVELOPPEMENT URBAIN ET	- Absence de plans d'occupation des sols ; - Construction anarchique des maisons ;	- Présence des - pour l'achat des matériaux

SECTEURS	PROBLÈMES/CONTRAINTES	ATOUTS/POTENTIALITÉS
HABITAT	- Faible pouvoir financier des populations ; - Prédominance de l'habitat en matériaux provisoires (semi-dur, dur potopoto, planches) ; - Développement des taudis ; - Promiscuité.	de construction.
DOMAINES ET AFFAIRES FONCIÈRES	- Litiges fonciers ; - Délimitation ancestrales des parcelles de terrain ; - Difficulté d'accès aux titres fonciers ; - Utilisation anarchique des terres - Faible niveau de sensibilisation des populations sur la procédure d'acquisition du titre foncier ; - Faibles revenus.	
RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET INNOVATION	- Absence de structure de recherche scientifique ; - Difficulté d'accès aux innovations scientifiques ; - Absence d'encadrement sur les thématiques liées aux innovations scientifiques ; - Absence de vulgarisation du secteur de la recherche scientifique et de l'innovation ; - Faible transmission des savoirs locaux aux jeunes.	
SPORT ET ÉDUCATION PHYSIQUE	- Insuffisance (voire absence) des infrastructures sportives ; - Insuffisance du personnel d'encadrement dans le secteur ; - Absence de centre de formation en disciplines sportives ; - Rareté des associations sportives.	- Disponibilité des espaces pour la construction - d'infrastructures sportives ; - Présence de quelques championnats de vacances ; - Forte prédominance de la population jeune.
JEUNESSE ET ÉDUCATION CIVIQUE	- Insuffisance du personnel d'encadrement de la jeunesse ; - Incivisme des jeunes ; - Délinquance juvénile ; - Faible organisation des jeunes autour des associations ; - Difficulté d'accès au financement ; - Ignorance des services d'accompagnement de la jeunesse.	
PETITES ET MOYENNES	Insuffisance du personnel d'encadrement des PME ;	Présence des artisans dans les localités de

SECTEURS	PROBLÈMES/CONTRAINTES	ATOUTS/POTENTIALITÉS
ENTREPRISES	- Faible diversification des activités génératrices de revenu ; - Ignorance des procédures de création des entreprises ; - Coupures intempestives/absence d'électricité ; - Prédominance du secteur informel.	- l'espace urbain ; - Présence des petites entreprises ;
INDUSTRIES MINES ET DÉVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE	- Difficulté de transport de sable ; - Outillage rudimentaire pour l'extraction du sable ; - Exploitation anarchique des carrières de sable ; - Faible organisation des artisans ; - Faible rendement des activités d'exploitation des carrières de sable.	Présence des carrières de sable, de gravier et de latérite.
TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE	- Prédominance du secteur informel ; - Précarité des conditions de travail ; - Absence de contrat de travail ; - Faible structuration de l'auto emploi ; - Absence de mutuelle de santé (couverture sociale) ;	Présence de plusieurs corps de métiers dans les espaces urbains.
CULTURE	- Faible niveau de sensibilisation des populations sur l'importance de la culture ; - Absence d'un répertoire des traditions locales ; - Rareté des foyers communautaires ; - Absence des festivals culturels locaux ; - Inexistence d'espace de diffusion culturelle - Absence d'associations culturelles.	- Potentiel culturel élevé ; - Disponibilité de l'espace pour la construction des foyers communautaires.
PROMOTION DE LA FEMME ET DE LA FAMILLE	- Mariage et grossesses précoces ; - Faible encadrement des femmes et des jeunes filles ; - Absence de centres de promotion de la femme ; - Prédominance des unions libres sans actes de mariage ; - Faible organisation des femmes autour des associations ; - Marginalisation des femmes dans certaines communautés ; - Surcharges des travaux ménagers ; - Faible taux d'alphabétisation des femmes.	- Présence de quelques associations féminines ; - Disponibilité des espaces pour la construction d'un centre de promotion de la femme et de la famille.
TRANSPORT	- Faible organisation du secteur ; - Coût élevé du transport inter village ; - Rareté des moyens de transport ;	Entretien de l'axe Mambélé-Socambo par les sociétés forestières

SECTEURS	PROBLÈMES/CONTRAINTES	ATOUTS/POTENTIALITÉS
	▪ Accidents de circulation ; ▪ Mauvais état de la route Moloundou-Bertoua ainsi que de toutes les routes intérieures de la Commune ; ▪ Inexistence d'un syndicat légal dans le secteur de transport	▪ Congolaises
ADMINISTRATI ON TERRITORIALE, DÉCENTRALISA TION, SÉCURITE ET MAINTIEN DE L'ORDRE	▪ Insuffisance des centres d'état civil ; ▪ Insuffisance des postes de sécurité ; ▪ Découragement et méfiances vis-à-vis des services administratifs ; ▪ Eloignement des services administratifs ; ▪ Difficultés dans l'établissement des actes de naissance et des CNI ; ▪ Insuffisance des moyens financiers pour l'établissement des actes d'état civil (actes de naissances, actes de mariage...).	▪ Présence de quelques centres d'état civil ; ▪ Présence de poste de sécurité (police et gendarmeries dans certains espaces urbains notamment Moloundou, Socambo et Kika.
ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR	▪ Absence d'université dans les espaces urbains ; ▪ Eloignement des institutions universitaires ; ▪ Faible intérêt pour les études universitaires ; ▪ Abandon rapide des études ; ▪ Insuffisance des moyens financiers pour aller à l'université.	▪ Présence des jeunes ayant le baccalauréat dans les espaces urbains ;
AFFAIRES SOCIALES	▪ Absence de centre social ; ▪ Faible encadrement des personnes vulnérables ; ▪ Insuffisance du personnel d'encadrement ; ▪ Absence d'appui aux personnes vulnérables ; ▪ Inexistence d'un répertoire des personnes vulnérables ; ▪ Abandon des personnes vulnérables.	▪ Disponibilité de l'espace pour la construction d'un centre social.
EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNE LLE	▪ Insuffisance des centres de formation professionnelle ; ▪ Eloignement des centres de formation professionnelle les plus proches ; ▪ Insuffisance des moyens financiers des parents ; ▪ Rareté d'opportunité d'emploi dans le village.	▪ Présence d'une SAR/SM quoique non fonctionnelle; ▪ Présence des personnes qualifiées.
GOUVERNANCE LOCALE	▪ Sous information des populations sur les activités de la Commune ; ▪ Non restitution des délibérations du Conseil Municipal aux populations.	▪ Présence des Conseillers Municipaux.

4.3 Synthèse de référence des principales activités économiques de l'espace urbain par secteur

Tableau 30 : Situation de l'économie de la Commune de Moloundou

Secteur économique	Activités économiques	Localités	Contribution à l'économie de la Commune
Primaire	Agriculture	Espaces urbains et villages	Production des denrées alimentaires de base ; L'agriculture est la principale source de subsistance et de revenus pour la majeure partie de la population ; L'agriculture emploie une proportion significative de la population (environ 90%) de la population active de la Commune ;
	Élevage	Espaces urbains et villages	Production des protéines animales de base ; L'élevage constitue une source de subsistance et de revenus pour une part importante de la population ;
	Pêche et chasse	Espaces urbains et villages	Ravitaillement des marchés locaux en produits halieutiques ; Existence des emplois/auto emplois.
	Exploitation forestière	Kika et autres	Ravitaillement des marchés de la Commune en bois ; Existence des emplois/auto emplois.
	Exploitation des carrières de sable et de ravier	Espaces urbains et villages	Ravitaillement des marchés de la Commune en granulats (graviers et sables) ; Existence des emplois/auto emplois.
Secondaire	Transformation des produits agropastoraux	Espaces urbains et villages	Ravitaillement des marchés locaux et ceux des Communes voisines en produits (coucous, battons de manioc, etc.) ; Existence des emplois/auto emplois.
	Cordonniers	Espaces urbains et villages	Existence des emplois/auto emplois.
Tertiaire	Hôtellerie et restauration	Moloundou centre, Kika, Socambo et Mambélé	Contribution aux recettes propres de la Commune à travers les taxes ; Existence des emplois/auto emplois.

Secteur économique	Activités économiques	Localités	Contribution à l'économie de la Commune
	Transport	Espaces urbains et villages	Existence des emploi/auto emploi.
	Transfert d'argent/Mobile money	Espace urbain exclusivement au Centre Commercial à Moloundou	Contribution aux recettes propres de la Commune à travers les taxes ; Existence des emploi/auto emploi.
	Réparation des automobiles et autres appareils électroniques	Espaces urbains	Contribution aux recettes propres de la Commune à travers les taxes ; Existence des emploi/auto emploi.

Tableau 31 : Synthèse des principaux corps de métiers dans les espaces urbains de la Commune de Moloundou

Corps de métiers	Nombre de personnes impliquées à travers les 05 EU	Nombre total de participants à l'entretien avec l'OAL dans les 05 EU	Nombre d'associations / GIC	Difficultés rencontrées dans l'exercice de leurs activités	Opportunités liées au corps de métier	Rentabilité des activités du corps de métier	Attentes exprimées par les acteurs
Exploitants forestiers	01	01	00	- Incompréhension avec les populations ; - Menaces exercées par les populations.	- Main d'œuvre disponible ; - Matières ou ressources disponibles.	Activités en cours d'exécution	▪ Sensibilisation de la population par la Mairie afin de faciliter les relations
Couturiers	20	09	00	- Récurrence des coupures de lumières électrique ; - Insécurité dans le marché	Main d'œuvre disponible	Bonne	- Réduire les coupures d'énergie électrique afin de faciliter les conditions de travail qui sont pour l'instant très pénibles

Corps de métiers	Nombre de personnes impliquées à travers les 05 EU	Nombre total de participants à l'entretien avec l'OAL dans les 05 EU	Nombre d'associations / GIC	Difficultés rencontrées dans l'exercice de leurs activités	Opportunités liées au corps de métier	Rentabilité des activités du corps de métier	Attentes exprimées par les acteurs
				- Irrégularité de la clientèle.			-Mise en place d'une structure de gardiennage
Artisans	06	03	00	- Difficultés d'accès à la matière première.	Ecoulement facile des produits fabriqués (marmites fabriquées, pailles, etc.)	Bonne	-Financement pour l'achat des différents outils et matériels de travail -Réduire les coupures d'énergie électrique
Poissonniers ambulants	01	01	00	- Difficultés de conservation du poisson - Insécurité du marché.	Ravitaillement facile poissons venant de Bertoua	Bonne	Réduire les coupures d'énergie électrique
Coiffeurs	13	05	00	- Insécurité au niveau du marché ; - Manque d'énergie électrique.	Facilité d'écoulement des produits lors des grands événements	Bonne	Réduire les coupures d'énergie électrique
Boutiquiers	35	11	00	- Irrégularité de la clientèle - Dépenses exorbitantes pour l'achat du carburant - Dépenses	Bonnes relations avec la clientèle	Assez bonne	- Réduire les coupures d'énergie électrique - Cherté des coûts de transport

Corps de métiers	Nombre de personnes impliquées à travers les 05 EU	Nombre total de participants à l'entretien avec l'OAL dans les 05 EU	Nombre d'associations / GIC	Difficultés rencontrées dans l'exercice de leurs activités	Opportunités liées au corps de métier	Rentabilité des activités du corps de métier	Attentes exprimées par les acteurs
				exorbitantes pour les taxes			
Moto taximen	80	38	00	- Difficultés de ravitaillement en pièces - Irrégularité de la clientèle - Difficultés d'obtention des permis de conduire - Trouble des forces de sécurité et corruption - Aucune assurance en cas d'accident	Bonne relation avec la clientèle Possibilité de bien gagner sa vie	Bonne	- Indulgence de la part des hommes en tenue - Etablissement des permis de conduire dans la ville de MOLOUNDOU
Tenanciers d'auberges	12	07	00	- Irrégularité de la clientèle. - Dépenses exorbitantes pour le carburant compte tenu des coupures intempestives d'énergie électrique	Bonne relation avec la clientèle Présence des structures et projets	Assez bonne	-Réduire les coupures d'énergie électrique -Amélioration de la qualité de l'eau -Amélioration de l'offre en soins de santé au niveau des services sanitaires

Corps de métiers	Nombre de personnes impliquées à travers les 05 EU	Nombre total de participants à l'entretien avec l'OAL dans les 05 EU	Nombre d'associations / GIC	Difficultés rencontrées dans l'exercice de leurs activités	Opportunités liées au corps de métier	Rentabilité des activités du corps de métier	Attentes exprimées par les acteurs
Tenanciers des débits de boissons	06	01	00	- Difficultés de livraison des boissons - Coupure intempestive d'énergie électrique	Disponibilité de la clientèle Bonnes relations avec la clientèle	Bonne	-Appui de la Commune pour la création des associations et des coopératives -Réduire les coupures d'énergie électrique
Restaurateurs	11	03	00	- Difficultés de conservation des produits - Instabilité de la clientèle	Présence des forestiers	Bonne	-Financement des activités par des structures de microfinances -Réduire les coupures d'énergie électrique -Ravitaillement de la ville en eau potable
Cordonniers	05	01	00	Irrégularité de la clientèle	Bonne relation avec la clientèle	Faible	-Réduire les coupures d'énergie électrique
Agriculteurs	Pratiquement toute la population des EU	08	03	- Infertilité des sols - Présence des prédateurs - Maladies des cultures	- Présence de nombreux agriculteurs - Disponibilité des terres	Très bonne	-Encadrement et suivi régulier par les services techniques appropriés -Formations en techniques de production modernes -Construction d'un magasin de stockage des denrées

Corps de métiers	Nombre de personnes impliquées à travers les 05 EU	Nombre total de participants à l'entretien avec l'OAL dans les 05 EU	Nombre d'associations / GIC	Difficultés rencontrées dans l'exercice de leurs activités	Opportunités liées au corps de métier	Rentabilité des activités du corps de métier	Attentes exprimées par les acteurs
Photographe	03	01	00	- Instabilité de la clientèle - Cherté du carburant pour alimenter le groupe électrogène		Faible	-Réduire les coupures d'énergie électrique -Construction des box modernes par la Commune
Menuisiers	04	01	00	- Faible clientèle - Matériel insuffisant - Environnement pas très propice au métier		Faible	-Dotation en matériel de travail -Sollicitation de la part de la Commune pour des travaux -Implication dans les projets réalisés dans la Commune
Pêcheurs	25	08	00	- Instabilité de la clientèle - Matériel insuffisant - Irrégularité de la clientèle -		Moyenne	-Encadrement et suivi régulier par les services techniques appropriés -Formations aux techniques modernes -Dotation en matériel de pêche
Creuseur de sable et graviers	68	18	00	- Matériel rudimentaire - Faible clientèle	-	Faible	-Encadrement et suivi régulier par les services techniques appropriés

Corps de métiers	Nombre de personnes impliquées à travers les 05 EU	Nombre total de participants à l'entretien avec l'OAL dans les 05 EU	Nombre d'associations / GIC	Difficultés rencontrées dans l'exercice de leurs activités	Opportunités liées au corps de métier	Rentabilité des activités du corps de métier	Attentes exprimées par les acteurs
				- Surabondance de matériaux : tout le monde peut le creuser lui-même			-Formations aux techniques modernes -Dotation en matériel de travail
Mineurs	18	4	00	- Matériel rudimentaire - Prix peu élevés pratiqués par les repreneurs - Mauvaises conditions de travail	Possibilité de réaliser un projet très vite à cause des rentrées parfois importantes	Bonne selon les temps et les circonstances	-Doter de matériel d'exploitation
Meuniers	30	08	00	- Coupure de courant intempestif - Cherté du carburant	Disponibilité de la clientèle	Bonne	-Stabilité de l'électricité dans les zones où il y en a -Extension du réseau électrique dans les zones sans courant
Les transporteurs inter urbains	06	01	00	- Mauvais état des routes - Clientèle pas disponible à tout moment	Faire de bonnes relations avec les gens	Bonne	-Reprofilage des routes -Création des gares routières -Diminution des taxes -Création d'une station d'essence dans la localité

Corps de métiers	Nombre de personnes impliquées à travers les 05 EU	Nombre total de participants à l'entretien avec l'OAL dans les 05 EU	Nombre d'associations / GIC	Difficultés rencontrées dans l'exercice de leurs activités	Opportunités liées au corps de métier	Rentabilité des activités du corps de métier	Attentes exprimées par les acteurs
Les vendeurs de carburant	21	12	00	- Difficulté de ravitaillement - Cherté du transport	Disponibilité de la clientèle	Excellente	-Diminution du montant des taxes communales à payer
Garagistes	10	02	00	Coupure intempestive d'énergie électrique pour la bonne réalisation des activités	Disponibilité de la clientèle	Bonne	-Réduire les coupures d'énergie électrique de la ville
Maçons	10	02	00	Non-respect des clauses de paiement par les maitres d'œuvre	Bonnes relations avec les clients	Assez bonne	-Attribution des marchés dans le cadre des travaux publics -Construction d'une menuiserie communale.
Call boxeurs	40	10	00	Coupures intempestives d'énergie électrique	Disponibilité de la clientèle et présence des réseaux MTN, Orange et Nexttel	Bonne	-Réduire les coupures d'énergie électrique

Tableau 32 : Situation de références des principaux acteurs par activité économique

Principales activités	Types d'acteurs impliqués					
	Population hôtes			Baka		
	Hommes	femmes	jeunes	Hommes	femmes	jeunes
Agriculture	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Pêche et Sylviculture	Oui	Oui	Oui	Non	Non	Oui
Élevage	Oui	Oui	Oui	Non	Non	Non
Chasse	Oui	Non	Oui	Oui	Non	Oui
L'artisanat	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Le commerce	Oui	Oui	Oui	Non	Non	Non
L'exploitation du sable, latérite et pierres	Oui	Non	Non	Non	Non	Non
Prestation des services	Oui	Oui	Oui	Non	Non	Non
Transformation des produits	Oui	Oui	Oui	Non	Oui	Oui
Epargne et crédit (Microfinances)	Oui	Oui	Oui	Non	Non	Non
Activités minières	Oui	Oui	Oui	Non	Non	Non
Le stockage et la vente des céréales et légumineuses (Maïs, arachide, haricot).	Oui	Oui	Oui	Non	Non	Non
La transformation du maïs bière locale ;	Non	Oui	Non	Non	Non	Non
L'extraction d'huile d'arachide ;	Non	Oui	Non	Non	Oui	Oui
La vannerie : conception des paniers traditionnels	Oui	Oui	Oui	Non	Non	Non
Mécanique auto	Oui	Non	Oui	Non	Non	Non
Le transport par Moto et voiture ;	Oui	Non	Oui	Non	Non	Non
Le petit commerce (restaurant, boutique, carburant, la vente de la volaille, Call Box....)	Oui	Oui	Oui	Non	Non	Non
Les petits métiers (couture, coiffure, menuiserie, Maçonnerie, cordonnerie,	Oui	Oui	Oui	Non	Non	Non

Principales activités	Types d'acteurs impliqués					
	Population hôtes			Baka		
	Hommes	femmes	jeunes	Hommes	femmes	jeunes
restauration, call-Box, maintenance, vente de boisson, etc....).						

Sources : GIC ALUMNI EST, Résultats du diagnostic participatif. Juin 2017

4.4 Principales potentialités de la commune de Moundou

Les Principales potentialités et ressources de la Commune de Moloundou sont résumées dans le tableau 32

Tableau 33 : Matrice de diagnostic des ressources naturelles

Ressources naturelles	localisation	Potentiels	Utilisation / utilisateurs	Contrôleurs	Mode de gestion	tendances	Problèmes /contraintes	Action à entreprendre
Or	Mbangoye I, Djembe Mbangoye II,, Moloundou, Djombi, Socambo, Kika	Le potentiel est encore important à plus de 90%	Société coréenne, Artisans miniers constitués des hommes, des femmes, des jeunes	Chefs chantiers et collecteurs	Gestion anarchique et abusive chez les locaux	plusieurs carrières sont encore non exploitées	Exploitation artisanale ; Activité non réglementée	Industrialisation de l'exploitation minière Réglementation de l'activité
Fer	Ndongo, Legoue, Makoka I, Makoka II, Moloundou,	Non exploité	/	/	/	/		
Diamant	Mbango, Dioula	Non exploité	/	/	/	/	Non exploité	/
Sable	Dans tous les villages	Plus de 90% non exploité	Les riverains constitués des hommes	Chefs traditionnels ; Chefs chantiers	Gestion anarchique et abusive	d'autres carrières sont encore non exploitées	Exploitation anarchique des carrières d'une manière occasionnelle	Organisation de l'exploitation des carrières de sable
Graviers et pierres	Dans tous les villages	Plus de 90 % non exploité	Les riverains constitués des hommes	Chefs traditionnels ; Chefs chantiers	Gestion anarchique et abusive	d'autres carrières sont encore non exploitées	Exploitation anarchique des carrières d'une manière occasionnelle	Organisation de l'exploitation des carrières de gravier et de pierres
Terres cultivables	Tous les villages	plus de 80 % de terres non encore cultivées	Agriculteurs constitués des Gbaya, des	Chefs traditionnels ; Chef familial	Gestion anarchique	Légère diminution des terres	Mauvaise technique d'exploitation	Délimitation des espaces agropastoraux

Ressources naturelles	localisation	Potentiels	Utilisation / utilisateurs	Contrôleurs	Mode de gestion	tendances	Problèmes /contraintes	Action à entreprendre
			peuls, des Kako et des réfugiés centrafricains			cultivables par l'effet de l'exploitation minière artisanale, Perte considérable des cultures	minière Dévastation des cultures par les bœufs	
UFA 10 013, 10 015, 10 63, 10 064,	Tous les villages	Plus de 500 000 hectares : Richesse faunique et floristique, PFNL (moabi, Mangue sauvage, Cola sauvage, Strophantu, Ebène, Cacao sauvage, Yolibé), essences rares	ALPICAM, HABITAT 2000, CIBC, SEFAC/SEBAF filière bois	Ministère des forêts		Dépassement des quotas de coupe	Dépassement des quotas de coupe	Renforcement du contrôle
Forêt Communale	KIKA, MINDOUROU, MOLOUNDOU	42 612 Hectares : Richesse faunique et floristique, PFNL (moabi, Mangue sauvage, Cola sauvage, Strophantus, Ebène, Cacao sauvage, Yolibé), etc.	Groupe ALPI	Commune de Moloundou		Dépassement des quotas de coupe	Dépassement des quotas de coupe	Renforcement du contrôle

4.5 Synthèse des données collectées sur la petite enfance

Est considéré comme **enfant** tout être humain âgé de 0 à 18 ans au sens tant de la Convention relative aux Droits de l'Enfant que de la Charte Africaine des Droits et du Bien-être de l'Enfant. Le tableau 33 ci-après présente la synthèse des données sur la petite enfance par thème.

Tableau 34 : Synthèse des données relatives à la petite enfance

N°	Thèmes	États des lieux	Objectifs généraux	Activités à mener	Responsables/ Partenaires
1.	Enregistrement des naissances	▪ Irrégularité dans l'enregistrement des naissances dans les villages de la Commune ; ▪ Insuffisance des centres secondaires d'état civil dans les villages ; ▪ Ignorance des populations sur les procédures d'établissement des actes de naissance ; ▪ Incivisme des parents ▪ Les actes de naissance des enfants sont établis lors de la présentation du CEP pour la plupart des enfants	▪ Etablir la citoyenneté des enfants ; ▪ Améliorer les conditions de scolarisation des enfants.	▪ Sensibilisation des populations sur l'importance de l'acte de naissance pour l'enfant ▪ Elaboration d'un fichier des enfants sans acte de naissance dans chaque village de la Commune ; ▪ Organisation des campagnes d'établissement des actes de naissances dans les villages.	▪ Commune ▪ MINAS ▪ PNDP ▪ Populations ▪ ONG.
2.	Enfants exploités	▪ Travail des enfants	- Lutter contre le travail des enfants	▪ Organisation des réunions de sensibilisation des populations sur le travail des enfants et les méfaits du phénomène d'enfant dans la rue	▪ Commune ▪ MINAS ▪ Populations

N°	Thèmes	États des lieux	Objectifs généraux	Activités à mener	Responsables/ Partenaires
					ONG
3.	Nutrition	- Insécurité alimentaire ; - Malnutrition ; - Absence de programme spécifique de sensibilisation sur la nutrition des enfants	- Faciliter l'accès à une alimentation équilibrée	- Organisation dans les villages des campagnes de sensibilisation sur la nutrition infantile ; - Promotion des Activités Génératrices de Revenus (AGR) dans les villages de la Commune.	- Commune - MINSANTE
4.	Vaccination	- Mise en œuvre des PEV effective dans les CSI de la Commune ; - Couverture partielle des villages pygmées	- Renforcer le PEV dans la Commune de Moloundou	- Organisation dans les villages de la Commune des sensibilisations sur les PTME et la vaccination des enfants ; - Renforcement des CSI en personnels, en matériels roulant et produit de vaccinations.	- ONG - UNICEF - OMS
5.	Eau, hygiène et assainissement	- Faible niveau d'accès à l'eau potable dans les villages ; - Insuffisance des ouvrages d'assainissement dans les écoles maternelles ; - Insuffisance/Absence des laves mains dans les écoles ; - Hygiène de vie approximative ; - Faible pratique des mesures d'hygiène et de salubrité.	- Faciliter l'accès à l'eau potable et à l'assainissement	- Constructions des points d'eau dans les écoles et les villages ; - Construction des latrines améliorées dans les écoles primaires et maternelles de la Commune ; - Construction des dispositifs de lavage des mains dans tous les lieux de rassemblement des enfants (écoles, églises, centres de santé) ; - Sensibilisation des populations sur l'hygiène et la salubrité.	- Commune - MINEE - Populations - PNDP - ONG
6.	VIH/SIDA, protection spéciale des enfants (OEV)	- Absence de campagne de dépistage du VIH/SIDA - Ignorances des statuts sérologiques par les populations villageoises ; - Insuffisances de campagnes de sensibilisation de la population sur le VIH/SIDA ;	- Assurer la protection des enfants - Améliorer la prise en charge des OEV	- Organisation des campagnes de sensibilisation sur le VIH dans les villages de la Commune ; - Organisation des campagnes gratuites de dépistage du VIH/SIDA dans les villages de la Commune ; - Construction d'un centre d'accueil pour OEV	- MINSANTE - MINAS - Commune - ONG

N°	Thèmes	États des lieux	Objectifs généraux	Activités à mener	Responsables/ Partenaires
		▪ Sous information de la population.			
7.	Accès à l'éducation préscolaire	▪ Insuffisance des écoles primaires et maternelles dans la Commune ▪ Insuffisances d'enseignants dans les écoles maternelles ; ▪ Insuffisance d'équipements dans les écoles maternelles ; ▪ Eloignement des écoles maternelles par rapport à certains campements de la commune.	▪ Améliorer de l'accès à une éducation préscolaire de qualité	▪ Construction et équipement des écoles maternelles ; ▪ Construction et équipement des salles de classe dans les écoles ; ▪ Affectation du personnel enseignant dans les écoles.	▪ Commune ▪ MINEDUB ▪ PNDP ▪ ONG

4.6 Synthèse des données sur les populations autochtones

Lorsqu'on parle de populations autochtones dans la Commune de Moloundou, il est question de Baka. Au nombre d'environ 5000 à travers la Commune, ils représentent la population vulnérable par excellence.

En effet, les Baka présents dans les villages et espaces urbains (EU) de la Commune de Moloundou sont soit intégrés, soit en marge de la ville (cas de Kika ou Banana) où ils ont cependant souvent des intérêts. Ceux qui sont sortis de la forêt doivent faire face à l'oisiveté due au fait qu'ils ne savent pratiquement rien faire de leur main, et manquent d'initiative dans les activités économiques. Mais ils doivent encore faire face au mépris et même à la marginalisation du fait de leur ignorance des us et coutumes d'une société en cours de modernisation. Pour survivre, certains se vendent pour une bouchée de pain et travaillent souvent dans les champs et plantations des Bantous qui trouvent en eux une main d'œuvre bon marché. Mauvais gestionnaires de leurs gages, ils se retrouvent très vite sans le sou et vadrouillent dans la ville où très souvent ils sont contraints, tenaillés par la faim, de se livrer au vol, avec toutes les conséquences qui s'en suivent. Dans ces conditions, de tous les types de personnes vulnérables rencontrées dans les EU de la Commune, les Baka restent ceux dont le cas est le plus alarmant. Car en dehors de la pauvreté ambiante, des problèmes tels que l'alcoolisme, l'oisiveté, la sous scolarisation, le chômage minent leur communauté. Certains n'ont plus de recours, car retourné est devenu impossible du fait qu'ils ont vendu leur terre à un Bantou qui en a fait une plantation où parfois il les emploie à nouveau. S'ils disent cependant entretenir des bonnes relations avec la Mairie, il n'en demeure pas moins vrai que leur prise en charge pose problème dans la mesure où, quelle que soit ce qui est entrepris, cela reste largement insuffisant.

Les problèmes/ contraintes rencontrés par les populations Baka sont présentés dans le tableau 34 ci-après.

Tableau 35 : Matrice des atouts / potentialités, contraintes et problèmes des Baka par secteur

Secteur	Problème/Contraintes	Atouts/Potentialités
Nutrition et Sécurité alimentaire	▪ Malnutrition particulièrement chez les enfants de 0 à 59 mois ; ▪ Vulnérabilité à l'insécurité alimentaire ; ▪ Difficulté d'accès aux emplois ; ▪ Précarité des sources de revenus ; ▪	
Education	▪ Faible scolarisation des enfants ; ▪ Difficultés financières des parents qui ne parviennent pas à payer les frais de scolarité et même d'examen ; ▪ Faible intérêt des parents pour la scolarisation des enfants ; ▪ Mariage précoces ▪ Déperdition scolaire ; ▪ Délinquance juvénile	Présence de programmes et association militant pour l'émancipation des peuples pygmées
Eau, hygiène et assainissement	▪ Insuffisance des points d'eau ; ▪ Eloignement des points d'eau ; ▪ Faible prise en compte des mesures d'hygiène ;	Présence des services des affaires sociales (SAS) qui s'occupe d'eux

	▪ Absence de latrines ; ▪ Pratique de la défécation à l'air libre ; ▪ Habitat précaire ;	
Santé	▪ Faible capacité financière des populations Baka ; ▪ Automédication et consultation des tradi praticiens ; ▪ Faible intérêt pour la médecine moderne ; ▪ Faible mise en œuvre des mesures d'hygiène ;	
Agriculture	▪ Perturbations du calendrier agricole dû aux changements climatiques ; ▪ Bradage des terres cultivables aux Bantou ; ▪ Prédominance de litiges fonciers avec les Bantous ; ▪ Ignorance des techniques culturales ; ▪ Pratique de l'agriculture de subsistance ; ▪ Incapacité des Baka à conduire l'activité champêtre jusqu'au bout ; ▪ Non sollicitation des services d'encadrement du MINADER ; ▪ Présence des maladies et ennemis des cultures	▪ Présence de terres fertiles ; ▪ Possibilité de cultiver diverses spéculations (le maïs, le plantain, l'arachide, le manioc, le cacao,.....) qui produisent abondamment dans les terres locales ;
Elevage	▪ Activité largement pas du tout pratiquée par les populations Baka	▪ Présence de plusieurs espèces dont l'élevage est possible (Ovins, caprins, porcins,.... Etc.) ; ▪ Disponibilité des espaces pour les pâturages ; ▪
Protection sociale	▪ Faible enregistrement des naissances chez les Baka ; ▪ Difficulté d'accès aux documents de l'état civil ; ▪ Insuffisance des appuis divers	▪ Présence du SAS et autres associations qui appuient l'établissement des actes de naissance ; ▪ Existence des CCV et CCQ qui interviendront dans cette activité dans le cadre des activités endogènes

4.7 Économie locale

L'économie locale ans la Commune de Moloundou est animée par divers corps de métiers et activités du tertiaire qui se pratiquent dans la Commune et particulièrement dans les espaces urbains.

Tableau 36 : Situation de l'économie de la Commune de Moloundou

Secteur économique	Activités économiques	Localités	Contribution à l'économie de la Commune
Primaire	Agriculture	Espaces urbains et villages	- Production des denrées alimentaires de base ; - L'agriculture est la principale source de subsistance et de revenus pour la majeure partie de la population ; - L'agriculture emploie une proportion significative de la population (environ 90%) de la population active de la Commune ;
	Élevage	Espaces urbains et villages	- Production des protéines animales de base ; - L'élevage constitue une source de subsistance et de revenus pour une part importante de la population ;
	Pêche et chasse	Espaces urbains et villages	- Ravitaillement des marchés locaux en produits halieutiques ; - Existence des emplois/auto emploi.
	Exploitation forestière	Kika et autres	- Ravitaillement des marchés de la Commune en bois ; - Existence des emplois/auto emploi.
	Exploitation des carrières de sable et de ravier	Espaces urbains et villages	- Ravitaillement des marchés de la Commune en granulats (graviers et sables) ; - Existence des emplois/auto emploi.
Secondaire	Transformation des produits agropastoraux	Espaces urbains et villages	- Ravitaillement des marchés locaux et ceux des Communes voisines en produits (coucous, battons de manioc, etc.) ; - Existence des emplois/auto emploi.
	Cordonniers	Espaces urbains et villages	Existence des emplois/auto emploi.
Tertiaire	Hôtellerie et restauration	Moloundou centre, Kika, Socambo et Mambélé	- Contribution aux recettes propres de la Commune à travers les taxes ; - Existence des emplois/auto emploi.
	Transport	Espaces urbains et villages	Existence des emplois/auto emploi.

Secteur économique	Activités économiques	Localités	Contribution à l'économie de la Commune
	Transfert d'argent/Mobile money	Espace urbain exclusivement au Centre Commercial à Moloundou	- Contribution aux recettes propres de la Commune à travers les taxes ; - Existence des emploi/auto emploi.
	Réparation des automobiles et autres appareils électroniques	Espaces urbains	- Contribution aux recettes propres de la Commune à travers les taxes ; - Existence des emploi/auto emploi.

Forces

- La commune présente une grande variété des ressources mobilisables et exploitables, avec les secteurs porteurs sont l'agriculture, l'élevage, le transport et même le développement dans certains des institutions de transferts d'argent (Express union, Mobile Money et OrangeMoney) et même de l'industrie d'extraction (or, diamant.....etc.) ou d'exploitation du bois qui est l'apanage des entreprises à capitaux nationaux ou étrangers.
- Le tourisme en particulier la chasse sportive pratiquée dans les zones d'intérêt cynégétiques par des occidentaux.
- Le commerce particulièrement celui du détail (ambulant ou fixe) est une source d'approvisionnement en produits qui répondent à une vocation de proximité. C'est une source des gains financiers tant les produits locaux qu'importés (chaussures, vêtements, téléphones portables, produits brassicoles, vivriers ou fauniques, produits de première nécessité et même carburant et pièces détachées pour engins motorisés.... Etc.).

Faiblesses de l'économie locale à Moloundou

Les voies d'accès aux différents coins de la Commune sont une source de difficulté majeure pour le développement de l'économie locale. En effet le niveau d'enclavement de la Commune est tel que les coûts de transports et voire d'approvisionnement font que les coûts de certains produits deviennent prohibitifs, ce qui fait que très peu de nouveaux entrepreneurs sont attirés de la commune pour l'instant.

On peut aussi remarquer que l'économie locale, du moins sur le plan des activités les plus rentables est tenue non par les locaux, mais en grande partie par les allogènes. Des politiques ou stratégies visant à attirer les autochtones dans ces activités sont nécessaires. Pour finir, la main d'œuvre employée par les sociétés de la place reste faible.

Opportunités

- La proximité de la Commune avec les pays comme le Congo et même la République Centrafricaine ;
- La présence d'un centre de multifonctionnel et de promotion des jeunes au sein de la commune entraîne des dynamiques locales: formation et insertion socioéconomique des jeunes ;

Menaces

La culture de l'association, du partage des responsabilités et des charges d'une entreprise est encore fragile dans la commune à petite échelle. Le manque de regroupement constitue l'un des principaux freins à la modernisation de l'agriculture et de l'élevage dans la commune ;

La faiblesse de la décentralisation administrative au niveau la Mairie de Moloundou rend difficile l'identification des besoins dans l'accompagnement des acteurs locaux et globalement en vue du développement de l'espace rural.

Le racket des acteurs tels que les transporteurs et certains commerçants par les agents des forces de l'ordre est un facteur de frustration et aussi une menace pour le développement de l'économie locale.

4.8 Synthèse des données sur les changements climatiques

La Commune de Moloundou est confrontée depuis quelques années aux perturbations climatiques perceptibles par les populations rencontrées au cours du diagnostic. Ainsi, elles se manifestent par la hausse des températures, les pluies précoces ou tardives, les pluies excessives ou insuffisantes, les vents violents.

Ces perturbations climatiques affectent négativement plusieurs secteurs de la vie quotidienne des riverains de la Commune de Moloundou. Ce qui en fait un facteur de stress non négligeable qui interpelle la capacité de résilience des populations. La résilience qui se définit selon la stratégie internationale de prévention des catastrophes des Nations Unies comme « *la capacité d'un système, une communauté ou une société exposée aux risques de résister, d'absorber, d'accueillir et de corriger les effets d'un danger, en temps opportun et de manière efficace, notamment par la préservation et la restauration de ses structures essentielles et de ses fonctions de base* » (UNISDR 2009). Il est donc capital que les pouvoirs publics, et par conséquent la Commune doit veiller la prise en compte et par conséquent la mise sur pied de stratégies au niveau communal pour contribuer à juguler les effets négatifs des changements climatiques sur les populations et leur environnement. Le tableau 26 ci-après montre les impacts potentiels des changements climatiques dans l'environnement immédiat des habitants de la Commune de Moloundou ainsi que les mesures d'atténuations possibles à mettre en œuvre.

Tableau 37 : Matrice de captage des données liées aux changements climatiques

N°	Secteurs	Tendances	Effets biophysiques	Effets socio-économiques	Niveau de risque	Capacité locale d'adaptation	Solutions envisagées	Villages/ zones concernées
1.	Agriculture	▪ Augmentation de la température ; ▪ Pluie tardives et/ou trop abondantes.	▪ Sécheresse ; ▪ Erosion des sols ; ▪ Ensablement des cours d'eau ; ▪ Inondations.	▪ Faible production agricole ; ▪ Perturbation du calendrier agricole ; ▪ Faibles revenus des agriculteurs.	Moyen	Bonne car présence des solutions endogènes appropriées	▪ Promotion de l'agroforesterie ; ▪ Modification du calendrier agricole ; ▪ Utilisation des semences améliorées pour palier le problème de la faible production ; ▪ Pratique de l'irrigation ; ▪ Formation des producteurs sur les techniques d'adaptation aux changements climatiques.	Espaces urbains et villages
2.	Elevage	Augmentation de la température	▪ Sécheresse	▪ Surpâturage ▪ Baisse de la production animale ; ▪ Baisse des revenus	Moyen	Bonne car présence des solutions endogènes appropriées	▪ Création des champs fourragers pour lutter contre le surpâturage ; ▪ Utilisation des races améliorées pour augmenter la production ; ▪ Pratique de l'élevage en claustration.	Espaces urbains et villages

N°	Secteurs	Tendances	Effets biophysiques	Effets socio-économiques	Niveau de risque	Capacité locale d'adaptation	Solutions envisagées	Villages/ zones concernées
3.	Pêche et aquaculture	Pluie tardives et/ou abondantes.	▪ Perturbation du régime des cours d'eau ; ▪ Perturbation des niches écologiques ; ▪ Perturbation des cycles de reproduction des poissons.	▪ Perturbation des activités halieutiques ; ▪ Baisse de la production halieutique ; ▪ Baisse des revenus.	Faible	Bonne car présence des solutions endogènes appropriées	▪ Promotion de la pisciculture ; ▪ Construction des étangs piscicoles communautaires ; ▪ Utilisation des semences halieutique améliorées	Espaces urbains et villages
4.	Forêt et faune	▪ Augmentation de la température ; ▪ Pluie tardives et/ou abondantes ;	▪ Recul de la forêt/Déforestation ▪ Perte de la biodiversité	▪ Baisse des ressources forestières ; ▪ Baisse des revenus ;	Elevé	Moyenne	▪ Promotion des activités de reboisement ▪ Diminution du prélèvement des ressources forestière (bois, PFNL) ; ▪ Lutte contre les feux de brousses ; ▪ Promotion de l'agroforesterie.	Espaces urbains et villages
5.	Eau, assainissement et santé	▪ Augmentation de la température ; ▪ Pluie tardives.	Baisse du niveau des nappes d'eau souterraines	▪ Assèchement des points d'eau ; ▪ Consommation des eaux souillées ; ▪ Récurrence	Elevé	Moyenne	▪ Aménagement et protection des points d'eau potable (les sources) ▪ Formation des populations en techniques de	Espaces urbains et villages

N°	Secteurs	Tendances	Effets biophysiques	Effets socio-économiques	Niveau de risque	Capacité locale d'adaptation	Solutions envisagées	Villages/ zones concernées
				des maladies hydriques ; ▪ Dépenses supplémentaires pour la santé.			potabilisation de l'eau à domicile ▪ Adoption d'une hygiène de vie saine	
6.	Travaux publics	▪ Augmentation de la température ; ▪ Pluie tardives et/ou abondantes	▪ Erosion des sols/routes ;	▪ Abondance chronique des bourbiers ; ▪ Difficulté d'écoulement des produits agricoles ; ▪ Pertes des produits agricoles ; ▪ Faible revenus.	Elevé	Moyenne	▪ Reprofilage de la route Moloundou-Kika ; ▪ Ouverture de l'axe Moloundou-Ndonga ; ▪ Mise sur pied des comités de routes dans les villages.	Espaces urbains et villages

4.9 Principaux problèmes et besoins identifiés par secteur

Les différents diagnostics réalisés de manière participative dans toute l'espace communale, ont permis aux populations de donner leur perception sur les raisons de la pauvreté dans l'espace Communal. L'identification des problèmes par secteur ainsi que l'analyse des causes et effets a permis d'identifier les besoins. Les principales contraintes ci-après listées, dans leur dynamique représentent des défis réels au développement humain à relever par la collectivité, afin de réaliser son objectif de réduction de la pauvreté.

Tableau 38 : principaux problèmes et besoins par secteur

SECTEUR 1 : AGRICULTURE

Abandon de l'activité agricole			Insécurité alimentaire			Exode rural			Baisse des revenus			
Baisse des rendements												
FAIBLE PRODUCTION AGRICOLE												
Faible maitrise des facteurs de pré-production			Faible maitrise des facteurs de production				Faible maitrise des techniques de conservation et de transformation		Faible rentabilité économique des produits agricoles			
Difficulté d'accès à la terre	Faible capacité d'exploitation des acteurs agricoles		Faible rendement des diverses filières agricoles exploitées dans la Commune			Importantes pertes avant récolte		Insuffisance des aires de séchages et infrastructures de conservation	Insuffisance de moyens et techniques de transformation des produits agricoles	Faible rentabilité économique des produits agricoles		
Accaparement des terres par les hommes au détriment des jeunes et des femmes	Faible capacité d'accès aux intrants et matériels agricoles de qualité	Ignorances des techniques de préparation des sols	Techniques culturelles et matériels inadéquats	Techniques culturales et matériels inadéquats		Prédominance des maladies, insectes et rongeurs nuisibles	Faibles capacités d'exploitation optimales des espaces cultivés			Spéculation et /ou chantage des acheteurs		
	Insuffisance des moyens financiers	Encadrement insuffisant		Ignorances des techniques modernes	Insuffisance des moyens financiers		Faible capacité d'accès à la main d'œuvre	Insuffisance de moyens et techniques de transformation des		Enclavement des bassins de production	Non maîtrise des filières de commercialisation	Désorganisation des acteurs
	Difficulté d'accès au			Encadrement insuffisant	Désorganisation des							

[illegible]

SECTEUR 2 : ELEVAGE, PÊCHES ET INDUSTRIES ANIMALES

SECTEUR 2 : ELEVAGE, PÊCHES ET INDUSTRIES ANIMALES									
			Sous-alimentation						
Découragement poussé au détriment des activités pastorales et piscicoles			Accès limité aux protéines animales			Faibles rendements agropastoraux et halieutiques			
FAIBLE PRODUCTION PASTORALE ET HALIEUTIQUE									
Faibles rendements des activités pastorales			Faible accès aux ressources halieutiques				Difficulté de conservation et de commercialisation des produits pastoraux et halieutiques		
Prédominance de l'élevage de subsistance		Faible intérêt des populations pour l'activité pastorale	Prédominance de la pêche de subsistance	Faible vulgarisation de l'exploitation des étangs			Absence des structures d'abattage adéquats	Perte des produits après abattage ou capture	Activité économique ment peu rentable
Incapacité à conduire un élevage intensif	Faible diversité des espèces élevées	Insuffisance des moyens et politiques incitatives des sectoriels compétents	Faiblesse des moyens techniques et matériels	Non maitrise des techniques requises	Absence de Centre d'alevinage	Absence de politique promotion	Absence d'infrastructures de conservation la Commune	Absence d'infrastructures de conservation la Commune	Faibles revenus des populations

Difficulté d'accès au crédit	Promotion insuffisante de l'activité par les acteurs	Cherté des équipements et matériels adéquats	Encadrement insuffisant	Insuffisance de moyens financiers			Insuffisance de moyens financiers	Absence de réseau électrique	
Insuffisance des moyens à la disposition des services				Accès difficile au crédit					

SECTEUR 3 : SANTE PUBLIQUE

SECTEUR 3 : SANTE PUBLIQUE

		Augmentation de la morbidité humaine			
Perte de confiance sur le système de santé		Forte prédominance des maladies humaines		Forte incitation à l'automédication et à la consultation des tradipraticiens	
DIFFICULTE D'ACCES AUX SOINS DE SANTE DE QUALITE					
Insuffisance voir absence de personnel qualifié dans certains CSI/hôpitaux		Insuffisance des infrastructures de santé dans la Commune		Renforcer les équipements et le matériel de travail dans les hôpitaux et CSI (Laboratoires, réfrigérateurs, etc.)	Insuffisance voire absence de certains accessoires environnementaux fondamentaux dans les hôpitaux et CSI (points d'eau, latrines, clôture, DTD, etc)
Nombre peu élevé du personnel soignant	Absence de structures d'astreinte pour les médecins et autres personnels médicaux mutés dans la Commune	Eloignement de certains CSI dû au mauvais état des routes	Faible capacité d'accueil de certains CSI	Faible équipement en matériel et équipement de travail essentiels (labo, réfrigérateurs etc)	

	Enclavement de la Commune	Insuffisance des lits et même de bâtiments supplémentaires	

SECTEUR 4 : EDUCATION DE BASE

		Délinquance			
		Désœuvrement des jeunes			
		Difficulté d'insertion socioprofessionnelle des jeunes			
		Analphabétisme			
DIFFICULTE D'ACCES A UNE EDUCATION DE BASE DE QUALITE					
Insuffisance des ressources tant humaines qu'infrastructurelles et équipementières du secteur de l'enseignement de base dans la Commune					Insuffisance voire absence de certains accessoires environnementaux dans les écoles (points d'eau, latrines, clôture, aires de jeu, etc.
Insuffisance des enseignants qualifiés et motivés		Insuffisance des écoles et infrastructures d'enseignement primaire	Insuffisance des écoles et infrastructures maternelles	Insuffisance des équipements dans les écoles primaires et maternelles	Existence d'enfants non scolarisés
Faible nombre de personnels affectés dans les écoles de la Commune	Difficulté d'accès à des conditions de vies acceptables	Nombre peu élevé d'écoles d'éducation de base créées et existence de salles de classe en matériaux provisoires	Insuffisance des tables bancs et aires de jeu	Faible incitation des certains parents à scolariser leurs enfants	
				Sensibilisation insuffisante des parents par les	

				services compétents	

SECTEUR 5 : ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

Désœuvrement		Sous-emploi ou chômage				Baisse soutenue du taux des jeunes susceptibles de contribuer au développement du pays	
Abandon des études		Difficulté d'insertion socioprofessionnelle					
Découragement		Sous scolarisation					
DIFFICULTE D'ACCES A UNE EDUCATION SECONDAIRE DE QUALITE							
Faible taux de scolarisation dans le secondaire		Insuffisance des conditions d'accès à une formation secondaire de qualité				Insuffisance des équipements accessoires dans les écoles secondaires (clôtures, point d'eau, latrines, logement d'astreinte, reboisement, les aires de jeu aménagées,	
Insuffisance des établissements secondaires à travers la Commune	Faible incitation des parents à scolariser les enfants après le primaire	Insuffisance des enseignants qualifiés	Insuffisance en équipements divers				Insuffisance de moyens financiers
Nombre d'établissements créés insuffisant	Cherté des études secondaire, manque de volonté		Absence de bibliothèque	Absence de salle d'informatique	Insuffisance des salles de classe en qualité et nombre	Faible équipement des salles de classe (Tables bancs et autre)	Insuffisance de moyens financiers
Normes sectorielles rigides							

SECTEUR 6 : TRAVAUX PUBLICS

Régression du niveau de développement du pays			Frein sur le développement des activités de toute nature
Accès difficile au développement			Coût élevé des transports
ENCLAVEMENT DE LA COMMUNE			
Dégradation poussée des infrastructures et équipements routiers existants de la Commune			Insuffisance des axes routiers dans la Commune
Colonisation de la bande carrossable par la végétation et les arbres morts	Engorgement des rigoles et des exutoires	Infrastructures de franchissement abimés ou en matériaux provisoires	
Faible implication des populations dans l’entretien des infrastructures routières existantes	Manque de moyens financiers des services en charges de leur bon état		
Comités de route non fonctionnels ou même inexistants			

SECTEUR 7 : JEUNESSE ET INSERTION SOCIO PROFESSIONNELLE

Prostitutions et délinquance		Fragilité mentale et morale		Absence de perspectives
Dépravation des mœurs		Désœuvrement et oisiveté		Avenir compromis
DIFFICULTE D'INSERTION SOCIOPROFESSIONNELLE DES JEUNES				
Faible insertion socio professionnelles des jeunes dans la Commune			Faible capacité de lobbying des jeunes pour la résolution de leurs problèmes	
Insuffisance des opportunités d'insertion professionnelle dans la Commune	Faible esprit d'entreprise des jeunes de la Commune	Difficulté d'accès au crédit	Ignorance des missions du sectoriel de la Jeunesse par les jeunes	Inexistence des associations de jeunes bien structurées et actives

Insuffisance des structures professionnelles à même d'absorber le nombre élevé de jeunes désœuvrés de la Commune		Manque de promotion des missions de ce secteur par les personnels compétents	Méconnaissance de l'importance et de la force de telles associations pour le

SECTEUR 8 : EAU, ENERGIE ET PRODUITS PETROLIERS
ENERGIE

			Pertes économiques et destruction des ressources
Développement difficile voire impossible des activités économiques		Utilisation difficile ou limitée des appareils électriques	Difficulté à conserver et /ou transformer les produits périssables
DIFFICULTE D'ACCES A L'ENERGIE ELECTRIQUE			
Faible densification du réseau électrique dans la Commune		Délestage intempestifs dans les zones couvertes par le réseau ENEO	Réseau existant mais non fonctionnels dans certaines localités
Cherté des installations	Faible motivation à étendre le réseau	Faible capacité du réseau	Groupes électrogènes non fonctionnels

	Faible rentabilité de l'électrification dans certaines zones		Manque de moyens financiers

SECTEUR 8 : EAU ENERGIE ET PRODUITS PETROLIERS
EAU POTABLE

Accroissement de la morbidité		Frein au développement
	Difficulté à travailler	
	Prévalence des maladies hydriques	
FAIBLE D'ACCES A L'EAU POTABLE		
Insuffisance d'infrastructures aménagées	Existence d'infrastructures hydrauliques endommagées	
Insuffisance des moyens financiers	Absences de comités de gestion opérationnels	Insuffisance des moyens financiers

SECTEUR 8 ; EAU, ENERGIE ET PRODUITS PETROLIERS
ASSAINISSEMENT

Appauvrissement		Dégradation du cadre et des conditions de vie des populations	
Dépenses orientées sur les soins de santé		Souillure des eaux, des airs et des terres	
Prolifération des maladies infectieuses		Destruction de l’environnement	
FAIBLE MISE EN ŒUVRE DES EXIGENCES DE L’ASSAINISSEMENT			
Prévalence des maladies infectieuses			
Négligence à traiter les abords des maisons et des causes des eaux stagnantes (rigoles bouchées)	Faible propension à construire les toilettes	Mauvaise gestion des ordures de toutes natures	
Attentisme des populations	Ignorance de l’importance de latrines appropriées	Absence d’une décharge publique	Absence de politique incitative ou répressive relative à la gestion des ordures ménagères

SECTEUR 9 : AFFAIRES SOCIALES

Mort précoce		
Aggravation de la situation de vulnérabilité		Création d'une caste de laissés pour compte
DIFFICULTE DES PERSONNES VULNERABLES A ACCEDER A LA PRISE EN CHARGE SOCIALE		
Faible maitrise des politiques en faveur des personnes vulnérables		
Incapacité des personnes vulnérable à se faire entendre	Non maitrise des statistiques sur les personnes vulnérables	Politiques d'assistance aux PV encore balbutiante
Désorganisation des personnes vulnérables	Absence d'un fichier communal exhaustif des personnes vulnérables en fonction de leur vulnérabilité	Insuffisance des moyens matériels, financiers et humains

SECTEUR 10 : FEMME ET FAMILLE

		Impossibilité des femmes à contribuer au développement économique du pays			
Perte de confiance des femmes et de jeunes filles sur leur valeur intrinsèque		Forte dépendance économique de la femme vis-à-vis de l'homme		Prédominance des femmes et enfants sans protection	
FAIBLE AUTONOMISATION DE LA FEMME ET DIFFICULTE D'ACCES AUX ACTES D'ETAT CIVILS					
Prédominance des unions libres	Abandon des femmes et jeunes filles mères à elles-mêmes	Existence des enfants sans acte de naissance			
Crainte de l'institution du mariage	Absence des centres de promotion des droits de la femme et de la jeune fille	Négligence des parents dans l'acquisition des papiers officiels pour les enfants	Ignorance de l'urgence de l'acquisition des documents officiels pour l'avenir des enfants		

Le mariage crée un lien difficile à rompre quand on le souhaite	Cherté des procédures de mariage au niveau du village		Crainte des tracasseries diverses des fonctionnaires	Absence de sensibilisation des populations par les des services compétents
Absence de sensibilisation des services compétents sur la nécessité du mariage pour la famille	Faible revenu des populations et surtout des hommes			

SECTEUR 11 : CULTURE

Faible contribution de la culture dans l'économie		Aliénation culturelle des jeunes générations
FAIBLE PROMOTION DU POTENTIEL CULTUREL LOCAL		
Absence ou insuffisance des infrastructures de diffusion des richesses culturelles	Faible capacité locale à organiser des évènements culturels de qualité	Fracture générationnelle entre les détenteurs du savoir culturel et les jeunes
	Faible capacité financière des villages et quartiers	Faible intérêt des jeunes générations pour l'héritage culturel
	Faible capacité financière des villages et quartiers	Influence des modèles occidentaux véhiculés par les média

SECTEUR 12 : PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES ECONOMIE ET ARTISANAT

Pauvreté		Augmentation de délinquance
Prolifération des emplois précaires		Faible pourcentage de personnes auto employées

FAIBLE DEVELOPPMENT DE L'ENTREPREUNARIAT ET DES ACTIVITES ARTISANALES		
Faible capacité entrepreneuriale des populations locales		
Ignorance des procédures de création d'entreprise	Renforcer l'attrait des populations pour des secteurs d'activité qu'elles jugent pénibles (agriculture, élevage etc.)	Renforcer la promotion des métiers de l'artisanat
Bénéficier d'un appui institutionnel de la part des services compétents	Faciliter la mobilisation des ressources financières	

SECTEUR 13 : MINES, INDUSTRIE ET DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE

		Chômage massif des mineurs		
		Faible capacité du secteur à créer des emplois		
DIFFICULTE DE DEVELOPPEMENT DU SECTEUR MINIER				
Implication insuffisante des mineurs locaux dans les exploitations formelles de minerais (Or Diamant etc.) de la Commune	Difficulté d'exploitation des carrières existantes			
Incapacité des mineurs à faire entendre leur voix ou conduire des plaidoyers	Insuffisance des débouchés au sein de la Commune	Mauvaise qualité du matériel utilisé	Faible rentabilité de l'activité	
Désorganisation des acteurs		Insuffisance des moyens financiers	Activité dépendante des saisons	Faible capacité des clients à payer le juste prix

		Désorganisation des acteurs	

SECTEUR 14 : TOURISME

		Pertes des retombées de l'activité touristiques par les populations et la Commune	
		Faible attrait de la Commune pour les touristes	
DIFFICULTE DE DEVELOPPEMENT DES ACTIVITES TOURISTIQUES ET D'ACCES AUX LOISIRS			
Faible capacité locale à valoriser le patrimoine touristique			Faible développement des activités liées aux loisirs
Existence des sites touristiques non viabilisés	Enclavement des voies d'accès aux sites touristiques	Insuffisance des structures d'accueil de qualité dans la Commune	Absence de promoteurs
Coûts élevés de mise en œuvre de ces projets			Faible rentabilité dû au niveau de vie des habitants
Insuffisance des moyens financiers			

SECTEUR 15 : COMMUNICATION

	Perte des opportunités		
	Sous information des populations		

DIFFICULTE D'ACCES A L'INFORMATION DIFFUSEE			
Enclavement communicationnel de la Commune			
Accès limité à l'information radio télévisée		Difficulté d'accès à la presse écrite	Faible rayon d'émission de la radio communale
Insuffisance des antennes relais	Insuffisance du réseau électrique	Enclavement de la Commune	

SECTEUR 16 : DOMAINES ET AFFAIRES FONCIERES

Nombre sans cesse croissant de litiges fonciers		Risque de déguerpissement sans dédommagement		Perte d'argent investi sans possibilité de recouvrement
FORTE INSECURITE DES ESPACES FONCIERS OCCUPES				
Abondance des propriétés non immatriculées			Difficulté des femmes et des jeunes à posséder la terre	Indisponibilité des terres pour la mise en œuvre des projets d'utilité publics
Ignorance de l'utilité de l'immatriculation des propriétés par les populations	Coût élevé des procédures d'immatriculation		Accaparement des terres par les hommes	
Ignorance de l'utilité de l'immatriculation des propriétés par les populations	Insuffisance des moyens financiers	Corruption et rançonnement		

Absence de sensibilisation par les acteurs compétents		

SECTEUR 17 : COMMERCE

	Abandon de l'activité	Insécurité et inconfort des opérateurs	
	Faibles rendement de l'activité	Pollution de l'environnement immédiat des marchés	
FAIBLE DEVELOPPEMENT DU COMMERCE			
Insuffisance du nombre de marchés tant formels que périodiques dans la Commune	Pratique d'un commerce de subsistance		Insuffisance des équipements accessoires dans les marchés existants (magasins, point d'eau, latrines, dispositif de traitement des déchets, reboisement etc.)
Faible nombre d'infrastructures commerciales créées et opérationnelles dans la Commune	Faible affluence des clients	Insuffisance du capital	
Normes sectorielles			

SECTEUR 18 : TRANSPORTS

			Accroissement des coûts des	

			produits de première nécessité			
	Fréquence des accidents de la route		Accroissement des coûts des produits de première nécessité			
	Insécurité routière et même fluviale des usagers		Coûts des transports élevés			
PRECARITE DU SYSTEME DES TRANSPORTS DE LA COMMUNE						
Précarité poussé du système des transports routiers et par voie fluviale						
Mauvais qualité technique des véhicules impliqués dans les transports inter urbains	Absence de gares routières	Cherté des transports	Présence des conducteurs sans permis		Conditions de traversées dangereuses	Bac en panne
		Enclavement extrême de certaines zones de la Commune	Eloignement des structures de formation à la conduite	Mauvaise volonté	Pirogues rudimentaires	

SECTEUR 19 : POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

SECTEUR 15 : POSTES ET TELECOMMUNICATIONS			
Perte des opportunités		Difficulté de communiquer avec l'extérieur	
Sous information		Difficulté d'accès à Internet	
DIFFICULTES D'ACCES AUX TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION			
Difficulté de communication par téléphone et d'accès à l'internet		Difficulté d'accès aux services postaux	
Faible couverture réseau de la commune par les réseaux opérateurs de téléphonie	Insuffisance et/ou non fonctionnalité des points d'accès numériques de de la Commune	Fort enclavement de la Commune	Absence de bureau de poste dans la Commune
Insuffisance des antennes relais	Insuffisance des moyens financiers		

SECTEUR 20 : ADMINISTRATION TERRITORIALE, DECENTRALISATION ET MAINTIEN DE L'ORDRE

Désordre social			Difficulté à établir des statistiques	Difficulté à assurer la sécurité des personnes et des biens
Persistance des conflits			Taux de plus en plus croissant de personnes documents officiels	
DIFFICULTE D'ACCES AUX SERVICES DE L'ADMINISTRATION				
Faible taux de personnes disposant des pièces officielles (actes de naissance, de mariage, de décès, CNI, etc.)			Difficulté d'exercice des fonctions de chef de village	
Absence des opérations de sensibilisation par les services en charge	Corruption et tracasseries policières	Eloignement des points d'émission des CNI	Faible pouvoir des chefs traditionnels	Absence de cadre d'exercice approprié de leurs fonctions pour les chefs traditionnels (Hangar équipé de cases de passage)
Faible incitation des services compétents à l'établissement des pièces officielles			Absence de sensibilisation ou de mesure de rétorsion sur les contrevenants	

SECTEUR 21 : FORÊTS ET FAUNE

Dissipation des ressources				
DIFFICULTE D'ACCES AUX RESSOURCES FORESTIERES ET FAUNIKUES				
Pression humaine sur les aires protégées			Faible impact des retombées des redevances forestières sur le vécu des populations	Faible sécurisation des personnes et des biens dans les villages proches des zones et animaux protégés
Usage des feux de brousse par les agriculteurs	Exploitation anarchique des ressources ligneuse, non ligneuse et même fauniques	Vente illicite des espaces par les Baka	Mauvaise gestion des redevances	Règlementations silencieuses sur la réparation des dommages subis par les populations victimes d'espèces protégées
Sensibilisation insuffisante des services compétents sur la gestion des ressources forestières				

SECTEUR 22 : ENVIRONNEMENT ET PROTECTION DE LA NATURE

Dégradation de la biodiversité et de l'environnement		Appauvrissement des paysans victimes des actes (destruction des champs et des habitats) des espèces protégées
FAIBLE PRISE EN COMPTE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA PROTECTION DE LA NATURE DANS LES HABITUDES ET LES POLITIQUES LOCALES		

Colonisation des espaces par les détritus				Dégradation des sols et lits fluviaux par les déchets des exploitations divers	
Absence de système de ramassage et de traitement des ordures	Pollution de l'air ambiant		Absence d'espaces verts	Non-respect des règles environnementales par les exploitants miniers et les autres types d'exploitants	
Insuffisance des moyens financiers	Usage des feux de brousse	Absence d'espaces verts	Inaction ou absence de politique de volontariste et d'associations des amis de la nature	Absence de sensibilisation	Indifférence des services compétents
	Incapacité des populations à trouver des alternatives pour la préparation des champs				
	Manque de sensibilisation des services compétents				

SECTEUR 23 : DEVELOPPEMENT URBAIN ET HABITAT

Promiscuité	Insécurité du logement	Destruction régulière des habitats
DIFFICULTE D'ACCES A UN HABITAT DECENT ET FAIBLE URBANISATION		
Précarité des conditions d'habitation des populations locales		Faible urbanisation de la Commune
Habitations en matériaux provisoires (poto poto, planches, voire même écorces de bois))		Construction anarchiques
Cherté des matériaux de construction définitifs		Absence d'un plan d'urbanisation
Cherté des matériaux de construction définitifs	Désorganisation des populations	

SECTEUR 24 : EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE

Prolifération des activités illégales		Désœuvrement et paupérisation des populations		
DIFFICULTE D'ACCES A DES EMPLOIS DECENTS ET A LA FORMATION PROFESSIONNELLE				
Difficulté d'accès des emplois décents			Difficulté d'accès aux institutions de formation professionnelle dans la Commune	
Faible potentiel de la Commune en structures offrant des emplois formels sécurisés et décents	Insuffisance de compétences spécifiques	Faible capacité entrepreneuriale des demandeurs d'emploi	SAR/SM non opérationnelle	Insuffisance des institutions de formation professionnelles dans la Commune
	Manque de structures de formation professionnelle fonctionnel		Manque d'enseignants et d'équipements	

SECTEUR 25 : TRAVAIL ET SECURITE SOCIALE

Prédominance des risques et accidents indûment non pris en compte par les employeurs				Paupérisation des anciens travailleurs	
Travailleurs évoluant dans des conditions de travaux indécents				Accroissement du nombre de retraités sans pension	
DIFFICULTE D'ACCES A DES CONDITIONS DECENTES DE TRAVAIL ET A LA SECURITE SOCIALE					
Prédominance des travailleurs œuvrant dans de mauvaises conditions		Prédominance des travailleurs sans couverture sociale			
Ignorance des réglementations en vigueur en relation avec les conditions de travail décentes	Chantage des employeurs	Ignorance des populations sur les voies et moyens d'accès à une immatriculation à la CNPS	Ignorance des travailleurs en rapport avec leur droit à la Sécurité Sociale	Non-respect des règles de protection sociales des employés par les employeurs	
	Travailleurs à la merci des employeurs			Faible pouvoir de négociation des employés	
				Précarité et /ou rareté de l'emploi	Absence de suivi des conditions et de protection des travailleurs par les services compétents

SECTEUR 26 : SPORTS ET EDUCATION PHYSIQUE

					Vol, délinquance drogue, prison, etc.
Prolifération des maladies liées à la non pratique du sport		Difficulté à identifier des talents dans d'autres disciplines		Faible promotion du vivre ensemble	Ennui et désœuvrement
Faible épanouissement physique		Faible diversité des types sports pratiqués dans la Commune		Faible accès aux loisirs sains pour les populations de tout âge	
FAIBLE DEVELOPPMENT DU SPORT ET DE LA PRATIQUE DES ACTIVITES SPORTIVES					
Insuffisance des conditions d'incitation des populations à la pratique des activités sportives					
Insuffisance des infrastructures et équipement sportifs dans la Commune			Insuffisances des conditions organisationnelles et promotionnelles sur l'importance de la pratique de l'activité sportive		
Insuffisance et faible diversité des aires de jeux dans les écoles à travers la Commune	Absence de centre multisports	Manque d'entretien des infrastructures existantes	Insuffisance des enseignants d'éducation physique et sportive dans les écoles de la Commune	Absence relative d'organisation des championnats dans diverses disciplines à travers la Commune	Prédominance des activités relatives à la recherche de la subsistance
					Absence de politique de promotion de l'importance de l'activité sportive pour le bien-être de tout individu

SECTEUR 27 : RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET INNOVATION

		Baisse de la productivité, découragement, pauvreté, ...etc	
		Utilisation du matériel végétal à faible productivité	
Ignorance des innovations en matière d'intrants agro-pastoraux plus économiques et efficaces		Persistance de l'ignorance de techniques culturales avancées et avantageuses	Faible accès aux innovations susceptibles de donner de meilleurs rendements dans les activités d'élevage divers (bovins, ovin, halieutiques et autre)
FAIBLE ACCES DES ACTEURS AGROPASTORAUX AUX RESULTATS DES RECHERCHES ET INNOVATIONS			
Faible vulgarisation ou diffusion des innovations et découvertes auprès des populations rurales par les services compétents			Absence d'une classe de paysans chercheurs
Absence de plateforme d'échange et de diffusion des innovations	Difficulté des acteurs agro-pastoraux à accéder l'information de première main		Activité agropastorale pratiquée essentiellement par des autodidactes en quête de peu instruit et équipés pour la recherche
	Désorganisation des acteurs agro-pastoraux	Difficulté d'accès aux services de communication et télécommunication divers	
		Enclavement informationnel	

SECTEUR 28 : ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

Insuffisance des experts pour assurer le développement du pays et enseigner les jeunes générations		Baisse de la qualité des rendements et sollicitation des experts étrangers plus coûteux	
Faiblesse en quantité et en qualité de l'élite intellectuelle de la Commune et de la nation		Difficulté pour les administrations et les entreprises à pourvoir les postes pointus	
FAIBLE CAPACITE D'ACCES DES JEUNES AUX ETUDES SUPERIEURES			
Difficulté d'accès aux facilités d'appui aux élèves de parents démunis		Faible motivation des parents et des jeunes à la poursuite des études après le Baccalauréat	
Absence de mesures d'incitations pour encourager l'excellence		Cherté des études supérieures	Absence de garantie d'un emploi décent à l'issue de ces études
			Ignorance de l'importance des études supérieures pour certains parents

4.10 Synthèse du profil genre de la Commune

Le genre est la construction sociale de la différence des sexes ; il s'incarne dans des comportements, des statuts différenciés, une distribution inégale des ressources et des espaces sociaux ; des stéréotypes associés aux hommes et aux femmes (Laqueur, 1992). De manière générale le terme « genre » renvoie à des identités socialement construites des femmes et des hommes en termes d'égalité, d'équité des droits (pouvoirs, responsabilités et charges), à la division du travail à tous les niveaux et enfin à l'accès et au contrôle des ressources. Il est donc clair qu'il est question d'affirmer l'égalité de la femme avec l'homme en termes de droits afin que le statut sexuel ne régit plus la capacité des hommes et des femmes à saisir les chances et opportunités qu'offre la vie.

Son application au développement a pour centre d'intérêt principal les interactions entre les femmes et les hommes face à la difficulté liée à l'inégalité des relations de pouvoir qui empêche le développement équitable et la pleine participation des femmes au processus de développement. L'objectif visé étant d'assurer un développement équitable qui intègre aussi les femmes dans la caste des décideurs afin de transformer les relations et la redistribution des pouvoirs et par conséquent l'évolution du mode de développement. Cela passe alors par la mise en œuvre d'une stratégie en 03 étapes à savoir :

- L'identification des besoins pratiques formulés par les femmes et les hommes ;
- La mise en évidence des intérêts stratégiques des femmes et enfin ;
- Le renforcement du pouvoir et de l'autonomie des femmes (empowerment)

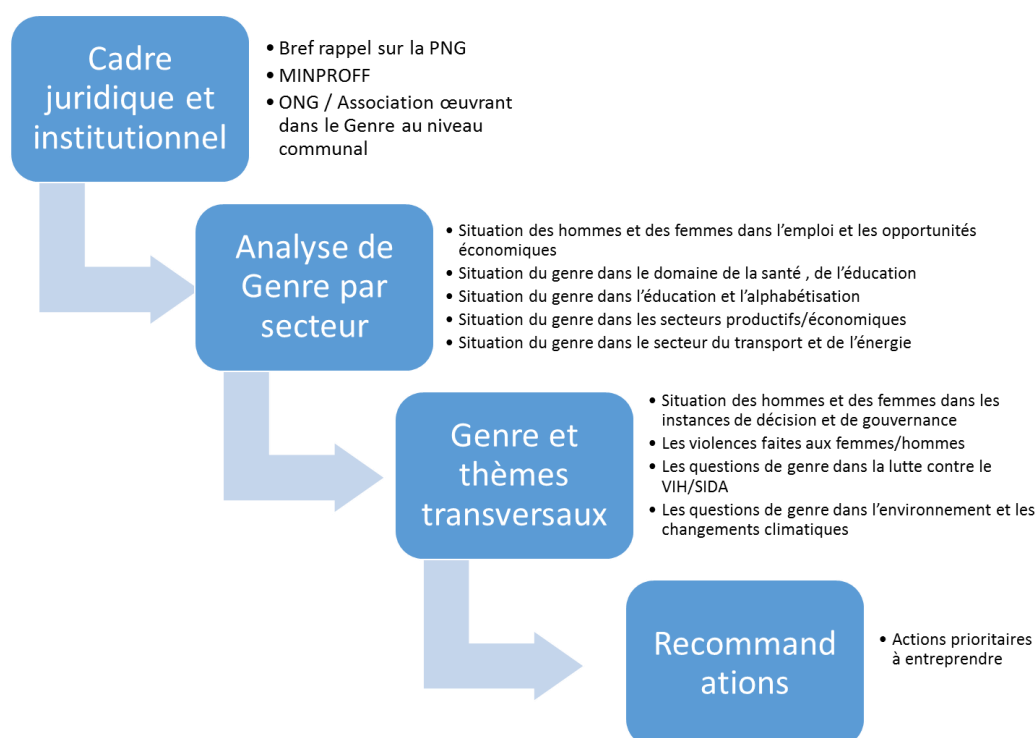
Ce qui précède montre à suffisance que le genre est à la fois :

- un concept sociologique dans la mesure les rapports entre hommes et femmes sont en constante mutation ;
- une approche de développement dans la mesure où, partant des perceptions la position « traditionnelles » de la femme face à l'homme, il est question de prendre en considération les besoins spécifiques des femmes pour lui accorder une égalité des droits, de faire respecter ces lois et les appliquer ;
- une stratégie opérationnelle dans la mesure où une action de développement est susceptible d'amplifier ou de réduire les écarts entre les individus ou les groupes sociaux, dont les femmes ;
- Une méthode d'analyse dans la mesure où il est la porte d'entrée pour la lutte contre les inégalités et la base de la stratégie d'intégration du genre.

De ces point de vue juridique et politique, le genre bénéficie d'un ensemble de texte tant internationaux (déclarations et conventions) que sous régionaux (chartes, protocole et déclarations) et enfin nationaux (la constitution, le code civil et le code pénal) qui définissent un ensemble de loi et de règle en matière de prise en compte et de respect du genre. Du point de vue politique, il est à noter que la promotion du genre est une composante de la vision 2035 qui stipule que « *le processus de décentralisation va offrir une opportunité pour l'intégration du genre en terme de participation des femmes à la décision et de prise en compte des besoins différents des femmes et des hommes dans les plans de développement locaux* ».

Sur le plan pratique, il y'a encore du chemin à faire, car jusqu'ici il y'a encore beaucoup à faire parce que genre reste dans le cadre du développement participatif reste confiné au secteur « Femme et famille », et l'analyse transversale des autres secteurs reste très peu genre sensible.

Tableau 38 : Synthèse du profil genre de la Commune de Moloundou



4.11 Esquisse du plan d'utilisation des terres

Les petits exploitants qui dépendent presque entièrement des activités liées à la terre pour vivre voient de jour en jour leur facteur essentiel de production qu'est la terre se dégrader, ceci en raison d'une pression de plus en plus exacerbée sur la terre et ceci au fur et à mesure de l'augmentation sans cesse croissante de la population et de l'activité économique. Cette situation a été prise en compte par les autorités qui, de concert avec les bailleurs de fonds tels que le GEF et la Banque Mondiale ont mis sur pied une approche qui permet de limiter les effets de l'utilisation des terres à travers le projet de Gestion Durable des Terres (PGDT). Mis en œuvre par le PNDP, celui entend par son truchement amener les Communes et les Communautés locales à contribuer à la réduction de la dégradation des terres à travers l'adoption des meilleures techniques de gestion durable des terres et le développement par elles, des capacités appropriées, des outils et des mécanismes y relatifs.

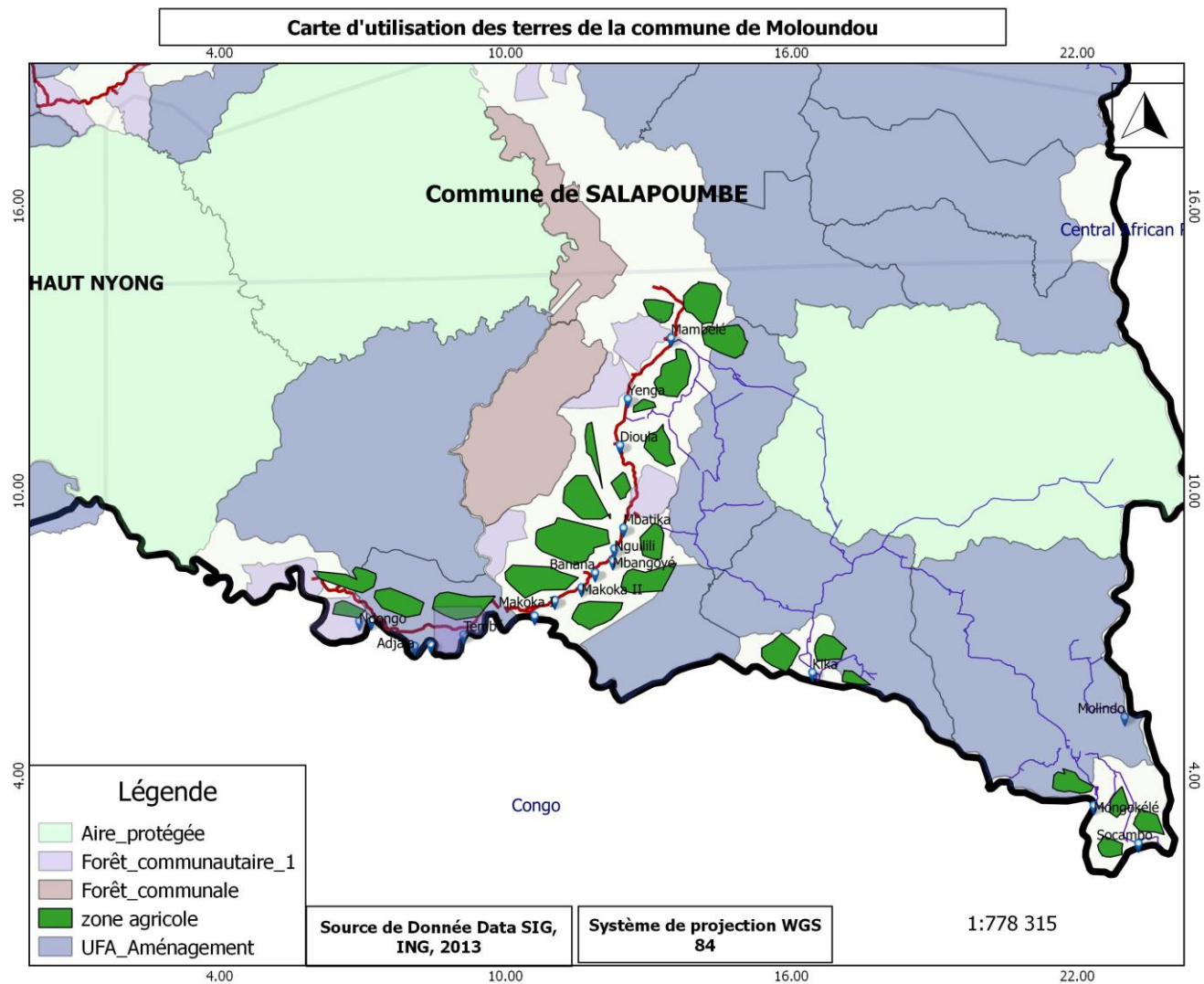
La commune de Moloundou en ce qui la concerne, très portée sur l'exploitation du bois connaît une forte pression sur les terres à cause de la multiplicité des UFA et des parcs nationaux. Et étant donné son caractère essentiellement agricole de ses populations, peut s'appuyer sur ses terres arables et ses bas-fonds propices à cette activité. Les espaces exploités par les sociétés forestières et dont l'accès est interdit aux populations pour l'agriculture, doivent continuellement faire l'objet d'un contrôle du respect des normes de l'exploitation forestière surtout pour ce qui est du reboisement, afin de ne pas faire perdre à l'espace communal son futur pourvoyeur de moyens. Le tableau 38 ci-après présente une esquisse de la gestion des terres dans la Commune de Moloundou

Tableau 39 : Gestion des terres dans l'espace communal

Unité de paysage	Villages concernés	Potentialités/Atouts	Contrainte-problèmes	Utilisation et modes de gestion actuels	Technologies utilisées	Affectation/ utilisation souhaitable	Action à entreprendre
Forêt		Haute fertilité due à la présence de l'humus et du couvert végétal, richesse faunique et floristique, PFNL, fruits sauvages, Cultures de rente,	Eloignement des zones habitées, mauvais état des pistes des champs, difficulté d'évacuation des produits agricoles vers le village, mauvaise croissance des arbres, accès difficile.	Bois d'œuvre, bois de chauffe, chasse, cueillette, champs de pistache, bananes douce, manioc etc), cacao plantes médicinales, agrumes. Accessibles seulement sur permission du propriétaire, surtout quand on est étranger. L'achat est aussi une option viable pour utiliser cet espace.	La technologie utilisées est encore rudimentaire et se résume à la machette, à la hache pour l'abattage et dans une moindre mesure à la tronçonneuse	Aucune dans la mesure où elle doit être réhabilitée dans un premier temps afin de faciliter la recomposition du potentiel faunique et floristique.	Reboisement et enregistrement d'une portion de forêt comme FORET COMMUNALE
Bas-fonds	Tous les villages de la commune	Cultures de contre saison, grande superficie des sites, taux de fertilité élevé, sable, argile, exploitation du sable, irrigation.	Accès difficile, abondance d'épiphytes et de lianes, pourritures des produits lors des inondations, parasites, rongeurs, inondations,	Pratique des cultures maraichères (tomates, gombo, légumes, riz, ...etc.), réalisation des étangs piscicoles. Utilisation et gestion familiale, location au cas où l'on est étranger.	Matériel de travail utilisé reste rudimentaire	/	Formation des populations sur des techniques permettant une meilleure viabilisation des sites.
Collines rocheuses		Possibilité de revenus importants avec les carrières de	Accès et exploitation difficiles, évacuation	Des 5 villages concernés, 3 n'en font aucun usage, 1 se sert des calottes de terres	Les roches sont brisées en y mettant le feu qui créé des fissures à travers	/	Réglementation de l'exploitation des roches e pierres par la

		pierres, abondance d'Aloès Vera dans certains cas.	difficiles des biens à emporter, ignorance des techniques d'exploitation des roches, érosion.	existantes pour les cultures vivrières et 1 y a installé des carrières d'extraction des pierres. Des 05 villages concernés, le contrôle est libre pour 03 seulement d'entre eux.	lesquelles des burins sont insérés pour briser la roche. Le gravier est obtenu par concassage à l'aide de marteaux		commune ; Subvention des exploitations pour l'acquisition du matériel de travail adéquat.
Jachères	Presque tous les villages.	Terrain pouvant servir à un autre type d'exploitation (élevage, construction etc)	Risques de conflits entre agriculteurs et éleveurs à cause de la proximité avec le village	Aucune La gestion quant à elle est assurée par un propriétaire qui peut mettre en location ou vendre surtout dans les zones urbanisées	Techniques rudimentaires (machettes, houes et autres)	Etant donné leur proximité avec les habitations, une utilisation probable serait de les inclure dans les zones à urbaniser.	Inciter l'élevage en enclos, ce qui diminuerait beaucoup les conflits avec les éleveurs. D'autre part, les actions visant à sensibiliser les propriétaires aux règles foncières doivent être de mise
Zones de cours d'eau	Tous les villages	Cultures de contre saison, pratique de pêche artisanale, réalisation des étangs piscicoles, possible extraction du	Abondance de haricots sauvage qui détruit les plantes, nématodes, pourriture par inondation.	Cultures maraichères et vivrières. Pour ce qui est du contrôle, il est libre dans les villages	Techniques rudimentaires (machettes, houes et autres)	/	Former les riverains à une utilisation écologique de cet espace et des environs.

		sable,					
Zone de cultures	Tous les villages.	Forte production, zone cynégétique, plantes médicinales	Présence de rongeurs, ignorance de techniques de fertilisation des sols, pauvreté croissante des sols, insectes et ennemis des cultures.	Cacao, maïs, palmiers à huile, manioc, arachides, bananiers plantains, piment, ...etc. Accès libre aux autochtones, accès contrôlé par les propriétaires pour les allogènes.	Techniques rudimentaires (machettes, houes et autres)	Etant assez éloignées des zones d'habitation, leur utilisation peut rester inchangée.	Former les paysans sur les techniques de conservation des sols



Carte 9 : Plan d'utilisation des terres à Moloundou

4.11 Cadre logique par secteur

Le Cadre Logique est un outil de programmation qui aide à mettre en adéquation les projets identifiés et les ressources mobilisables dans le temps, sur la période de planification en tenant compte de la vision de développement, des possibilités financières, de la commune ou de la région. Il montre l'objectif global du plan, les programmes, les projets et leurs objectifs spécifiques, les résultats et les activités du programme. En plus, le cadre logique incorpore les indicateurs objectivement vérifiables pour mesurer la réalisation des objectifs fixés dans les conditions politiques, sociales et économiques supposées pendant la période du plan.



Photo 14 : Un sectoriel pendant son intervention lors de l'atelier de planification (Photo GIC ALUMNI DE L'EST, 2018)

Les tableaux ci-dessous dénommés « Tableaux Synoptique de Planification (TSP) ou Cadre Logique (CL) » présentent les résultats de cette étape du processus. Ces cadres logiques ont été élaborés suivant la planification par la méthode dite PIPO (Planification des interventions par Objectifs). Celle-ci consiste à mettre des conditions préalables pour que certaines activités se réalisent pour atteindre les résultats (intermédiaires) qui conduisent aux objectifs spécifiques, lesquels concourent à la réalisation de l'objectif global. Le tableau 39 ci-après présente les cadres logiques secteur par secteur.

Tableau 40 : Cadres logiques par secteur

1 : AGRICULTURE

PROBLEME : DIFFICULTE A DEVELOPPER LES ACTIVITES RENTABLES ET DURABLES D'AGRICULTURE DANS LA COMMUNE DE MOLOUNDOU

STRATEGIE		INDICATEURS PAR NIVEAU DE LA STRATEGIE ET SOURCES		SUPPOSITIONS	INDICATEURS DE SUPPOSITION ET SOURCES	
NIVEAUX	FORMULATIONS	INDICATEURS OBJECTIVEMENT VERIFIABLE (IOV)	SOURCES		INDICAT EUR	SOURCES
Objectif supérieur (DSCE)	Assurer une production durable en quantité et en qualité dans les filières agricole	Part de la production agricole dans le PIB	Document de Stratégie pour la croissance et l'emploi (DSCE)	Les appuis divers sont déployés pour soutenir la production dans les filières agricole	Nombre d'appui déployés	Enquête INS, ECAM
Objectif sectoriel stratégique	Améliorer de manière soutenue la production agricole par l'accroissement des productions vivrières et de rente	Production annuelle à l'hectare dans les filières agricoles	- Enquête ménages, - Rapport d'activités sectorielles - Autoévaluation au niveau de la Commune - Banque de données de la Commune - Rapports de suivi évaluation	- Les appuis divers sont déployés pour soutenir la production dans les filières agricole - Les populations appuient les efforts de la Mairie	- Nombre d'appui déployés	Enquêtes auprès des ménages Rapports obtenus auprès des sectoriels
Objectifs spécifiques	1. Faciliter la maîtrise des facteurs de pré-production ; 2. Faciliter la maîtrise des facteurs de production ; 3. Faciliter la maîtrise des	Production annuelle à l'hectare dans les filières agricoles ; Qualité de vie des producteurs agricoles	- Enquête ménages, - Rapport d'activités sectorielles - Autoévaluation au niveau de la	- Les appuis divers sont déployés pour soutenir la production dans les filières agricole	- Nombre d'appui déployés	Enquêtes auprès des ménages Rapports obtenus auprès des sectoriels

	techniques de conservation et de transformation ; 4. Assurer la maîtrise des filières et techniques de rentabilisation économique des produits agricoles		Commune - Banque de données de la Commune - Rapports de suivi évaluation	- Les populations appuient les efforts de la Mairie		
RESULTATS 1 : LA MAITRISE LES FACTEURS DE PRE-PRODUCTION EST ASSUREE						
Activités principales / Idées de projets (Pour chaque résultat)					Cadre estimatif des coûts	
					Quantités	Coûts
RESULTAT 1 La maîtrise des activités de pré production agricole est améliorée	1.1. Construction des maisons du paysan dans les villages : NGUILILI 2, MBANGOYE 1, MAKOKA 1, MBANGOYE 2, MBATEKA (1&2), MALAPA FLEUVE, NGUILILI 1, DIOULA, MINDOUREU, TEMBE RIVIERE, BA'AD, BANANA et ADJALA ;				12	240 000 000
	1.2. Mise sur pied d'un pool d'engins agricoles communaux				PM	500 000 000
	1.3. Appui annuel aux OP à l'acquisition du matériel technique et végétal de qualité					5 000 000
	1.4. Organisation des concours de la plus belle plantation				01/an	5 000 000
	1.5. Construction des Cases communautaires à raison d'une par village et dans le Campement Baka de Banana;				30	450 000 000
	1.6. Vulgarisation du journal « la voix du paysans dans les coopératives et organisations paysannes de la Commune					5 000 000
	1.7. Réhabilitation de la délégation d'arrondissement du MINADER de Moloundou ;				01	15 000 000
	1.8. Création et construction d'un centre de formation communale pour l'apprentissage aux métiers agropastoraux à Kika ;				01	40 000 000
	1.9. Création des champs semenciers par spéculation (fruitiers et produits vivriers (manioc, arachide, maïs....)) ;				PM	300 000 000
	1.10. Formation des organisations paysannes (OP) en techniques de multiplication des semences et de greffage ;					5 000 000
	1.11. Elaboration d'une carte agricole communale ;				01	5 000 000

	1.12. Accompagnement à la mise sur pied de coopératives par spéculations ;		5 000 000
	1.13. Identification et constitution d'un répertoire des producteurs par filière exploitée dans chacun des villages de la Commune	29	15 000 000
	1.18. Mise sur pied de pépinières multi spéculations communautaires dans tous les villages de de la Commune ; Newtown, Mopoulo, Socambo Administratif, Socambo Village, Socambo Colline, Lobo, Long Train, Mbadjani-Lamadou, Yenga Tengue, Yenga Centre, Katabanga (Kika), Sous-Ayos et Quartier Aviation, Nguilili 2, Mbangoye 1, Mongo Kele, Mbateka, Malapa Fleuve, Nguilili 1, Baka Gbine, Banana, Makoka 2, Makoka 1, Ndongo, Baka, Mindourou, Leke, Legoue, Tembe Riviere, Ba'ad et Adjala, Mingombe, Ekelemba	32	800 000 000
	1.14. Appui à la construction des puits agricoles à travers les villages de la Commune	145	725 000 000
	1.15. Organisation des producteurs en 41 Coopératives et associations de coopératives bien structurées par filières ;		500 000
	1.16. Réglementation de la vente des terrains agricoles aux allogènes	-	1 500 000
SOUS TOTAL 1			3 121 500 000
RESULTAT 2 La maitrise des activités de production agricole est facilitée	2.1. Mise en place d'un verger communal à Moloundou ville (Newtown)	01	25 000 000
	2.2. Acquisition du matériel roulant (motos AG) pour le suivi des OP dans les villages de la Commune ;	05	15 000 000
	2.3. Elaboration et mise à disposition des producteurs d'un répertoire de programmes d'appui à l'agriculture		PM
	2.4. Organisations 03 expositions annuelles agropastorales (mini comice agropastoraux) ;		25 000 000
	2.5. Organisation de 05 foires agricoles annuelles à raison d'une par an ;	05	50 000 000
	2.6. Identification des producteurs désireux d'étendre les surfaces cultivées et leurs difficultés		500 000
	2.7. Organisation de 05 ateliers de renforcement des capacités organisationnelles et managériales des Coopératives et associations de coopératives de la Commune		5 000 000
	2.8. Appui à la création des systèmes d'irrigation et de drainages des eaux agricoles	-	50 000 000
	2.9. Organisation de 02 sessions de formation annuelles des OP à la maitrise des itinéraires techniques agricoles		10 000 000

SOUS TOTAL 2			175 500 000
RESULTAT 3 La maitrise des facteurs de post production agricoles est améliorée	3.1. Construction de pistes de collectes respectivement : 3.1.1. Ouverture de la piste agricole de 10 km allant du campement Baka à la rivière Kagna 3.1.2. Ouverture de la piste agricole MALAPA-POPOÏ soit 08 km à Banana ; 3.1.3. Réouverture de 02 pistes agricoles de 04 km allant du village pour la rivière Belisio, et allant du village-limite Mbatéka (Campement Cocombè 5 km) à Dioula ; 3.1.4. Du village au port de la Dja soit 04 km à Tembè rivière 3.1.5. Réouverture de 03 pistes à Nguilili 2 à raison de : 14 km entre Ngoli et Mawéyé, 3 km entre Ngoli et Mbimbé (forêt), 6 km entre Malapi et Mbimbé, 3.1.6. Ouverture de 03 pistes agricoles à Banana à raison de : 08 km entre Malapi et Mondjambé, 05 km entre Mopoyi et Sakina et enfin 06 km entre Mondjambé et le campement Baka ; 3.1.7. Construction d'une piste agricole de 03 pistes (la grande route-Loupé (12 km), grande route –Malapa, (5 km) et enfin Belingombé soit 9 km à Mbangoyé 1 3.1.8. Malapa fleuve de la rivière Malapa à chefferie (4 km) 3.1.9. Ouverture de 02 piste agricole de 09 km à du village à l'ancien Mindourou ; du village à l'ancien Safari (12km) 3.1.10. Ouverture de 02 pistes agricoles à Lekè de 05 km et 07 km 3.1.11. Mbatéka de la route centrale à la rivière Mbadamè (06 km) Banana –Lac Mokounou soit 23 km	169	100 000 000
	3.2. Construction de 41 aires de séchages de 500 m ² à raisons de 01 dans chaque ville et quartier de l'espace urbain	41	82 000 000
	3.3. Construction de magasins de stockage : ADJALA, LEGOUE, NDONGO, MBANGOYE 1, SOCAMBO COLLINE, PEZAM, NEWTOWN, CENTRE COMMERCIAL, KIKA KATABANGA, BANANA, MBATEKA (1&2), MAMBÉLÉ VILLAGE, YENGA CENTRE, MBANGOYE 2, NGUILIL 1, & 2, TEMEBE RIVIERE	15	280 000 000
	3.3.Acquisition de 10 moulins multifonctionnels à gas-oil ;		50 000 00
	3.4. Création d'une unité de transformation des féculents et tubercules		20 000 000
	3.5. Accompagnement à l'organisation des ventes groupées		500 000

	3.6. Amélioration de l'encadrement en matière de commercialisation par l'organisation de deux sessions annuelles de formation sur les filières et les techniques de commercialisation		1 000 000
	3.7. Appui à l'acquisition des porte tout dans les villages pour le transport des produits des champs		90 000 000
SOUS TOTAL 3			523 500 000
Total investissement			<u>3 820 000 000</u>
<u>fonctionnement</u>			
Rédaction des termes de références/modules de formation ;			<u>20 000 000</u>
Recrutement des prestataires			<u>70 857 500</u>
Total fonctionnement			
Imprévus (5%)			
TOTAL SECTEUR AGRICULTURE			<u>3 910 857 500</u>

CADRE LOGIQUE DU SECTEUR 2 : ELEVAGE, PECHE ET INDUSTRIES ANIMALES

PROBLEME : DIFFICULTÉ A DÉVELOPPER LES ACTIVITÉS RENTABLES ET DURABLES D'ÉLEVAGE DANS LA COMMUNE

STRATEGIE		INDICATEURS PAR NIVEAU DE LA STRATEGIE ET SOURCES		SUPPOSITIONS	INDICATEURS DE SUPPOSITION ET SOURCES	
NIVEAUX	FORMULATIONS	INDICATEURS OBJECTIVEMENT VERIFIABLE (IOV)	SOURCES		INDICATEUR	SOURCES
Objectif supérieur (DSCE)	Assurer une production durable en quantité et en qualité dans les filières animale et halieutique	- Part de la production animale dans le PIB Part de la production halieutique dans le PIB	Document de Stratégie pour la croissance et l'emploi (DSCE)	Les appuis divers sont déployés pour soutenir la production dans les filières agricole	Nombre d'appui Cdéployés	Enquête INS, ECAM
Objectif sectoriel stratégique	Améliorer la production pastorale et halieutique dans l'arrondissement de Moloundou	Production annuelle des filières animale et halieutique	- Enquête ménages, - Rapport d'activités sectorielles - Autoévaluation au niveau de la	- Les appuis divers sont déployés pour soutenir la production dans les filières agricole	- Nombre d'appui déployés	Enquêtes auprès des ménages Rapports obtenus

			Commune - Banque de données de la Commune - Rapports de suivi évaluation	- Les populations appuient les efforts de la Mairie		auprès des sectoriels
Objectifs spécifiques	1. Faciliter la maîtrise des activités de pré production en élevage ; 2. Faciliter la maîtrise des activités de production en élevage ; 3. Faciliter la maîtrise des activités de post production en élevage	Niveau de la production annuelle et qualité de vie des producteurs	- Enquête ménages, - Rapport d'activités sectorielles - Autoévaluation au niveau de la Commune - Banque de données de la Commune - Rapports de suivi évaluation	- Les appuis divers sont déployés pour soutenir la production dans les filières pastorales et halieutiques - Les populations appuient les efforts de la Mairie	- Nombre d'appui déployés	Enquêtes auprès des ménages Rapports obtenus auprès des sectoriels
Activités principales / Idées de projets (Pour chaque résultat)					Cadre estimatif	
					Quantités	Coûts
RESULTAT 1 Les activités de pré production en élevage sont facilitées	1.1. Recensement des éleveurs par filière, taille de l'exploitation et ambitions en matière d'extension de l'exploitation					500 000
	1.2. Vulgarisation des élevages non conventionnel dans la Commune (auba caude, escargots, etc.)					5 000 000
	1.3. Construction d'un centre apicole à Makoka 1 ;					15 000 000
	1.4. Organisation des éleveurs de toutes les filières en coopératives structurées ;					1 000 000
	1.5. Organisation des foires agropastorales annuelles					25 000 000
	1.6. Construction et équipement d'un magasin de vente des intrants des divers élevages pratiqués dans la Commune ;					25 000 000
	1.7. Vulgarisation de l'élevage en enclos à travers les villages de la Commune					5 000 000
	1.8. Construire 4 maisons de l'éleveur à raison 01 par groupement				04	100 000 000
	1.9. Construction et équipement de la délégation d'arrondissement du MINEPIA				01	30 000 000
	1.10. Vulgarisation du journal « LA VOIX DU PAYSAN » dans les coopératives d'éleveurs				PM	PM
	1.11. Dotation de la délégation et du centre zootechnique en matériel roulant				04	12 000 000

	1.12. Construction du Centre zootechnique de Moloundou ;	01	35 000 000
	1.13. Recensement des éleveurs par filière, taille de l'exploitation et ambitions en matière d'extension de l'exploitation		PM
	1.14. Vulgarisation des élevages non conventionnel dans la Commune (aula caude, escargots, etc.)		5 000 000
SOUS TOTAL 1			253 500 000
RESULTAT 2 Les activités de production en élevage sont facilitées	2.1. Construction de fermes avicoles et aquacole à :		250 000 000
	2.1.1. Création et aménagement de 08 étangs aquacoles communautaires à Adjala, à Lékè, Makoka 2, Mbatéka, à Mambélé village, Mambélé Lopondji, Mambélé WWF, Mopoulo		
	2.1.2. Mise sur pied de 01 ferme école pour l'élevage communautaire au quartier Aviation à Kika,		
	2.2. Plaidoyer pour la création, construction et équipement de postes de contrôle de pêche à SOCAMBO et Moloundou (port SEFIC) ;		5 000 000
	2.3. Construction de 02 parcs vaccinogènes (Mambélé et Moloundou) ;	02	10 000 000
	2.4. Création de 05 fourrager dans les villages de grande transhumance (Nguili, Socambo, Kika, Mambélé et Moloundou) ;	05	2 500 000
	2.5. Mise sur pied, équipement et approvisionnement d'une ferme communale		50 000 000
	2.6. Construction d'un centre d'alevinage à Moloundou, quartier Nola ;		7 000 000
	2.7. Création et construction d'un marché à poisson au port SEFIC équipé d'un entrepôt de stockage des marchandises (Nola) ;		10 000 000
	2.8. Aménagements de 6 étangs aquacoles respectivement dans les quartiers et villages : Quartier administratif, Mambélé Lopondji, Mambélé Carrefour, Makoka 1, Malapa fleuve et Dioula		60 000 000
	2.9. Organisation de 02 sessions de formation des coopératives à la maîtrise des techniques d'élevage des ressources halieutiques	02	4 000 000
	2.10. Aménagement du lac de Mokounounou		100 000 000
SOUS TOTAL 2	2.11. Appui à l'acquisition de 02 moteurs pour pirogue de 08 Cv pour les pêcheurs de Nola ;	02	7 000 000
	2.12. Organisation des achats groupés pour l'acquisition du matériel technique de pêche adéquat ;		1 000 000
SOUS TOTAL 2			506 500 000
RESULTAT 3 Les activités de post production	3.1. Construction de 02 chambres froides pour la conservation des produits pastoraux et halieutiques au quartier Centre Commercial et à Kika Katabanga;	02	100 000 000
	3.2. Construction et équipement de 02 boucheries modernes à 03 comptoirs chacun marchés de Nguilili et Moloundou		60 000 000

en élevage sont facilitées	(Newton)		
	3.3. Construction d'un abattoir à Moloundou Centre Commercial ;		25 000 000
	3.4. Création en construction de marchés à bestiaux à Moloundou Centre commercial et à Kika ;	02	30 000 000
	Amélioration de l'encadrement en matière de commercialisation par l'organisation de deux sessions annuelles de formation sur les filières et les techniques de commercialisation		5 000 000
SOUS TOTAL 3			220 000 000
Total investissement			980 000 000
<u>Fonctionnement</u>			15 000 000
<i>Recrutement de prestataires pour l'organisation des</i>			
Total fonctionnement			
Imprévus (10%)			49 000 000
TOTAL DU SECTEUR			<u>1 044 000 000</u>

CADRE LOGIQUE DU SECTEUR 3 : SANTE

PROBLEME : DIFFICULTE D'ACCES AUX SOINS DE SANTE DE QUALITE

STRATEGIE		INDICATEURS PAR NIVEAU DE LA STRATEGIE ET SOURCES		SUPPOSITIONS	INDICATEURS DE SUPPOSITION ET SOURCES	
NIVEAUX	FORMULATIONS	INDICATEURS OBJECTIVEMENT VERIFIABLE (IOV)	SOURCES		INDICATEUR	SOURCES
Objectif supérieur (DSCE)	Les populations de toutes les régions du Cameroun jouissent d'une bonne santé favorable à leur contribution aux efforts de croissance	- Proportion de districts de santé consolidés ; - Ratio professionnel de santé/population ; - Proportion de la population desservie par une formation sanitaire fonctionnelle située à une	Document de Stratégie pour la croissance et l'emploi (DSCE)	Les appuis divers sont déployés pour soutenir la production dans les filières agricole	Nombre d'appui déployés	Enquête INS, ECAM

		heure de marche ; - Dépense publique de santé par habitant.				
Objectif sectoriel stratégique	Faciliter l'accès des populations aux soins de santé dans la Commune de Moloundou	- proportion de la population desservie par une formation sanitaire fonctionnelle située à une heure de marche, - dépense publique de santé par habitant.	- Enquête ménages, - Rapport d'activités sectorielles - Autoévaluation au niveau de la Commune - Banque de données de la Commune - Rapports de suivi évaluation	- Les appuis divers sont déployés pour soutenir la production dans les filières agricole - Les populations appuient les efforts de la Mairie	- Nombre d'appui déployés	Enquêtes auprès des ménages Rapports obtenus auprès des sectoriels
Objectifs spécifiques	○ Améliorer la capacité d'accueil des structures sanitaires de la Commune ; ○ Améliorer la qualité des services médicaux ; ○ Améliorer le niveau d'équipements et d'aménagement des structures sanitaires ○	- - Pourcentage de la population ayant un accès facile aux soins de santé dans un environnement et des conditions d'hygiène et salubrité satisfaisantes -	- Enquête ménages, - Rapport d'activités sectorielles - Autoévaluation au niveau de la Commune - Banque de données de la Commune - Rapports de suivi évaluation	- Les appuis divers sont déployés pour soutenir la production dans les filières pastorales et halieutiques - Les populations appuient les efforts de la Mairie	- Nombre d'appui déployés	Enquêtes auprès des ménages Rapports obtenus auprès des sectoriels
Activités principales / Idées de projets (Pour chaque résultat)					Cadre estimatif	
					Quantités	Coûts
RESULTAT 1 La capacité d'accueil des formations sanitaires de la	1.15. Création et construction de CSI dont 01 à Baka Gbiné (Banana), Création et construction d'un CSI à Mambélé,					100 000 000
	1.16. Construction d'un CSI à Mbatéka, Création, construction et équipement d'un CSI à Malapa fleuve,				01	50 000 000
	1.17. Réhabilitation de 01 point d'eau pour le CSI de Nguilili 1				01	3 000 00
	1.18. Construction et équipement d'un hôpital à Kika				01	40 000

Communes est améliorée			000
	1.19. Accroissement du niveau d'accueil par la construction de (bâtiments dont 04 à Yenga, lits)		10 000 000
	1.20. Mise sur pied de boîte à pharmacie communautaire dans tous les villages de la Commune	01	3 000 000
	1.21. Fourniture d'un véhicule pour l'approvisionnement en médicament des formations sanitaires de la Communes	01	25 000 000
	1.22. Reboisement dans les formations sanitaires suivantes : Hôpital de district de Moloundou, CSI de Ndongo, Adjala et Socambo		2 000 000
	1.23. Construction des logements d'astreinte pour les formations sanitaires hôpital de district et CSI de Moloundou, et pour les CSI de Yenga, Ndongo, Adjala	05	200 000 000
	1.24. Construction de 02 blocs de 04 latrines dans les formations sanitaires suivantes : Adjala,	01	3 000 00
	1.25. Dotation de points d'eau aux formations sanitaires suivantes : CSI de Yenga, Ndongo, Adjala et Socambo;		32 000 000
	1.26. Construction de clôture pour les formations sanitaires suivantes : CSI de Ndongo et Adjala et Nguilili 1		21 000 000
SOUS TOTAL 1			489 000 000
RESULTAT 2 La qualité des services médicaux est améliorée	2.1. Plaidoyer pour l'appui en personnels des CSI et hôpitaux de la Commune, en particulier à Nguilili 1, Kika, Ndongo, Yenga et Moloundou		PM
	2.2. Mise en place des relais communautaires dans les villages à raison de 05 par village et quartiers de l'espace urbain		3 000 000 1 000 000
	2.3. Sensibilisation des populations contre l'achat et l'utilisation des médicaments de la rue		3 000 000
	2.4. Organisation dans les villages des campagnes de sensibilisation sur la nutrition infantile ;		
SOUS TOTAL 2			7 000 000
RESULTAT 3 Le niveau d'équipements et d'aménagement des structures sanitaires est amélioré	3.1. Dotation d'équipement dans les CSI et hôpitaux à raison de :		
	3.1.1. 01 bloc opératoire complet dans les formations sanitaires de Nguilili 1, au CSIMU de Moloundou Quartier Administratif, à Yenga, Kika, Adjala et Ndongo ;		120 000 000
	3.1.2. 01 réfrigérateur aux CSI de Nguilili 1, Yenga, Adjala et Ndongo ;		1 000 000
	3.1.3. 01 maternité avec table d'accouchement complète dans les formations sanitaires suivantes : CSIMU de Moloundou, CSI de Yenga, Kika, Ndongo ;		30 000 000
	3.1.4. 01 Pharmacie dans les formations sanitaires suivantes : CSI de Socambo, CSI de Ndongo, CSIMU de Moloundou Quartier Administratif		18 000 000
	3.1.5. 01 laboratoire complet dans les formations sanitaires suivantes : CSIMU de Moloundou, CSI de Yenga, Kika et Ndongo ;		28 000 000

	3.1.6. 01 fœtoscope doppler et 03 charriots au CSI de Kika		5 000 000
	3.1.7. Fourniture d'un véhicule pour l'approvisionnement en médicament des formations sanitaires de la Communes		45 000 000
	3.1.8. Fourniture d'une ambulance pour le CMA de Kika et l'hôpital de district de Moloundou (Newton)		80 000 000
SOUS TOTAL 3			327 000 000
Total investissement			698 000 000
Fonctionnement			
<i>Recrutement de prestataires pour l'organisation des</i>			
Total fonctionnement			PM
Imprévus (10%)			68 900 000
TOTAL DU SECTEUR			891 900 000

CADRE LOGIQUE DU SECTEUR 3 : SANTE

PROBLEME : PREVALENCE DU VIH/SIDA AU SEIN DES POPULATIONS DE LA COMMUNE

STRATEGIE		INDICATEURS PAR NIVEAU DE LA STRATEGIE ET SOURCES		SUPPOSITIONS	INDICATEURS DE SUPPOSITION ET SOURCES	
NIVEAUX	FORMULATIONS	INDICATEURS OBJECTIVEMENT VERIFIABLE (IOV)	SOURCES		INDICATEUR	SOURCES
Objectif supérieur (DSCE)	Les populations de toutes les régions du Cameroun jouissent d'une bonne santé favorable à leur contribution aux efforts de croissance	- Proportion de districts de santé consolidés ; - Ratio professionnel de santé/population ; - Proportion de la population desservie par une formation sanitaire fonctionnelle située à une heure de marche ;	Document de Stratégie pour la croissance et l'emploi (DSCE)	Les appuis divers sont déployés pour soutenir la production dans les filières agricole	Nombre d'appui déployés	Enquête INS, ECAM

		- Dépense publique de santé par habitant.				
Objectif sectoriel stratégique	Réduire la morbidité et la mortalité liées au VIH et atténuer le fardeau économique lié au VIH sur le développement dans la Commune	- proportion de la population atteinte par le VIH ; - Proportion de la PVVIH prescrites en charges et sous ARV, - dépense publique de santé par habitant.	- Enquête ménages, - Rapport d'activités sectorielles - Autoévaluation au niveau de la Commune - Banque de données de la Commune - Rapports de suivi évaluation	- Les appuis divers sont déployés pour soutenir la production dans les filières agricole - Les populations appuient les efforts de la Mairie	- Nombre d'appui déployés	Enquêtes auprès des ménages Rapports obtenus auprès des sectoriels
Objectifs spécifiques	1. Améliorer le mécanisme de réduction de la prévalence du VIH/SIDA dans la Commune ; 2. Améliorer la qualité de vie des personnes infectées ou affectées par le VIH/SIDA dans la Commune Améliorer la qualité de vie des personnes infectées ou affectées par le VIH/SIDA dans la Commune	- - Pourcentage de la population ayant un accès facile aux soins de santé dans un environnement et des conditions d'hygiène et salubrité satisfaisantes -	- Enquête ménages, - Rapport d'activités sectorielles - Autoévaluation au niveau de la Commune - Banque de données de la Commune - Rapports de suivi évaluation	- Les appuis divers sont déployés pour soutenir la production dans les filières pastorales et halieutiques - Les populations appuient les efforts de la Mairie	- Nombre d'appui déployés	Enquêtes auprès des ménages Rapports obtenus auprès des sectoriels
Activités principales / Idées de projets (Pour chaque résultat)					Cadre estimatif	
RESULTAT 1	1.1. Organisation des campagnes de sensibilisation sur le VIH dans les villages de la Commune					100 000
Le mécanisme de	1.2. Organisation dans les villages de la Commune des sensibilisations sur les PTME et la vaccination des enfants					2 000 000
réduction de la	1.3. Organisation des campagnes gratuites de dépistage du VIH/SIDA dans les villages de la Commune ;					2 000 000
prévalence du	1.4. Construction d'un centre d'accueil pour OEV ;					20 000 000
VIH/SIDA dans	1.5. Renforcer les dispositifs locaux de lutte préventive contre le VIH/SIDA par :					
la Commune est	1.5.1. Identification d'un Point Focal VIH au sein de la Commune,					PM

mis en place et fonctionnel	1.5.2. La mise en place avec l'appui du Chef de District de Santé, les Délégués d'arrondissement et autres partenaires, d'un Réseau d'associations de lutte contre le Sida de la Commune,		500 000
	1.5.3. Collaboration avec les acteurs locaux (District de Santé, GTR/CNLS,..) pour la mise en œuvre des activités);		1 000 000
	1.5.4. Ciblage des trois 90 (90% des populations de la Commune connaissent leur statut sérologique ; 90% des personnes séropositifs reçoivent des traitements anti rétroviraux (ARV) et enfin les 90% des personnes sous traitement ARV ont une charge virale indétectable)		5 000 000
	1.5.5. Organisation des campagnes de Dépistage gratuits du VIH (Unité Mobile, réactif, etc. ;		2 000 000
	1.5.6. Prise en charge gratuite des personnes dépistées positives ;		5 000 000
	1.5.7. Renforcement des capacités des Points Focaux VIH des communes)		1 000 000
SOUS TOTAL 1			38 600 000
RESULTAT 2 La qualité de vie des personnes infectées ou affectées par le VIH/SIDA dans la Commune est améliorée ;	2.1. Mise sur pied d'un mécanisme d'encadrement et d'appui des personnes infectées ou affectées par le VIH/SIDA dans la Commune		5 000 000
	2.1.1. Elaboration d'un fichier actualisé des personnes infectées ou affectées par le VIH/SIDA ;		500 000
	2.1.2. La promotion de l'insertion économique des personnes vivant avec le VIH/SIDA (Formation et encadrement, Appui financier et matériels...) ;		5 000 000
SOUS TOTAL 2			<u>10 500 000</u>
Total investissement			49 100 000
<u>Fonctionnement</u>			
<i>Recrutement de prestataires pour l'organisation des</i>			PM
Total fonctionnement			
Imprévus (10%)			4 900 000
TOTAL DU SECTEUR			54 000 000

CADRE LOGIQUE DU SECTEUR 4 : EDUCATION DE BASE

PROBLEME : DIFFICULTE D'ACCES A UNE EDUCATION DE BASE DE QUALITE

STRATEGIE		INDICATEURS PAR NIVEAU DE LA STRATEGIE ET SOURCES		SUPPOSITIONS	INDICATEURS DE SUPPOSITION ET SOURCES	
NIVEAUX	FORMULATIONS	INDICATEURS OBJECTIVEMENT VERIFIABLE (IOV)	SOURCES		INDICATEUR	SOURCES
Objectif supérieur (DSCE)	Améliorer l'accès et l'équité dans l'éducation de base	- taux d'admission (au moins 50% d'augmentation ; - taux Brut de scolarisation (TBS); - Indice de parité (fille /garçon) au moins 5% d'augmentation) ; - taux de couverture.	Document de Stratégie pour la croissance et l'emploi (DSCE)	Les appuis divers sont déployés pour soutenir la production dans les filières agricole	Nombre d'appui déployés	Enquête INS, ECAM
Objectif sectoriel stratégique	Faciliter l'accès à l'Education de base dans la Commune de Moloundou	- Taux d'admission ; - Taux brut de scolarisation (tbs); - Indice de parité (fille /garçon) ; - Taux de couverture.	- Enquête ménages, - Rapport d'activités sectorielles - Autoévaluation au niveau de la Commune - Banque de données de la Commune - Rapports de suivi évaluation	- Les appuis divers sont déployés pour soutenir la production dans les filières agricole - Les populations appuient les efforts de la Mairie	- Nombre d'appui déployés	Enquêtes auprès des ménages Rapports obtenus auprès des sectoriels
Objectifs spécifiques	1. Accroître la capacité d'accueil de la Commune et des écoles primaires ;	▪ Taux d'admission ; ▪ Taux brut de scolarisation (tbs);	▪ Enquête ménages, ▪ Rapport d'activités sectorielles	- Les appuis divers sont déployés pour soutenir la	- Nombre d'appui déployés	Enquêtes auprès des ménages

	2. Equiper et aménager les écoles de la Commune ; 3. Améliorer la qualité de l'éducation et le taux de scolarisation dans la Commune	■ Indice de parité (fille /garçon) ; Taux de couverture.	■ Autoévaluation au niveau de la Commune ■ Banque de données de la Commune ■ Rapports de suivi évaluation	production dans les filières pastorales et halieutiques - Les populations appuient les efforts de la Mairie		Rapports obtenus auprès des sectoriels
Activités principales / Idées de projets (Pour chaque résultat)					Cadre estimatif	
					Quantités	Coûts
RESULTAT 1 : La capacité d'accueil des écoles primaires de la Commune est accrue	1.27. Plaidoyer pour la création des écoles publiques primaires à raison de 01 EPP laïque Franco arabe au Quartier centre commercial, 01 EPP à Moloundou rivière, au quartier Lobo à Socambo et Nguilili 2.					PM
	1.28. Construction de 96 salles de classe en matériaux définitifs à raison de 05 salles de classe à l'EPP de Banana, 06 à Légoué, 06 à l'EPP de Makoka 1, 06 à l'EPP de Mbatéka Ndjong, 06 à l'EPP de Mbatéka Centre, 06 l'EPP de Dioula, 05 à l'EPP de Mbangoyé 1, 06 à l'EPP de Malapa fleuve, 06 à l'EPP de Socambo, 06 à l' EPP de Mindourou, 06 à l'EPP de Ndongo, 06 à l'EPP de Tembè rivière, 04 à l'EPP de Yenga Centre, 04 à l'EPP de Yenga Tengué, 06 à l'EPP de Yenga Doucement, 06 à l'EPP d'Adjala, 04 à l'EPP de Zega PK 14 et 06 à l'EPP de Kika, .					720 000 000
	1.29. Construction des salles de classe en matériaux définitifs dans les écoles maternelles soit 01 bloc de 02 salles de classe et un bloc administratif dans les écoles maternelles de Banana, Mambélé, kika et Yenga.					80 000 000
	1.30. Création puis construction et dotation en équipements adéquats de 32 institutions préscolaires avec blocs administratifs à travers la Commune à raison de 01 à NOLA, 01 à NEWTOWN, 01 à Mopoulo, 01 à QUARTIER CENTRE COMMERCIAL, 01 à MOLOUNDOU RIVIERE, 01 à PEZAM, 01 à NDONGO, 01 à LEKE, 01 à MINDOUROU, 01 à ADJALA, 01 A BA'AD, 01 à TEMBE RIVIERE, 01 à LEGOUE, 01 à MAKOKA 1, 01 à MAKOKA 2, 01 MALAPA FLEUVE, 01 à MBANGOYE 1, 01 A MBANGOYE 2, 01 à NGUILILI 1, 01 à NGUILILI 2, 01 à DIOULA, 02 A MBATEKA (Ndjong et Centre), 02 à YENGA (douceur et Tengué), 04 à MAMBÉLÉ (chefferie, wwf, carrefour et Lopondji), 02 A KIKA (sous ayos et aviation), 04 à SOCAMBO (Lobo, administratif, village et Centre) et 01 à MONGO KELE.					640 000 000
	1.31. Construction 19 logements d'astreinte en faveur des enseignants des EPP de Légoué, Mindourou, Ndongo, Makoka 1, Mbangoyé 1, Yenga Tengué, Yenga doucement, Yenga Centre, Mambélé (EPP et EM), Tembè rivière, Moloundou, Socambo, Adjala; ainsi que dans les écoles maternelles de Banana, Kika, Yenga, Mambélé et Moloundou.					7 515 000
						180 0

			00 000
	1.32. Aménagement des aires de jeu multi disciplines dans les écoles primaires existantes de la commune de Moloundou ; 1.33. Dotation de 06 aires de jeu complètes, du matériel ludique et de 01 boîte à pharmacie dans les écoles maternelles de Banana, Yenga, Kika, Mambélé et quartier Adminsitratif (EM bilingue et EM francophone) ; 1.34. Dotation annuelles des EM de Banana, Yenga, Kika, Mambélé et quartier Adminsitratif (EM bilingue et EM francophone) en matériel didactique et livrets d'activité ; 1.35. Aménagement de 29 bibliothèques dont une par école primaire et/ou maternelle existant à travers la Commune de Moloundou ; 1.36. Aménagement de 29 cantines scolaires dans les écoles maternelles et primaires existantes dans les villages et villes de la Commune de Moloundou ; 1.37. Plaidoyer pour un appui financier annuel pour la prise en charge des enfants Baka en âge préscolaire ; 1.38. Organisation de 01 session de sensibilisation des parents sur la nécessité de scolariser leurs enfants		280 000 000
SOUS TOTAL 1			2 287 515 000
RESULTAT 2 Les écoles de la Commune sont aménagées et équipées	2.1. Fourniture de 1002 tables bancs aux écoles de la Commune à raison de 18 à l'EPP DE MBANGOYE 1, 25 à l'EPP DE LEGOUE, 08 à l'EPP DE MALAPA-FLEUVE, 114 à l'EPP GI Moloundou, 156 à l'EPP GII Moloundou, 74 au GBPS de Pezam, 12 à l'EPP DE BANANA, 57 à l'EPP DE MAMBÉLÉ, 10 à l'EPP DE MBATEKA DJONG, 57 à l'EPP DE MABATEKA CENTRE, 207 à l'EPP DE KIKA, 36 à l'EPP DE ZEGA PK14 (Kika), 8 à l'EPP DE YENGA CENTRE, 14 à EPP DE YENGA TENGUE, 30 à l'EPP D'ADJALA, 40 à l'EPP DE DIOULA, 67 à l'EPP MAKOKA I, 58 à l'EPP DE TEMBE RIVIERE, 18 à l'EPP DE MINDOUROU, 10 à l'EPP DE NGUILILI 1 et enfin 22 l'ECOLE MATERNELLE DE KIKA ; 2.2. Dotation des écoles primaires et maternelles d'accessoires environnementaux à raison de : 2.2.1. 01 point d'eau pour les écoles primaires Mindourou, Ndongo, Légoué, Adjala, Banana, Socambo, Kika, Zega pk 14, EPP groupe 1, les écoles maternelles de Yenga, Kika, Banana et Mambélé, 2.2.2. 01 clôture dans les écoles de Légoué, Nguilili 1 ; EPP Groupe 1 et Groupe 2 du Quartier administratif, Mindourou, Ndongo, Adjala, Banana, Socambo, Kika, Zega pk 14, EPP groupe 1, les écoles maternelles de Yenga, Kika, Banana et Mambélé, 2.2.3. 02 blocs de 03 latrines dans les écoles de Légoué, Mindourou, Ndongo, Adjala, Banana, Socambo, Kika, Zega pk 14, EPP groupe 1, les écoles maternelles de Yenga, Kika, Banana et Mambélé,		5 010 000

	2.2.4. Le reboisement dans les écoles : Nguilili 1, Légoué, EPP Groupe 1 et Groupe 2 du Quartier administratif, Mindourou, Ndongo, Adjala, Banana, Socambo, Kika, Zega pk 14, EPP groupe 1, les écoles maternelles de Yenga, Kika, Banana et Mambélé, Malapa fleuve, Makoka 1, Banana (EM,) Mambélé (EPP et EM)		117 000 000
	2.3. Installation de 02 bacs à ordures dans chacune des écoles : Nguilili 1, Légoué, EPP Groupe 1 et Groupe 2 du Quartier administratif, Mindourou, Ndongo, Adjala, Banana, Socambo, Kika, Zega pk 14, les écoles maternelles de Yenga, Kika, Banana et Mambélé, Dotation des écoles primaires et maternelles d'accessoires environnementaux à raison de : 2.3.1. 01 point d'eau pour les écoles primaires Mindourou, Ndongo, Légoué, Adjala, Banana, Socambo, Kika, Zega pk 14, EPP groupe 1, les écoles maternelles de Yenga, Kika, Banana et Mambélé, 2.3.2. 01 clôture dans les écoles de Légoué, Nguilili 1 ; EPP Groupe 1 et Groupe 2 du Quartier administratif, Mindourou, Ndongo, Adjala, Banana, Socambo, Kika, Zega pk 14, EPP groupe 1, les écoles maternelles de Yenga, Kika, Banana et Mambélé, 2.3.3. 02 blocs de 03 latrines dans les écoles de Légoué, Mindourou, Ndongo, Adjala, Banana, Socambo, Kika, Zega pk 14, EPP groupe 1, les écoles maternelles de Yenga, Kika, Banana et Mambélé, 2.3.4. Le reboisement dans les écoles : Nguilili 1, Légoué, EPP Groupe 1 et Groupe 2 du Quartier administratif, Mindourou, Ndongo, Adjala, Banana, Socambo, Kika, Zega pk 14, EPP groupe 1, les écoles maternelles de Yenga, Kika, Banana et Mambélé, Malapa fleuve, Makoka 1, Banana (EM,) Mambélé (EPP et EM)		10 000 000
			150 000 000
SOUS TOTAL 1			277 000 000
RESULTAT 3 La qualité de l'éducation et le taux de scolarisation dans la Commune est améliorée	3.1. Plaidoyer pour l'affectation de 86 enseignants qualifiés dans les écoles primaires et maternelle à raison de : 3.1.1. 05 à l'EPP de Banana, 05 à l'EPP de Nguilili 1, 03 à Légoué, 05 à l'EPP groupe 1, 02 à l'Ecole maternelle bilingue du quartier Centre administratif, 04 à l'EPP Groupe 2 du quartier Centre administratif, 04 à l'EPP de Makoka 1, 05 à l'EPP de Mbatéka Ndjong, 05 à l'EPP de Mbatéka Centre, 04 l'EPP de Dioula, 03 à l'EPP de Mbangoyé 1, 04 à l'EPP de Malapa fleuve, 04 à l'EPP de Socambo, 03 à l'EPP de Mindourou, 05 à l'EPP de Ndongo, 02 à l'EPP de Tembè rivière, 05 à l'EPP de Mbadjani (Mambélé), 06 à l'EPP de Yenga Centre, 02 à l'EPP de Yenga Tengué, 04 à l'EPP d'Adjala, 01 à l'EPP de Zega PK 14, 3.1.2. 02 à l'école maternelle de Banana, 01 à l'école maternelle de Kika, 01 à l'école maternelle de Mambélé, 01 à l'école maternelle francophone du quartier centre administratif.		500 000
	3.2. Identification des enfants non scolarisés de la commune		1 000 000
	3.3. Mise sur pied d'une stratégie de récupération des enfants en âges scolaire non scolarisé		5 000 000
SOUS TOTAL 2			6 500 000

Total investissement	2 571 015 000
Fonctionnement	
<i>Recrutement de prestataires pour l'organisation des</i>	PM
Total fonctionnement	229 100 000
Imprévus (10%)	
TOTAL DU SECTEUR	2 800 115 000

CADRE LOGIQUE DU SECTEUR 5 : ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES

PROBLEME : DIFFICULTÉ D'ACCÈS AUX ENSEIGNEMENTS DE QUALITÉ DANS LE SECONDAIRE

STRATEGIE		INDICATEURS PAR NIVEAU DE LA STRATEGIE ET SOURCES		SUPPOSITIONS	INDICATEURS DE SUPPOSITION ET SOURCES	
NIVEAUX	FORMULATIONS	INDICATEURS OBJECTIVEMENT VERIFIABLE (IOV)	SOURCES		INDICATEUR	SOURCES
Objectif supérieur (DSCE)	Améliorer l'accès et l'équité dans l'enseignement secondaire	- Taux d'admission (au moins 50% d'augmentation ; - Taux Brut de scolarisation (TBS); - Indice de parité (fille /garçon) au moins 5% d'augmentation) ; - Taux de couverture.	Document de Stratégie pour la croissance et l'emploi (DSCE)	Les appuis divers sont déployés pour soutenir la production dans les filières agricole	Nombre d'appui déployés	Enquête INS, ECAM
Objectif sectoriel stratégique	Faciliter l'accès aux enseignements dans le secondaire dans la Commune	- Taux d'admission ; - Taux Brut de scolarisation (TBS); - Indice de parité (fille /garçon) ; - Taux de couverture.	- Enquête ménages, - Rapport d'activités sectorielles - Autoévaluation au niveau de la Commune	- Les appuis divers sont déployés pour soutenir la production dans les filières agricole - Les populations	- Nombre d'appui déployés	Enquêtes auprès des ménages Rapports obtenus auprès des

			- Banque de données de la Commune - Rapports de suivi évaluation	appuient les efforts de la Mairie		sectoriels
Objectifs spécifiques	1. Accroître la capacité d'accueil de la Commune et des établissements d'enseignements secondaires ; 2. Equiper et aménager les établissements d'enseignements secondaires de la Commune ; 3. Améliorer la qualité des enseignements dans le secondaire et réduire le taux de déperdition scolaire dans la Commune	- Pourcentage d'élèves ayant un accès facile à l'éducation secondaires dans des conditions satisfaisantes dans la commune - Indice de parité (fille /garçon).	▪ Enquête ménages, ▪ Rapport d'activités sectorielles ▪ Autoévaluation au niveau de la Commune ▪ Banque de données de la Commune ▪ Rapports de suivi évaluation	- Les appuis divers sont déployés pour soutenir la production dans les filières pastorales et halieutiques - Les populations appuient les efforts de la Mairie	- Nombre d'appui déployés	Enquêtes auprès des ménages Rapports obtenus auprès des sectoriels

Activités principales / Idées de projets (Pour chaque résultat)				Cadre estimatif	
				Quantités	Coûts
RESULTAT 1 : La capacité d'accueil de la Commune et des écoles primaires est accrue	Construction de 5 maisons d'astreinte pour le CES de Ndongo, de Yenga, Kika et Lycées de Moloundou.				100 000 000
	Dotation de 05 en bibliothèques pour les établissements secondaires existants à raison d'une pour chaque CES et lycée,				125 000 000
	Dotation des établissements secondaires existants en centre multimédia				50 000 000
	Construction d'une salle de professeurs au Lycée Bilingue du quartier Administratif, d'un bloc administratif au Lycée Technique de Moloundou (quartier Administratif) et CES de Kika				21 000 000
	Réhabilitation des infrastructures en mauvais état en raison de 02 blocs de 02 salles de classe et 01 bloc administratif aux CES de Kika et Yenga,				40 000 000
	Construction de 01 bloc de 02 salles de classe supplémentaires et de 01 bloc administratif au CES de Ndongo,				65 000 000
	Construction de 03 blocs de 02 salles de classe au lycée Bilingue du quartier Administratif ;				562 500
	Doter les écoles secondaires de 85 tables bancs supplémentaires à raison de 75 pour le Lycée Bilingue et 10 pour le CES de Kika ;				25 000 000
	Réhabilitation du dortoir du Lycée Bilingue de Moloundou Quartier Administratif				
	1.1. Plaidoyer pour la création des établissements secondaires à raison de : 01 CES à Lobo (Socambo) et 01 CES à				250 000

	Socambo centre, 01 à Mbangoyé 2, 01 à Nguilili 2, 01 à Mambélé, 01 CETIC à Mambélé, 01 CES à Mopoulo, 1.2. Plaidoyer pour la transformation de 02 CES en Lycée à savoir les CES de Kika et Yenga;		250 000
SOUS TOTAL 1			427 062 500
RESULTAT 2 Les écoles de la Commune sont aménagées et équipées	2.1. Dotation des écoles d'enseignements secondaires d'accessoires environnementaux à raison de :		
	2.1.1. 01 point d'eau pour le Lycée Technique de Moloundou, CES de Yenga, Ndongo et Kika		36 000 000
	2.1.2. 01 clôture dans les Lycées bilingue et technique de Moloundou, les CES de Yenga, kika et Ndongo		50 000 000
	2.1.3. 02 blocs de 03 latrines Lycée bilingue, lycée technique de moloundou, les CES de Yenga, Kika et Ndongo		15 000 000
	2.1.4. Le reboisement dans les Lycée Bilingue et lycée technique de Moloundou et CES de Yenga, Kika et Ndongo		2 500 000 500 000
	2.1.5. Installation de 02 bacs à ordures dans chacun au Lycée Bilingue de Moloundou, et CES de Yenga, Kika et Ndongo		
	2.3.5. Construction des aires de jeu dans les formations scolaires secondaires de la Commune (Kika, Yenga, Ndongo, Moloundou.....		150 000 000
SOUS TOTAL 2			254 000 000
RESULTAT 3 La qualité de l'éducation et le taux de scolarisation dans la Commune est améliorée	3.4. Organisation de 01 session de sensibilisation à scolariser les enfants après le primaire ;		1 000 000
	3.5. Plaidoyer pour l'affectation des enseignants qualifiés dans les établissements d'enseignement secondaires existants à raison de		
	3.5.1. 04 à raison de 01 professeur de Français, 01 d'Allemand, 01 d'espagnol et de 01 d'informatique au CES de Kika ;		
	3.5.2. 02 enseignants au Lycée bilingue de Moloundou, 08 au Lycée technique de Moloundou,		250 000
	3.6. Identification des enfants non scolarisés de la commune		1 000 000
	3.7. Mise sur pied d'une stratégie de récupération des enfants en âges scolaire non scolarisé		5 000 000
SOUS TOTAL 3			7 250 000
Total investissement			688 312
<u>Fonctionnement</u>		500	
<i>Recrutement de prestataires pour l'organisation des</i>			
Total fonctionnement			PM
Imprévus (10%)			53 831 250
TOTAL DU SECTEUR			742 143 750

CADRE LOGIQUE DU SECTEUR 6 : TRAVAUX PUBLICS

PROBLEME : DIFFICULTÉ DE MOBILITÉ ET D'ACCÈS AUX VILLAGES ET À L'ESPACE URBAIN DE LA COMMUNE

STRATEGIE		INDICATEURS PAR NIVEAU DE LA STRATEGIE ET SOURCES		SUPPOSITIONS	INDICATEURS DE SUPPOSITION ET SOURCES	
NIVEAUX	FORMULATIONS	INDICATEURS OBJECTIVEMENT VERIFIABLE (IOV)	SOURCES		INDICATEUR	SOURCES
Objectif supérieur (DSCE)	Assurer la pérennité des infrastructures de l'Etat	Niveau de service (indicateur composite) par type d'infrastructures incluant ouvrages et services de gestion.	Document de Stratégie pour la croissance et l'emploi (DSCE)	Le pays bénéficie d'une stabilité sociopolitique (paix)	/	/
Objectif sectoriel stratégique	Faciliter l'accès à l'ensemble du territoire communal	Nombre de village désenclavés	- Enquête ménages, - Rapport d'activités sectorielles - Autoévaluation au niveau de la Commune - Banque de données de la Commune - Rapports de suivi évaluation	- Les appuis divers sont déployés pour soutenir la production dans les filières agricole - Les populations appuient les efforts de la Mairie	- Nombre d'appui déployés	Enquêtes auprès des ménages Rapports obtenus auprès des sectoriels
Objectifs spécifiques	1. Améliorer le réseau routier de la Commune ; 2. Assurer la pérennité des infrastructures routières de la Commune	Nombre de village désenclavés	▪ Enquête ménages, ▪ Rapport d'activités sectorielles ▪ Autoévaluation au niveau de la Commune ▪ Banque de données	- Les appuis divers sont déployés pour soutenir la production dans les filières pastorales et halieutiques - Les populations	- Nombre d'appui déployés	Enquêtes auprès des ménages Rapports obtenus auprès des sectoriels

			de la Commune ▪ Rapports de suivi évaluation	appuient les efforts de la Mairie		
Activités principales / Idées de projets (Pour chaque résultat)					Cadre estimatif	
					Quantités	Coûts
RESULTAT 1 : Améliorer le réseau routier de la Commune	1.1. Reprofilages des axes routiers : Moloundou-Mambélé soit 63 km ; Nguilili 1-kika soit 60 Km ; Banana-Mokounounou soit 15km avec traitement de leur point critique;					300 000 000
	1.2. Ouverture des axes routiers : Malapa fleuve-Banana soit 15 km ; Mongo kélé-Socambo soit 10 km ; Moloundou –Ndongo soit 60 km ; Malapa-Mindjié soit 20 km ; Yenga-long train soit Et Yenga-Kika soit....					450 000 000
	1.3. Réaménagement des dalots au quartier centre commercial					250 000 000
	1.4. Bitumage du centre-ville de Moloundou					30 000 000
	1.5. Construction du pont sur la Boumba et ou remise en service du bac sur la Boumba					60 000 000
						50 000 000
SOUS TOTAL 1						1 140 000 000
RESULTAT 2	2.1. Impliquer les populations dans l’entretien des routes et points critiques par :					500 000
	2.2. La redynamisation des comités de routes des villages le long des axes routiers ;					
	2.2.1. La création des comités de route là où il n’en existe pas ;					10 000 000
	2.2.2. L’équipement de ces comités de route en matériels adéquats (pelles, brouettes, Scies.....)					20 000 000
	2.2.3. Organisation des réunions trimestrielles de sensibilisation des comités de route pour					
SOUS TOTAL 2						30 500 000
Total investissement						1 170 500 000
Fonctionnement						
Recrutement de prestataires pour l’organisation des						PM
Total fonctionnement						117 050 000
Imprévus (10%)						
TOTAL DU SECTEUR						1 287 550 000

CADRE LOGIQUE DU SECTEUR 7 : JEUNESSE ET INSERTION SOCIO PROFESSIONNELLE

PROBLEME : DIFFICULTE DES JEUNES DE LA COMMUNE DE MOLOUNDOU A ACCEDER A L'EPANOUISSEMENT

STRATEGIE		INDICATEURS PAR NIVEAU DE LA STRATEGIE ET SOURCES		SUPPOSITIONS	INDICATEURS DE SUPPOSITION ET SOURCES	
NIVEAUX	FORMULATIONS	INDICATEURS OJECTIVEMENT VERIFIABLE (IOV)	SOURCES		INDICATEUR	SOURCES
Objectif supérieur (DSCE)	Augmenter l'offre et la qualité de la formation et de l'encadrement des jeunes	Nombre de jeunes formé et encadré	Document de Stratégie pour la croissance et l'emploi (DSCE)	Le pays bénéficie d'une stabilité sociopolitique (paix)	/	/
Objectif sectoriel stratégique	Faciliter l'insertion socio-professionnelle des jeunes	Nombre de jeunes inséré dans le monde socio-professionnel ;	- Enquête ménages, - Rapport d'activités sectorielles - Autoévaluation au niveau de la Commune - Banque de données de la Commune - Rapports de suivi évaluation	- Les appuis divers sont déployés pour soutenir la production dans les filières agricole - Les populations appuient les efforts de la Mairie	- Nombre d'appui déployés	Enquêtes auprès des ménages Rapports obtenus auprès des sectoriels
Objectifs spécifiques	1. Améliorer l'encadrement et l'orientation socioprofessionnels des jeunes; 2. Renforcer l'autonomisation et l'intégration Socio-économique des jeunes	- Niveau d'insertion des jeunes dans la commune - Nombre de jeunes professionnellement insérés dans la commune	▪ Enquête ménages, ▪ Rapport d'activités sectorielles ▪ Autoévaluation au niveau de la Commune ▪ Banque de données de la Commune	- Les appuis divers sont déployés pour soutenir la production dans les filières pastorales et halieutiques - Les populations appuient les efforts	- Nombre d'appui déployés	Enquêtes auprès des ménages Rapports obtenus auprès des sectoriels

			▪ Rapports de suivi évaluation	de la Mairie		
	Activités principales				Cadre estimatif	
					Quantité	Coûts
RESULTATS 1 l’encadrement et l’orientation socioprofessionnel s des jeunes sont améliorés	1.1. Construction et équipement de la délégation d’arrondissement de la jeunesse à Moloundou ;					30 000 000
	1.1.1. Equipement du Centre Multifonctionnel de Promotion de la Jeunesse à Moloundou à raison de 10 ordinateurs desk top, 01 IMPRIMANTE, 01 photocopieuse, du matériel d’élevage et d’agriculture, de 15 machines à coudre avec broderie,					30 000 000
	1.2. Construction de bâtiments supplémentaires et plus spacieux					20 000 000
	1.3. Organisation semestrielles des ateliers de sensibilisation des jeunes de la Commune sur les opportunités d’Activités Génératrice de Revenus agropastorales					10 000 000
	1.4. Construction et équipement du centre multifonctionnel de promotion des jeunes (CMPJ) de Moloundou (3 salles de classe) ;					35 000 000
	1.5. Construction équipement de 5 foyers de jeunes dans 5 grandes agglomérations : Moloundou, Kika, Nguilili, Mambélé et Adjala ;					250 000 000
	1.6. Aménagement d’un centre aéré (Aire de loisirs sains et éducatifs) à Moloundou ;					20 000 000
	1.7. Création des foyers de jeunes dans tous les villages de la commune					232 000 000
	1.8. Construction et équipement d’un dortoir de 50 lits à Moloundou quartier administratif					50 000 000
SOUS TOTAL 1						677 000 000
RESULTAT 2 l’autonomisation et l’intégration Socio-économique des jeunes sont renforcées	2.1. des tissus associatifs jeunes de la commune de Moloundou (CNJC)					500 000
	2.2. Appui annuel à l’organisation de la fête de la jeunesse à Moloundou					500 000
	2.3. Appui annuel à l’organisation de la journée du volontariat dans la commune de Moloundou					500 000
	2.4. Identification et aménagement d’un village pionnier dans la Commune de Moloundou					1 000 000
	2.5. Mise en place d’une plateforme communale pour la promotion de la jeunesse (de communication et d’échanges (CNJC, CMPJ, MAIRIE))					
	2.6. Mise en place d’une plateforme de communication et d’échanges (CNJC, CMPJ, MAIRIE)					1 000 000
	2.7. Appui et accompagnement annuel des Equipes mobiles d’animation populaire (médiateurs communautaires) urbaine et rurale (EMAPUR)					500 000
	2.8. Appui à la réalisation des émissions jeunesse à la radio communautaire de Moloundou (CNJC)					500 000
	2.9. Appui à la vulgarisation du référentiel de l’éducation civique et de l’intégration nationale au Cameroun					PM
	2.10. Renforcement des capacités de CNJC communaux par l’observatoire national de la jeunesse					

	2.11. Appui et accompagnement des Equipes mobiles d'animation populaire (médiateurs communautaires) urbaine et rurale (EMAPUR)		PM 300 000
	2.12. Accompagnement des jeunes au réarmement civique et moral dans les CMPJ (CNJC)		500 000
	2.13. Appui à l'organisation des sessions d'investissement intellectuel (AEEMS)/CNJC		2 000 000
	2.14. Organisation d'un forum annuel de présentation des projets et programmes de financement des activités de promotion de la jeunesse (MINJEC)		2 000 000
	2.15. Plaidoyer pour le financement des microprojets jeunes		
	2.16. Organisation de 02 ateliers annuels de formation des jeunes sur l'élaboration des business plan et la recherche de financement des microprojets exigibles		100 000 1 000 000
	2.17. Appui à la mise en œuvre des incubateurs d'entreprise		250 000
	2.18. Appuis matériels et/ou financiers à l'insertion des jeunes issus des CMPJ ayant des AGR porteuses dans la commune de Moloundou		1 000 000
	2.19. Accompagnement pour l'enregistrement et l'information des jeunes dans l'Observatoire National de la Jeunesse (ONJ)		PM
	2.20. Appui au recrutement et prise en charge de deux formateurs au CMPJ de Moloundou		
	2.21. Prise en charge des jeunes volontaires dans les domaines de la santé, de l'agropastoral, de l'éducation		2 000 000
	2.22. Suivi et accompagnement des jeunes ayants bénéficiés des appuis dans la commune de Moloundou		1 000 000
	2.23. Recrutement annuel de 100 jeunes pour le stage de vacance à la commune de Moloundou		300 000
	2.24. Organisation d'un salon des promoteurs d'entreprise		1 000 000
SOUS TOTAL 2			13 850 000
Total investissement			690 850 000
<u>Fonctionnement</u>			
<i>Recrutement de prestataires pour l'organisation des</i>			5 000 000
Total fonctionnement			
Imprévus (10%)			69 085 000
TOTAL SECTEUR			<u>764 935 000</u>

CADRE LOGIQUE DU SECTEUR 8 : EAU, ENERGIE ET PRODUITS PETROLIERS

ENERGIE

PROBLEME : DIFFICULTE D'ACCES A UNE ENERGIE DE QUALITE DANS LA COMMUNE DE MOLOUNDOU

STRATEGIE		INDICATEURS PAR NIVEAU DE LA STRATEGIE ET SOURCES		SUPPOSITIONS	INDICATEURS DE SUPPOSITION ET SOURCES	
NIVEAUX	FORMULATIONS	INDICATEURS OBJECTIVEMENT VERIFIABLE (IOV)	SOURCES		INDICATEUR	SOURCES
Objectif supérieur (DSCE)	Développer les infrastructures hydrauliques et énergétiques	Pourcentage des ménages ayant accès à l'eau potable, à l'électrification et aux produits pétroliers.	Document de Stratégie pour la croissance et l'emploi (DSCE)	Le pays bénéficie d'une stabilité sociopolitique (paix)	/	/
Objectif sectoriel stratégique	Améliorer l'accès des populations à l'énergie électrique.	Nombre de ménage ayant accès à l'énergie électrique, à l'eau potable et aux produits pétroliers	- Enquête ménages, - Rapport d'activités sectorielles - Autoévaluation au niveau de la Commune - Banque de données de la Commune - Rapports de suivi évaluation	- Les appuis divers sont déployés pour soutenir la production dans les filières agricole - Les populations appuient les efforts de la Mairie	- Nombre d'appui déployés	Enquêtes auprès des ménages Rapports obtenus auprès des sectoriels
Objectifs spécifiques	1. Améliorer la couverture/l'offre en énergie dans la Commune 2. Assurer la pérennisation des infrastructures et réseau énergétique existant	- Nombre de Kilomètre du réseau électrique communal et rural réhabilité. - Puissance et nombre de transformateurs communal acquis ou	▪ Enquête ménages, ▪ Rapport d'activités sectorielles ▪ Autoévaluation au niveau de la Commune ▪ Banque de données	- Les appuis divers sont déployés pour soutenir la production dans les filières pastorales et halieutiques - Les populations	- Nombre d'appui déployés	Enquêtes auprès des ménages Rapports obtenus auprès des sectoriels

		réhabilités - Nombre d'infrastructures énergétiques nouvellement construites	de la Commune ▪ Rapports de suivi évaluation	appuient les efforts de la Mairie		
1. RESULTATS 1 : L'ACCES DES POPULATIONS A L'ENERGIE ELECTRIQUE EST améliorée						
Activités principales					Cadre estimatif	
RESULTAT 1 la couverture/l'offre en énergie dans la Commune est améliorée	1.1. Extension de la ligne de transport du courant électrique moyenne tension de Moloundou à Mambélé en passant par les villages soit 63 km ;				144 900 000	
	1.2. Extension de la ligne de transport du courant électrique moyenne tension de Moloundou à Ndongo soit 60 km				138 000 000	
	1.3. Réhabilitation des réseaux électriques à Adjala et Yenga par la mise en service des groupes électrogènes existants				10 000 000	
	1.4. Equipement des villages Socambo, Malapa fleuve et Mongo kélé d'un champ de panneaux solaires				45 000 000	
	1.5. Renforcement de la capacité/puissance du réseau de Moloundou ;				20 000 000	
	1.6. Construction d'un micro barrage sur la Ngoko (PEZAM)				50 000 000	
	1.7. Installation de l'éclairage public à énergie solaire dans les 29 villages de la Commune				40 000 000	
SOUS TOTAL 1					487900000	
RESULTAT 2 la pérennisation des infrastructures et réseau énergétique existant est assurée	2.1. Mise sur pied et formation des COGES fonctionnels de tous les réseaux électriques sont formés et fonctionnent ;				1 000 000	
	Plaidoyer auprès de ENEO pour un service de desserte énergétique continu et de qualité ;					PM
SOUS TOTAL 2					1 000 000	
Total investissement					488 900 000	
Fonctionnement						
<i>Recrutement de prestataires pour l'organisation des</i>						
Total fonctionnement						
Imprévus (10%)					48 890 000	
TOTAL SECTEUR					536 790 000	

CADRE LOGIQUE DU SECTEUR 8 : EAU, ENERGIE ET PRODUITS PETROLIERS

EAU POTABLE

PROBLEME : DIFFICULTE D'ACCES A L'EAU POTABLE

STRATEGIE		INDICATEURS PAR NIVEAU DE LA STRATEGIE ET SOURCES		SUPPOSITIONS	INDICATEURS DE SUPPOSITION ET SOURCES	
NIVEAUX	FORMULATIONS	INDICATEURS OBJECTIVEMENT VERIFIABLE (IOV)	SOURCES		INDICATEUR	SOURCES
Objectif supérieur (DSCE)	Développer les infrastructures hydrauliques et énergétiques	Pourcentage des ménages ayant accès à l'eau potable, à l'électrification et aux produits pétroliers.	Document de Stratégie pour la croissance et l'emploi (DSCE)	Le pays bénéficie d'une stabilité sociopolitique (paix)	/	/
Objectif sectoriel stratégique	Faciliter l'accès à l'eau potable de façon durable	Nombre de ménage ayant accès à l'énergie électrique, à l'eau potable et aux produits pétroliers	- Enquête ménages, - Rapport d'activités sectorielles - Autoévaluation au niveau de la Commune - Banque de données de la Commune - Rapports de suivi évaluation	- Les appuis divers sont déployés pour soutenir la production dans les filières agricole - Les populations appuient les efforts de la Mairie	- Nombre d'appui déployés	Enquêtes auprès des ménages Rapports obtenus auprès des sectoriels
Objectifs spécifiques	- Améliorer l'offre en eau potable. - Améliorer la qualité de l'eau. - Assurer la pérennisation des ouvrages hydrauliques	- Nombre de points d'eau réhabilités % de la population ayant un accès à l'eau potable et à l'énergie, - Nombre de points d'eau fonctionnels disponibles	- Enquête ménages, - Rapport d'activités sectorielles - Autoévaluation au niveau de la Commune - Banque de données	- Les appuis divers sont déployés pour soutenir la production dans les filières pastorales et halieutiques - Les populations	- Nombre d'appui déployés	Enquêtes auprès des ménages Rapports obtenus auprès des sectoriels

		dans les villages; ▪ Nombre de sources d’eau aménagées ▪ Nombre d epoints d’eau nouvellement construits ▪ Nombre de comités de gestion mis en plan ou redynamisés	de la Commune ▪ Rapports de suivi évaluation	appuient les efforts de la Mairie		
RESULTATS 1 : DES INFRASTRUCTURES HYDRAULIQUES SUPPLEMENTAIRES CONSTRUITES TOUTES CELLES QUI SONT HYDRAULIQUES ENDOMMAGEES REMISES EN ETAT DE FONCTIONNEMENT						
Activités principales					Cadre estimatif	
RESULTAT 1 l’offre en eau potable est Améliorée	1.1. Construction de 84 puits et forages à raison de 03 à Ba’ad, 03 à Tembé rivière, 02 à Mbangoyé 2, 05 à Mbangoyé 1 ;03 à Mindourou, 04 à Ndongo, 02 à Makoka 2, 06 à Dioula, 03 à Banana dont (01 dans le campement Baka, 08 à Nguilili 2, 02 à Makoka 2, 02 à Nguilili 1, 02 à Malapa fleuve, 05 à Mbatéka, 02 à Mongo kéllé, 01 au quartier Aviation, 01 au quartier Sous-Ayos et 02 à Katabanga, 01 à Yenga doucement, 03 à Yenga Centre (dont 01 au campement Baka), 01 au quartier administratif, 02 au Centre commercial, 02 à Nola, 03 à Newtown, 02 à moloundou rivière, 02 à Lobo (Socambo), 02 à Socambo colline, 02 à socambo village et 02 àSocambo Administratif, 01 à long train, 02 à Lopondji, 01 à Lamedou, 01 à Mbadjani et enfin 01 à Mambélé carrefour. 1.2. Réaménagement/réhabilitation de puits et forages à raison de 01 à Makoka 2, 01 à Makoka 1, 01 à Nguilili 1, 01 à Yenga doucement, 01 à Yenga Centre, 01 à Mambélé carrefour, 1.3. Construction de 02 châteaux d’eau à Pezam et Mopoul				765 000 000	
					27 000 000	
					35 000 000	
					160 000 000	
1.4. SOUS TOTAL 1					987 000 000	
RESULTAT 2 la qualité de l’eau est améliorée	2.1. Formation des COGES aux techniques de potabilisation de l’eau. 2.2.				1 000 000	
1.5. SOUS TOTAL 2						

RESULTAT 3 La pérennisation des ouvrages hydrauliques est assurée	3.1. Identification, formation et opérationnalisation des artisans réparateurs de la Commune ; 3.2. Mise sur pied et /ou redynamisation des COGES pour chaque point d'eau potable de la Commune ; 3.3. Mise sur pied des mécanismes de gestion des ouvrages hydrauliques ;	500 000 PM PM
SOUS TOTAL 3		
SOUS TOTAL 1		<u>500 000</u>
Total investissement		<u>988 500 000</u>
<u>Fonctionnement</u> <i>Recrutement de prestataires pour l'organisation des</i>		
Total fonctionnement		
Imprévus (10%)		<u>87 700 000</u>
TOTAL SECTEUR		<u>1 076 200 000</u>

CADRE LOGIQUE DU SECTEUR 8 : EAU, ENERGIE ET PRODUITS PETROLIERS

SOUS-SECTEUR ASSAINISSEMENT

PROBLEME : DIFFICULTE A MAINTENIR L'ENVIRONNEMENT SAIN DANS LA COMMUNE

STRATEGIE		INDICATEURS PAR NIVEAU DE LA STRATEGIE ET SOURCES		SUPPOSITIONS	INDICATEURS DE SUPPOSITION ET SOURCES	
NIVEAUX	FORMULATIONS	INDICATEURS OBJECTIVEMENT VERIFIABLE (IOV)	SOURCES		INDICATEUR	SOURCES
Objectif supérieur (DSCE)	Développer/Promouvoir l'assainissement dans la Commune	- Pourcentage des ménages ayant accès à l'eau potable, à l'électrification et aux produits pétroliers.	Document de Stratégie pour la croissance et l'emploi (DSCE)	Le pays bénéficie d'une stabilité sociopolitique (paix)	/	/
Objectif sectoriel stratégique	Faciliter l'accès durable des populations à la salubrité dans la Commune	- Nombre de ménage ayant une maîtrise des règles et exigences de	- Enquête ménages, - Rapport d'activités sectorielles	- Les appuis divers sont déployés pour soutenir la	- Nombre d'appui déployés	Enquêtes auprès des ménages

		l'assainissement	- Autoévaluation au niveau de la Commune - Banque de données de la Commune - Rapports de suivi évaluation	production dans les filières agricole - Les populations appuient les efforts de la Mairie		Rapports obtenus auprès des sectoriels
Objectifs spécifiques	1. Améliorer l'offre en infrastructures d'assainissement dans la Commune ; 2. Assurer la gestion des infrastructures d'assainissement existants ; 3. Assurer une gestion efficace des déchets dans la Commune		▪ Enquête ménages, ▪ Rapport d'activités sectorielles ▪ Autoévaluation au niveau de la Commune ▪ Banque de données de la Commune ▪ Rapports de suivi évaluation	- Les appuis divers sont déployés pour soutenir la production dans les filières pastorales et halieutiques - Les populations appuient les efforts de la Mairie	- Nombre d'appui déployés	Enquêtes auprès des ménages Rapports obtenus auprès des sectoriels
RESULTATS 1 : LA MISE EN ŒUVRE DES EXIGENCES DE L'ASSAINISSEMENT CHEZ LES POPULATIONS EST VULGARISEE ET SYSTEMATISEE PARMI LES POPULATIONS DE LA COMMUNE						
Activités principales					Cadre estimatif	
RESULTAT 1 l'offre en infrastructures d'assainissement dans la Commune est améliorée;	1.1. Organisation de 05 sessions de sensibilisations sur les règles de l'hygiène de base sur 05 ans ;				5 000 000	
	1.2. Lancement de l'opération « UN MENAGE = UNE LATRINE » ;				1 000 000	
	1.3. Sensibilisation et formation sur la gestion des eaux usées ;				1 000 000	
	1.4. Organisation de 05 sessions de sensibilisation à l'entretien des abords des maisons et des causes des eaux stagnantes sur 05 ans				4 100 000	
	1.5. Construction des 05 blocs de 02 toilettes publiques genre sensibles dont 03 à Moloundou et 02 à Kika				25 000 000	
	1.6. Construction des dispositifs de lavage des mains dans tous les lieux de rassemblement des enfants (écoles, églises, centres de santé) ;				8 200 000	
	1.7. Sensibilisation des populations sur l'hygiène et la salubrité				5 000 000	
	1.8. Construction des drains et canaux d'évacuation à travers les villages et les espaces urbains				15 000 000	
					100 000 000	

SOUS TOTAL 2		
RESULTAT 2 La gestion des infrastructures d'assainissement existants est assurée ;	1.9. Mise en place d'un mécanisme fonctionne d'entretien des rigoles et toutes infrastructures d'assainissement tant endogène (implication des populations en leur fournissant du matériel) qu'exogène	PM
SOUS TOTAL		PM
RESULTAT 3 Une gestion efficace des déchets dans la Commune est assurée	1.10. Aménagement d'une décharge municipale à Moloundou 1.11. Création des fosses de traitement des déchets ménagers dans les villages et quartiers des espaces urbains ; 1.12. Equipement en Bacs à ordure chaque village et quartier de l'espace urbain ; Acquisition des moyens de transports pour la décharge municipale	50 000 000 15 000 000 5 000 000
SOUS TOTAL 2		70 000 000
Total investissement		234300000
<u>Fonctionnement</u>		
Recrutement de prestataires pour l'organisation des		
Total fonctionnement		
Imprévus (10%)		6 430 000
TOTAL SECTEUR		<u>240 730 000</u>

CADRE LOGIQUE DU SECTEUR 9 : AFFAIRES SOCIALES

PROBLEME : FAIBLE EPANOUISSEMENT DES PERSONNES VULNERABLES DANS LA COMMUNE

STRATEGIE		INDICATEURS PAR NIVEAU DE LA STRATEGIE ET SOURCES		SUPPOSITIONS	INDICATEURS DE SUPPOSITION ET SOURCES	
NIVEAUX	FORMULATIONS	INDICATEURS OBJECTIVEMENT VERIFIABLE (IOV)	SOURCES		INDICATEUR	SOURCES
Objectif supérieur (DSCE)	Promouvoir la solidarité nationale et résorber les décalages entre les femmes et les hommes dans les groupes sociaux afin de préserver la paix sociale	- Taux d'implication et de réinsertion de chaque groupe de populations vulnérables ; - Indice de satisfaction de la réduction des discriminations envers certains groupes vulnérables, marginaux/marginalisés.	Document de Stratégie pour la croissance et l'emploi (DSCE)	Le pays bénéficie d'une stabilité sociopolitique (paix)	/	/
Objectif sectoriel stratégique	Faciliter l'épanouissement des personnes vulnérables dans la Commune de Moloundou	Nombre de personnes vulnérables et marginales encadrées	- Enquête ménages, - Rapport d'activités sectorielles - Autoévaluation au niveau de la Commune - Banque de données de la Commune - Rapports de suivi évaluation	- Les appuis divers sont déployés pour soutenir la production dans les filières agricole - Les populations appuient les efforts de la Mairie	- Nombre d'appui déployés	Enquêtes auprès des ménages Rapports obtenus auprès des sectoriels
Objectifs spécifiques	1. Faciliter l'accès des personnes vulnérables aux services sociaux	Type d'encadrement, et appuis divers dispensés	Rapport des services techniques	- Stabilité sociale maintenue	- Nombre d'appui	Enquêtes auprès des

	de base ; 2. Assurer une couverture sociale et sanitaire à toutes les couches de la population notamment les plus vulnérables 3. Améliorer l'accès des groupes à vulnérabilité spécifiques et conjoncturelles aux services d'action sociale 4. Faciliter l'autonomisation économique des personnes vulnérables	aux personnes vulnérables de la commune	- Rapport des programmes/projets de développement	- Programme de relance économique poursuivi - Absence de crise économique	déployés	ménages Rapports obtenus auprès des sectoriels
Activités principales					Cadre estimatif	
RESULTATS 1 Faciliter l'accès des personnes vulnérables aux services sociaux de base	1.1. Construction d'une délégation du MINAS à Moloundou 2.2.Revalorisation des mécanismes traditionnels de solidarité et d'entraide par l'accompagnement des personnes socialement vulnérables (PSV) par la mise en place des associations par catégorie (Baka, personnes âgées, handicapés...) dans chaque village de la Commune 1.2. Renforcement des dispositifs de gratuité et de subventionnement des services de soins de santé ; 1.3.Mise sur pied des stratégies de transferts directs (matériels ou financiers) aux personnes vulnérables et /ou indirects (gratuité de certains services, exemption) ;				35 000 000 PM 500 000 PM	
SOUS TOTAL 1					35 500 000	
RESULTAT 2 une couverture	2.1. Mise en place d'une mutuelle de santé et d'assistance sociale (MUSAS) au profit des personnes vulnérables à Moloundou				PM 1 500 000	

sociale et sanitaire à toutes les couches de la population notamment les plus vulnérables est assurée	2.1. Elaboration d'un fichier des personnes vulnérables de toute la Commune ;	1 000 000
	2.3. Sensibilisation de la population au profit des personnes vulnérables ;	1 000 000
	2.4. Organisation des réunions de sensibilisation des populations sur le travail des enfants et les méfaits du phénomène d'enfant dans la rue	25 000 000
	2.5. Constitution des actes de naissance pour les Baka qui n'en disposent pas ;	1 000 000
	2.6. Mise en œuvre du plan stratégique communal de prévention des incapacités et de lutte contre les fléaux sociaux par :	150 000
	2.6.1. L'organisation des causeries éducatives sur la prévention des risques et fléaux sociaux dans les établissements scolaires et les villages ;	250 000
	2.6.2. Organisation de la diffusion radio des émissions mensuelles sur les problèmes sociaux ;	200 000
	2.7. Mise en place d'une stratégie de lutte contre le phénomène des enfants de la rue (EDR) ;	150 000
	2.8. Accompagnement psychosocial des personnes socialement vulnérables ;	300 000
	2.9. Appui à la célébration des journées mondiales dédiées aux populations vulnérables	600 000
SOUS TOTAL 2		31 100 000
RESULTAT 3 l'accès des groupes à vulnérabilité spécifiques et conjoncturelles aux services d'action sociale est amélioré	Distribution des manuels scolaires aux enfants de parents défavorisés par catégorie (Baka, handicapés moteurs, personnes âgées...)	1 000 000
	3.2. Ouverture des cantines scolaires dans les écoles accueillant des enfants Baka (EPP de Kika, Mambélé, Yenga doucement, Moloundou Groupes 1 et 2, Ndong, Banana, Ngulili 1.	25 000 000
	3.3. Instauration des bourses scolaires aux enfants Baka scolarisés tant dans le primaire que dans le secondaire à travers la Commune ;	5 000 000
	3.4. Elaboration d'un manuel de procédures d'octroi des semences et autres intrants agricoles ou pastoraux et halieutiques aux personnes vulnérables ;	10 000 000
	3.5. Construction et équipement du centre social de Moloundou ;	
3.6. Construction de 04 infirmeries scolaires dont 01 pour les écoles publiques Groupe 1&2 du Quartier Administratif, 01 à l'EPP de Kika, 01 à l'EPP de Mambélé, et 01 à l'école EPP de Yenga doucement.		
SOUS TOTAL 3		41 000 000
RESULTAT 4 l'autonomisation économique des	4.1. Renforcement des initiatives d'autonomisation des personnes vulnérables par l'octroi d'appui aux personnes vulnérables et les femmes	5 000 000
	4.2. Mise sur pied des programmes et projets d'emplois-jeunes et d'insertion socio professionnelle des personnes	500 000

personnes vulnérables est facilitée	vulnérables et des femmes dans la Commune ; 4.3. Renforcement et/ou redynamisations des mesures d'insertion économiques des personnes vulnérables : handicapés et Baka par la création et la dynamisation d'un partenariat MINAS/FNE	5 000 000
SOUS TOTAL 4		<u>10 500 000</u>
Total investissement		<u>118 100 000</u>
<u>Fonctionnement</u>		
<i>Recrutement de prestataires pour l'organisation des</i>		
Total fonctionnement		
Imprévus (10%)		<u>8 350 000</u>
TOTAL SECTEUR		<u>126 450 000</u>

CADRE LOGIQUE DU SECTEUR 10 : FEMME ET FAMILLE

PROBLEME : FAIBLE EPANOUISSEMENT DE LA FEMME ET DE LA FAMILLE DANS LA COMMUNE

STRATEGIE		INDICATEURS PAR NIVEAU DE LA STRATEGIE ET SOURCES		SUPPOSITIONS	INDICATEURS DE SUPPOSITION ET SOURCES	
NIVEAUX	FORMULATIONS	INDICATEURS OBJECTIVEMENT VERIFIABLE (IOV)	SOURCES		INDICATEUR	SOURCES
Objectif supérieur (DSCE)	Promouvoir l'épanouissement de la cellule familiale et la participation communautaire et des droits civiques et politiques de la femme, faciliter la formation de la femme et de la jeune fille sur ses droits civiques et politiques et promouvoir l'approche genre dans toutes les activités et prises de décision	- Nombre des familles ayant reçu une bonne éducation sociale ; Niveau de sensibilité genre dans l'éducation familiale.	Document de Stratégie pour la croissance et l'emploi (DSCE)	Les appuis divers sont déployés pour soutenir la production dans les filières agricole Aides et secours aux familles nécessiteuses et indigentes	Nombre d'appui déployés	Enquête INS, ECAM

Objectif sectoriel stratégique	Faciliter l'épanouissement de la femme et de la famille dans la Commune	- Nombre de structures créées et opérationnelles ; - Degré d'autonomisation des femmes ; - Niveau d'implication des femmes dans le processus de prise de décisions ; - Sanctions à l'encontre des contrevenants	- Enquête ménages, Rapport d'activités sectorielles - Autoévaluation au niveau de la Commune - Banque de données de la Commune - Rapports de suivi évaluation	- Les appuis divers sont déployés pour soutenir la production dans les filières agricole - Les populations appuient les efforts de la Mairie	- Nombre d'appui déployés	Enquêtes auprès des ménages Rapports obtenus auprès des sectoriels
Objectifs spécifiques	1. Renforcer l'encadrement et l'appui en faveur des femmes 2. Renforcer la cohésion au sein des familles	- Nombre d'associations féminines encadrées - Nombre d'infrastructures d'encadrement des femmes et de la famille aménagées ou construites et équipés ; - Nombre de personnes sensibilisé sur les droits de la femme et de la famille ; - Nombre de CPFF équipés - Qualité et fonctionnalité des équipements des CPFF	▪ Rapport des services techniques ▪ Rapport des programmes/projets de développement	Stabilité sociale maintenue Programme de relance économique poursuivi Absence de crise économique	Nombre et type d'Activités principales d'appui à la Commune	Enquêtes auprès des ménages Rapports obtenus auprès des sectoriels

RESULTATS 1 : LES UNIONS FORMALISEES PAR UN ACTE OFFICIEL SONT RENDUES PLUS COURANTES

Activités principales		Cadre estimatif
RESULTAT 1	1.1. Recensement des unions libres de chaque village	1 000 000
Renforcer l'encadrement et	1.2. Organisation de 02 campagnes annuelles de mariages collectifs dans la Commune ;	PM
	1.3. Organisation de 02 sessions de sensibilisation et formation des populations sur la nécessité de lever les blocages	1 000 000

l'appui en faveur des femmes	traditionnels qui empêchent les jeunes de légaliser leurs unions ; 1.4. Mise en place et opérationnalisation d'un système d'enregistrement des naissances dans chaque village ; 1.5. Identification des enfants sans actes de naissance de la Commune et sollicitation du maire pour l'établissement groupé des actes de naissance;	PM 500 000
SOUS TOTAL 1		2 500 000
RESULTAT 2 Renforcer la cohésion au sein des familles	1.1. construction et l'équipement d'un CPFF à Moloundou ; 1.2. Organisation des causeries éducatives sur le mariage et les grossesses précoces ; 1.3. Organisation et structuration de 30 groupes de femmes à travers la Commune ; Organisation de trois ateliers de formation des femmes aux AGR	100 000 000 500 000 1 000 000 3 000 000
SOUS TOTAL 2		103 500 000
Total investissement		106 000 000
<u>Fonctionnement</u> <i>Recrutement de prestataires pour l'organisation des</i> Total fonctionnement Imprévus (10%)		 5 000 000
TOTAL SECTEUR		<u>111 000 000</u>

CADRE LOGIQUE DU SECTEUR 11 : ART ET CULTURE

PROBLEME : DIFFICULTE A PROMOUVOIR LES VALEURS CULTURELLES DE LA COMMUNE DE MOLOUNDOU

STRATEGIE		INDICATEURS PAR NIVEAU DE LA STRATEGIE ET SOURCES		SUPPOSITIONS	INDICATEURS DE SUPPOSITION ET SOURCES	
NIVEAUX	FORMULATIONS	INDICATEURS OBJECTIVEMENT VERIFIABLE (IOV)	SOURCES		INDICATEUR	SOURCES
Objectif supérieur (DSCE)	Permettre aux populations de satisfaire leurs besoins essentiels, de jouir de leurs droits fondamentaux et d'assumer leurs devoirs	Part du secteur dans le PIB	Document de Stratégie pour la croissance et l'emploi (DSCE)	Les appuis divers sont déployés pour soutenir la promotion des	Nombre d'appui déployés	Enquête INS, ECAM

				activités culturelles		
Objectif sectoriel stratégique	Faciliter la promotion des valeurs culturelles de la Commune de xx	▪ Nombre et types d'activité de promotion culturelle	- Enquête ménages, - Rapport d'activités sectorielles - Autoévaluation au niveau de la Commune - Banque de données de la Commune - Rapports de suivi évaluation	- Les appuis divers sont déployés pour soutenir la culture ; - Les populations appuient les efforts de la Mairie	- Nombre d'appui déployés	Enquêtes auprès des ménages Rapports obtenus auprès des sectoriels
Objectifs spécifiques	1. Promouvoir et valoriser le patrimoine culturel et artistique de la Commune ; 2. Contribuer à la création de nouveaux espaces de valorisation et de vulgarisation du patrimoine culturel et artistique de la Commune ;	▪ Nombre de foyers communautaires construits ▪ Nombre de groupes culturels appuyés ; ▪ Nombre de festival culturel annuel organisé ; ▪	▪ Rapport des services techniques ▪ Rapport des programmes/projets de développement	- Stabilité sociale maintenue - Programme de relance économique poursuivi - Absence de crise économique	Nombre et type d'Activités principales d'appui à la Commune	Enquêtes auprès des ménages Rapports obtenus auprès des sectoriels
1. : INFRASTRUCTURES DE DIFFUSION DE DE LA RICHESSE CULTURELLE Construire des						
Activités principales					Cadre estimatif	
RESULTAT 1 Promouvoir et valoriser le patrimoine culturel et artistique de la Commune ;	1.1. Construction et/ou réhabilitation des infrastructures de diffusion et de partage de la riche à raison de : 1.1.1. construction et équipement de 30 foyers communautaires Baka-Bantou à raison d'un foyer par village et au campement Baka Gbiné, 1.1.2. Réhabilitation et équipement du foyer culturel Baka 1.1.3. Construction et équipement d'une bibliothèque municipale à Moloundou 1.1.4. Affectation d'un gestionnaire de la Bibliothèque municipale ; 1.1.5. Création et construction d'un musée dans chaque canton					450 000 000 25 000 000 35 000 000

1.1.6.	Appui à la célébration des journées culturelles (Arts et cultures, la musique, la langue maternelle, le bilinguisme, Etc.) dans la commune de Moloundou		2 000 000
1.1.7.	Appui à l'organisation annuelle du concours littéraire et artistique de l'arrondissement de de Moloundou ;		2 000 000
1.1.8.	Appui à la structuration des organisations de promotion culturelle		3 000 000
1.1.9.	Recrutement d'un agent communal chargé de l'animation et du suivi des activités culturelles		1 200 000
1.1.10.	Organisation d'une session annuelle de promotion et d'échange sur la paix, le vivre ensemble et le multiculturalisme dans la commune de Moloundou		2 000 000
1.1.11.	Organisation d'un forum de présentation des projets/programmes de promotion de l'activité culturelle		2 000 000
1.1.12.	Formation de l'agent communal chargé de l'animation et du suivi de bibliothèque municipale de Moloundou		1 000 000
1.1.13.	Encadrement et suivi des artistes hommes/femmes cultures et promoteurs culturels de la commune de de Moloundou		500 000
1.1.14.	Appui à la création, la formalisation et au suivi des associations culturelles de la commune de de Moloundou		500 000
1.1.15.	Appui à la formation, la fabrication des objets d'arts et à la transformation des matériaux culturels locaux		2 000 000
1.1.16.	Mise en place d'un fonds de promotion de la culture de de Moloundou		300 000
1.1.17.	Fonctionnement de l'ensemble culturel communal (d'un ballet traditionnel, théâtre, fanfare, musique.....) de la commune de Moloundou		2 000 000
1.1.18.	Appui aux associations culturelles de la commune de Moloundou		2 000 000
1.1.19.	Appui à l'organisation annuelle d'un festival culturel dans la commune		3 000 000
1.1.20.	Elaboration du fichier du patrimoine culturel de la commune de Moloundou		1 000 000
1.1.21.	Appui à la formation des agents communaux chargés de l'animation, du développement et du suivi des infrastructures socioculturelles		500 000
1.1.22.	Appui à la participation au programme régional de promotion des langues nationales		500 000
SOUS TOTAL 1			<u>535 500 000</u>

RESULTAT 2	2.1. Construction et équipement de 29 foyers culturels dans la commune de Moloundou		435 000 000
	2.2. Construction de 01 centre culturel dans la commune à Moloundou ville		50 000 000
	2.3. Construction et équipement de bibliothèques municipales équipé d'une salle multi fonctionnelle au quartier administratif de la commune de Moloundou ;		35 000 000
	2.4. Construction et équipement d'un bâtiment abritant la délégation d'arrondissement des Arts et de la culture		30 000 000
	2.5. Réhabilitation des chefferies traditionnelles de l'arrondissement de Moloundou ;		87 000 000
	2.6. Aménagement/Réhabilitation des cases à palabres au niveau des chefferies traditionnelles de la commune de Moloundou ;		15 000 000
	2.7. Construction de monuments à Moloundou ;		10 000 000
	2.8. Elaboration de la carte culturelle de Moloundou		1 000 000
	2.10. Elaboration d'un fichier des danses traditionnelles de l'arrondissement de Moloundou ;		500 000
	2.11. Plaidoyer pour une assistance dans la traduction de la langue Baka (INVENTORIER ET FAIRE UN PLAIDOYER POUR ASSISTANCE DANS LA TRADUCTION DES LANGUES DANS L'ARRONDISSEMENT DE MOLOUNDOU)		100 000
	2.12. Accompagnement à la mise sur pied d'associations culturelles dans chaque village		1 450 000
	2.13. Réhabilitation des forêts sacrées		PM
	SOUS TOTAL 2		<u>615 050 000</u>
Total investissement			<u>1150550000</u>
<u>Fonctionnement</u>			
<i>Recrutement de prestataires pour l'organisation des</i>			<u>PM</u>
Total fonctionnement			
Imprévus (10%)			<u>115 055 000</u>
TOTAL SECTEUR			<u>1 265 705 000</u>

CADRE LOGIQUE DU SECTEUR 12 : PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, DE L'ECONOMIE SOCIALE ET DE L'ARTISANAT
PROBLEME : DIFFICULTÉ À PROMOUVOIR LES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, L'ÉCONOMIE SOCIALE ET L'ARTISANAT
DANS LA COMMUNE DE

STRATEGIE		INDICATEURS PAR NIVEAU DE LA STRATEGIE ET SOURCES		SUPPOSITIONS	INDICATEURS DE SUPPOSITION ET SOURCES	
NIVEAUX	FORMULATIONS	INDICATEURS OBJECTIVEMENT VERIFIABLE (IOV)	SOURCES		INDICATEUR	SOURCES
Objectif supérieur (DSCE)	Améliorer l'environnement des affaires et la compétitivité des entreprises locales	Niveau de compétitivité des entreprises locales	Document de Stratégie pour la croissance et l'emploi (DSCE)	Les appuis divers sont déployés pour soutenir la production dans les filières agricole	Nombre d'appui déployés	Enquête INS, ECAM
Objectif sectoriel stratégique	Faciliter le développement des petites et moyennes entreprises, l'économie sociale et l'artisanat dans la Commune de la Commune de Moloundou	- Part du secteur dans l'économie locale - Qualité de l'environnement institutionnel, juridique et réglementaire propice au développement de l'entrepreneuriat privé	- Enquête ménages, - Rapport d'activités sectorielles - Autoévaluation au niveau de la Commune - Banque de données de la Commune - Rapports de suivi évaluation	- Les appuis divers sont déployés pour soutenir la production dans les filières agricole - Les populations appuient les efforts de la Mairie	- Nombre d'appui déployés	Enquêtes auprès des ménages Rapports obtenus auprès des sectoriels
Objectifs spécifiques	1. Assurer la maîtrise des contraintes locales au développement des PMEESA ;	- Nombre de PME locales créés ; - Nombre de village	- Rapport des services techniques - Rapport des	1. Stabilité sociale maintenue 2. Programme de	4. Nombre et type d'Activité	Enquêtes auprès des ménages

	2. Améliorer les capacités organisationnelles, techniques et financières des promoteurs des PMEESA	artisanal communal créé ; - Nombres d’artisans appuyés - Nombre de foire artisanale annuelle organisée	programmes/projets de développement	relance économique poursuivi 3. Absence de crise économique	s principale s d’appui à la Commune	Rapports obtenus auprès des sectoriels
Activités principales					Cadre estimatif	
					Quantité	Coûts
RESULTATS 1 La maîtrise des contraintes locales au développement des PMEESA est assurée ;	1.1. Couverture de la Commune en énergie électrique et principalement des zones d’exploitation ; 2.1. Désenclavement des zones de production; 2.2. La couverture par les réseaux téléphoniques de la Commune ; 2.3. Les matières premières sont disponibles ;					PM PM PM PM
SOUS TOTAL 1						-
RESULTAT 2 Les capacités organisationnelles , techniques et financières des promoteurs des PMEESA sont Améliorées	2.4. Promotion par les services de ce secteur des différents types d’opportunités en matière de création de PME dans les activités du primaire dans la Commune ; 2.5. Promotion par les services compétents de ce secteur des filières, métiers et produits de l’artisanat 2.6. Organisation de 04 sessions de formation des volontaires créateurs de PME aux techniques de montage des projets 2.7. La procédure de création des entreprises est vulgarisée ;.. 2.8. Organisation de foires annuelles de l’artisanat à Moloundou sur 5 ans jusqu’en 2023 ; 2.9. Identification et sollicitation des promoteurs du secteur dans la Commune pour un partenariat ; 2.10. Octroi des appuis techniques et financiers aux jeunes promoteurs potrteurs de projets bancables					500 000 500 000 2 000 000 100 000 500 000 500 000
SOUS TOTAL 2						3 100 000
Total investissement					3 100 000	
Fonctionnement						
Recrutement de prestataires pour l’organisation des					PM	

Total fonctionnement	
Imprévis (10%)	<u>310 000</u>
TOTAL SECTEUR	3 400 000

CADRE LOGIQUE DU SECTEUR 13 : MINES, INDUSTRIE ET DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE

PROBLEME : DIFFICULTE A VALORISER LE POTENTIEL MINIER, INDUSTRIEL ET TECHNOLOGIQUE LOCAL

STRATEGIE		INDICATEURS PAR NIVEAU DE LA STRATEGIE ET SOURCES		SUPPOSITIONS	INDICATEURS DE SUPPOSITION ET SOURCES	
NIVEAUX	FORMULATIONS	INDICATEURS OJECTIVEMENT VERIFIABLE (IOV)	SOURCES		INDICATEUR	SOURCES
Objectif supérieur (DSCE)	Assurer l'industrialisation à travers la transformation et la valorisation des matières premières locales et la promotion des exportations	Part du secteur dans le PIB.	Document de Stratégie pour la croissance et l'emploi (DSCE)	Les appuis divers sont déployés pour soutenir la production dans les filières agricole	Nombre d'appui déployés	Enquête INS, ECAM
Objectif sectoriel stratégique	Faciliter la valorisation du potentiel minier, industriel et technologique de la Commune	- Part du secteur minier dans l'économie locale -	- Enquête ménages, - Rapport d'activités sectorielles - Autoévaluation au niveau de la Commune - Banque de données de la Commune - Rapports de suivi évaluation	- Les appuis divers sont déployés pour soutenir la production dans les filières agricole - Les populations appuient les efforts de la Mairie	- Nombre d'appui déployés	Enquêtes auprès des ménages Rapports obtenus auprès des sectoriels
Objectifs spécifiques	1. Assurer la maîtrise des contraintes locales au développement du Secteur 2. Valoriser le potentiel local dans	▪ Accroissement de l'exploitation et des rendements des sable et autres ressources naturelles	▪ Rapport des services techniques ▪ Rapport des programmes/projets	Stabilité sociale maintenue Programme de relance économique	Nombre et type d'Activités principales	Enquêtes auprès des ménages Rapports

	les domaines des mines, de l'industrie et du développement technologique	et minières ; ■ Nombre d'acteurs du secteur minier organisé ; ■ Nombre d'artisans minier renforcé ; ■ Nombre de carrière de sable exploitée ■ Nombre de carrière disposant d'une piste d'accès entretenue ■ Nombre de km de piste aménagés	de développement	poursuivi Absence de crise économique	d'appui à la Commune	obtenus auprès des sectoriels
Activités principales						Cadre estimatif
RESULTAT 1 Assurer la maîtrise des contraintes locales au développement du Secteur	1.1. Organisation d'achat groupé du matériel adéquat d'exploitation des carrières 1.2. Formation des groupes organisés sur les techniques d'aménagement des bas-fonds 1.3. Création et structuration des associations de mineurs ou d'exploitants de carrières ; 1.4. Plaidoyer pour le recrutement des mineurs locaux par les sociétés minières étrangères 1.5. Formation des artisans miniers aux lois en vigueur sur l'exploitation des ressources minières ; 1.6. Identification du potentiel minier de la commune 1.7. Aménagement des voies d'accès aux carrières de sable et de pierre de la Commune; 1.8. Vulgarisation des textes de lois régissant l'exploitation des ressources de la Commune 1.9. Organisation des formations techniques dans le cadre du développement technologique en faveur des jeunes de la Commune					200 000 1 000 000 200 000 100 000 2 000 000 2 000 000 15 000 000 PM 500 000
SOUS TOTAL 1						<u>21 000 000</u>
RESULTAT 2 Le potentiel local dans les domaines des mines, de l'industrie et du	2.1. Recensement des exploitants et artisans miniers brevetés de la Commune de Moloundou ; 2.2. Appui financier aux exploitants reconnus ; 2.3. Appui à la mise en place d'une stratégie d'écoulement des produits miniers (Sable, pierre....)					500 000 PM 500 000

développement technologique est valorisé		
SOUS TOTAL 2		1 000 000
Total investissement		22 000 000
<u>Fonctionnement</u>		
<i>Recrutement de prestataires pour l'organisation des</i>		
Total fonctionnement		
Imprévus (10%)		2 200 000
TOTAL SECTEUR		<u>24 200 000</u>

CADRE LOGIQUE DU SECTEUR 14 : TOURISME

PROBLEME : DIFFICULTE DE DEVELOPPEMENT DES ACTIVITES TOURISTIQUES ET D'ACCES AUX LOISIRS

STRATEGIE		INDICATEURS PAR NIVEAU DE LA STRATEGIE ET SOURCES		SUPPOSITIONS	INDICATEURS DE SUPPOSITION ET SOURCES	
NIVEAUX	FORMULATIONS	INDICATEURS OBJECTIVEMENT VERIFIABLE (IOV)	SOURCES		INDICATEUR	SOURCES
Objectif supérieur (DSCE)	Développer les produits touristiques camerounais pour faire du Cameroun une destination touristique	- Nombre de touristes internationaux par an (au moins 1000 000) ; - Nombre de touristes internes ; - Nombre de sites touristiques aménagés et normalisés ; - VA touristique / VA totale ;	Document de Stratégie pour la croissance et l'emploi (DSCE)	Les appuis divers sont déployés pour soutenir la production dans les filières agricole	Nombre d'appui déployés	Enquête INS, ECAM

Objectif sectoriel stratégique	Faciliter le développement des activités touristiques et d'accès aux loisirs	- Nombre de touristes internationaux par an ; - Nombre de touristes internes ; - Nombre de sites touristiques aménagés et normalisés ; - VA touristique / VA totale	- Enquête ménages, - Rapport d'activités sectorielles - Autoévaluation au niveau de la Commune - Banque de données de la Commune - Rapports de suivi évaluation	- Les appuis divers sont déployés pour soutenir la production dans les filières agricole - Les populations appuient les efforts de la Mairie	- Nombre d'appui déployés	Enquêtes auprès des ménages Rapports obtenus auprès des sectoriels
Objectifs spécifiques	1. Evaluer et vulgariser le potentiel touristique de la Commune ; 2. Promouvoir les activités touristiques et de loisirs dans la Commune ; 3. Améliorer les infrastructures de tourisme et d'accompagnement touristique ;	▪ Niveau d'attraction de la commune ▪ Nombre de site touristiques potentiels identifiés et reconnus comme tels; ▪ Nombre de sites aménagés ▪ % de la population jouissant de l'exercice dans les activités touristiques ;	▪ Rapport des services techniques ▪ Rapport des programmes/projets de développement	1. Stabilité sociale maintenue 2. Programme de relance économique poursuivi 3. Absence de crise économique	4. Nombre et type d'Activités principales d'appui à la Commune	Enquêtes auprès des ménages Rapports obtenus auprès des sectoriels
Activités principales						Cadre estimatif
RESULTATS 1 Le potentiel touristique de la Commune est évalué et vulgarisé		1.1. Identification et élaboration d'un fichier des potentialités touristiques exploitables de la Commune ; 1.2. Elaboration d'une carte touristique de la Commune disponible en toutes version papier ou électronique)			500 000 500 000	
SOUS TOTAL 1						1 000 000
RESULTAT 2 La promotion des activités touristiques et de loisirs dans la		2.1. Construction et équipement d'une délégation du MINTOUL à Moloundou ; 2.2. Mise sur pied d'un site WEB sur les potentialités de la Commune de Moloundou			35 000 000 2 000 000	

Commune est assurée		
SOUS TOTAL 2		37 000 000
RESULTAT 3 Les infrastructures de tourisme et d'accompagnement touristique sont améliorées ;	2.3. Viabiliser les sites et centre touristiques tels que 2.3.1. Le cimetière allemand ; 2.3.2. Les abords de la rivière Ngoko à Moloundou et Kika, 2.3.3. Aménagement des îles et abords de la Sangha à Lobo (Socambo), 2.4. Construction des voies d'accès aux sites touristiques de 2.5. Sensibilisation des populations sur la nécessité de préserver et entretenir le patrimoine touristique de la Commune. 2.6. Construction des structures d'accueil décentes dans la Commune 2.7. Identification des sites touristiques à aménager et aménagement de ceux-ci 2.8. Création et construction d'un centre de loisirs à Moloundou	15 000 000 30 000 000 30 000 000 500 000 1 000 000 100 000 000 500 000 50 000 000
SOUS TOTAL 3		<u>231 500 000</u>
Total investissement		<u>269 500 000</u>
<u>Fonctionnement</u> <i>Recrutement de prestataires pour l'organisation des</i> Total fonctionnement Imprévus (10%)		 <u>47 800 000</u>
TOTAL SECTEUR		<u>317 300 000</u>

CADRE LOGIQUE DU SECTEUR 15 : COMMUNICATION

PROBLEME : DIFFICULTE D'ACCES A L'INFORMATION ET A LA COMMUNICATION DE MASSE DANS LA COMMUNE DE MOLOUNDOU

STRATEGIE		INDICATEURS PAR NIVEAU DE LA STRATEGIE ET SOURCES		SUPPOSITIONS	INDICATEURS DE SUPPOSITION ET SOURCES	
NIVEAUX	FORMULATIONS	INDICATEURS OBJECTIVEMENT VERIFIABLE (IOV)	SOURCES		INDICATEUR	SOURCES

Objectif supérieur (DSCE)	Développer les infrastructures de communication pour contribuer à la création d'un espace économique intégré et viable	% de la population ayant l'accès facile à l'information	Document de Stratégie pour la croissance et l'emploi (DSCE)	Les appuis divers sont déployés pour soutenir la production dans les filières agricole	Nombre d'appui déployés	Enquête INS, ECAM
Objectif sectoriel stratégique	Améliorer l'accès à l'information et à la communication de masse	- Nombre de personnes ayant un accès facile à l'information - Nombre d'infrastructures de communication existantes dans la commune ; ▪	- Enquête ménages, - Rapport d'activités sectorielles - Autoévaluation au niveau de la Commune - Banque de données de la Commune - Rapports de suivi évaluation	- Les appuis divers sont déployés pour soutenir la production dans les filières agricole - Les populations appuient les efforts de la Mairie	- Nombre d'appui déployés	Enquêtes auprès des ménages Rapports obtenus auprès des sectoriels
Objectifs spécifiques	1. Améliorer la couverture de l'espace communal par les signaux de communication ; 2. Améliorer l'accès à l'information et à l'éducation de masse dans la Commune	- proportion des populations ayant un accès facile à la communication de proximité - Existence d'une radio communale - Taux de pénétration de la presse écrite et des TIC	▪ Rapport des services techniques ▪ Rapport des programmes/projets de développement	Stabilité sociale maintenue Programme de relance économique poursuivi Absence de crise économique	Nombre et type d'Activités principales d'appui à la Commune	Enquêtes auprès des ménages Rapports obtenus auprès des sectoriels
: LA COMMUNE EST DESENCLAVE SUR LE PLAN COMMUNICATIONNEL						
Activités principales					Cadre estimatif	
					Quantité	Coûts
RESULTATS 1 la couverture de l'espace communal par les signaux	1.1. Extension de la portée du signal de la radio communale; 1.2. Construction et installation de 04 antennes relais dont une à Ndjou, 01 à Nguilili, 01 à Mambélé et 01 Mbatéka					10 000 000 PM

de communication est améliorée			
SOUS TOTAL 1			10 000 000
RESULTAT 2 l'accès à l'information et à l'éducation de masse dans la Commune est amélioré	2.1. Mise sur pied d'une stratégie communale pour faciliter l'accès aux moyens de communication de masse (presse écrite, panneaux publicitaires, et babillards		PM
SOUS TOTAL 2			10 000 000
Total investissement			<u>20 000 000</u>
<u>Fonctionnement</u>			
<i>Recrutement de prestataires pour l'organisation des</i>			
Total fonctionnement			<u>5 000 000</u>
Imprévus (10%)			<u>1 000 000</u>
TOTAL SECTEUR			<u>26 000 000</u>

CADRE LOGIQUE DU SECTEUR 16 : DOMAINES ET AFFAIRES FONCIERES

PROBLEME : DIFFICULTÉ POUR LES POPULATIONS D'ACCÉDER À LA PROPRIÉTÉ IMMOBILIÈRE ET FONCIÈRE DANS LA COMMUNE DE COMMUNE DE MOLOUNDOU

STRATEGIE		INDICATEURS PAR NIVEAU DE LA STRATEGIE ET SOURCES		SUPPOSITIONS	INDICATEURS DE SUPPOSITION ET SOURCES	
NIVEAUX	FORMULATIONS	INDICATEURS OBJECTIVEMENT VERIFIABLE (IOV)	SOURCES		INDICATEUR	SOURCES
Objectif supérieur (DSCE)	Permettre aux populations de satisfaire leurs besoins essentiels, de jouir de leurs droits fondamentaux et d'assumer leurs devoirs	Pourcentage de la population ayant accès aux titres fonciers	Document de Stratégie pour la croissance et l'emploi (DSCE)	Les appuis divers sont déployés pour soutenir la production dans les filières agricole	Nombre d'appui déployés	Enquête INS, ECAM

Objectif sectoriel stratégique	Facilité l'accès durable aux terres et immobiliers dans la Commune	- Nombre de personnes ayant accès au titre foncier	- Enquête ménages, - Rapport d'activités sectorielles - Autoévaluation au niveau de la Commune - Banque de données de la Commune - Rapports de suivi évaluation	- Les appuis divers sont déployés pour soutenir la production dans les filières agricole - Les populations appuient les efforts de la Mairie	- Nombre d'appui déployés	Enquêtes auprès des ménages Rapports obtenus auprès des sectoriels
Objectifs spécifiques	1. Vulgariser la procédure d'obtention du titre foncier et le statut juridique des terres ou domaines (publique ou privé de l'Etat par ex,) 2. Créer des réserves foncières communale et communautaires ; 2. Sécuriser les terrains sur lesquels sont bâtis les structures publiques (Hôtel de ville, Etablissements scolaires, structures sanitaires,...)	▪ Mécanismes existants en vue de la sécurisation des espaces acquis et/ou occupés ▪ Importance des terrains appartenant à la commune ; ▪ Nombre de lots aménagés par la commune et prêts à la vente aux particuliers et entreprises ▪ Existence d'un point focal MINDAF opérationnel	▪ Rapport des services techniques ▪ Rapport des programmes/projets de développement	1. Stabilité sociale maintenue 2. Programme de relance économique poursuivi 3. Absence de crise économique	4. Nombre et type d'Activités principales d'appui à la Commune	Enquêtes auprès des ménages Rapports obtenus auprès des sectoriels
Activités principales						Cadre estimatif
RESULTATS 1 la procédure d'obtention du titre	1.1. Sensibilisation des populations sur les textes et procédures d'obtention du titre foncier ; 1.2. Organisation de 04 sessions de sensibilisation des populations sur de l'utilité de l'immatriculation des propriétés par les propriétaires de biens immobiliers					1 000 000 4 000 000

foncier et le statut juridique des terres ou domaines (public ou privé de l'Etat par ex,) est vulgarisée	1.3. Création d'un point focal du ministère des domaines et affaires foncières dans la Commune	PM
SOUS TOTAL 1		5 000 000
RESULTAT 2 Les réserves foncières communales et communautaires sont créées	2.1. Constitution et lotissement d'un patrimoine foncier de Hectares à travers la Commune pour la réalisation des projets d'utilité publics	50 000 000
SOUS TOTAL 2		50 000 000
RESULTAT 3 Les terrains sur lesquels sont bâtis les structures publiques (Hôtel de ville, Etablissements scolaires, structures sanitaires,...sont sécurisés	1.4. Sensibilisation des populations sur la nécessité de l'accès aux terres à tous pour le développement de la Commune	5 000 000
SOUS TOTAL 3		<u>5 000 000</u>
Total investissement		<u>60 000 000</u>
<u>Fonctionnement</u>		
<i>Recrutement de prestataires pour l'organisation des</i>		
Total fonctionnement		PM
Imprévus (10%)		<u>5 500 000</u>
TOTAL SECTEUR		<u>65 500 000</u>

CADRE LOGIQUE DU SECTEUR 17 : COMMERCE

PROBLEME : DIFFICULTE A DEVELOPPER DES ACTIVITES DE COMMERCE DANS LA COMMUNE

STRATEGIE		INDICATEURS PAR NIVEAU DE LA STRATEGIE ET SOURCES		SUPPOSITIONS	INDICATEURS DE SUPPOSITION ET SOURCES	
NIVEAUX	FORMULATIONS	INDICATEURS OJECTIVEMENT VERIFIABLE (IOV)	SOURCES		INDICATEUR	SOURCES
Objectif supérieur (DSCE)	Assurer de manière compétitive la présence des produits camerounais sur les marchés	Part des exportations dans le PIB Déficit de la balance commerciale	Document de Stratégie pour la croissance et l'emploi (DSCE)	Les appuis divers sont déployés pour soutenir la production dans les filières agricole	Nombre d'appui déployés	Enquête INS, ECAM
Objectif sectoriel stratégique	Faciliter le développement des activités de commerce dans la Commune	Nombre et types d'activités commerciales viables dans la Commune	- Enquête ménages, - Rapport d'activités sectorielles - Autoévaluation au niveau de la Commune - Banque de données de la Commune - Rapports de suivi évaluation	- Les appuis divers sont déployés pour soutenir la production dans les filières agricole - Les populations appuient les efforts de la Mairie	- Nombre d'appui déployés	Enquêtes auprès des ménages Rapports obtenus auprès des sectoriels
Objectifs spécifiques	1. Assurer la maîtrise des contraintes locales au développement du commerce ; 2. Organiser le secteur du commerce 3. Améliorer qualitativement et quantitativement les infrastructures et équipements de	▪ Types et mesures de facilitation des conditions d'exercice des activités commerciales ▪ nombre ou type de nouveaux équipements et infrastructures	▪ Rapport des services techniques ▪ Rapport des programmes/projets de développement ▪	1. Stabilité sociale maintenue 2. Programme de relance économique poursuivi 3. Absence de	5. Nombre et type d'Activités principales d'appui à la	Enquêtes auprès des ménages Rapports obtenus auprès des sectoriels

	commercialisations dans la Commune	commerciales acquises ; ▪ Permanence de la tenue des marchés périodiques ; ▪ Augmentation du prix au producteur ▪ Fonctionnement effectif des marchés impliqués		crise économique 4. Augmentation des revenus des producteurs	Commune 6. Nombre de marché groupés organisés	
Activités principales					Cadre estimatif	
					Quantité	Coûts
RESULTATS 1						
Les contraintes locales au développement du commerce sont maîtrisées	1.1. Couverture de la Commune et principalement des bassins de production (Ndongo.....) en énergie est assurée ; 1.2. Les zones de ravitaillement sont désenclavées ; 1.3. Assurer la couverture de la commune par les réseaux téléphoniques ;					300 000 000 250 000 000 PM
SOUS TOTAL 1						550 000 000
RESULTAT 2						
Organiser le secteur du commerce	Les commerçants sont mieux organisés pour mieux répondre à la demande et accroître leur revenu ; 2.25. Sensibilisation et information des commerçants de la Commune sur leurs obligations en rapport avec les lois fiscales ; 2.26. Sensibilisation et formation des organisations des commerçants sur les techniques de commercialisation (Recherche des débouchés, fixation des prix,...) ; 2.27. Accompagnement à la création et structuration d'une association de commerçants professionnels de la Commune de Moloundou					500 000 500 000 1 000 000
SOUS TOTAL						2 000 0000
RESULTAT 3						
Améliorer qualitativement et quantitativement les infrastructures et équipements de commercialisations dans la Commune	Equipement des marchés existants en équipements accessoires à raison de : 3.1. Construction d'un point d'eau (9M), d'un bloc de 02 latrines (3M), d'un dispositif de traitement des déchets (3M) au marché de Newtown ; 3.2. Construction d'un magasin (15 M), d'un point d'eau (9M), d'une clôture (8 M), d'un dispositif de déchets (3M) au marché frontalier de Socambo ; 2.9. Plaidoyer pour la création de 02 marchés périodiques à Yenga doucement et Mbangoyé 2, Makoka 1 2.10. Création d'un marché avec tous ses accessoires à Nguilili 1, Nguilili 2, Banana, Ndongo, sous-ayos, Katabanga et Aviation, et enfin à Mambélé Long train					15 000 000 35 000 000 100 000 150 000 000

	2.11. Création d'un magasin de stockage dans les villages pilotes de Nguilili 1 et Yenga		45 000 000
SOUS TOTAL 21-			797 100 000
Total investissement			797 100 000
Fonctionnement			PM
<i>Recrutement de prestataires pour l'organisation des</i>			
Total fonctionnement			79 710 000
Imprévus (10%)			
1.1. TOTAL SECTEUR			876 810 000

CADRE LOGIQUE DU SECTEUR 18 : TRANSPORT

PROBLEME : DIFFICULTÉ DE DÉPLACEMENT DES PERSONNES ET DES BIENS

STRATEGIE		INDICATEURS PAR NIVEAU DE LA STRATEGIE ET SOURCES		SUPPOSITIONS	INDICATEURS DE SUPPOSITION ET SOURCES	
NIVEAUX	FORMULATIONS	INDICATEURS OBJECTIVEMENT VERIFIABLE (IOV)	SOURCES		INDICATEUR	SOURCES
Objectif supérieur (DSCE)	Développer les infrastructures de transport pour contribuer à la création d'un espace économique intégré et viable	- % de la population ayant accès à l'information et aux services postaux	Document de Stratégie pour la croissance et l'emploi (DSCE)	Les appuis divers sont déployés pour soutenir la production dans les filières agricole	Nombre d'appui déployés	Enquête INS, ECAM
Objectif sectoriel stratégique	Améliorer les conditions de transport des personnes et des biens dans la Commune	Qualités des conditions de transport	- Enquête ménages, - Rapport d'activités sectorielles - Autoévaluation au niveau de la Commune - Banque de données	- Les appuis divers sont déployés pour soutenir la production dans les filières agricole - Les populations appuient les efforts	- Nombre d'appui déployés	Enquêtes auprès des ménages Rapports obtenus auprès des sectoriels

			de la Commune - Rapports de suivi évaluation	de la Mairie		
Objectifs spécifiques	1. Assurer la maîtrise des contraintes locales au développement de l'activité de transport ; 2. Développer les infrastructures et les facilités pour soutenir les activités de transports dans la Commune	▪ % de conducteurs automobiles et moto ayant un permis de conduire ▪ Le nombre de gare routières opérationnalisées ▪ Niveau d'harmonisation des transports commerciaux de la commune	▪ Rapport des services techniques ▪ Rapport des programmes/projets de développement	Stabilité sociale maintenue Programme de relance économique poursuivi Absence de crise économique	Nombre et type d'Activités principales d'appui à la Commune	Enquêtes auprès des ménages Rapports obtenus auprès des sectoriels
Activités principales / Idées de projets (Pour chaque résultat)					Cadre estimatif	
					Quantités	Coûts
RESULTAT 1 : La maîtrise des contraintes locales au développement de l'activité de transport est facilitée	1.1. Acquisition des pirogues à moteur de 08 Cv 1.2. Création et structuration d'une association de transporteur par moto 1.3. Remise en service du bac de traversée sur la rivière Boumba 1.4. Aménagement des quais de débarquement sur les fleuves Ngoko, Boumba et Sangha respectivement à Nola, Moloundou rivière, Kika, légoué, Ndongo, Tembè rivière, Adjala, Socambo, Mongokélé et à Mokoukou 1.5. Aménagement des gares routières à Moloundou, Kika, et Nguilili 1					3 000 000 100 000 20 000 000 250 000 000 60 000 000
SOUS TOTAL 1						333 100 000
RESULTAT 2 Les infrastructures et les facilités pour soutenir les activités de transports dans la	2.1. Construction des gares routières à Moloundou (7M), Kika(7M) et Nguilili 1 (7M) ; 2.2. Sensibiliser et/ou contraindre les conducteurs à se former et obtenir un permis de conduire ; 2.3. Construction d'une aire de repos pour gros porteurs à Socambo ainsi qu'à Mambélé ; 2.4. Incitation à la création d'une autoécole à Moloundou ; 2.5. Incitation à la création d'un centre de contrôle technique des véhicules à Moloundou ; 2.6. Remise sur pied du bac de traversée sur la Boumba ;					21 000 000 200 000 20 000 000 PM PM 10 000 000

Commune sont développées			
SOUS TOTAL 2			51 200 000
Total investissement			384 300 000
Fonctionnement			
<i>Recrutement de prestataires pour l'organisation des</i>			5 000 000
Total fonctionnement			
Imprévus (10%)			38 430 000
TOTAL SECTEUR			<u>427 730 000</u>

CADRE LOGIQUE DU SECTEUR 19 : POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

PROBLEME : DIFFICULTÉ D'ACCÈS AUX SERVICES OFFERTS PAR LES POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATION DANS LA COMMUNE

STRATEGIE		INDICATEURS PAR NIVEAU DE LA STRATEGIE ET SOURCES		SUPPOSITIONS	INDICATEURS DE SUPPOSITION ET SOURCES	
NIVEAUX	FORMULATIONS	INDICATEURS OBJECTIVEMENT VERIFIABLE (IOV)	SOURCES		INDICATEUR	SOURCES
Objectif supérieur (DSCE)	Développer les infrastructures postales, des télécommunications et des TIC pour contribuer à la création d'un espace économique intégré et viable	% de la population ayant accès à l'information et aux services postaux	Document de Stratégie pour la croissance et l'emploi (DSCE)	Les appuis divers sont déployés pour soutenir la production dans les filières agricole	Nombre d'appui déployés	Enquête INS, ECAM
Objectif sectoriel stratégique	Faciliter l'accès aux services offerts par les postes et télécommunication dans la Commune	- Nombre de personnes ayant accès au NTIC - Nombre de personnes ayant accès à la presse écrite	- Enquête ménages, - Rapport d'activités sectorielles - Autoévaluation au niveau de la Commune - Banque de données	- Les appuis divers sont déployés pour soutenir la production dans les filières agricole - Les populations appuient les efforts	- Nombre d'appui déployés	Enquêtes auprès des ménages Rapports obtenus auprès des sectoriels

			de la Commune - Rapports de suivi évaluation	de la Mairie		
Objectifs spécifiques	- Faciliter l'accès aux services postaux, de télécommunications et de TIC par la Commune - Améliorer l'offre des services dans le secteur de POSTEL ; - Construire/équiper des infrastructures de Télécom dans la Commune	- Existence des mécanismes d'accès aux services postaux - Existence des mécanismes d'accès à la presse écrite ; - Nombre de Télé centre Communautaire polyvalent construit et équipé ; - Nombre d'Antenne relais construites ; % de personne détenant un téléphone des différents opérateurs téléphonique ; % de la population ayant accès à l'internet	- Rapport des services techniques - Rapport des programmes/projets de développement	- Stabilité sociale maintenue - Programme de relance économique poursuivi - Absence de crise économique	Nombre et type d'Activités principales d'appui à la Commune	Enquêtes auprès des ménages Rapports obtenus auprès des sectoriels
: FACILITER LES COMMUNICATIONS TELEPHONIQUES ET L'ACCES A INTERNET SONT FACILITES						
Activités principales						Cadre estimatif
RESULTATS 1 L'accès aux services postaux, de télécommunications et de TIC par la Commune est facilité	- Construction et installation de 04 antennes relais dans les villages Nguillili 1, Mambélé, Ndjou et Mbatéka ; - Construction de 04 nouveaux point d'accès numériques dans la Commune à Kika, Mambélé, Yenga et Ndongu ;					20 000 000 10 000 000

SOUS TOTAL 1		30 000 000
RESULTAT 2 l'offre des services dans le secteur de POSTEL est améliorée	2.1. Formations et sensibilisation des populations sur les potentialités économiques offertes par le secteur des TIC.) ;	2 000 000
	2.2. Organisation des sessions annuelles de formations sur l'utilisation des TIC	1 000 000
	2-Facilitation de l'accès des populations aux téléphones et ordinateurs ;	PM
SOUS TOTAL 2		3 000 000
RESULTAT 3 Les infrastructures de Télécom sont construites ou équipées dans la Commune	3.1. Construction et équipement d'un bureau de postes à Moloundou ;	60 000 000
	3.2. Un télé centre est construit/réhabilité et équipé ;	40 000 000
	3.3. Salles informatiques (ou autres salle de rencontre sécurisée) construites et équipée dans chaque lycée de la Commune	5 000 000
	3.5. Réhabilitation du Point d'accès numérique de Moloundou ;	PM
SOUS TOTAL 1		<u>100 000 000</u>
Total investissement		<u>133 000 000</u>
<u>Fonctionnement</u>		
<i>Recrutement de prestataires pour l'organisation des</i>		
Total fonctionnement		
Imprévus (10%)		<u>5 750 000</u>
TOTAL SECTEUR		<u>138 750 000</u>

CADRE LOGIQUE DU SECTEUR 20 : ADMINISTRATION TERRITORIALE, DÉCENTRALISATION ET MAINTIEN DE L'ORDRE

PROBLEME : DIFFICULTÉ D'ACCÈS AUX SERVICES DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE MAINTIEN DE L'ORDRE DANS LA COMMUNE

STRATEGIE		INDICATEURS PAR NIVEAU DE LA STRATEGIE ET SOURCES		SUPPOSITIONS	INDICATEURS DE SUPPOSITION ET SOURCES	
NIVEAUX	FORMULATIONS	INDICATEURS OBJECTIVEMENT VERIFIABLE (IOV)	SOURCES		INDICATEUR	SOURCES
Objectif supérieur (DSCE)	Réduire les écarts entre riches et les pauvres par l'amélioration de la distribution des retombées de la croissance économique	Les citoyens sont satisfaits des prestations des institutions	Document de Stratégie pour la croissance et l'emploi (DSCE)	Les appuis divers sont déployés pour soutenir la production dans les filières agricole	Nombre d'appui déployés	Enquête INS, ECAM
Objectif sectoriel stratégique	Faciliter l'accès des populations aux services de l'administration territoriale et de maintien de l'ordre	- Qualité des services rendus par la Commune	- Enquête ménages, - Rapport d'activités sectorielles - Autoévaluation au niveau de la Commune - Banque de données de la Commune - Rapports de suivi évaluation	- Les appuis divers sont déployés pour soutenir la production dans les filières agricole - Les populations appuient les efforts de la Mairie	- Nombre d'appui déployés	Enquêtes auprès des ménages Rapports obtenus auprès des sectoriels
Objectifs spécifiques	1. Améliorer le nombre de services déconcentrés de l'Etat dans la Commune 2. Renforcer les capacités du personnel communal en matière de décentralisation ;	▪ Nombre de personnes disposant de pièces officielles ; ▪ Durée d'obtention d'un service public ; ▪ Qualité des rapports	▪ Rapport des services techniques ▪ Rapport des programmes/projets de développement	1. Stabilité sociale maintenue 2. Programme de relance économique poursuivi	4. Nombre et type d'Activités principales d'appui	Enquêtes auprès des ménages Rapports obtenus auprès des

	3. Améliorer l’efficacité du dispositif sécuritaire dans la Commune	d’autorité entre les chefs traditionnels et les populations		3. Absence de crise économique	à la Commune	sectoriels
Activités principales					Cadre estimatif	
					Quantité	Coûts
RESULTAT 2 le nombre de services déconcentrés de l’Etat dans la Commune amélioré	1.1. Création, construction et équipement de nouveaux services déconcentrés de l’Etat dans la Commune ;					<u>750 000 000</u>
	1.2. Construction de 26 hangars équipés des 03 chambres de passages dans les chefferies des villages : ;					<u>156 000 000</u>
	1.3. Sensibilisation des populations sur le respect dû à l’autorité du chef					<u>2000 000</u>
	1.4. Organisation de 02 campagnes d’établissement gratuit des actes de naissances et de mariages dans les villages ;					1 000 000
	1.5. Création de centre d’état civil secondaire dans les villages : Dioula, Mbangoyé 2, Socambo ;					PM
	1.6.					200 000
	1.7. Sensibilisation sur la nécessité et l’urgence de l’établissement des pièces officielles essentielles ;					
SOUS TOTAL 1						<u>909 200 000</u>
RESULTAT 2 les capacités du personnel communal en matière de décentralisation sont renforcées		2.1. Les capacités du personnel communal en matière de décentralisation sont renforcées ;				<u>2 000 000</u>
		2.2. Création d’un poste d’identification et d’émission des CNI à Moloundou ;				3 000 000
SOUS TOTAL 2						<u>5 000 000</u>
RESULTAT 3 Le dispositif sécuritaire dans la Commune est efficace	3.1. Mise sur pied d’un dispositif sécuritaire dans la Commune ; 2-L’encadrement des comités de vigilance mis en place dans les communautés est assuré ;					PM
SOUS TOTAL 3 :						PM
Total investissement						<u>914 200 000</u>
Fonctionnement						

Recrutement de prestataires pour l'organisation des Total fonctionnement Imprévus (10%)	15 720 000
TOTAL SECTEUR	929 920 000

CADRE LOGIQUE DU SECTEUR 21 : FORÊTS ET FAUNE

PROBLEME : DIFFICULTÉ DE GESTION DES RESSOURCES FORESTIÈRES ET FAUNIQUES

STRATEGIE		INDICATEURS PAR NIVEAU DE LA STRATEGIE ET SOURCES		SUPPOSITIONS	INDICATEURS DE SUPPOSITION ET SOURCES	
NIVEAUX	FORMULATIONS	INDICATEURS OJECTIVEMENT VERIFIABLE (IOV)	SOURCES		INDICATEUR	SOURCES
Objectif supérieur (DSCE)	Assurer une gestion durable des ressources naturelles	- Part de la production forestière dans le PIB - Proportion d'écosystèmes réhabilités - Niveau d'augmentation des surfaces reboisées	Document de Stratégie pour la croissance et l'emploi (DSCE)	Les appuis divers sont déployés pour soutenir la production dans les filières agricole	Nombre d'appui déployés	Enquête INS, ECAM
Objectif sectoriel stratégique	Promouvoir la gestion durable des ressources forestières et faunique dans la Commune de Moloundou	- Taux de déforestation dans la Commune de Moloundou	- Enquête ménages, - Rapport d'activités sectorielles - Autoévaluation au niveau de la Commune - Banque de données de la Commune - Rapports de suivi évaluation	- Les appuis divers sont déployés pour soutenir la production dans les filières agricole - Les populations appuient les efforts de la Mairie	- Nombre d'appui déployés	Enquêtes auprès des ménages Rapports obtenus auprès des sectoriels
Objectifs spécifiques	1. Assurer la gestion durable de la flore communale	- Mécanismes de protections de la faune et	▪ Rapport des services techniques	1. Stabilité sociale maintenue	4. Nombre et type	Enquêtes auprès des

	2. Assurer la gestion de la faune communale ; 3. Améliorer la gestion financière des ressources forestières	de la flore existant dans la commune	▪ Rapport des programmes/projets de développement	2. Programme de relance économique poursuivi 3. Absence de crise économique	d'Activités principales d'appui à la Commune	ménages Rapports obtenus auprès des sectoriels
Activités principales / Idées de projets (Pour chaque résultat)					Cadre estimatif	
					Quantités	Coûts
RESULTAT 1 : La gestion durable de la flore communale est assurée	1.1.Plaidoyer pour l’attribution des forêts communautaires aux villages Mongo kéllé, et Makoka 2; 1.2. Conduire de 03 sessions de sensibilisations et formation des populations sur la loi N°94/01 du 20 janvier 1994 portant régime des forêts, de la faune et sur les aspects néfastes des feux de brousses; 1.3. Mise sur pied de procédures de contrôle contre les cessions illicites des terrains forestiers à des tiers ; 1.4. Organisation de 03 campagnes de vulgarisation sur les techniques de régénérations forestières 1.5. Sensibilisation des populations sur leur droit en rapport avec les différents types d’espace protégés (UEFA, ZIC, ZIGC, 1.6. Sensibilisation des populations riveraines sur les conséquences d’une exploitation anarchique des ressources forestières ; 1.7. Appui aux riverains pour la maitrise des techniques de production et de gestion du bois de chauffe ; 1.8. Promotion au niveau rural de l’utilisation des foyers améliorés moins gourmands en bois 1.9. Sensibilisation et encouragement des populations à la mise sur pied des haies vives ; 1.10. Sensibilisation à une gestion durable des PFNL dans la Commune ; 1.11. Diversification des espèces floristiques de la Commune de Moloundou					100 000 3 000 000 PM 750 000 750 000 2 000 000 5 000 000 5 000 000 5 000 000 5 000 000 10 000 000
SOUS TOTAL 1						36 600 000
RESULTAT 2 La gestion de la faune communale est assurée	2.1. Conduite d’un plaidoyer pour une solution durable en rapport avec la situation des populations victimes de destruction des biens par les éléphants et autres espèces protégées 2.2. Accentuer la lutte anti-braconnage par création ou redynamisation des comités anti braconnage dans la Commune ; 2.3. Encourager la création des forêts communautaires dans les villages					250 000 5 000 000 PM

	2.4. Organisation des acteurs du secteur PFNL (mangues sauvages, ndjang sang.....)		2 000 000
	2.5. Redynamiser et équiper les comités de vigilance dans les villages		250 000
	2.6. Renforcement de la collaboration entre le poste forestier et les services communaux etc...		PM
SOUS TOTAL 2			7 500 000
RESULTAT 3	3.8. Mise sur pied d'un comité de suivi de la gestion des redevances forestières		PM
La gestion financière des ressources forestières est améliorée	3.9. Mise sur pied et /ou Redynamisation des comités de gestion des forêts Communales et Communautaires		PM
SOUS TOTAL 3			-
Total investissement			44 000 000
Fonctionnement			
<i>Recrutement de prestataires pour l'organisation des</i>			5 000 000
Total fonctionnement			
Imprévus (10%)			4 400 000
TOTAL SECTEUR			<u>53400000</u>

CADRE LOGIQUE DU SECTEUR 22 : ENVIRONNEMENT ET PROTECTION DE LA NATURE

PROBLEME : DIFFICULTE A GERER ET A PROTEGER DURABLEMENT L'ENVIRONNEMENT ET LA NATURE DANS LA COMMUNE DE MOLOUNDOU

STRATEGIE		INDICATEURS PAR NIVEAU DE LA STRATEGIE ET SOURCES		SUPPOSITIONS	INDICATEURS DE SUPPOSITION ET SOURCES	
NIVEAUX	FORMULATIONS	INDICATEURS OJECTIVEMENT VERIFIABLE (IOV)	SOURCES		INDICATEUR	SOURCES
Objectif supérieur (DSCE)	Assurer une gestion durable des ressources naturelles	Taux de couverture du monitoring environnemental (100%)	Document de Stratégie pour la croissance et	Les appuis divers sont déployés pour soutenir la	Nombre d'appui déployés	Enquête INS, ECAM

			l'emploi (DSCE)	production dans les filières agricole		
Objectif sectoriel stratégique	Faciliter la gestion et la protection durable de l'environnement et de la nature de la Commune de xx	Taux de dégradation de l'environnement dans la Commune de Moloundou	- Enquête ménages, - Rapport d'activités sectorielles - Autoévaluation au niveau de la Commune - Banque de données de la Commune - Rapports de suivi évaluation	- Les appuis divers sont déployés pour soutenir la production dans les filières agricole - Les populations appuient les efforts de la Mairie	- Nombre d'appui déployés	Enquêtes auprès des ménages Rapports obtenus auprès des sectoriels
Objectifs spécifiques	1. Contribuer à la gestion rationnelle et durable de la nature ; 2. Assurer la durabilité de l'environnement	Niveau de la baisse de dégradation de l'environnement dans la Commune de Moloundou	▪ Rapport des services techniques ▪ Rapport des programmes/projets de développement	Stabilité sociale maintenue Programme de relance économique poursuivi Absence de crise économique	Nombre et type d'Activités principales d'appui à la Commune	Enquêtes auprès des ménages Rapports obtenus auprès des sectoriels
Activités principales					Cadre estimatif	
					Quantité	Coûts

RESULTATS 1 La commune contribue à la gestion rationnelle et durable de la nature ;	1.1. Création d'un système de collecte et de traitement des ordures ménagères dans la Commune avec les bacs à ordure et une décharge publique ;		50 000 000
	1.2. Organisation de 02 sessions annuelles les populations sur les méfaits des feux de brousse ;		1 000 000
	1.3. Former les populations sur la nécessité du respect des espèces protégées ;		1 000 000
	1.4. Création des espaces verts dans les espaces urbains Kika, Yenga, Mambélé, Centre Commercial, quartier administratif, Mopoulo, Nola ;		10 000 000
	1.5. Appui à la mise sur pied, à la création et la structuration des « CLUBS DES AMIS DE LA NATURE » dans tous les établissements secondaires de la Commune ;		2 500 000
	1.6. de sensibilisation les industriels et autres producteurs de déchets à une gestion respectant la nature ;		1 000 000
	1.7. Mise en place d'un comité de contrôle de reboisement		100 000
SOUS TOTAL 1			65 850 000
RESULTAT 2 La commune assure la durabilité de l'environnement	2.1. Elaboration d'un plan de gestion de l'environnement du territoire communal ;		6 000 000
	2.2. Sensibilisation et information des populations sur les risques à pratiquer de mauvaises techniques de préparation des sols en agriculture (brulis, labours sur pente,...; et à utiliser de façon anarchique des produits phytosanitaires et pesticides ;		1 000 000
	2.4. Construction d'une délégation de l'environnement ;		35 000 000
SOUS TOTAL 2			41 000 000
Total investissement			106 850 000
<u>Fonctionnement</u>			
<i>Recrutement de prestataires pour l'organisation des</i>			
Total fonctionnement			
<u>Imprévus (10%)</u>			<u>10 685 000</u>
TOTAL SECTEUR			<u>117 535 000</u>

CADRE LOGIQUE DU SECTEUR 23 : DEVELOPPEMENT URBAIN ET HABITAT

PROBLEME : DIFFICULTÉ À GÉRER ET À AMÉNAGER L'ESPACE URBAIN ET L'HABITAT DANS LA COMMUNE DE MOLOUNDOU

STRATEGIE		INDICATEURS PAR NIVEAU DE LA STRATEGIE ET SOURCES		SUPPOSITIONS	INDICATEURS DE SUPPOSITION ET SOURCES	
NIVEAUX	FORMULATIONS	INDICATEURS OJECTIVEMENT VERIFIABLE (IOV)	SOURCES		INDICATEUR	SOURCES
Objectif supérieur (DSCE)	Assurer l'industrialisation de l'habitat par la valorisation des matériaux locaux	Qualité de l'habitat ; degré de salubrité	Document de Stratégie pour la croissance et l'emploi (DSCE)	Les appuis divers sont déployés pour soutenir la production dans les filières agricole	Nombre d'appui déployés	Enquête INS, ECAM
Objectif sectoriel stratégique	Faciliter le développement urbain et l'amélioration de l'habitat dans la Commune	▪ Augmentation des secteurs résidentiels ▪ Nombre de lotissements créés	- Enquête ménages, - Rapport d'activités sectorielles - Autoévaluation au niveau de la Commune - Banque de données de la Commune - Rapports de suivi évaluation	- Les appuis divers sont déployés pour soutenir la production dans les filières agricole - Les populations appuient les efforts de la Mairie	- Nombre d'appui déployés	Enquêtes auprès des ménages Rapports obtenus auprès des sectoriels
Objectifs spécifiques	1. Faciliter l'occupation de terres dans l'espace urbain Fluidité de la circulation urbaine ; 2. Améliorer l'habitat dans l'espace Communal	▪ Nombre d'habitations produites ▪ Voirie entretenue et carrossable	▪ Rapport des services techniques ▪ Rapport des programmes/projets de développement	1. Stabilité sociale maintenue 2. Programme de relance économique poursuivi 3. Absence de	4. Nombre et type d'Activités principales d'appui à la	Enquêtes auprès des ménages Rapports obtenus auprès des sectoriels

				crise économique	Commune	
Activités principales					Cadre estimatif	
					Quantité	Coûts
RESULTAT 1 L'occupation de terres dans l'espace urbain est facilitée	1.1. Sensibilisation des populations sur les lois relatives à l'urbanisation 1.2. Création et fonctionnement de la commission d'examen des permis de construire ; 1.3. Elaboration d'une stratégie de développement urbain ; 1.4. Elaboration d'un plan sommaire d'urbanisme ; 1.5. Sensibilisation des populations sur la sécurisation des terrains 1.6. Création d'un lotissement communal dans le Centre le plus actif; 1.7. Incitation/obligation d'acquisition des terrains ou parcelles loties aux particuliers; 1.8. Elaboration d'un plan d'occupation des sols 1.9. Construction de la voirie urbaine dans les autres centres 1.10. Construction de la voirie urbaine, 1.11. Aménagement des zones de décharge/traitement des déchets, ...;					500 000 <u>PM</u> <u>PM</u> <u>PM</u> 1 000 000 <u>PM</u> <u>PM</u> 80 000 000 50 000 000
SOUS TOTAL 1						131 500 000
RESULTAT 2 Améliorer l'habitat dans l'espace Communal	2.1. Construction de 04 hangars de fabrication des briquettes à raison d'une par canton tous équipés chacun de 03 presses à briques ; 2.2. Construction des logements sociaux viables et accessible à tous					20 000 000 250 000 000
SOUS TOTAL 2						270 000 000
Total investissement						401 500 000
Fonctionnement						
Recrutement de prestataires pour l'organisation des						5 000 000
Total fonctionnement						
Imprévus (10%)						40 150 000
TOTAL SECTEUR						446 650 000

CADRE LOGIQUE DU SECTEUR 24 : EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE

PROBLEME : DIFFICULTE D'ACCES A DES EMPLOIS DECENTS ET A LA FORMATION PROFESSIONNELLE DANS LA COMMUNE DE MOLOUNDOU

STRATEGIE		INDICATEURS PAR NIVEAU DE LA STRATEGIE ET SOURCES		SUPPOSITIONS	INDICATEURS DE SUPPOSITION ET SOURCES	
NIVEAUX	FORMULATIONS	INDICATEURS OBJECTIVEMENT VERIFIABLE (IOV)	SOURCES		INDICATEUR	SOURCES
Objectif supérieur (DSCE)	Promouvoir des emplois décents durables accroître l'employabilité de la population active par une formation professionnelle adaptée	▪ Nombre de structures de formation professionnelle créées et fonctionnelles sur l'ensemble du territoire ; ▪ Nombre d'emplois créés ; ▪ Taux de chômage.	Document de Stratégie pour la croissance et l'emploi (DSCE)	Les appuis divers sont déployés pour soutenir la production dans les filières agricole	Nombre d'appui déployés	Enquête INS, ECAM
Objectif sectoriel stratégique	Promouvoir un environnement propice au développement du secteur privé et à la création des emplois décents	▪ Nombre de structures de formation professionnelle créées et fonctionnelles ; ▪ Nombre d'emplois créés ; ▪ Taux de chômage ▪ Pourcentage des réguliers venant du	- Enquête ménages, - Rapport d'activités sectorielles - Autoévaluation au niveau de la Commune - Banque de données de la Commune - Rapports de suivi évaluation	- Les appuis divers sont déployés pour soutenir la production dans les filières agricole - Les populations appuient les efforts de la Mairie	- Nombre d'appui déployés	Enquêtes auprès des ménages Rapports obtenus auprès des sectoriels

		primaire, du secondaire				
Objectifs spécifiques	1. Améliorer l’offre en structures de formation professionnelle et d’encadrement des jeunes aux métiers dans la Commune ; 2. Promouvoir les emplois stables dans la Commune	▪ Nombre et qualité des compétences ; ▪ Nombre de personnes formées et prêtes à l’emploi	▪ Rapport des services techniques ▪ Rapport des programmes/projets de développement	1. Stabilité sociale maintenue 2. Programme de relance économique poursuivi 3. Absence de crise économique	4. Nombre et type d’Activité s principale s d’appui à la Commune	Enquêtes auprès des ménages Rapports obtenus auprès des sectoriels
Activités principales					Cadre estimatif	
					Quantité	Coûts
RESULTATS 1 : l’offre en structures de formation professionnelle et d’encadrement des jeunes aux métiers dans la Commune est améliorée	1.1.Plaidoyer pour l’affectation du personnel de la SAR/SM du quartier Administratif ; 1.2. Construction d’un point d’eau à la SAR/SM du quartier administratif ; 1.3.Création de SAR/SM à Banana ; Mbatéka, et Kika 1.4.Construction des SAR/SM de Banana, Mbatéka et Kika 1.5.Sensibilisation des parents et jeunes contre les idées reçues sur les formations professionnelles 1.6.Recrutement des enseignants pour la SAR/SM de Moloundou					100 000 9 000 000 300 000 75 000 000 1 000 000 PM
SOUS TOTAL 1						85 400 000
RESULTAT 2 Promouvoir les emplois stables dans la Commune	2.1. Les chercheurs d’emplois sont informés sur les opportunités disponibles dans la Commune ; 2.5. Les capacités entrepreneuriales des jeunes sont renforcées et la stratégie de recherche d’emploi est assurée ; 2.6. Organisation des rencontres avec les jeunes demandeurs d’emploi sur la stratégie de recherche d’emploi					PM
SOUS TOTAL 2						-

SOUS TOTAL 1			85 400 000
Total investissement			85 400 000
<u>Fonctionnement</u>			
<i>Recrutement de prestataires pour l'organisation des</i>			
Total fonctionnement			
Imprévis (10%)			8 540 000
TOTAL SECTEUR			93 940 000

CADRE LOGIQUE DU SECTEUR 25 : TRAVAIL ET SECURITE SOCIALE

PROBLEME : DIFFICULTÉ D'ACCÈS AU TRAVAIL ET À LA SÉCURISATION DES EMPLOIS DANS LA COMMUNE DE MOLOUNDOU

STRATEGIE		INDICATEURS PAR NIVEAU DE LA STRATEGIE ET SOURCES		SUPPOSITIONS	INDICATEURS DE SUPPOSITION ET SOURCES	
NIVEAUX	FORMULATIONS	INDICATEURS OBJECTIVEMENT VERIFIABLE (IOV)	SOURCES		INDICATEUR	SOURCES
Objectif supérieur (DSCE)	Prémunir les populations des maux, fléaux et risques sociaux et promouvoir la sécurité sociale	- Taux d'augmentation du taux de couverture en matière de sécurité sociale ; - Taux d'accroissement de la sécurité sociale	Document de Stratégie pour la croissance et l'emploi (DSCE)	Les appuis divers sont déployés pour soutenir la production dans les filières agricole	Nombre d'appui déployés	Enquête INS, ECAM
Objectif sectoriel stratégique	Faciliter l'accès à un travail décent et à une sécurité sociale pour tous les travailleurs de la Commune	- Nombre de travailleurs bénéficiant de la sécurité sociale	- Enquête ménages, - Rapport d'activités sectorielles - Autoévaluation au niveau de la Commune - Banque de données de la Commune	- Les appuis divers sont déployés pour soutenir la production dans les filières agricole - Les populations appuient les efforts de la Mairie	- Nombre d'appui déployés	Enquêtes auprès des ménages Rapports obtenus auprès des sectoriels

			- Rapports de suivi évaluation			
Objectifs spécifiques	1. Promouvoir le respect des dispositions du code du travail et ses textes d’application par les acteurs impliqués dans la gestion des travailleurs de la Commune; 2. Améliorer les conditions des travailleurs et faciliter leur accès à la sécurité sociale dans la Commune	- Dispositifs existants en matière de promotion de l’emploi dans la commune	▪ Rapport des services techniques ▪ Rapport des programmes/projets de développement	1. Stabilité sociale maintenue 2. Programme de relance économique poursuivi 3. Absence de crise économique	4. Nombre et type d’Activités principales d’appui à la Commune	Enquêtes auprès des ménages Rapports obtenus auprès des sectoriels
: LA PREDOMINANCE DES TRAVAILLEURS ŒUVRANT DANS DE MAUVAISES CONDITIONS EST STOPPEE						
Activités principales					Cadre estimatif	
RESULTATS 1	1.1. Sensibiliser et former les travailleurs/employeurs sur le code du travail et les avantages de la sécurité sociale d’un emploi salarié ; 1.2. Mise sur pied d’un fichier des corps de métiers de la commune ; 1.3. Sensibilisation des populations sur les voies et moyens d’accès à une immatriculation à la CNPS 1.4. Sensibiliser les travailleurs et employeurs à la nomination d’un délégué du personnel dans les entreprises locales ;				1 000 000 500 000 1 000 000	
SOUS TOTAL 1					2 500 000	
RESULTAT 2 : LE NOMBRE DES TRAVAILLEURS SANS COUVERTURE SOCIALE EST REDUIT DE MANIERE CONSEQUENTE						
RESULTAT 2 Les conditions des travailleurs et leur accès à la sécurité sociale dans la Commune sont améliorés et	2.1. Mise sur pied de moyen de renforcement des conditions de sécurité des travailleurs locaux ; 2.1. Sollicitation du délégué du TSS pour le renforcement et la sécurisation des emplois; 2.3. Mise sur pied des moyens incitatifs contre le travail des enfants (moins de 14 ans) est bannit dans la Commune ; 2.4. Le nombre de conflit a considérablement diminué dans les entreprises				1 000 000 1 000 000 1 000 000 1 000 000	

assurées	
SOUS TOTAL 2	4 000 000
Total investissement	6 500 000
<u>Fonctionnement</u>	
<i>Recrutement de prestataires pour l'organisation des</i>	
Total fonctionnement	
Imprévus (10%)	300 000
TOTAL SECTEUR	<u>6 800 000</u>

CADRE LOGIQUE DU SECTEUR 26 : SPORTS ET EDUCATION PHYSIQUE

PROBLEME : DIFFICULTÉ DE PROMOTION ET DE DÉVELOPPEMENT DES SPORTS ET DE L'ÉDUCATION PHYSIQUE DANS LA COMMUNE DE MOLOUNDOU

STRATEGIE		INDICATEURS PAR NIVEAU DE LA STRATEGIE ET SOURCES		SUPPOSITIONS	INDICATEURS DE SUPPOSITION ET SOURCES	
NIVEAUX	FORMULATIONS	INDICATEURS OBJECTIVEMENT VERIFIABLE (IOV)	SOURCES		INDICATEUR	SOURCES
Objectif supérieur (DSCE)	Développer les infrastructures sportives pour contribuer à la création d'un espace économique intégré et viable	% de la population ayant accès aux infrastructures sportives	Document de Stratégie pour la croissance et l'emploi (DSCE)	Les appuis divers sont déployés pour soutenir la production dans les filières agricole	Nombre d'appui déployés	Enquête INS, ECAM
Objectif sectoriel stratégique	Faciliter la pratique du sport et de l'éducation physique dans la Commune de Mlo	■ Nombre de personnes bénéficiant d'un accès facile aux activités sportives, ■ Nombre d'infrastructures sportives construites et/ou réhabilités ; ■ Nombre d'enseignants	- Enquête ménages, - Rapport d'activités sectorielles - Autoévaluation au niveau de la Commune - Banque de données de la Commune	- Les appuis divers sont déployés pour soutenir la production dans les filières agricole - Les populations appuient les efforts de la Mairie	- Nombre d'appui déployés	Enquêtes auprès des ménages Rapports obtenus auprès des sectoriels

		d'éducation physiques dans les structures scolaires de la Commune	- Rapports de suivi évaluation			
Objectifs spécifiques	1. Améliorer l'offre en infrastructures pour l'encadrement et la pratique des activités sportives et d'éducation physique dans la Commune ; 2. Mettre en place des mécanismes pour encourager la pratique du sport	▪ Existence, qualité des infrastructures sportives dans la Commune ; ▪ Encadrement sportifs dans la commune	▪ Rapport des services techniques ▪ Rapport des programmes/projets de développement	Stabilité sociale maintenue Programme de relance économique poursuivi Absence de crise économique	Nombre et type d'Activités principales d'appui à la Commune	Enquêtes auprès des ménages Rapports obtenus auprès des sectoriels
Activités principales					Cadre estimatif	
					Quantité	Coûts
RESULTAT 1 L'offre en infrastructures pour l'encadrement et la pratique des activités sportives et d'éducation physique dans la Commune est améliorée ;	1.1. Réaménagement du complexe multi sport existant à Moloundou Quartier Administratif; 1.2. Aménagement des aires de jeu multidisciplinaires dans les écoles primaires, maternelles et secondaires de la Commune à raison de : 1.3. Organisation des championnats de vacances multi disciplines durant les 5 prochaines années soit jusqu'en 2023 1.4. Construction d'un stade communal moderne de 5000 places à avec piste d'athlétisme Moloundou 1.5. Construction et équipement d'un gymnase multisports à Moloundou au quartier administratif 1.6. Aménagement de terrains de football dans les 29 villages de la commune de Moloundou 1.7. Construction d'une tribune avec une capacité de 1000 places assises au stade municipal de Moloundou 1.8. Construction des aires de jeux modernes dans les écoles (primaires et secondaires) de la commune 1.9. Construction et équipement de 03 plateformes sportives; 1.10. Aménagement de terrains de football dans les 29 villages de la commune de Moloundou 1.11. Equipement des établissements secondaires en matériels de sport				15 000 000 250 000 000 PM 1 000 000 25 000 000 350 000 000 20 000 000 150 000 000 225 000 000 72 500 000 500 000	
SOUS TOTAL 1						1 109 000 000
RESULTAT 2 Des mécanismes pour encourager	2.1 Appui à la formation de 03 agents communaux auditeur libre en éducation physique et sportive au CENAJES de Bertoua ; 2.2. Appui à la mise en place de 29 associations sportives dans la commune de Moloundou ;				2 000 000 8 700 000	

la pratique du sport sont mis en place dans la commune	2.3. Appui à la contractualisation et prise en charge de 03 agents communaux d'éducation physique et sportive ;		2 000 000
	2.4. Organisation annuelle d'un championnat de football et de handball masculin et féminin dans la commune ;		10 000 000
	2.5. Appui en équipement sportive à 29 associations sportives de la commune de Moloundou ;		15 000 000
	2.6. Appui à la création de 29 associations sportives dont une par village ;		14 500 000
	2.7. Appui annuel à la formation des agents communaux pour la fabrication locale du matériel sportif		2 000 000
	2.8. Appui au renforcement des capacités des associations en technique d'organisation des manifestations sportives		2 000 000
	2.9. Appui à la formation des acteurs à l'encadrement des sujets à risque (diabète et hypertension)		2 000 000
	2.10. Appui à la sensibilisation des populations sur les risques de la non pratique de l'activité sportive		500 000
	2.11. Appui aux renforcements des capacités des acteurs sportifs dans l'olympisme et l'organisation administrative du sport		2 000 000
	2.12. Appui aux fédérations sportives spécialisées (FENASCO A et B)		1 000 000
	2.13. Appui à l'organisation sportive des différentes fêtes		2 000 000
	2.14. Appui à la création et à la formalisation des équipes sportives (football, handball, Etc) dans chaque village de la commune de Moloundou ;		500 000
	2.15. Appui à la création et à la formalisation des équipes sportives communales (football, handball, Etc) de Moloundou	7	000 000
	2.16. Construction et équipement de la délégation d'arrondissement des sports et de l'éducation physique de Moloundou		35 000 000
	2.17. Dotation de la Commune en enseignants d'éducation physique à raison de :		PM
SOUS TOTAL 2			<u>105 700 000</u>
Total investissement			<u>1 214 700 000</u>
<u>Fonctionnement</u>			
<i>Recrutement de prestataires pour l'organisation des</i>			<u>PM</u>
Total fonctionnement			
Imprévus (10%)			<u>121 470 000</u>
TOTAL SECTEUR			<u>1 336 170 000</u>

CADRE LOGIQUE DU SECTEUR 27 : RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET INNOVATION

PROBLEME : DIFFICULTÉ D'ACCÈS ET FAIBLE NIVEAU D'UTILISATION DES RÉSULTATS DE LA RECHERCHE

STRATEGIE		INDICATEURS PAR NIVEAU DE LA STRATEGIE ET SOURCES		SUPPOSITIONS	INDICATEURS DE SUPPOSITION ET SOURCES	
NIVEAUX	FORMULATIONS	INDICATEURS OBJECTIVEMENT VERIFIABLE (IOV)	SOURCES		INDICATEUR	SOURCES
Objectif supérieur (DSCE)	Objectif supérieur (DSCE) Améliorer la recherche dans le secteur de l'industrie et des services	- Nombre d'application des résultats de la recherche ; - Nombre d'entreprises innovantes créé - % des femmes développées en femmes et technologies innovantes - Taux d'amélioration de la productivité.	Document de Stratégie pour la croissance et l'emploi (DSCE)	Les appuis divers sont déployés pour soutenir la production dans les filières agricole	Nombre d'appui déployés	Enquête INS, ECAM
Objectif sectoriel stratégique	Faciliter l'accès et accroître le niveau d'utilisation des résultats de la recherche	▪ Nombre d'acteurs agro pastoraux bénéficiant d'un accès facile aux innovations scientifiques.	- Enquête ménages, - Rapport d'activités sectorielles - Autoévaluation au niveau de la Commune - Banque de données de la Commune - Rapports de suivi évaluation	- Les appuis divers sont déployés pour soutenir la production dans les filières agricole - Les populations appuient les efforts de la Mairie	- Nombre d'appui déployés	Enquêtes auprès des ménages Rapports obtenus auprès des sectoriels
Objectifs	1. Vulgariser les résultats de la	- Pourcentage d'étudiants	▪ Enquête ménages,	- Les appuis divers	- Nombre	Enquêtes

spécifiques	recherche 2. Mener des recherches sur les mesures d'adaptation aux divers chocs subis par les populations	ayant un accès facile à l'enseignement supérieur dans des conditions satisfaisantes dans la commune - Indice de parité (fille /garçon).	▪ Rapport d'activités sectorielles ▪ Autoévaluation au niveau de la Commune ▪ Banque de données de la Commune ▪ Rapports de suivi évaluation	sont déployés pour soutenir la production dans les filières pastorales et halieutiques - Les populations appuient les efforts de la Mairie	d'appui déployés	auprès des ménages Rapports obtenus auprès des sectoriels
RESULTATS 1 : LA VULGARISATION OU LA DIFFUSION EFFICACES DES INNOVATIONS ET DECOUVERTES EST RENDUE A LA PORTEE DE TOUS ACTEURS AGRO PASTORAUX DE LA COMMUNE DE MOLOUNDOU						
Activités principales					Cadre estimatif	
RESULTAT 1 Les résultats de la recherche sont vulgarisés	1.1. Mise sur pied d'une plateforme d'échange permettant l'accès aux innovations et résultats des recherches par les acteurs agro pastoraux; 1.2. Organisation par la Commune de Journées Portes Ouvertes (JPO) sur les découvertes scientifiques en relation avec lessecteurs agropastoraux et autres ; 1.3. Création des unités de démonstration au niveau communal pour la sensibilisation et la formation des populations actives dans l'agropastoral ; 1.4. Organisation annuelle des conférences animées par les services de recherche (IRAD, IITA, etc...)					1 000 000
SOUS TOTAL 1						1 000 000
RESULTAT 2 Des recherches sur les mesures d'adaptation aux divers chocs subis par les populations sont menées dans la Commune	1.12. Mise sur pied d'une stratégie de promotion et d'insertion des paysans chercheurs dans l'activité agropastorale ; 1.13. Organisation annuelle d'une concertation avec les OP pour une identification participative des sujets de recherches prioritaires pour les riverains (mesures d'adaptation aux changements climatiques dans les secteurs agric, TP,...) ;					1 000 000 5 000 000
SOUS TOTAL 2						6 000 000
Total investissement						7 000 000

Fonctionnement	
<i>Recrutement de prestataires pour l'organisation des</i>	500 000
Total fonctionnement	
Imprévus (10%)	700 000
TOTAL DU SECTEUR	8 200 000

CADRE LOGIQUE DU SECTEUR 28 : ENSEIGNEMENTS SUPERIEURS

PROBLEME : DIFFICULTE D'ACCES A UN ENSEIGNEMENT SUPERIEUR DE QUALITE

STRATEGIE		INDICATEURS PAR NIVEAU DE LA STRATEGIE ET SOURCES		SUPPOSITIONS	INDICATEURS DE SUPPOSITION ET SOURCES	
NIVEAUX	FORMULATIONS	INDICATEURS OBJECTIVEMENT VERIFIABLE (IOV)	SOURCES		INDICATEUR	SOURCES
Objectif supérieur (DSCE)	Améliorer l'accès et l'équité dans l'enseignement supérieure	▪ % des étudiants dans les Universités publiques ; ▪ Nombre de nouveau de nouveaux établissements universitaires privés créé ; ▪ Indice de parité (fille /garçon) ;	Document de Stratégie pour la croissance et l'emploi (DSCE)	Les appuis divers sont déployés pour soutenir la production dans les filières agricole	Nombre d'appui déployés	Enquête INS, ECAM
Objectif sectoriel stratégique	Faciliter l'accès des bacheliers à un enseignement supérieur de qualité	▪ % des étudiants originaire de Moloundou dans les Universités publiques et privées ; ▪ Indice de parité (fille /garçon) ; ▪ Nombre de diplômés de l'enseignement supérieur originaire de Moloundou	- Enquête ménages, - Rapport d'activités sectorielles - Autoévaluation au niveau de la Commune - Banque de données de la Commune - Rapports de suivi	- Les appuis divers sont déployés pour soutenir la production dans les filières agricole - Les populations appuient les efforts de la Mairie	- Nombre d'appui déployés	Enquêtes auprès des ménages Rapports obtenus auprès des sectoriels

			évaluation			
Objectifs spécifiques	1. Réduire la déperdition scolaire après l’obtention du Baccalauréat ; 2. Créer et construire et équiper de nouveaux établissements d’enseignement supérieur	- Pourcentage d’étudiants ayant un accès facile à l’enseignement supérieur dans des conditions satisfaisantes dans la commune - Indice de parité (fille /garçon).	- Enquête ménages, - Rapport d’activités sectorielles - Autoévaluation au niveau de la Commune - Banque de données de la Commune - Rapports de suivi évaluation	- Les appuis divers sont déployés pour soutenir la production dans les filières pastorales et halieutiques - Les populations appuient les efforts de la Mairie	- Nombre d’appui déployés	Enquêtes auprès des ménages Rapports obtenus auprès des sectoriels
Activités principales					Cadre estimatif	
					Quantité	Coûts
RESULTAT 1 La déperdition scolaire après l’obtention du Baccalauréat est réduite	1.1. Mise sur pied d’un fonds spécial permanent d’incitation et d’encouragement à l’excellence pour l’octroi de 100 bourses académiques de 250 000 pour les nouveaux bacheliers méritants de la Commune sur 5 ans soit jusqu’en 2023 ; 1.2. Sensibilisation des parents et des jeunes sur l’importance des études supérieures ; 1.3. Organisation des rencontres avec les nouveaux bacheliers en vue de leur orientation sur les débouchés et conditions d’accès aux établissements supérieurs					250 000 0000 5 000 000
SOUS TOTAL 1						255 000 000
RESULTATS : De nouveaux établissements d’enseignement supérieur sont créées et construites et équipées non loin des apprenants de la Commune	2.1. Incitation des partenaires économique à la création de nouveaux établissements universitaires non loin des apprenants (Département/Commune) ;					PM
SOUS TOTAL 2						255 000 000

Total investissement	255 000 000
Fonctionnement	
<i>Recrutement de prestataires pour l'organisation des</i>	
Total fonctionnement	
Imprévus (10%)	25 500 000
TOTAL SECTEUR	280 500 000

SECTEUR 29 : AXES DE RENFORCEMENT DE LA COMMUNE.

PROBLEME : DIFFICULTE DE L'INSTITUTION COMMUNALE A REpondre EFFICACEMENT AUX ATTENTES DES POPULATIONS

STRATEGIE		INDICATEURS PAR NIVEAU DE LA STRATEGIE ET SOURCES		SUPPOSITIONS	INDICATEURS DE SUPPOSITION ET SOURCES	
NIVEAUX	FORMULATIONS	INDICATEURS OBJECTIVEMENT VERIFIABLE (IOV)	SOURCES		INDICATEUR	SOURCES
Objectif supérieur (DSCE)	Réduire les écarts entre riches et les pauvres par l'amélioration de la distribution des retombées de la croissance économique	Les citoyens sont satisfaits des prestations des institutions	Document de Stratégie pour la croissance et l'emploi (DSCE)	Les appuis divers sont déployés pour soutenir la production dans les filières agricole	Nombre d'appui déployés	Enquête INS, ECAM
Objectif sectoriel stratégique	Améliorer la qualité des services rendus par la Commune	Qualité des services rendus par la Commune	- Enquête ménages, - Rapport d'activités sectorielles - Autoévaluation au niveau de la Commune - Banque de données de la Commune - Rapports de suivi évaluation	- Les appuis divers sont déployés pour soutenir la production dans les filières agricole - Les populations appuient les efforts de la Mairie	- Nombre d'appui déployés	Enquêtes auprès des ménages Rapports obtenus auprès des sectoriels

Objectifs spécifiques	1. Améliorer la gestion des ressources humaines 2. Améliorer la gestion financière 3. Améliorer la gestion des relations 4. Améliorer la gestion du patrimoine communal	- Qualité des services rendus par la Commune - Qualité de la gestion des ressources communales (humaine, financière, patrimoniale et des relations)	▪ Enquête ménages, ▪ Rapport d’activités sectorielles ▪ Autoévaluation au niveau de la Commune ▪ Banque de données de la Commune ▪ Rapports de suivi évaluation	- Les appuis divers sont déployés pour soutenir la production dans les filières pastorales et halieutiques - Les populations appuient les efforts de la Mairie	- Nombre d’appui déployés	Enquêtes auprès des ménages Rapports obtenus auprès des sectoriels
RESULTATS 1 :						
Activités principales						Cadre estimatif
RESULTAT 1 LE PERSONNEL REPOND AUX ATTENTES DES USAGERS	1.1. Identification des besoins en formation des ressources humaines de la commune ; 1.2. Accords de partenariat avec les instituts de formation 1.3. Renforcement des capacités des conseillers municipaux, de l’exécutif et du personnel par des ateliers de recyclages des formations thématiques etc. ; 1.4. Conception/rédaction, Formalisation et opérationnalisation d’un Règlement intérieur 1.5. Tenue des états généraux du personnel communal 1.6. Élaboration d’un plan des profils de carrière pour le personnel (reclassement, avancement, congés, avancement, primes, allocations etc.) 1.7. Recrutement du personnel supplémentaire qualifié par appel à candidature 1.8. Revalorisation des salaires 1.9. Apurement des salaires impayés 1.10. Institution des primes, distinctions honorifiques, lettres de félicitation, etc. pour le personnel méritant (affiliation à la CNPS, couverture sanitaire etc.) 1.11. Instauration des réunions hebdomadaires avec le personnel 1.12. Choix et installation d’un délégué du personnel 1.13. Elaboration un plan de recrutement du personnel pour remplacer les départs en retraite 1.14. Redynamisation des commissions techniques					PM PM 500 000 200 000 1 000 000 PM PM PM PM PM PM PM PM PM
SOUS TOTAL 1						<u>1 700 000</u>

RESULTAT 2 LA COMMUNE MAITRISE LA GESTION DE SES RESSOURCES FINANCIERES	2.1. Mise en place d'un Comité Communal d'élaboration et de suivi du Budget communal	<u>PM</u>
	2.2. Mise sur pied d'une assiette fiscale au service de l'ordonnateur	<u>PM</u>
	2.3. Actualisation du fichier des contribuables	<u>PM</u>
	2.4. Information et Sensibilisation des contribuables	<u>250 000</u>
	2.5. Elaboration et mise en œuvre d'une stratégie de mobilisation et de sécurisation des recettes communales	<u>100 000</u>
	2.6. Elaboration d'une stratégie de recouvrement des créances et taxes	<u>PM</u>
	2.7. Développement des investissements à rentabilité économique	<u>PM</u>
	2.8. Tenue de l'atelier d'élaboration du Plan d'Investissement Annuel (PIA) et d'actualisation du CDMT	
SOUS TOTAL 2		<u>350 000</u>
RESULTAT 3 LA COMMUNE MAITRISE LA GESTION DE SON PATRIMOINE	1.14. Instauration des rencontres semestrielles avec les sectoriels et autres acteurs de développement	<u>1 500 000</u>
	1.15. Recherche de jumelage	<u>PM</u>
	1.16. Organisation des séances de concertations périodique avec les populations	<u>1 000 000</u>
	1.17. Institution des réunions mensuelles ou trimestrielle de suivi des activités (solutions endogènes) des CC et des CDQ	<u>PM</u>
	1.18. Installation des panneaux d'affichage à la commune et dans les villages	<u>2 000 000</u>
SOUS TOTAL 3		<u>4 500 000</u>
RESULTATS 4 LA COMMUNE MATRISE LA GESTION DE SES RELATIONS	4.4. Mise à jour des sommiers du patrimoine	<u>PM</u>
	4.5. Elaboration et mise en œuvre d'un document de procédures de gestion du patrimoine	<u>PM</u>
	4.6. Formation du personnel à la gestion du patrimoine	<u>5 000 000</u>
	4.7. Immatriculation du patrimoine foncier	<u>PM</u>
	4.8. Création d'un garage municipal	<u>20 000 000</u>
	4.9. Construction de l'hôtel municipal	<u>30 000 000</u>
	4.10. Construction d'une tribune municipale au quartier Administratif	<u>10 000 000</u>
	4.11. Sensibilisation des populations sur la gestion des biens communautaires	<u>250 000</u>
	4.12. Valorisation des domaines communaux	<u>PM</u>
	4.13. Elaboration d'un plan d'urbanisation	<u>PM</u>
	4.14. Mise en œuvre du plan d'urbanisation	<u>PM</u>
	4.15. Elaboration et mise en œuvre d'un Dispositif de maintenance et de pérennisation du patrimoine communal	
SOUS TOTAL 4		<u>65 250 000</u>

Total investissement	<u>65 250 000</u>
Fonctionnement	
<i>Recrutement de prestataires pour l'organisation des</i>	<u>5 000 000</u>
Total fonctionnement	
Imprévus (10%)	<u>71 800 000</u>
TOTAL SECTEUR	<u>83 980 000</u>

SECTEUR 30 : ECONOMIE LOCALE

PROBLEME GLOBAL : FAIBLE DEVELOPPEMENT DE L'ECONOMIE LOCALE

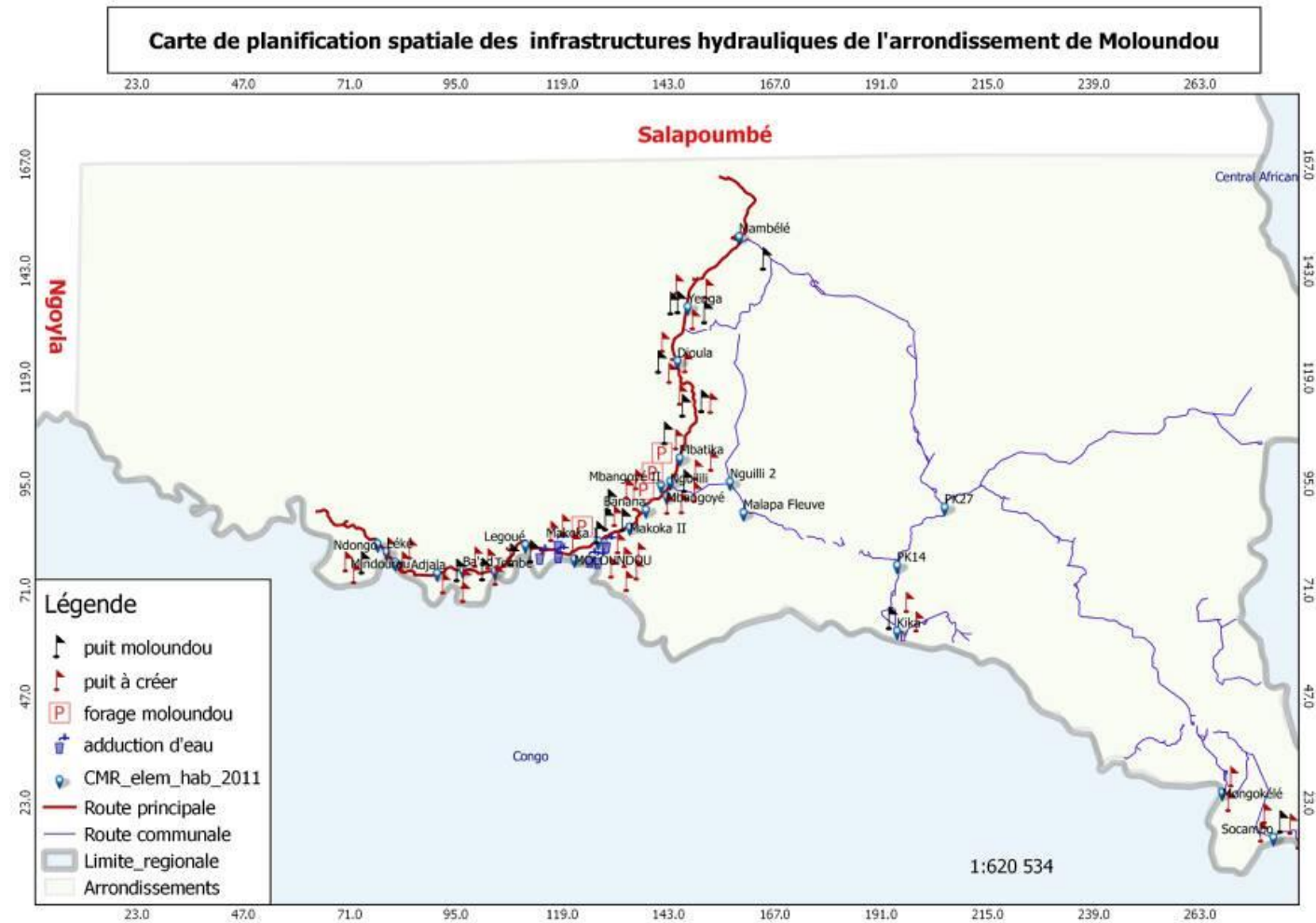
STRATEGIE		INDICATEURS PAR NIVEAU DE LA STRATEGIE ET SOURCES		SUPPOSITIONS	INDICATEURS DE SUPPOSITION ET SOURCES	
NIVEAUX	FORMULATIONS	INDICATEURS OBJECTIVEMENT VERIFIABLE (IOV)	SOURCES		INDICATEUR	SOURCES
Objectif supérieur (DSCE)	Accroître la capacité de croissance et de création de l'emploi		Document de Stratégie pour la croissance et l'emploi (DSCE)	Les appuis divers sont déployés pour soutenir la production dans les filières agricole	Nombre d'appui déployés	Enquête INS, ECAM
Objectif sectoriel stratégique	Développer l'économie locale de Moloundou	- Niveau de l'économie locale - - Nombre et qualité des infrastructures et matériels favorables à l'essor économique de la commune.	- Enquête ménages, - Rapport d'activités sectorielles - Autoévaluation au niveau de la Commune - Banque de données de la Commune - Rapports de suivi évaluation	- Les appuis divers sont déployés pour soutenir la production dans les filières agricole - Les populations appuient les efforts de la Mairie	- Nombre d'appui déployés	Enquêtes auprès des ménages Rapports obtenus auprès des sectoriels

Objectifs spécifiques	1. Elaborer et maîtriser la situation de référence du potentiel économique de la Commune ; 2. Identifier les facteurs favorisant le développement économique de la Commune ; 3. Promouvoir l'économie locale	- Taux de croissance du revenu - nombre de femmes participant activement aux activités - taux des investissements socio culturels - Nombre d'investissements réalisés dans la commune ; - Nombre de lignes électriques renforcées ; - Nombre de km de routes reliant les villages aux différents pôles économiques de la commune ;	▪ Enquête ménages, ▪ Rapport d'activités sectorielles ▪ Autoévaluation au niveau de la Commune ▪ Banque de données de la Commune ▪ Rapports de suivi évaluation	- Les appuis divers sont déployés pour soutenir la production dans les filières pastorales et halieutiques - Les populations appuient les efforts de la Mairie	- Nombre d'appui déployés	Enquêtes auprès des ménages Rapports obtenus auprès des sectoriels
Activités principales						Cadre estimatif
RESULTAT 3 La promotion de l'économie locale est assurée	Mise sur pied de 32 pépinières multi spéculations communautaires dans tous les villages de de la Commune ; Newtown, Mopoulo, Socambo administratif, Socambo village, Socambo colline, Lobo, Long train, Mbadjani-Lamadou, yenga tengue, Yenga centre, Katabanga (kika), Sous-ayos et Quartier aviation, Nguilili 2, Mbangoye 1, Mongo kele, Mbateka, Malapa fleuve, Nguilili 1, Baka Gbiné, Banana, Makoka 2, Makoka 1, Ndongo, Baka, MINDOUROU, Leke, Legoue, Tembe riviere, Ba'ad et Adjala, Mingombe, Ekelemba Conduite des plaidoyers dans les 29 villages et communautés pour une facilitation de l'accès aux terres aux jeunes et aux femmes ; 3.5. Organisation de 05 foires agricoles annuelles à raison d'une par an ; 3.6. Accompagnement à l'organisation des ventes groupées 3.7. Amélioration de l'encadrement en matière de commercialisation par l'organisation de deux sessions annuelles de formation sur les filières et les techniques de commercialisation ; 3.8. Ouverture des pistes agricole 3.9. Mise sur pied de 01 ferme école pour l'élevage communautaire au quartier Aviation à Kika					

	3.10. Aménagement du lac de Mokounounou 3.11. Construction de 02 chambres froides pour la conservation des produits d'élevage et halieutiques au quartier Centre Commercial et à Kika Katabanga; 3.12. Construction d'un abbatoir à Moloundou Centre Commercial ; 3.13. Création en construction de marchés à bestiaux à Moloundou Centre commercial et à Kika ; 3.14. Amélioration de l'encadrement en matière de commercialisation par l'organisation de deux sessions annuelles de formation sur les filières et les techniques de commercialisation 3.15. Plaidoyer pour la création de 02 marchés périodiques à Yenga doucement et Mbangoyé 2, Makoka 1, 3.16. Création d'un marché avec tous ses accessoires à Ngulili 1, Ngulili 2, Banana, Ndongo, sous-ayos, Katabanga et Aviation, et enfin à Mambélé Long train 3.17. Accompagnement à la création et structuration d'une association de commerçants professionnels de la Commune de Moloundou. 3.18. Création de magasin de stockage dans des villages pilotes Yenga et Ngulili 1 3.19. Equipement des marchés existants en équipements accessoires à raison de : 3.20. Construction d'un point d'eau (9M), d'un bloc de 02 latrines (3M), d'un dispositif de traitement des déchets (3M) au marché de Newtown ; 3.21. 3.22. Construction d'un magasin (15 M), d'un point d'eau (9M), d'une clôture (8 M), d'un dispositif de traitement de déchets (3M) au marché frontalier de Socambo ; 3.23. Construction des gares routières à Moloundou (7M), Kika(7M) et Ngulili 1 (7M) ;Construction d'une aire de repos pour gros porteurs à Socambo ; Remise sur pied du bac de traversée sur la Boumba ;	
TOTAL SECTEUR		

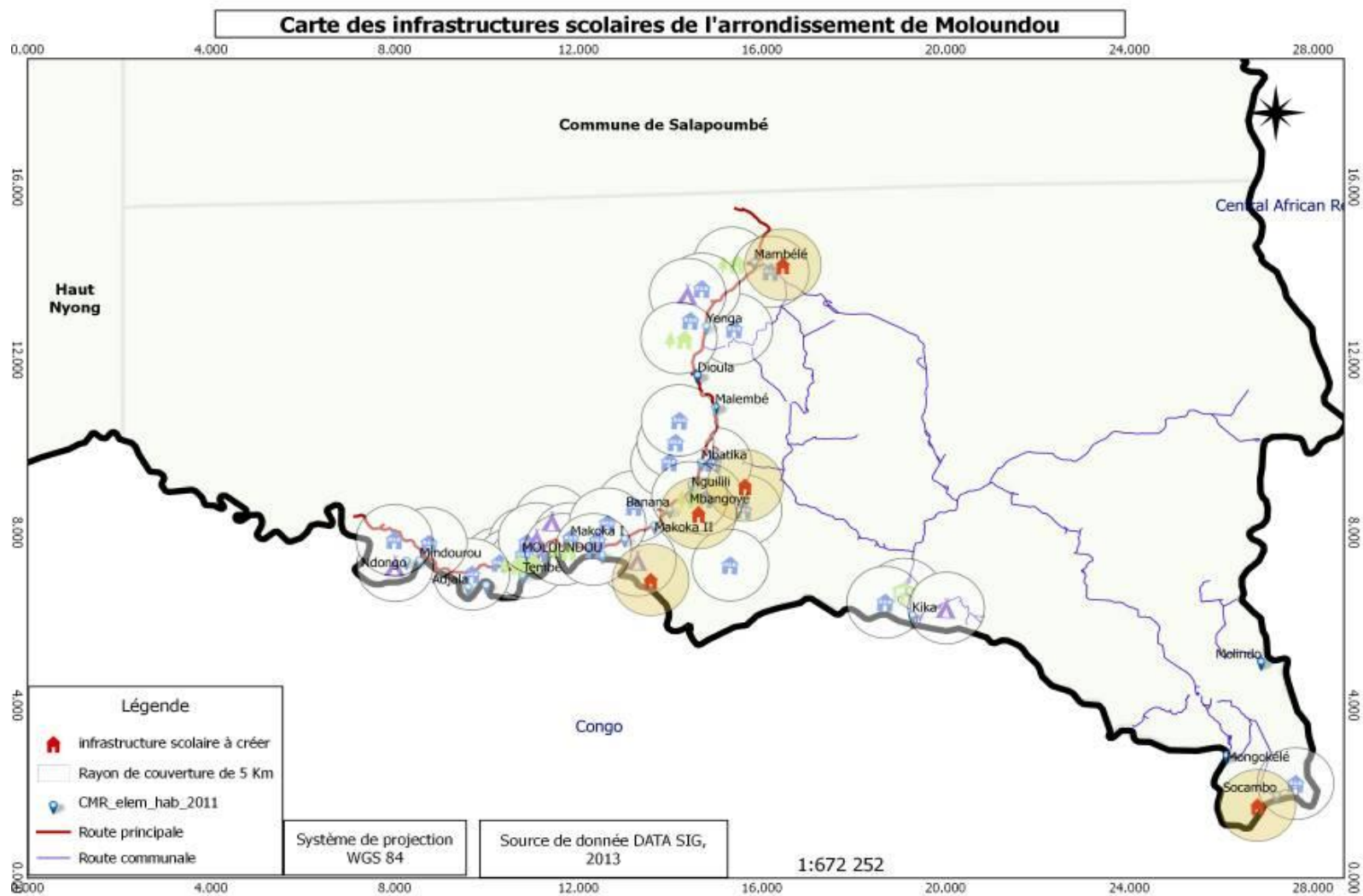
4.12. Planification spatiale es infrastructures par secteur

Secteur hydraulique



Carte 10 : Planification spatiales des infrastructures hydrauliques dans la Commune de Moloundou

Secteur Education



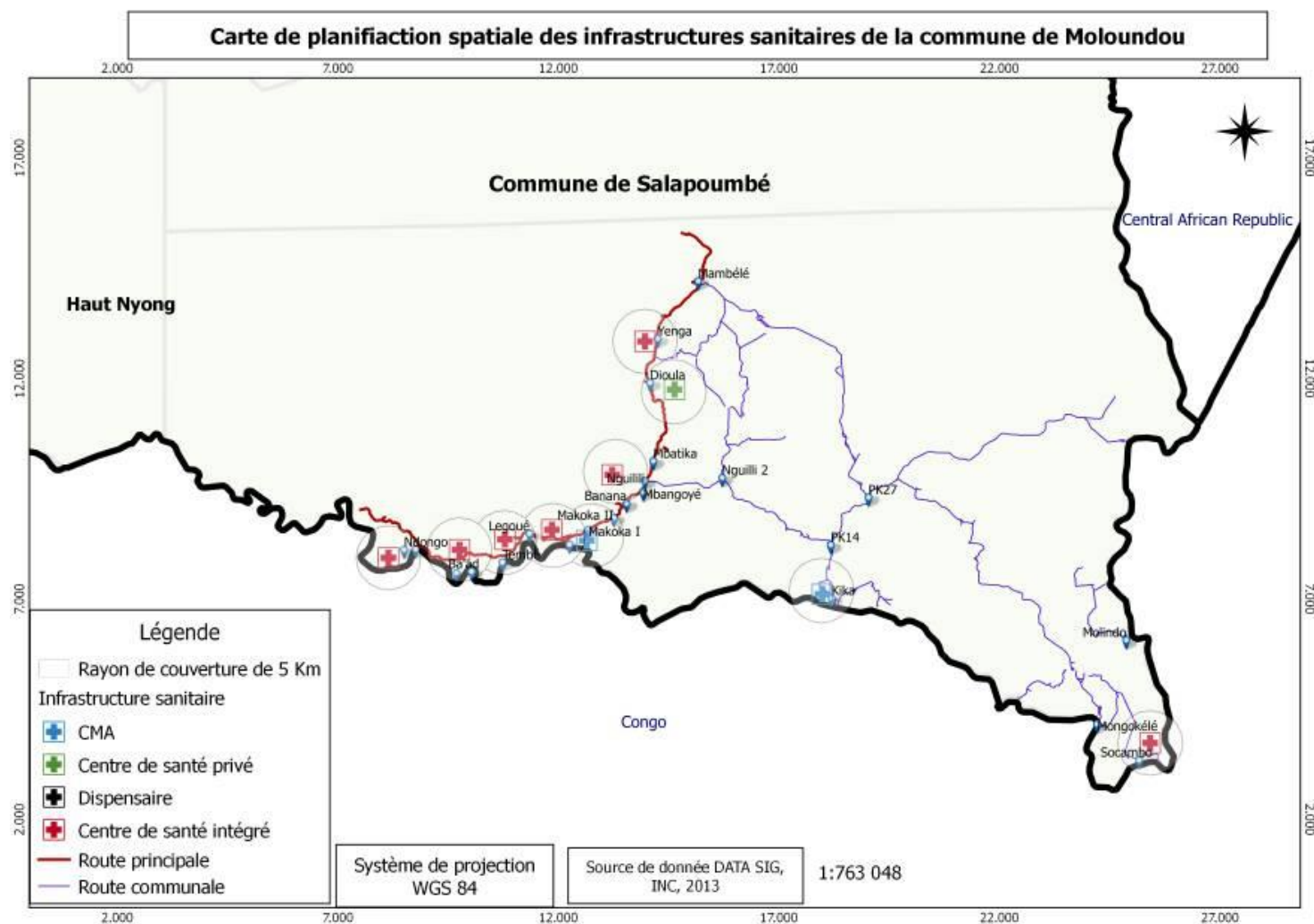
Carte 11 : Planification des infrastructures scolaires dans la Commune de Moloundou

Infrastructures marchandes de la Commune de Moloundou



Carte 12 : Planification des infrastructures marchandes de la Commune de Moloundou

Infrastructures de santé de la Commune de Moloundou



Carte 13: Planification spatiale des infrastructures de santé de la Commune de Moloundou

Infrastructures électriques de la Commune de Moloundou



4.13 Coût estimatif du PCD de Moloundou

Comme l'indique le titre de ce paragraphe, les coûts affectés aux différents secteurs ci-dessous ne sont qu'une estimation, le moment venu des études de faisabilité seront faites pour ressortir les coûts réels.

Tableau 41: Coût estimatif du PCD

N°	Secteur	Sous-secteur	Cout estimatif	% dans le Coût total
1	Agriculture et développement rural		3910857500	19,42%
2	Elevage, pêche et industries animales		1044000000	5,18%
3	Sante publique		945900000	4,70%
4	Education de base		2800115000	14%,
5	Enseignements secondaires		742143750	3,69%
6	Travaux publics		1287550000	3,80%
7	Jeunesse		764935000	9,20%
8	Energie et eau 1 853 720 000	Eau	1076200000	7,86%
		Energie	536790000	
		Assainissement	240730000	
9	Affaires sociales		126450000	6,28%
10	Femme et famille		111000000	0,55%
11	Culture		1265705000	0,12%
12	Petites et moyennes entreprises, économie sociale et artisanat		3400000	0,13%
13	Mines, industrie et développement technologique		24200000	0,33%
14	Tourisme		317300000	4,35%
15	Communication		26000000	0,13%
16	Domaines et affaires foncières		65500000	2,12%
17	Commerce		876810000	4,62%
18	Transport		427730000	0,27%
19	Postes et télécommunication		138750000	0,47%
20	Administration territoriale, décentralisation et maintien de l'ordre		929920000	0,34%
21	Foret et faune		54400000	6.63%
22	Environnement et protection de la nature		117535000	0,64%
23	Développement urbain et de l'habitat		446650000	1,17%
24	Emploi et formation professionnelle		93940000	0,83%
25	Travail et sécurité sociale		68000000	0,07%
26	Sports et éducation physique		1336170000	1,35%
27	Recherche scientifique et innovation		8200000	0,04%
28	Enseignement supérieur		280500000	1,39%
29	Service communal		71800000	0,36%
COUT ESTIMATIF TOTAL			20 139 000 000	100%

Il ressort de ce tableau que le montant global estimatif du PCD de Moloundou se chiffre à 20 139 000 000 **FCFA** avec une très forte contribution des secteurs Agriculture (19,4%), Education de base (14%) et Eau et Energies à plus de 7% du total. Certains secteurs sont moins demandeurs en financement comme celui de la recherche Scientifique et l'innovation (0,04%) ou encore le secteur Travail et sécurité sociale (0,07%) et bien d'autres encore. Ceci s'explique par le fait que ces secteurs sont encore étrangères pour les communautés car n'intervenant pas dans le cadre des problèmes immédiats auxquels ils font face au quotidien.

Le service communal n'est pas en reste. En effet, pour améliorer les services aux populations, des actions doivent être entreprises en son sein. La facture pour mettre de l'ordre s'élève selon ce tableau à **71 139 000 FCFA**.

5. PLANIFICATION

5.1. Vision et objectifs du PCD

5.1.1 Vision du PCD

La vision du développement de la Commune de Moloundou s'inscrit dans une logique d'intégration consolidée des secteurs de la vie sociale, pour permettre à ses populations de vivre un mieux-être souhaité et mérité. Il s'agit en premier, d'appuyer la construction des infrastructures socioéconomiques de base sans lesquelles les actions n'auront pas d'effets considérables.

Dans la perspective du développement national à l'horizon 2035 arrimé à l'atteinte des Objectifs du Développement Durable (ODD), la Commune de Moloundou se voit un espace géographique où les besoins de base doivent être satisfaits dans le long terme à travers une meilleure mobilité de personnes et des biens, l'accès à l'eau potable, l'accès aux soins de santé de qualité pour tous, et l'accès à l'énergie électrique de qualité.

Cette vision de développement définie par l'ensemble des acteurs sur le territoire de la Commune de Moloundou est consignée dans une feuille de route stratégique qu'est le Plan Communal de Développement.

5.1.2. Objectifs du PCD

L'objectif global du PCD est de doter la Commune d'un document de référence qui définit la vision de développement local dans son espace géographique et qui envisage les actions à entreprendre à court, moyen et long terme.

De façon spécifique, dans un horizon temporel de 2018 à 2022, l'opérationnalisation des actions du PCD doit contribuer à :

- Promouvoir la communication tous azimuts autour de la gestion communale et de la mise en œuvre du PCD de la Commune de Moloundou ;
- Faciliter le déplacement des personnes et des biens en assurant un entretien régulier des routes ;
- Réduire progressivement les déficits scolaires sur le plan des infrastructures, du personnel et du matériel ;
- Assurer la fourniture en qualité et en quantité de l'eau potable aux populations ;
- Étendre le réseau électrique dans les villages ;
- Prendre des mesures de protection de l'environnement en vue de réduire les effets du changement climatique,
- Rentabiliser l'exploitation des ressources naturelles (sable, pierres latérites etc.) ;
- Faciliter le développement des activités agropastorales ;
- Promouvoir et développer la culture touristique.

Ainsi, l'atteinte des objectifs sus cités impose la mise en place d'un cadre de concertation entre la Commune et les partenaires financiers, pour la mise en œuvre des activités inscrites dans le PCD et la mise en place d'une stratégie de marketing en vue de la vulgarisation de ce document et, la mobilisation des partenaires techniques et financiers pour assurer la réalisation des besoins prioritaires exprimés par les populations à la base.

L'objectif global du PCD est de doter la Commune d'un document de référence qui définit la vision de développement local dans son espace géographique et qui envisage les actions à entreprendre à court, moyen et long terme.

De façon spécifique, dans un horizon temporel de 2018 à 2022, l'opérationnalisation des actions du PCD doit contribuer à :

- Promouvoir la communication tous azimuts autour de la gestion communale et de la mise en œuvre du PCD de la Commune de Moloundou ;

- Faciliter le déplacement des personnes et des biens en assurant un entretien régulier des routes ;
- Réduire progressivement les déficits scolaires sur le plan des infrastructures, du personnel et du matériel ;
- Assurer la fourniture en qualité et en quantité de l'eau potable aux populations ;
- Etendre le réseau électrique dans les villages ;
- Prendre des mesures de protection de l'environnement en vue de réduire les effets du changement climatique,
- Rentabiliser l'exploitation des ressources naturelles (sable, pierres latérites etc.) ;
- Faciliter le développement des activités agropastorales ;
- Promouvoir et développer la culture touristique.

Ainsi, l'atteinte des objectifs sus cités impose la mise en place d'un cadre de concertation entre la Commune et les partenaires financiers, pour la mise en œuvre des activités inscrites dans le PCD et la mise en place d'une stratégie de marketing en vue de la vulgarisation de ce document et, la mobilisation des partenaires techniques et financiers pour assurer la réalisation des besoins prioritaires exprimés par les populations à la base.

5.2. Eléments de Cadrage

A l'issu du diagnostic préalablement effectué auprès des populations, certains problèmes ont été relevés et des actions pour remédier de façon opérationnelle et progressive à ces problèmes ont été identifiés en fonction de leur niveau de priorité dans chaque village/quartiers. Ces projets prioritaires (dont 08 sociaux et 03 économiques) ont été ensuite rangé par ordre de financement pour chaque village/espace urbain en fonction des ressources propres dont la Commune dispose, pour pouvoir répondre avec efficience et efficacité aux besoins exprimés par les populations et ainsi atteindre les objectifs de développement de la Commune de Moloundou.

5.2.1. Tableau consolidé des projets prioritaires

Le tableau 43 présente la liste consolidé des projets prioritaires et leurs coûts estimatifs par village/quartiers de la Commune ainsi que la priorité des priorités pour chacun de ces derniers.

Tableau 42 : Liste consolidée des projets prioritaires par villages et espace urbain

N°	Village/ Espace urbain	Rang des projets sociaux prioritaires					Rang des projets économiques prioritaires			Coût estimatif total des projets prioritaires	Priorité des Priorités		
		1 ^{ier}	2 ^{ième}	3 ^{ième}	4 ^{ième}	5 ^{ième}	1 ^{ier}	2 ^{ième}	3 ^{ième}		Intitulé du projet	Coût estimatif	% projets identifiés par les femmes/hommes
1	BA'AD	Aménagement de la route Moloundou- Ndongo (60 km) avec traitement des points critiques	Construction d'un forage	Construction d'un hangar à la chefferie	Construction d'une case santé	Construction d'une école primaire	Construction d'un magasin de stockage	Création d'une pépinière multi spéculation	Construction d'un marché	272 000 000	Construction d'un magasin de stockage	15 000 000	56,25% des projets prioritaires ont été identifiés par les le groupe des femmes contre 43,75% de ceux identifiés par le groupe des hommes
		200 000 000											
	Groupe socioprofessionnel ayant choisi le projet : Hommes (H), Femmes (F)	H + F	F	H	F	H + F	F	H	H + F				
2	BAKA GBINE	Construction d'un forage au Campement Baka Gbiné	Extension du réseau électrique au campement	Réhabilitation du foyer culturel Baka Gbiné	Construction d'une case de passage au Campement Baka	Construction d'un CSI au campement	Ouverture de la piste agricole allant du campement Baka à la rivière Kagna	Création d'une pépinière communautair e de cacao	Création d'une pépinière communautair e de plantain	137 000 000	Construction d'un forage au campement Baka-Gbine	8 000 000	25% des projets prioritaires du village sont issus des priorités identifiées par les femmes contre 75% pour celles identifiées par le groupe des hommes
		8 000 000											
	Groupe socioprofessionnel ayant choisi le projet : Hommes (H), Femmes (F)	F + H	H	F + H	F	H	H	H	H				
3	MONGOKELE	Reprofilage de la route Socambo- Mongo kélé (10 km) avec traitement des points critiques	Création et construction d'une école primaire et Maternelle à Mongokélé	Création et construction d'une case santé à Mongokélé	Construction d'un forage à Mongokélé	Electrification du village par panneaux solaires	Mise sur pied d'une pépinière communautair e à Mongokélé	Plaidoyer pour l'attribution d'une forêt communautair e	Mise sur pied d'un étang communautair e à Mongokélé	118 250 000	Reprofilage de la route Socambo- Mongokele (10 km) avec traitement des points critiques	25 000 000	31,25% des projets prioritaires du village sont issus des priorités identifiées par les femmes contre 60,75% de ceux
		25 000 000											

N°	Village/ Espace urbain	Rang des projets sociaux prioritaires					Rang des projets économiques prioritaires			Coût estimatif total des projets prioritaires	Priorité des Priorités		
		1 ^{er}	2 ^{ème}	3 ^{ème}	4 ^{ème}	5 ^{ème}	1 ^{er}	2 ^{ème}	3 ^{ème}		Intitulé du projet	Coût estimatif	% projets identifiés par les femmes/hommes
													identifiés par les hommes
	Groupe socioprofessionnel ayant choisi le projet : Hommes (H), Femmes (F)	H + F	H + F	F	H	H + F	H	H	H				
4	LEGOUE	Aménagement de la route Moloundou- Ndongo (60 km) avec traitement des points critiques	Construction de 01 bloc de 02 salles de classe à l'EPP de Légoué	Construction de 01 bloc de 02 salles de classe à l'EPP de Légoué	Construction d'un forage à Légoué	Extension du réseau électrique à Légoué	Création d'une pépinière communautair e de multi spéculation (manioc, tomate, maïs, Cacao, Plantain...)	Construction d'un magasin de stockage	Construction d'un marché frontalier à Tembé rivière	122 000 000	Création d'une pépinière communautair e de multi spéculation (manioc, tomate, maïs, cacao, plantain...)	15 000 000	43,75% des projets prioritaires du village sont issus des priorités identifiées par les femmes contre 56,25% pour celles identifiées par les hommes
		/*	25 000 000	25 000 000	8 000 000	14 000 000	15 000 000	15 000 000	20 000 000				
	Groupe socioprofessionnel ayant choisi le projet : Hommes (H), Femmes (F)	H + F	H + F	H + F	H	H	H	F	F				
5	MAKOKA 2	Construction d'un forage à Makoka 2	Extension du réseau électrique à Makoka 2	Construction d'un second forage à Makoka 2	Création et construction d'une école maternelle à Makoka 2	Réhabilitation du forage en panne	Création d'une ferme communautair e de poulets de chair	Construction d'une aire de séchage de 100 M²	Création d'une pépinière communautair e de cacao	99 500 000	Construction d'un forage a Makoka 2	8 000 000	43,75% des projets prioritaires du village sont issus des priorités identifiées par les femmes contre 56,25% pour celles identifiées par les hommes
		8 000 000	28 000 000	8 000 000	25 000 000	4 500 000	10 000 000	1 000 000	15 000 000				
	Groupe socioprofessionnel ayant choisi le projet : Hommes (H), Femmes (F)	H + F	H	F	H	F	H	F	H				
6	MOLOUNDOU RIVIERE	Construction d'un forage à Moloundou rivière	Extension du réseau électrique à Moloundou rivière	Création et construction d'une école primaire à Moloundou	Construction du pont sur la rivière Loupé	Réhabilitation du Bac sur la Boumba	Aménagement de la route Moloundou- Ndongo (60 km) avec	Création et construction d'un marché à Moloundou rivière	Construction d'un magasin de stockage à Moloundou rivière	88 000 000	Construction d'un forage a Moloundou rivière	8 000 000	62,5% des projets prioritaires du village sont issus des priorités

N°	Village/ Espace urbain	Rang des projets sociaux prioritaires					Rang des projets économiques prioritaires			Coût estimatif total des projets prioritaires	Priorité des Priorités		
		1 ^{er}	2 ^{ème}	3 ^{ème}	4 ^{ème}	5 ^{ème}	1 ^{er}	2 ^{ème}	3 ^{ème}		Intitulé du projet	Coût estimatif	% projets identifiés par les femmes/hommes
				rivière			traitement des points critiques						identifiées par les femmes contre 37,5% pour celles identifiées par
		8 000 000	8 000 000	25 000 000	10 000 000	12 000 000	/*	10 000 000	15 000 000				
	Groupe socioprofessionnel ayant choisi le projet : Hommes (H), Femmes (F)	F	H	F	H + F	H + F	H	F	F				
7	MBANGOYE 2	Extension du réseau électrique à Mbangoyé 2	Construction d'un forage à Mbangoyé 2	Création et construction puis équipement d'un CES à Mbangoyé 2	Construction d'un second forage à Mbangoyé 2	Création d'un service d'identification mobile	Construction et équipement d'un magasin de stockage à Mbangoyé 2	Création d'une structure d'élevage communautair e à Mbangoyé 2	Construction d'une maison du paysan à Mbangoyé 2	153 500 000	Construction et équipement d'un magasin de stockage à mbangoye 2	15 000 000	50% des projets prioritaires du village sont issus des priorités identifiées par les femmes contre 50% pour celles identifiées par les hommes
		50 000 000	8 000 000	50 000 000	8 000 000	500 000	15 000 000	10 000 000	12 000 000				
	Groupe socioprofessionnel ayant choisi le projet : Hommes (H), Femmes (F)	H	F	H + F	F	H	H + F	H	F				
8	LEKE	Aménagement de la route Moloundou- Ndongo (60 km) avec traitement des points critiques	Construction d'un hangar à la chefferie avec 02 bureaux et case de passage	Construction d'une Case santé	Extension du réseau électrique à LEKE	Construction d'une école maternelle à LEKE	Création d'une pépinière communautair e multi spéculations à LEKE	Mise sur pied d'une ferme communautair e de poulets de chairs	Ouverture de 02 pistes agricoles	116 000 000	Création d'une pépinière communautair e multi spéculations à Leke	15 000 000	43,75% des projets prioritaires du village sont issus des priorités identifiées par les femmes contre 56,25% pour celles identifiées par les hommes
		/*	10 000 000	10 000 000	30 000 000	25 000 000	15 000 000	20 000 000	6 000 000				
	Groupe socioprofessionnel ayant choisi le projet : Hommes (H), Femmes (F)	H + F	H	F	H	H + F	F	H	H + F				
9	MALAPA	Ouverture de	Extension du	Construction	Création,	Construction	Création d'une	Construction	Mise sur pied	220 000 000	Ouverture de	80 000 000	37,5% des

N°	Village/ Espace urbain	Rang des projets sociaux prioritaires					Rang des projets économiques prioritaires			Coût estimatif total des projets prioritaires	Priorité des Priorités		
		1 ^{er}	2 ^{ème}	3 ^{ème}	4 ^{ème}	5 ^{ème}	1 ^{er}	2 ^{ème}	3 ^{ème}		Intitulé du projet	Coût estimatif	% projets identifiés par les femmes/hommes
	FLEUVE	la route malapa chefferie- rivière malapi sur 02 Km avec construction d'un pont forestier de 10 mètres	réseau électrique ENEO à Malapa fleuve	d'un bloc de 02 salles de classe avec latrine et bloc administratif à l'EPP de Mokounounou	construction et équipement d'un CSI à Malapa fleuve	d'un forage à Malapa fleuve	pépinière communautair e de cacao	d'une maison du planteur	d'un étang communautair e		la route malapa chefferie- rivière malapi sur 02 km avec construction d'un pont forestier de 10 mètres		projets prioritaires du village sont issus des priorités identifiées par les femmes contre 62,5% pour celles identifiées par les hommes
		80 000 000	10 000 000	25 000 000	60 000 000	8 000 000	10 000 000	12 000 000	15 000 000				
	Groupe socioprofessionnel ayant choisi le projet : Hommes (H), Femmes (F)	H + F	H	F	F	H	H	H	H + F				
10	TEMBE RIVIERE	Aménagement de la route Moloundou- Ndongo (60 km) avec traitement des points critiques	Construction d'un CSI	Construction d'un hangar avec 02 bureaux à la chefferie	Construction d'un forage à l'école publique	Construction d'un forage	Construction d'un centre commercial frontalier à Tembé rivière	Création d'une pépinière communautair e multi spéculation	Construction d'un magasin de stockage	211 000 000	Construction d'un centre commercial frontalier à Tembe rivière	40 000 000	56,25% des projets prioritaires ont été identifiés par les le groupe des femmes contre 43,75% de ceux identifiés par le groupe des hommes
		90 000 000	35 000 000	5 000 000	8 000 000	8 000 000	40 000 000	10 000 000	15 000 000				
	Groupe socioprofessionnel ayant choisi le projet : Hommes (H), Femmes (F)	H + F	F	H	F	H + F	H + F	F	H				
11	MINDOUROU	Construction d'un forage à Mindourou	Aménagemen t de la route Moloundou- Ndongo (60 km) avec traitement des points critiques	Construction d'un foyer communautaire à Mindourou	Construction d'un forage à Mindourou	Extension du réseau électrique à Mindourou	Création d'une pépinière de cacao	Ouverture d'une piste agricole	Construction d'une maison du planteur à Mindourou	100 500 000	Construction d'un forage à Mindourou	8 000 000	37,5% des projets prioritaires du village sont issus des priorités identifiées par les femmes contre 62,5% pour

N°	Village/ Espace urbain	Rang des projets sociaux prioritaires					Rang des projets économiques prioritaires			Coût estimatif total des projets prioritaires	Priorité des Priorités		
		1 ^{er}	2 ^{ème}	3 ^{ème}	4 ^{ème}	5 ^{ème}	1 ^{er}	2 ^{ème}	3 ^{ème}		Intitulé du projet	Coût estimatif	% projets identifiés par les femmes/hommes
		8 000 000	/*	15 000 000	8 000 000	45 000 000	10 000 000	2 500 000	12 000 000				celles identifiées par les hommes
	Groupe socioprofessionnel ayant choisi le projet: Hommes (H), Femmes (F)	H	H + F	H	H+ F	H	H	F	F				
12	NGUILILI 2	Construction d'u forage à Nguilili 2	Extension du réseau électrique à Nguilili 2	Création et construction d'un CES à Nguilili 2	Création et construction d'une école primaire et maternelle à Nguilili 2	Reprofilage de l'axe routier Nguilili-Kika sur 60 km	Construction d'un marché avec tous ses accessoires à Nguilili 2	Construction d'une maison du planteur	Mise sur pied d'une pépinière multi culture à Nguilili 2	288 000 000	Construction d'un forage à Nguilili 2	8 000 000	31,25% des projets prioritaires du village sont issus des priorités identifiées par les femmes contre 60,75% de ceux identifiés par les hommes
		8 000 000	45 000 000	60 000 000	30 000 000	100 000 000	30 000 000	15 000 000	10 000 000				
	Groupe socioprofessionnel ayant choisi le projet : Hommes (H), Femmes (F)	H	H	H	H + F	F	F	H	H				
13	DIOULA	Construction d'un bloc de 02 salles de classe avec bloc administratif et latrine à l'EPP d Dioula	Construction d'un forage à Dioula	Extension du réseau électrique à Dioula	Construction d'un second bloc de 02 salles de classe à l'EPP de Dioula	Construction d'un foyer culturel à Dioula	Construction d'une piste agricole de 04 km allant du village pour la rivière Belitsio	Construction d'une maison du paysan à Dioula	Aménagement d'un étang communautair e à Dioula	149 000 000	Construction d'un bloc de 02 salles de classe avec bloc administratif et latrine a l'EPP de dioula	30 000 000	37,5% des projets prioritaires du village sont issus des priorités identifiées par les femmes contre 62,5% pour celles identifiées par les hommes
		30 000 000	8 000 000	35 000 000	25 000 000	13 000 000	3 000 000	15 000 000	20 000 000				
	Groupe socioprofessionnel ayant choisi le projet : Hommes (H), Femmes (F)	H + F	F	H	F	H	H	H	H + F				
14	BANANA	Construction de 01 forage à Banana	Construction d'un bloc de 02 salles de classe à l'EPP	Extension du réseau électrique à Banana	Construction de 01 bloc de 02 salles de classe à l'EPP	Construction d'un second forage	Mise sur pied d'une pépinière multi culture (Cacao,	Ouverture de la piste agricole SOCALIP-	Construction d'un marché à Banana	131 500 000	Construction d'un forage à Banana	8 000 000	43,75% des projets prioritaires du village sont issus

N°	Village/ Espace urbain	Rang des projets sociaux prioritaires					Rang des projets économiques prioritaires			Coût estimatif total des projets prioritaires	Priorité des Priorités		
		1 ^{er}	2 ^{ème}	3 ^{ème}	4 ^{ème}	5 ^{ème}	1 ^{er}	2 ^{ème}	3 ^{ème}		Intitulé du projet	Coût estimatif	% projets identifiés par les femmes/hommes
			de Banana centre		de Cana		palmier bananier plantain)	POPOÏ soit 08 km					des priorités identifiées par les femmes contre 56,25% pour celles identifiées par les hommes
		8 000 000	25 000 000	35 000 000	25 000 000	8 000 000	10 000 000	3 500 000	17 000 000				
	Groupe socioprofessionnel ayant choisi le projet : Hommes (H), Femmes (F)	F	H + F	H	H + F	F	H	H	H + F				
15	ADJALA	Aménagement de la route Moloundou- Ndongo (60 km) avec traitement des points critiques	Construction de 01 forage	Construction d'un second forage	Construction d'un hangar à la chefferie d'Adjala avec 03 chambres de passage	Réhabilitation du réseau électrique	Construction et équipement d'une maison du planteur à Adjala	Construction d'un magasin de stockage	Création d'une ferme avicole communautair e	86 000 000	Construction et équipement d'une maison du planteur à Adjala	15 000 000	31,25% des projets prioritaires du village sont issus des priorités identifiées par les femmes contre 60,75% de ceux identifiés par les hommes
		/*	8 000 000	8 000 000	10 000 000	10 000 000	15 000 000	15 000 000	20 000 000				
	Groupe socioprofessionnel ayant choisi le projet : Hommes (H), Femmes (F)	H + F	H + F	H + F	H	H	H	F	H				
16	MBATEKA	Construction d'un forage à Mbatéka Ndjong	Construction d'un CSI à Mbatéka	Construction d'un forage à Mbatéka centre	Création et construction d'une école maternelle à Mbatéka centre	Construction d'un forage à l'école Publique de Mbatéka centre	Construction et équipement d'une maison du planteur	Construction d'une ferme communautair e de poulets de chair	Création d'une pépinière communautair e multi culture (cacao, safoutier, palmier à huile)	164 000 000	Construction d'un forage a Mbateka ndjong	8 000 000	37,5% des projets prioritaires du village sont issus des priorités identifiées par les femmes contre 62,5% pour celles identifiées par les hommes
		8 000 000	60 000 000	8 000 000	30 000 000	8 000 000	15 000 000	20 000 000	15 000 000				
	Groupe socioprofessionnel ayant choisi le projet : Hommes (H), Femmes (F)	H + F	H + F	H + F	F	H	H	H	H				

N°	Village/ Espace urbain	Rang des projets sociaux prioritaires					Rang des projets économiques prioritaires			Coût estimatif total des projets prioritaires	Priorité des Priorités		
		1 ^{er}	2 ^{ème}	3 ^{ème}	4 ^{ème}	5 ^{ème}	1 ^{er}	2 ^{ème}	3 ^{ème}		Intitulé du projet	Coût estimatif	% projets identifiés par les femmes/hommes
17	MAKOKA 1	Construction d'un bloc de 02 salles de classe avec bloc administratif et latrines à l'EP de Makoka 1	Extension du réseau électrique à Makoka 1	Construction d'un forage à Makoka 1	Construction d'un autre bloc de 02 salles de classe à l'EPP de Makoka 1	Réhabilitation du point d'eau en panne	Construction d'une maison du paysan à Makoka 1	Création d'un étang communautaire à Makoka 1	Construction d'un marché à Makoka 1	139 500 000	Construction d'un bloc de 02 salles de classe avec bloc administratif et latrines a l'EPP de makoka 1	30 000 000	43,75% des projets prioritaires du village sont issus des priorités identifiées par les femmes contre 56,25% pour celles identifiées par les hommes
		30 000 000	20 000 000	8 000 000	25 000 000	4 500 000	15 000 000	20 000 000	17 000 000				
	Groupe socioprofessionnel ayant choisi le projet : Hommes (H), Femmes (F)	H	H	F	H	F	H	H + F	F				
18	MBANGOYE 1	Construction d'un bloc de 02 salles de classe avec bloc administratif et latrines à l'EPP de Mbangoyé 1	Construction d'un forage à Mbangoyé 1	Construction d'un bloc de 02 salles de classe à l'epp de Mbangoyé 1	Construction d'un forage à Mbangoyé 1	Extension du réseau électrique à Mbangoyé 1	Construction d'une maison du paysan à Mbangoyé 1	Mise sur pied d'une pépinière de cacao	Création et construction d'un marché à Mbangoyé 1	158 000 000	Construction d'un bloc de 02 salles de classe avec bloc administratif et latrines a l'EPP de mbangoye 1	30 000 000	43,75% des projets prioritaires du village sont issus des priorités identifiées par les femmes contre 56,25% pour celles identifiées par les hommes
		25 000 000	8 000 000	25 000 000	8 000 000	50 000 000	15 000 000	10 000 000	17 000 000				
	Groupe socioprofessionnel ayant choisi le projet : Hommes (H), Femmes (F)	F	H	F	F	H + F	H	H					
19	NDONGO	Aménagement de la route Moloundou-Ndongo (60 km) avec traitement des points critiques	Electrification villageoise à énergie solaire à Ndongo	Construction d'un forage à Ndongo	Construction d'un second forage à Ndongo	Construction d'un hangar à la chefferie avec 02 bureaux et case de passage	Création d'un centre commercial frontalier à Ndongo	Création d'une pépinière communautaire de cacao	Construction d'un magasin de stockage à Ndongo	174 000 000	Création d'un centre commercial frontalier à Ndongo	40 000 000	50% des projets prioritaires du village sont issus des priorités identifiées par les femmes contre 50% pour celles

N°	Village/ Espace urbain	Rang des projets sociaux prioritaires					Rang des projets économiques prioritaires			Coût estimatif total des projets prioritaires	Priorité des Priorités		
		1 ^{er}	2 ^{ème}	3 ^{ème}	4 ^{ème}	5 ^{ème}	1 ^{er}	2 ^{ème}	3 ^{ème}		Intitulé du projet	Coût estimatif	% projets identifiés par les femmes/hommes
		/*	70 000 000	8 000 000	8 000 000	10 000 000	40 000 000	15 000 000	15 000 000				identifiées par les hommes
	Groupe socioprofessionnel ayant choisi le projet : Hommes (H), Femmes (F)	H + F	F	H + F	H + F	H	F	H	H + F				
20	NGUILILI 1	Extension du réseau électrique à Nguilili 1	Construction d'un CES à Nguilili 1	Création et construction d'une école maternelle à Nguilili 1	Construction d'une maison d'astreinte pour les enseignants	Réhabilitation du forage défectueux au CSI	Construction d'un centre commercial à Nguilili 1	Construction d'une maison du planteur à Nguilili 1	Création d'une pépinière communautair e de multi culture à Nguilili 1	204 500 000	Construction d'un centre commercial à Nguilili 1	40 000 000	43,75% des projets prioritaires du village sont issus des priorités identifiées par les femmes contre 56,25% pour celles identifiées par les hommes
		30 000 000	60 000 000	30 000 000	15 000 000	4 500 000	40 000 000	15 000 000	10 000 000				
	Groupe socioprofessionnel ayant choisi le projet : Hommes (H), Femmes (F)	H	H	F	F	H + F	F	H	H				
21	MOPOULO	Aménagement de la route Moloundou- Ndongo (60 km) avec traitement des points critiques	Construction d'un château d'eau à Mopoulo	Création d'un CES à Mopoulo	Equipement et affectation de tout le personnel de la SAR/SM	Reprofilage de l'axe Moloundou- Ndongo (60 Km)	Mise sur pied d'une pépinière école de cacao à Mopoulo	Création d'une ferme communautair e à Mopoulo	Aménagement du lac de Mokounounou	190 000 000	Mise sur pied d'une pépinière multi- spéculation Mopoulo	15 000 000	31,25% des projets prioritaires du village sont issus des priorités identifiées par les femmes contre 60,75% de ceux identifiés par les hommes
		/*	20 000 000	60 000 000	25 000 000	/*	15 000 000	20 000 000	50 000 000				
	Groupe socioprofessionnel ayant choisi le projet : Hommes (H), Femmes (F)	H	F	H	F	H	H	H	H + F				
22	NOLA	Construction d'un forage à	Construction et équipement	Création d'une école maternelle	Création d'une décharge	Aménagement de la route	Aménagement du lac de	Aménagement des abords de	Construction d'un magasin	108 000 000	Construction d'un forage à	8 000 000	56,25% des projets

N°	Village/ Espace urbain	Rang des projets sociaux prioritaires					Rang des projets économiques prioritaires			Coût estimatif total des projets prioritaires	Priorité des Priorités		
		1 ^{er}	2 ^{ème}	3 ^{ème}	4 ^{ème}	5 ^{ème}	1 ^{er}	2 ^{ème}	3 ^{ème}		Intitulé du projet	Coût estimatif	% projets identifiés par les femmes/hommes
		Nola	d'une école maternelle à Nola	à Nola	municipale avec installation de 02 bacs à ordures à Nola	Moloundou- Ndongo (60 km) avec traitement des points critiques	Mokounounou	la Ngoko	de stockage de 20 tonnes		Nola		prioritaires ont été identifiés par les le groupe des femmes contre 43,75% de ceux identifiés par le groupe des hommes
		8 000 000	25 000 000	30 000 000	10 000 000	/*	/*	20 000 000	15 000 000				
	Groupe socioprofessionnel ayant choisi le projet : Hommes (H), Femmes (F)	F	F	H + F	H	H	H + F	H + F	F				
23	CENTRE COMMERCIAL	Création d'une école primaire Franco-arabe laïc au centre Commercial	Fourniture d'une ambulance à l'hôpital de Moloundou	Création d'une voirie municipale avec installation de 02 bacs à ordures au Centre commercial	Electrification de Quartier Centre Commercial par un champ de panneaux solaires	Construction d'un forage au quartier Centre Commercial	Aménagement du lac de Mokounounou	Aménagement des abords de la Ngoko	Aménagement de la route Moloundou- Ndongo (60 km) avec traitement des points critiques	178 000 000	Aménagement du lac de mokounounou	50 000 000	25% des projets prioritaires du village sont issus des priorités identifiées par les femmes contre 75% pour celles identifiées par le groupe des hommes
		50 000 000	15 000 000	20 000 000	10 000 000	8 000 000	50 000 000	25 000 000	/*				
	Groupe socioprofessionnel ayant choisi le projet : Hommes (H), Femmes (F)	H	H	F	H + F	H	H + F	H	H				
24	PEZAM	Construction d'un château d'eau à Pezam	Plaidoyer pour l'affectation de de 06 enseignants à l'école primaire bilingue de Pezam	Construction d'un bloc de 02 salles de classes à l'école primaire de Pezam	Construction d'un second bloc de 02 salles de classe à l'école primaire bilingue de Pezam	Equipement et affectation de tout le personnel de la SAR/SM	Aménagement de la route Moloundou- Ndongo (60 km) avec traitement des points critiques	Construction d'un micro barrage sur la Boumba	Construction d'un magasin de stockage	145 150 000	Construction d'un château d'eau à Pezam	25 000 000	31,25% des projets prioritaires du village sont issus des priorités identifiées par les femmes contre 60,75% de ceux identifiés par les hommes
		25 000 000	150 0000	25 000 000	25 000 000	20 000 000	/*	35 000 000	15 000 000				
	Groupe	H + F	H	H + F	H + F	H	H + F	H	H + F				

N°	Village/ Espace urbain	Rang des projets sociaux prioritaires					Rang des projets économiques prioritaires			Coût estimatif total des projets prioritaires	Priorité des Priorités		
		1 ^{er}	2 ^{ème}	3 ^{ème}	4 ^{ème}	5 ^{ème}	1 ^{er}	2 ^{ème}	3 ^{ème}		Intitulé du projet	Coût estimatif	% projets identifiés par les femmes/hommes
	socioprofessionnel ayant choisi le projet : Hommes (H), Femmes (F)												
25	SOCAMBO	Construction d'un forage a socambo administratif	Aménagemen t d'un forage au quartier colline	Construction d'un forage a socambo village	Construction d'une école primaire et maternelle a lobo	Création puis construction et équipement d'un CES à Socambo	Création et aménagement d'une aire de repos pour gros porteurs	Mise sur pied d'une pépinière communautair e de cacao et de plantain	Aménagement des îles et abords de la Sangha	152 000 000	Construction d'un forage a socambo administratif	8 000 000	43,75% des projets prioritaires du village sont issus des priorités identifiées par les femmes contre 56,25% pour celles identifiées par les hommes
		8 000 000	8 000 000	8 000 000	70 000 000	8 000 000	20 000 000	15 000 000	15 000 000				
	Groupe socioprofessionnel ayant choisi le projet : Hommes (H), Femmes (F)	H	F	H + F	H	H + F	H + F	H	F				
26	MAMBÉLÉ	Construction d'un CETIC à Mambélé	Construction d'un forage a Mambélé village	Electrification de Mambélé par un générateur de 50 kw	Réhabilitation du forage endommagé à long train	Construction d'un forage a lopondji	Mise sur pied d'une ferme communautair e de poulet de chair	Construction d'un marché à Mambélé	Construction et équipement d'une structure d'accueil communautair e à Mambélé	170 500 000	Mise sur pied d'une ferme communautair e de poulet de chair	15 000 000	62,5% des projets prioritaires du village sont issus des priorités identifiées par les femmes contre 37,5% pour celles identifiées par les hommes
		45 000 000	8 000 000	35 000 000	4 500 000	8 000 000	15 000 000	25 000 000	30 000 000				
	Groupe socioprofessionnel ayant choisi le projet : Hommes (H), Femmes (F)	H	F	H + F	H + F	F	F	H + F	H + F				
27	NEW TOWN	Construction d'un forage à Newtown	Réhabilitation du forage défectueux à Newtown	Création d'une décharge publique à Moloundou avec installation de 02 bacs à Newtown	Construction d'un deuxième forage à Newtown	Aménagement de la route Moloundou- Ndongo (60 km) avec traitement des points critiques	Aménagement de la route Moloundou- Ndongo (60 km) avec traitement des points critiques	Construction d'un magasin de stockage	Création d'une pépinière de Cacao	65 500 000	Construction d'un forage à Newtown	8 000 000	31,25% des projets prioritaires du village sont issus des priorités identifiées par les femmes contre

N°	Village/ Espace urbain	Rang des projets sociaux prioritaires					Rang des projets économiques prioritaires			Coût estimatif total des projets prioritaires	Priorité des Priorités		
		1 ^{er}	2 ^{ème}	3 ^{ème}	4 ^{ème}	5 ^{ème}	1 ^{er}	2 ^{ème}	3 ^{ème}		Intitulé du projet	Coût estimatif	% projets identifiés par les femmes/hommes
		8 000 000	4 500 000	20 000 000	8 000 000	/	/	15 000 000	10 000 000				68.75% pour celles identifiées par les hommes
	Groupe socioprofessionnel ayant choisi le projet : Hommes (H), Femmes (F)	H + F	H	H	F	H	H	F	H				
28	KIKA	Construction d'un bloc de 02 salles de classe au CES de kika	Aménagemen t de la route kika-Nguilili 1	Erection du CSI de Kika en Centre Médical d'Arrondissement (CMA)	Electrification de kika par un générateur de 50 kw	Construction d'un forage a katabanga	Mise sur pied d'une pépinière communautair e de cacao et de bananier plantain	Construction d'un marché centre commercial kika	Mise sur pied d'une ferme école pour l'élevage communautair e	183 000 000	Construction d'un bloc de 02 salles de classe au ces de Kika	30 000 000	56,25% des projets prioritaires du village sont issus des priorités identifiées par les femmes contre 43,75% pour celles identifiées par les hommes
		30 000 000	/*	40 000 000	35 000 000	8 000 000	10 000 000	40 000 000	20 000 000				
	Groupe socioprofessionnel ayant choisi le projet : Hommes (H), Femmes (F)	H + F	H	H	F	H + F	H + F	F	F				
29	YENGA	Réhabilitation du réseau électrique a Yenga	Construction d'un forage a port gentil	Construction d'un bloc de 02 salles de classe avec bloc administratif au ces de yenga	Construction d'un bâtiment supplémentaire au CSI de yenga	Construction d'un forage au campement baka	Reprofilage de l'axe routier yenga-long train	Mise sur pied d'une pépinière de cacao	Construction d'un marché à Yenga centre	120 000 000	Réhabilitation du réseau électrique a Yenga	10 000 000	43,75% des projets prioritaires du village sont issus des priorités identifiées par les femmes contre 56,25% pour celles identifiées par les hommes
		10 000 000	8 000 000	30 000 000	25 000 000	8 000 000	12 000 000	10 000 000	17 000 000				
	Groupe socioprofessionnel ayant choisi le projet : Hommes (H), Femmes (F)	H + F	F	F	H	H	H + F	H	H + F				
30	QUARTIER ADMINISTRATIF	Construction d'un forage au	Construction d'un bloc de	Construction bloc de 02 salles	Construction d'un bloc de	Plaidoyer pour affectation de 06	Aménagement de la route	Réaménagement du lac de	Mise sur pied d'un étang	140 150 000	Construction d'un forage au	8 000 000	50% des projets prioritaires du

N°	Village/ Espace urbain	Rang des projets sociaux prioritaires					Rang des projets économiques prioritaires			Coût estimatif total des projets prioritaires	Priorité des Priorités		
		1 ^{ier}	2 ^{ième}	3 ^{ième}	4 ^{ième}	5 ^{ième}	1 ^{ier}	2 ^{ième}	3 ^{ième}		Intitulé du projet	Coût estimatif	% projets identifiés par les femmes/hommes
		quartier administratif	02 salles de classes au lycée bilingue	de classe au lycée bilingue	02 salles de classe au lycée bilingue	enseignants au lycée bilingue	Moloundou- Ndongo (60 km) avec traitement des points critiques	mokounounou	communautair e au quartier administratif		quartier administratif		village sont issus des priorités identifiées par les femmes contre 50% pour celles identifiées par les hommes
	8 000 000	25 000 000	25 000 000	25 000 000	150 000	/	50 000 000	15 000 000					
	Groupe socioprofessionnel ayant choisi le projet : Hommes (H), Femmes (F)	F	H	H + F	H + F	F	H	H + F	H + F				
TOTAL										4 584 550 000			

(/*) Ce projet est prioritaire pour beaucoup de villages et même d'espaces urbains. Il est donc inutile de répéter son coût au fur et à mesure qu'il apparaît au risque de biaiser le coût estimatif final.

Du tableau 42, il ressort que la proportion des projets sélectionnés par les femmes et qui ont été retenus dans la liste définitive ci-dessus varie d'un village ou espace urbain à un autre.

En effet, l'identification des microprojets a eu lieu dans un premier temps par groupe socioprofessionnels (hommes, femmes et/ou jeunes). La liste définitive prenait en compte, suite à de méthodes appropriées les projets identifiés par les différents groupes de manière non seulement à ne léser aucun groupe, mais surtout à établir une logique dans le choix de 08 projets prioritaires définitifs pris parmi les 24 identifiés par tous les différents groupes socioprofessionnels. L'on peut d'ores et déjà remarquer que dans seulement 30% des villages et espaces urbains les microprojets identifiés par les femmes supérieurs à ceux identifiés par les hommes et ceci partir de 50%. Seuls 02 villages ont un score de 25% chacun pour ce qui est de la représentativité des microprojets des femmes dans leur liste définitive.

5.2.2. Cadrage budgétaire sur la base des trois derniers comptes administratifs

Dans la démarche de planification communale arrimée au budget programme, ce cadrage, élaboré sur la base des 03 derniers exercices (2015, 2016 et 2017) permet d'identifier les ressources financières propres à la Commune affectées à l'investissement à partir des trois derniers comptes administratifs de la Commune (Capacité d'investissement de la Commune sur fonds propre). Il servira, à estimer le montant d'investissement effectivement mobilisable par la Commune sur une période de 03 ans, puis de 5 ans comme illustré dans le tableau 44.

Tableau 43 : Cadrage budgétaire de Commune de Moloundou

Année	Montant du Compte administratif	Montant total des recettes d'investissement réalisées	Montant des ressources propres (sûres)	Redressement	Capacité propre d'investissement	Observations
2015	378 894 708	198 140 231	198 140 231	0	198 140 231	la commune à travers ses recettes a permis de réaliser ses investissements à hauteur de 100%
2016	526 338 801	243 926 558	95 598 858	0	95 598 858	/
2017	455 309 179	193 617 562	75 862 958	0	75 862 958	/
Total sur 03 ans	1 360 542 688	635 684 351	369 602 047	0	369 602 047	/
Projection sur 05 ans	2 267 571 147	1 059 473 918	616 003 412	0	616 003 412	Soit 123 200 682,4/an
Appui MINDEVEL sur 4 ans					400 000 000	100 000 000/an
TOTAL					1 016 003 412	Soit 223 200 682,4/an

Les montants totaux de ces comptes pour les années 2015, 2016 et 2017 sont respectivement 378 894 708 FCFA, 526 338 801 FCFA et 455 309 179 FCFA pour total sur 03 ans estimé à 1 360 542 688 FCFA et sur 05 ans et 2 267 571 147 FCFA. Les montants des dépenses d'investissement pour ces trois (03) dernières années sont de 198 140 231 FCFA pour l'année 2015, 243 926 558 FCFA pour l'année 2016 et 193 617 562 FCFA avec un montant de dépense d'investissement triennal estimé à 635 684 351 FCFA et quinquennal estimé à 1 059 473 918 FCFA. En enlevant les fonds non permanents qui sont alloués à la Commune par les partenaires, les montants des ressources propres de la Commune sont ceux présentés dans le tableau 44 et ainsi que la capacité d'investissement sur fonds propres.

Ce cadrage démontre sur la base des comptes administratifs des années 2015, 2016 et 2017 que, la capacité d'investissement de la Commune de Moloundou sur 03 ans est estimée à un montant de 369 602 047 FCFA. Cela signifie que, sur une période 03 ans, la Commune ne pourra investir dans le financement des projets qu'à hauteur de 369 602 047 FCFA. Par ailleurs, sur une période de 05 ans, ce montant est estimé à 616 003 412 FCFA. Ce qui montre que, sur une échelle de temps allant jusqu'à 05 ans, la Commune pourra dépenser en investissement sur ressource propre une somme de 616 003 412 FCFA.

5.2.3. Ranking des villages et espaces urbains de la Commune de Moloundou

Le ranking des villages/espaces urbains consiste en un classement des villages/espaces urbains en fonction de la priorité d'intervention ou investissement de la Commune sur la base du niveau de développement infrastructurel des localités. Il se fonde entre autres sur la volonté de l'exécutif de veiller au respect d'un certain nombre de principes parmi lesquels : l'équité, l'urgence, la pertinence, la faisabilité (disponibilité des ressources nécessaires) et la typologie des projets prioritaires sollicités par les Communautés. Il est élaboré de façon générale (Ranking général) et spécifique (Ranking sectoriel) par types de projets dans un secteur donné en fonction de la priorité d'intervention ou investissement.

Les tableaux 45 et 46 présentent respectivement le ranking général et le ranking sectoriel des villages la Commune de Moloundou

Tableau 44 : Ranking général des villages et espaces urbains de la Commune de Moloundou

Nom des Villages/Espace urbains	Ordre de financement	Observations
BA'AD	1^{er}	Aucune infrastructure
BAKA GBINE	2^e	Aucune infrastructure
MONGOKELE	3^e	Aucune infrastructure
LEGOUE	4^e	01 bloc de 02 salles de classe en matériaux provisoire
MAKOKA 2	5^e	01 puits équipés en panne
MOLOUNDOU RIVIERE	6^e	Un bac non fonctionnel
MBANGOYE 2	7^e	Un puits équipé de PMH en panne
LEKE	8^e	Un puits équipé de PMH en panne
MALAPA FLEUVE	9^e	01 bloc de 02 salles de classe
TEMBE RIVIERE	10^e	Un bloc de 02 salles de classe en matériaux définitifs
MINDOUROU	11^e	01 bloc de 02 salles et 01 bloc de 03 salles de classe à réhabiliter
NGUILILI 2	12^e	Un bloc de 02 salles de classe et 02 puits équipés de PMH
DIOULA	13^e	01 bloc de 02 salles de classe en matériaux définitifs, case de santé communautaire et 02 puits équipés de PMH fonctionnels
BANANA	14^e	02 blocs de 02 salles de classe et 02 blocs de 02 salles de classe en matériaux provisoires, 01 maternelle sans bâtiment, 01 bloc latrine, 01 puits équipé de PMH
ADJALA	15^e	01 bloc de 02 salles de classe en matériaux définitifs, 01 salle de classe en matériaux provisoires, une source aménagée et 01 centre de santé
MBATEKA	16^e	01 bloc de 02 salles de classe en matériaux définitifs et 01 bloc de 02 salles de classe à réhabiliter et 02 puits équipés de PMH
MAKOKA 1	17^e	01 bloc de 02 salles de classe en matériaux définitifs, 01 bloc de 02 salles en matériaux provisoire, 01 bloc de 02 salles de classe programmé dans le BIP, 02 forages fonctionnels et 01 forages non-fonctionnels
MBANGOYE 1	18^e	02 puits équipés de PMH fonctionnel, 01 bloc de 02 salles de classe en matériaux définitifs, 01 bloc de 02 salles de classe en construction, 01 bloc administratif, 01 bloc de 02 latrines

NDONGO	19e	01 bloc de 02 salles de classe au CES, 02 bloc de 02 salles de classe à l'EPP, un centre de santé intégré et 02 bâtiments administratifs, 01 point d'eau à Baka
NGUILILI 1	20e	Un centre de santé intégré, 01 puits équipé de PMH et 03 blocs de 02 salles de classe en matériaux définitifs, 01 école maternelle sans bâtiment et 01 bloc latrine à l'école primaire
MOPOULO	21e	01 point d'eau (02 bornes fontaines), Electrification
NOLA	22e	Electrification, 02 bornes fontaines, débarcadère non aménagé
CENTRE COMMERCIAL	23e	03 bornes fontaines, 24 boutiques
PEZAM	24e	01 salles de classe matériaux provisoires et 02 blocs de 02 salles de classe en matériaux définitifs, cimetière municipal, 04 bornes fontaines (02 fonctionnels et 02 non fonctionnels)
SOCAMBO	25e	Un centre de santé intégré, 01 bloc de 02 salles de classe, bâtiment administratif, marché frontalier, 01 forage, 02 bacs, pilonne Orange
MAMBÉLÉ	26e	06 blocs de 02 salles de classe, 01 école maternelle sans bâtiments, 01 centre multimédia, 01 bloc latrine, 02 puits équipés de PMH en pannes
NEW TOWN	27e	01 marché municipal, 05 bornes fontaines, 01 hôpital de district, 01 centre de santé catholique, 01 école privée, catholique, 01 école maternelle catholique, 01 forage et l'hôtel de ville en construction et box communaux
KIKA	28e	Bâtiments administratifs, CES sans bâtiments, 01 école primaire sans bâtiments, 01 salle de fête, 02 blocs de 02 salles de classe, 02 points d'eau, CMA sans bâtiment (BIP 2018), débarcadère sans bâtiments

YENGA	29e	02 blocs de 02 salles de classe au CES, 03 blocs de 02 salles de classe, 01 école maternelle sans bâtiment, 01 poste agricole construit en matériaux provisoires, 01 centre de santé intégré, 01 bâtiment à l'école familiale, 04 puits équipés de PMH, Mini-centrale solaire en construction, 01 antenne Orange, 01 internat construit, 04 blocs de 02 salles de classe à EPP, 01 groupe électrogène en panne
QUARTIER ADM	30e	Plusieurs bâtiments administratifs, 01 centrale thermique, 01 adduction d'eau, CSI, 01 salle de fête, 05 blocs de 02 salles de classe et une salle de classe, 02 lycées, 02 blocs de 02 salles de classe pour respectivement l'école maternelle francophone et l'école

Source : collecte des données sur le terrain par GIC ALUMNI, 2017

Le Ranking sectoriel des villages et EU : classement sectoriel des villages par ordre de nécessité.

Le classement des villages dans le secteur de l'hydraulique (Tableau 46) s'est fait sur la base du nombre d'habitant par point d'eau (fonctionnel et non fonctionnel).

Tableau 46 : Ranking sectoriel des villages

Tableau 45 : Ranking sectoriel des villages et espaces urbains de la Commune de Moloundou
Secteur 1 : Agriculture

Nom des Villages/Espace urbains	Ordre de financement	Infrastructure existante	Infrastructure à créer
BA'AD	1^{er}	Aucune infrastructure agricole	Construction d'un magasin de stockage
LEGOUE	2^e	Aucune infrastructure agricole	Création d'une pépinière communautaire de multi spéculation (manioc, tomate, maïs, cacao, plantain...)
MBANGOYE 2	3^{ème}	Aucune infrastructure agricole	Construction et équipement d'un magasin de stockage
LEKE	4^{ème}	Aucune infrastructure agricole	Création d'une pépinière communautaire multi spéculations
ADJALA	5^{ème}	Aucune infrastructure agricole	Construction et équipement d'une maison du planteur

MOPOULO	6^{ème}	Aucune infrastructure agricole	Mise sur pied d'une pépinière multi-spéculation

Source : collecte des données sur le terrain par GIC ALUMNI, 2017

Secteur 2 : Elevage, Pêches et industries animales

Nom des Villages/Espace urbains	Ordre de financement	Infrastructure existante	Infrastructure à créer
Centre commercial	1^{er}	Aucune infrastructure	Aménagement du lac de Mokounounou
Mambélé	2^{ème}	Aucune infrastructure	Mise sur pied d'une ferme communautaire de poulet de chair

Source : collecte des données sur le terrain par GIC ALUMNI, 2017

Secteur 3 : Education de base

Nom des Villages/Espace urbains	Ordre de financement	Infrastructure existante	Infrastructure à créer
Dioula	1^{er}	01 bloc de 02 salles de classe en matériaux définitifs	Construction d'un bloc de 02 salles de classe avec bloc administratif et latrine a l'EPP de dioula
Makoka 1	2^{ème}	01 bloc de 02 salles de classe en matériaux définitifs, 01 bloc de 02 salles en matériaux provisoire, 01 bloc de 02 salles de classe programmé dans le BIP,	Construction d'un bloc de 02 salles de classe avec bloc administratif et latrines a l'ep de makoka 1
Mbangoyé 1	3^{ème}	01 bloc de 02 salles de classe en matériaux définitifs, 01 bloc de 02 salles de classe en construction, 01 bloc administratif, 01 bloc de 02 latrines	Construction d'un bloc de 02 salles de classe avec bloc administratif et latrines a l'EPP de mbangoye 1

Source : collecte des données sur le terrain par GIC ALUMNI, 2018

Secteur 4 : Enseignements secondaires

Nom des Villages/Espace urbains	Ordre de financement	Infrastructure existante	Infrastructure à créer
Kika	1^{er}	CES sans bâtiments,	Construction d'un bloc de 02 salles de classe au ces de kika

Secteur 5 : Eau et énergies**Sous-secteur Eau**

Nom des Villages/Espace urbains	Ordre de financement	Infrastructure existante	Infrastructure à créer
BAKA GBINE	1^{er}	Aucune infrastructure	Construction d'un forage au campement Baka-Gbine
MAKOKA 2	2^{ème}	01 puits équipés en panne	Construction d'un forage a Makoka 2
MOLOUNDOU RIVIERE	3^{ème}	Aucune infrastructure	Construction d'un forage a Moloundou rivière
MINDOUROU	4^{ème}	Aucune infrastructure	Construction d'un forage à Mindourou
NGUILILI 2	5^{ème}	02 puits équipés de PMH	Construction d'un forage à Nguilili 2
BANANA	6^{ème}	01 puits équipé de PMH	Construction d'un forage à Banana
MBATEKA	7^{ème}	02 puits équipés de PMH	Construction d'un forage a Mbateka ndjong
NOLA	8^{ème}	02 bornes fontaines	Construction d'un forage à Nola
PEZAM	9^{ème}	04 bornes fontaines (02 fonctionnels et 02 non fonctionnels)	Construction d'un château d'eau
SOCAMBO	10^{ème}	Aucune infrastructure	Construction d'un forage à Sacambo Administratif
NEWTOWN	11^{ème}	05 bornes fontaines 01 forage	Construction d'un forage à Newtown
QUARTIER ADMINISTRATIF	12^{ème}	03 bornes fontaines et 01 puits équipé de PMH	Construction d'un forage

Source : collecte des données sur le terrain par GIC ALUMNI, 2017

Sous-secteur énergies

Nom des Villages/Espace urbains	Ordre de financement	Infrastructure existante	Infrastructure à créer
YENGA	1^{er}	01 groupe électrogène en panne et existence du réseau électrique	Réhabilitation du réseau électrique a Yenga

Source : collecte des données sur le terrain par GIC ALUMNI, 2017

Secteur 6 : Travaux Publics

Nom des Villages/Espace urbains	Ordre de financement	Infrastructure existante	Infrastructure à créer
MONGOKELE	1 ^{er}	Aucune infrastructure	Reprofilage de la route Socambo-Mongokele (10 km) avec traitement des points critiques
MALAPA FLEUVE	2 ^{ème}	Aucune infrastructure	Ouverture de la route malapa chefferie-riviere malapi sur 02 km avec construction d'un pont forestier de 10 metres

Source : collecte des données sur le terrain par GIC ALUMNI, 2017

Secteur 7 : Commerce

Nom des Villages/Espace urbains	Ordre de financement	Infrastructure existante	Infrastructure à créer
TEMBE-RIVIERE	1 ^{er}	Aucune infrastructure	Construction d'un centre commercial frontalier à Tembe rivière
NDONGO	2 ^{ème}	Aucune infrastructure	Création d'un centre commercial frontalier à Ndongo
NGUILILI 1	3 ^{ème}	Aucune infrastructure	Construction d'un centre commercial à Nguilili 1

Source : collecte des données sur le terrain par GIC ALUMNI, 2017

Il ressort de ce tableau que, même s'il est bon de créer des centre préscolaires dans tous les villages de la Commune, il est bon de remettre état celles qui existent déjà : la priorité étant l'EM de Mambélé qui, comparativement à toutes les autres a un peu plus de difficultés. On remarque aussi que les EM sont plus concentrées dans les espaces urbains.

5.2.4. Validation des données de base par secteur

Le tableau 46 suivant fait état des données de base validées dans la Commune de Moloundou.

Tableau 46 : Validation des données de base par secteur

N°	Secteur	Données de base validées
1	Agriculture	- Taux de couverture de la Commune en Cases communautaires : 0%, 30 cases communautaires à construire soit 100% - Linéaire des Pistes agricoles existantes : 183 km existantes soit 52%. Reste à construire 169 km, soit 48% des pistes de collecte. - Taux de couverture en Aires de séchage : 0%. A construire 41, soit 100% - Nombre de Coopératives de producteurs : 0. 41 à créer soit 100% - Nombre de Maisons du paysan : 12 à construire, soit 100% - Nombre de pépinières multi spéculations de la Commune : 0. 32 sont à construire soit 100% - Superficie exploitée pour la culture du cacao : 26 651 hectares de cacao exploitées et accessibles par 183 km de pistes de collecte
3	Santé	- Taux de couverture en formations sanitaires : 58,33% - Taux de couverture en personnel médical par nature : 90,47% - Taux de fréquentation des formations médicales : 83,1%
4	Education de base	Enseignement Maternel - Taux de scolarisation : 3,94% - Taux de couverture en salles de classes : 23,08% - Taux d'accès à une place assise : 92,44% - Taux d'accès à une Tablette : 94,47% - Taux d'encadrement des enfants : 21,43% Enseignement primaire - Taux de scolarisation : 97,24% - Taux de couverture en salle de classe : 50,77% - Taux d'accès à une place assise : 67,86% - Taux d'encadrement des enfants au primaire : 55,44% - Taux de déperdition scolaire : 31% - Taux de déperdition scolaire des filles : 36%
5	Enseignement secondaire	- Taux de couverture des institutions d'enseignement secondaires : 45,45% - Taux d'accès à une place assise : 90% - Taux de couverture en salles de classe : 80,4% - Taux d'encadrement des enfants du secondaire : 90%
6	Eau et énergies	- Taux de couverture en eau potable : 35,2% - Taux de couverture en énergie électrique : 20,68%
7	Travaux publics	- Taux de couverture de la Commune en route cyclable : 45,45% - Nombre de point critique : 17
8	Commerce	03 marchés existants, soit 25%

Source : collecte des données sur le terrain par GIC ALUMNI, 2017

De ce tableau il ressort que les données validées dont présente que dans peu de secteurs, ce qui démontre une faiblesse en infrastructures de la Commune d'une manière générale et dans plusieurs secteurs.

5.2.5. Détermination du niveau d'accès aux services sociaux de base

Il est question de déterminer l'effort que la Commune doit faire pour atteindre les objectifs et projets prévus d'ici à 2023. En effet il s'agit de quantifier le niveau d'amélioration des conditions de vie que la Commune aura atteint une fois les projets des 05 prochaines années mis en œuvre selon les secteurs. Le tableau 48 de synthèse de l'état des lieux ci-dessous en fait l'économie en fonction des programmes.

Tableau 47 : Synthèse de l'état des lieux et situation souhaitée

N°	Programme	Sous-Programme		Situation initiale (accès initial)		Situation souhaitée (accès visé)		Population Cible
				Nb	%	Nb	%	
1	Programme 1	Eau		44	35,2	12	48,8	31 261
		Education (salle de classe)		88	48	08	52,3	7089
2	Programme 2	Agriculture	Magasin de stockage	0	0	02	18,2	7 258
			Maison du paysan	0	0	2	20	10 355
			Pépinières	0	0	03	15	18 828
		Elevage	Ferme communautaire	0	0	1	33	14 286
		Travaux Publics		215 km	45,45	12 km	48%	31 261
		Commerce		03 marchés	25	4	58,33	17 032
		Electricité		6	20,68	1	24,13	31 261
3		Assainissement		28	37.33	5	7	31 261
4	Programme Support	La mobilisation et de la sécurisation des recettes propres de la Commune		/	60%	/	99%	La Commune de Moloundou doit parvenir à développer une stratégie qui lui permette de mobiliser et sécuriser toutes ses recettes

							propres d'ici 2022
		La gestion des ressources humaines de la Commune	65	97,01	02	100%	65 employés dont : ▪ 28 employés permanents, ▪ 16 temporaires et enfin ▪ 21 Conseillers municipaux
		La sécurisation du patrimoine communal	/	48	/	90	La Commune doit pouvoir parfaire la sécurisation de son patrimoine d'ici 2022
		Maturation des projets communaux	/	42	/	97	La Commune doit systématiser la maturation de tous ses projets d'ici 2022
		Communication communale et gestion des relations	/	50	/	98	La Commune doit parvenir à une maîtrise excellente de la gestion de ses relations

Source : Analyse des données, GIC ALUMNI DE L'EST, Juin 2017

5.2.6. Ressources mobilisables et échéances

Tableau 48 : Ressources mobilisables et échéances

Source de financement	Montant (FCFA)	Echéances (2019)												Observations
		J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	
Recettes propres	549 504 784													/
PNDP	218 381 516													/
Autres partenaires (GIZ)	9 000 000													/
MINDDEVEL	400 000 000													
Total	1 176 886 300													

5.3. Planification stratégique

5.3.1. Elaboration des programmes techniques sur 05 ans

Dans le cadre de l'élaboration des programmes, il existe deux (02) types de programme que sont les programmes opérationnels (Techniques) au nombre de trois et axés sur l'Amélioration de l'offre des services sociaux de base, la promotion du développement économique et protection de l'environnement et enfin sur la « Promotion de la culture, des sports et appui à la jeunesse » d'une part et les programme support qui appuient et accompagnent la mise en œuvre des programmes techniques. Ces deux types de programmes obéissent à la même logique de construction des cadres logiques. Les outils utilisés dans l'élaboration de ces programmes sont entre autres :

- le tableau consolidé des microprojets prioritaires des villages de la commune,
- l'ordre de priorité de financement des villages de la commune,
- le tableau des ressources mobilisables par la commune et ;
- le tableau de synthèse de l'état des lieux et de la situation projetée.

Les priorités des priorités des micro-projets par villages/espaces urbains à travers le cadrage budgétaire ont permis faire ressortir une définition sommaire des programmes de la commune de Moloundou présentée dans le tableau 50. A l'issu de cette définition sommaire, une analyse approfondie de ces programmes a permis d'élaborer pour la Commune de Moloundou un programme « Amélioration de l'offre des services sociaux de base » , un programme « Promotion du développement économique et protection de l'environnement » ainsi que le programme « Promotion de la culture, des sports et appui à la jeunesse ». Ces programmes donc la mise en œuvre pour l'atteinte des objectifs visés pour chacun s'étend sur cinq (05) ans tel que présenté dans le tableau 51 y afférent pour chaque secteur.

Tableau 49 : Définition sommaire des programmes

Ranking des villages	Nom du Village ou de l'Espace Urbain	Activités (Priorité des Priorités)	Programme d'affectation	Action (Secteur de rattachement)	Coût de l'activité	Coût Cumulés des activités
1 ^{er}	BAKA GBINE	Construction d'un forage à Baka Gbiné	Amélioration de l'offre des services sociaux de base	Eau	8 000 000	8 000 000
2 ^{ème}	MONGOKELE	Reprofilage de la route avec traitement des points critique Sokambo-Mongokélé sur 10 km	Promotion du développement économique et protection de l'environnement	Travaux publics	25 000 000	33 000 000
3 ^{ème}	LEGOUE	Création d'une pépinière communautaire multi spéculations (Manioc, Tomate, maïs, plantain...)	Promotion du développement économique et protection de l'environnement	Agriculture	10 000 000	43 000 000
4 ^{ème}	MAKOKA 2	Construction d'un forage à Makoka 2	Amélioration de l'offre des services sociaux de base	Eau	8 000 000	51 000 000
5 ^{ème}	MOLOUNDOU RIVIERE	Construction d'un forage à Moloundou rivière	Amélioration de l'offre des services sociaux de base	Eau	8 000 000	59 000 000
6 ^{ème}	MBANGOYE 2	Construction et équipement d'un magasin de stockage à Mbangoye 2	Promotion du développement économique et protection de l'environnement	Agriculture	13 000 000	72 000 000
7 ^{ème}	LEKE	Création d'une pépinière communautaire multi spéculations à LEKE	Promotion du développement économique et protection de l'environnement	Agriculture	10 000 000	82 000 000
8 ^{ème}	MALAPA FLEUVE	Ouverture de la route Malapa chefferie-Rivière sur 2 km avec construction d'un pont forestier de 10 m	Promotion du développement économique et protection de l'environnement	Travaux publics	80 000 000	162 000 000

Ranking des villages	Nom du Village ou de l'Espace Urbain	Activités (Priorité des Priorités)	Programme d'affectation	Action (Secteur de rattachement)	Coût de l'activité	Coût Cumulés des activités
9 ^{ème}	TEMBE RIVIERE	Construction d'un centre commercial frontalier à Tembè Rivière	Promotion du développement économique et protection de l'environnement	Commerce	40 000 000	202 000 000
10 ^{ème}	MINDOUROU	Construction d'un forage à Mindourou	Amélioration de l'offre des services sociaux de base	Eau	8 000 000	210 000 000
11 ^{ème}	NGUILILI 2	Construction d'un forage à Nguilili 2	Amélioration de l'offre des services sociaux de base	Eau	8 000 000	218 000 000
12 ^{ème}	DIOULA	Construction de 01 bloc de 02 salles de classe à l'EPP de Dioula	Amélioration de l'offre des services sociaux de base	Education	22 000 000	240 000 000
13 ^{ème}	BANANA	Construction d'un forage à Banana	Amélioration de l'offre des services sociaux de base	Eau	8 000 000	248 000 000
14 ^{ème}	ADJALA	Construction et équipement d'une maison de planteur à Adjala	Promotion du développement économique et protection de l'environnement	Agriculture	10 000 000	258 000 000
15 ^{ème}	MBATEKA	Construction d'un forage à Mbateka Ndjong	Amélioration de l'offre des services sociaux de base	Eau	8 000 000	266 000 000
16 ^{ème}	MAKOKA 1	Construction d'un bloc de 02 salles de classe avec bloc administratif et 01 bloc latrine à Makoka 1	Amélioration de l'offre des services sociaux de base	Education	22 000 000	288 000 000
17 ^{ème}	MBANGOYE 1	Construction d'un bloc de 02 salles de classe avec bloc administratif et 01 bloc latrine à l'EPP de Mbagoye 1	Amélioration de l'offre des services sociaux de base	Education	22 000 000	310 000 000
18 ^{ème}	NDONGO	Construction d'un centre commercial frontalier à Ndonggo	Promotion du développement économique et protection de l'environnement	Commerce	40 000 000	350 000 000

Ranking des villages	Nom du Village ou de l'Espace Urbain	Activités (Priorité des Priorités)	Programme d'affectation	Action (Secteur de rattachement)	Coût de l'activité	Coût Cumulés des activités
19 ^{ème}	NGUILILI 1	Construction d'un centre commercial à Nguilili 1	Promotion du développement économique et protection de l'environnement	Commerce	40 000 000	390 000 000
20 ^{ème}	MOPOULO	Mise sur pied d'une pépinière école mixte (Manioc, Tomate, maïs, plantain...)	Promotion du développement économique et protection de l'environnement	Agriculture	10 000 000	400 000 000
21 ^{ème}	NOLA	Construction d'un forage à Nola	Amélioration de l'offre des services sociaux de base	Eau	8 000 000	408 000 000
22 ^{ème}	Centre Commercial	Aménagement du lac de Mokounounou	Promotion du développement économique et protection de l'environnement	Elevage	95 000 000	503 000 000
23 ^{ème}	PEZAM	Construction d'un Château d'eau à Pezam	Amélioration de l'offre des services sociaux de base	Eau	80 000 000	583 000 000
24 ^{ème}	SOCAMBO	Construction d'un forage à Socambo	Amélioration de l'offre des services sociaux de base	Eau	8 000 000	591 000 000
	Moloundou ville	Appui à l'organisation annuelle du concours littéraire et artistique de l'arrondissement de de Moloundou	Promotion de la culture, des sports et appui à la jeunesse	Art et Culture	2 000 000	593 000 000
	Moloundou ville	Organisation d'un forum de présentation des projets/programmes de promotion de l'activité culturelle	Promotion de la culture, des sports et appui à la jeunesse	Art et Culture	4 000 000	597 000 000
	Moloundou ville	Encadrement et suivi des artistes hommes/femmes cultures et promoteurs culturels de la commune de de Moloundou	Promotion de la culture, des sports et appui à la jeunesse	Art et Culture	2 000 000	599 000 000
	Moloundou ville	Appui à la création, la formalisation et au suivi des associations culturelles de la commune de de	Promotion de la culture, des sports et appui à la	Art et Culture	2 000 000	601 000 000

Ranking des villages	Nom du Village ou de l'Espace Urbain	Activités (Priorité des Priorités)	Programme d'affectation	Action (Secteur de rattachement)	Coût de l'activité	Coût Cumulés des activités
		Moloundou	jeunesse			
	Moloundou ville	Appui à la formation, la fabrication des objets d'arts et à la transformation des matériaux culturels locaux	Promotion de la culture, des sports et appui à la jeunesse	Art et Culture	2 000 000	603 000 000
	Moloundou ville	Fonctionnement de l'ensemble culturel communal (d'un ballet traditionnel, théâtre, fanfare, musique.....) de la commune de Moloundou	Promotion de la culture, des sports et appui à la jeunesse	Art et Culture	8 000 000	611 000 000
	Moloundou ville	Appui aux associations culturelles de la commune de Moloundou	Promotion de la culture, des sports et appui à la jeunesse	Art et Culture	2 000 000	613 000 000
	Moloundou ville	Appui à l'organisation annuelle d'un festival culturel dans la commune	Promotion de la culture, des sports et appui à la jeunesse	Art et Culture	16 000 000	629 000 000
	Moloundou ville	Appui à la restauration et la sauvegarde de la mémoire collective de la commune	Promotion de la culture, des sports et appui à la jeunesse	Art et Culture	2 000 000	631 000 000
	Moloundou ville	Appui à la participation au programme régional de promotion des langues nationales	Promotion de la culture, des sports et appui à la jeunesse	Art et Culture	2 000 000	633 000 000
	Moloundou ville	Elaboration du fichier du patrimoine culturel de la commune de Moloundou	Promotion de la culture, des sports et appui à la jeunesse	Art et Culture	4 000 000	637 000 000
	Moloundou ville	Appui à la mise en place de 29 associations sportives dans la commune de Moloundou:	Promotion de la culture, des sports et appui à la jeunesse	Sports	5 800 000	642 800 000
	Moloundou ville	Organisation annuelle d'un championnat de football et de handball masculin et féminin dans la commune	Promotion de la culture, des sports et appui à la jeunesse	Sports	16 000 000	658 800 000
	Moloundou ville	Appui au renforcement des capacités des associations en technique d'organisation des manifestations sportives	Promotion de la culture, des sports et appui à la jeunesse	Sports	2 000 000	660 800 000
	Moloundou ville	Appui à la sensibilisation des populations sur les risques de la non pratique de l'activité sportive	Promotion de la culture, des sports et appui à la jeunesse	Sports	2 000 000	662 800 000
	Moloundou ville	Appui aux fédérations sportives spécialisées (FENASCO A et B)	Promotion de la culture, des sports et appui à la	Sports	5 200 000	668 000 000

Ranking des villages	Nom du Village ou de l'Espace Urbain	Activités (Priorité des Priorités)	Programme d'affectation	Action (Secteur de rattachement)	Coût de l'activité	Coût Cumulés des activités
			jeunesse			
	Moloundou ville	Appui à l'organisation sportive des différentes fêtes	Promotion de la culture, des sports et appui à la jeunesse	Sports	2 000 000	670 000 000
	Moloundou ville	Appui à la création et à la formalisation des équipes sportives communales (football, handball, Etc) de Moloundou	Promotion de la culture, des sports et appui à la jeunesse	Sports	2 000 000	672 000 000
	Moloundou ville	Appui aux activités du CNJC	Promotion de la culture, des sports et appui à la jeunesse	Jeunesse	16 000 000	688 000 000
	Moloundou ville	Appui à l'organisation de la fête de la jeunesse à Moloundou	Promotion de la culture, des sports et appui à la jeunesse	Jeunesse	2 000 000	690 000 000
	Moloundou ville	Organisation d'un forum annuel de présentation des projets et programmes de financement des activités de promotion de la jeunesse (MINJEC)	Promotion de la culture, des sports et appui à la jeunesse	Jeunesse	2 000 000	692 200 000
	Moloundou ville	Organisation de 02 ateliers annuels de formation des jeunes sur l'élaboration des business plan et la recherche de financement des microprojets exigibles (CNJC)	Promotion de la culture, des sports et appui à la jeunesse	Jeunesse	6 000 000	698 000 000
	Moloundou ville	Appuis matériels et/ou financiers à l'insertion des jeunes issus des CMPJ ayant des AGR porteuses dans la commune de Moloundou (CNJC)	Promotion de la culture, des sports et appui à la jeunesse	Jeunesse	8 000 000	706 000 000
	Moloundou ville	Accompagnement pour l'enregistrement et l'information des jeunes dans l'Observatoire National de la Jeunesse (ONJ)	Promotion de la culture, des sports et appui à la jeunesse	Jeunesse	6 000 000	712 000 000
	Moloundou ville	Suivi et accompagnement des jeunes ayants bénéficiés des appuis dans la commune de Moloundou	Promotion de la culture, des sports et appui à la jeunesse	Jeunesse	10 000 000	722 000 000
	Moloundou ville	Recrutement annuel de 50 jeunes pour le stage de vacance à la commune de Moloundou	Promotion de la culture, des sports et appui à la jeunesse	Jeunesse	4 000 000	726 000 000
	Moloundou ville	Construction et équipement d'un bâtiment abritant la délégation d'arrondissement du MINJEC	Promotion de la culture, des sports et appui à la jeunesse	Jeunesse	30 000 000	756 000 000

Ranking des villages	Nom du Village ou de l'Espace Urbain	Activités (Priorité des Priorités)	Programme d'affectation	Action (Secteur de rattachement)	Coût de l'activité	Coût Cumulés des activités
	Moloundou ville	Elaboration du fichier du patrimoine culturel de la commune de Moloundou	Promotion de la culture, des sports et appui à la jeunesse	Art et Culture	1 000 000	757 000 000
	Moloundou ville	Construction de monuments à Moloundou	Promotion de la culture, des sports et appui à la jeunesse	Art et Culture	14 000 000	771 000 000
	Moloundou ville	Construction et équipement de la délégation d'arrondissement des sports et de l'éducation physique de Moloundou	Promotion de la culture, des sports et appui à la jeunesse	Sports	25 000 000	796 000 000
	Moloundou ville	Construction et équipement du centre multifonctionnel de promotion des jeunes (CMPJ) de Moloundou (3 salles de classe)	Promotion de la culture, des sports et appui à la jeunesse	Jeunesse	35 000 000	831 000 000
	Moloundou ville	Construction et équipement de bibliothèques municipales équipé d'une salle multi fonctionnelle au quartier administratif de la commune de Moloundou	Promotion de la culture, des sports et appui à la jeunesse	Art et Culture	35 000 000	866 000 000
	Moloundou ville	Construction d'un centre de loisirs pour jeunes à Newton	Promotion de la culture, des sports et appui à la jeunesse	Jeunesse	10 000 000	876 000 000
	Moloundou ville	Aménagement de monuments (Cimetière des allemands, l'hôpital des allemands)	Promotion de la culture, des sports et appui à la jeunesse	Art et Culture	10 000 000	886 000 000
	Moloundou ville	Construction et équipement d'un gymnase multisports à Moloundou au quartier administratif	Promotion de la culture, des sports et appui à la jeunesse	Sports	50 000 000	936 000 000

Présentation des camemberts des programmes

Le graphique 1 représente le poids des trois (03) programmes en fonction du coût global des programmes. A cet effet, le coût global des programmes est de 936 000 000 FCFA à raison :

- D'un coût de 296 000 000 FCFA pour le programme « Amélioration de l'offre des services sociaux de base » soit 31,15% ;
- D'un coût de 266 802 728 FCFA le programme «Promotion du développement économique et protection de l'environnement » soit 30% du total et enfin ;
- D'un coût de 330 000 000 FCFA pour le programme « Promotion de la culture, des sports et appui à la jeunesse » soit 37%.

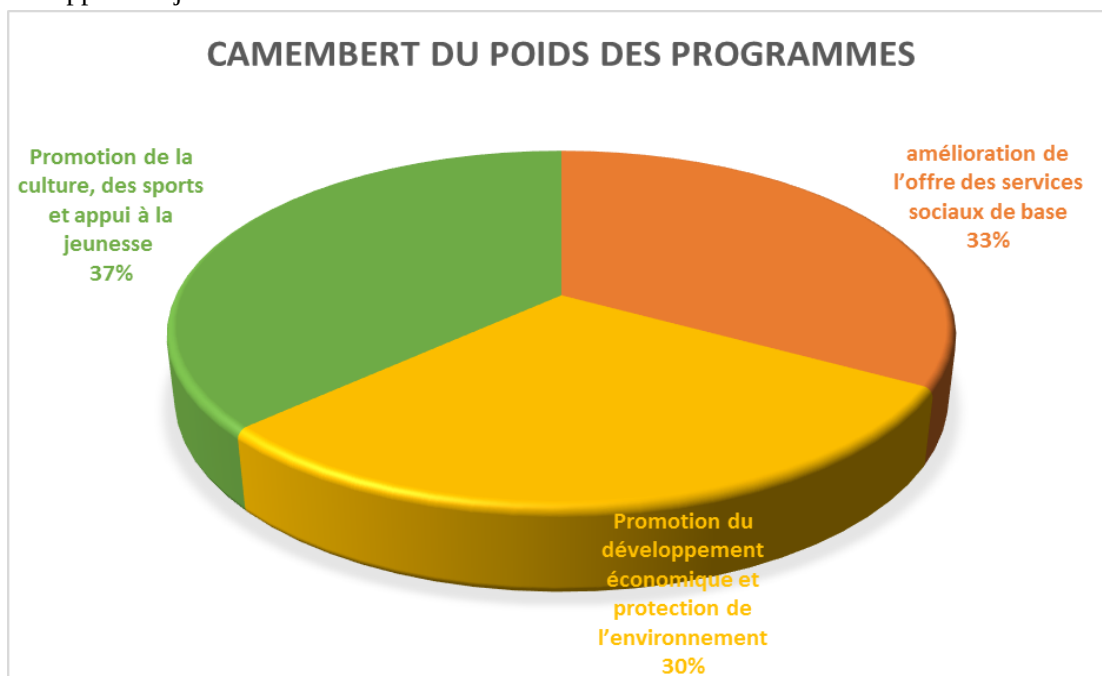
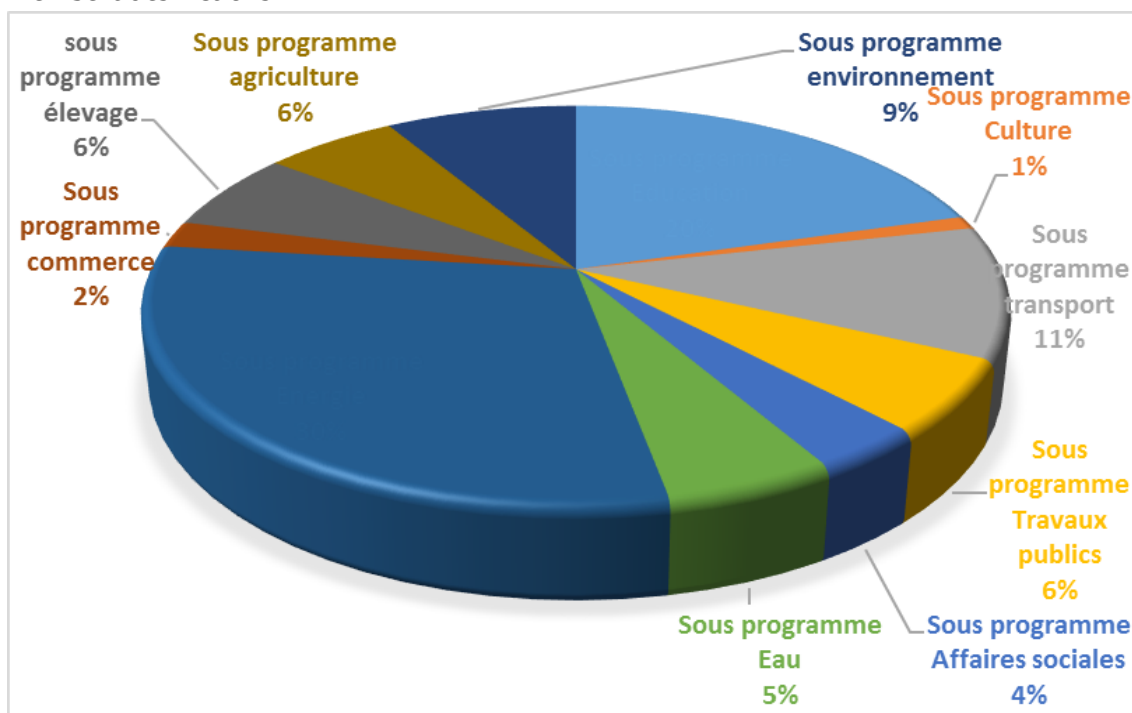


Figure 3 : Poids des trois programmes

Camembert des Actions



Graphique 1: Poids des actions

Graphique 3 : Poids des sous-programmes du programme économique

Il ressort des graphes 1 et 2 que les sous-programmes Amélioration de l'offre des services sociaux de base et Promotion du développement économique et protection de l'environnement représentent respectivement 33 % et 30 % du coût des programmes, le programme Promotion de la culture, des sports et appui à la jeunesse se situe à 37%. On peut noter que sur le programme 1 il se dégage une forte représentativité des sous-programmes éducation et 2nergie. Ce qui implique la majorité des projets qui devront être réalisée pour atteindre l'objectif de ce programme se fera sur le plan social.

5.3.1.1 Programmes techniques

5.3.1.1.2. Programme 1 : Amélioration de l'offre des services sociaux de base

Action 1 (Secteur Education) : Accroissement de l'offre en infrastructure et équipement de qualité du secteur éducatif

PROGRAMME 1 : AMELIORATION DE L'OFFRE DES SERVICES SOCIAUX DE BASE															
Objectif: Améliorer l'offre des services sociaux de base															
Indicateur: Taux d'amélioration global des services sociaux au niveau local															
Action 1 (Secteur Education) : Accroissement de l'offre en infrastructure et équipement de qualité du secteur éducatif															
Objectif: Porter 48% à 53% la capacité d'accueil (infrastructures et équipements) dans les établissements scolaires d'ici 2023															
Indicateur: Nombre d'infrastructures équipées en bon état															
Activités	Localisation	Indicateurs	source de vérification	Responsable	2019		2020		2021		2022		2023		Observations
					Qt é	Coût	Qt é	Coût	Qt é	Coût	Qt é	Coût	Qt é	Coût	
1.1.1 EPP de legoue : construction d'un bloc de deux salles de classes équipés en tables bancs et bureaux de maitres	LEGOUE	Nombre de salle de classe avec TB et bureau de maître	PV et photos	Chef service technique		20100000		0		0		0		0	
1.1.2 EPP de KANA (village BANANA construction d'un bloc de deux (02) salles de classe équipées en tables bancs et Bureau de Maître	BANANA	Nombre de blocs de salle de classe construits et équipés en TB et bureau de maître	PV et photos	Chef service technique		20100000		0		0		0		0	
1.1.3 EPP groupe 1 de Moloundou : équipement en 35 tables bancs et bureaux de maitres (02)	QUARTIER ADMINISTRATIF	Nombre de bureau équipé	PV et photos	Chef service technique		1300000		0		0		0		0	

PROGRAMME 1 : AMELIORATION DE L'OFFRE DES SERVICES SOCIAUX DE BASE															
Objectif: Améliorer l'offre des services sociaux de base															
Indicateur: Taux d'amélioration global des services sociaux au niveau local															
Action 1 (Secteur Education) : Accroissement de l'offre en infrastructure et équipement de qualité du secteur éducatif															
Objectif: Porter 48% à 53% la capacité d'accueil (infrastructures et équipements) dans les établissements scolaires d'ici 2023															
Indicateur: Nombre d'infrastructures équipées en bon état															
Activités	Localisation	Indicateurs	source de vérification	Responsable	2019		2020		2021		2022		2023		Observations
					Qt é	Coût	Qt é	Coût	Qt é	Coût	Qt é	Coût	Qt é	Coût	
1.1.4 EPB de Moloundou équipement en 36 tables bancs et deux (02) bureaux de maitres	PEZAM	Nombre de table banc (TB) et bureaux	PV et photos	Chef service technique		1330000		0		0		0		0	
1.1.5 EPP de legoue : construction d'un bloc de deux salles de classes équipés en tables bancs et bureaux de maitres	LEGOUE	Nombre de bureau équipé	PV et photos	Chef service technique		2010000 0		0		0		0		0	
1.1.6 Equipement en cent vingt (120) Tables-Bancs et huit (08) bureaux de maitre	Moloundou	Nombre de TB et de bureaux de maître	PV et photos	Chef service technique		4600000		0		0		0		0	
1.1.6 EPP de legoue : construction d'un bloc de deux salles de classes équipés en tables bancs et bureaux de maitres	LEGOUE	Nombre de bloc de salle équipés et TB tables de maitre	PV et photos	Chef service technique		2010000 0		0		0		0		0	
1.1.7 EPP de KANA (village BANANA construction d'un	BANANA	Nombre de bloc de salle équipés et TB tables de maitre	PV et photos	Chef service technique		2010000 0		0		0		0		0	

PROGRAMME 1 : AMELIORATION DE L'OFFRE DES SERVICES SOCIAUX DE BASE															
Objectif: Améliorer l'offre des services sociaux de base															
Indicateur: Taux d'amélioration global des services sociaux au niveau local															
Action 1 (Secteur Education) : Accroissement de l'offre en infrastructure et équipement de qualité du secteur éducatif															
Objectif: Porter 48% à 53% la capacité d'accueil (infrastructures et équipements) dans les établissements scolaires d'ici 2023															
Indicateur: Nombre d'infrastructures équipées en bon état															
Activités	Localisation	Indicateurs	source de vérification	Responsable	2019		2020		2021		2022		2023		Observations
					Qt é	Coût	Qt é	Coût	Qt é	Coût	Qt é	Coût	Qt é	Coût	
bloc de deux (02) salles de classe équipées en tables bancs et Bureau de Maître															
1.1.8 Construction d'un foyer pour les Elèves BAKA à Moloundou.	Moloundou	Nombre de foyer construit	PV et photos	Chef service technique		3000000		0		0		0		0	
1.1.9 Construction d'un bloc de salles de classe à l'Ecole de Légoué (Matériaux Provisoires)	LEGOUE	Nombre de bloc en matériaux provisoires	PV et photos	Chef service technique		4900000		0		0		0		0	
1.1.10 Réfection bâtiment de l'EPP de Mindourou	MINDOUROU	Nombre de bâtiments réhabilités	PV et photos	Chef service technique		4900000									
1.1.11 Construction de 01 bloc de 02 salles de classe à l'EPP de Dioula	DIOULA	Nombre de bloc de salle de classe	PV et photos	Chef service technique		0		0		22000000				0	
1.1.12 Construction d'un bloc de 02 salles de classe avec bloc administratif et 01 bloc latrine à Makoka 1	MAKOKA 1	Nombre de bloc de salle de classe de bureau et latrines	PV et photos	Chef service technique		0		0		0		22000000		0	

PROGRAMME 1 : AMELIORATION DE L'OFFRE DES SERVICES SOCIAUX DE BASE															
Objectif: Améliorer l'offre des services sociaux de base															
Indicateur: Taux d'amélioration global des services sociaux au niveau local															
Action 1 (Secteur Education) : Accroissement de l'offre en infrastructure et équipement de qualité du secteur éducatif															
Objectif: Porter 48% à 53% la capacité d'accueil (infrastructures et équipements) dans les établissements scolaires d'ici 2023															
Indicateur: Nombre d'infrastructures équipées en bon état															
Activités	Localisation	Indicateurs	source de vérification	Responsable	2019		2020		2021		2022		2023		Observations
					Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût	
1.1.13Construction d'un bloc de 02 salles de classe avec bloc administratif et 01 bloc latrine à l'EPP de Mbagoye 1	MBANGOYE 1	Nombre de bloc de salle de classe et latrines	PV et photos	Chef service technique		0		0		0		22000000		0	
Total						62930000		0		22000000		44000000		0	

Action 2 (Secteur Eau) : Amélioration de l'accès à l'eau potable des populations des zones rurales et urbaines

PROGRAMME 1 : AMELIORATION DE L'OFFRE DES SERVICES SOCIAUX DE BASE															
Objectif: Améliorer l'offre des services sociaux de base															
Indicateur: Taux d'amélioration global des services sociaux au niveau local															
Action 2 (Secteur Eau) : Amélioration de l'accès à l'eau potable des populations des zones rurales et urbaines															
Objectif: Améliorer de 36% à 50% le taux d'accès à l'eau potable d'ici 2023															
Indicateur: Taux d'accès à l'eau potable															
Activités	localisation	Indicateurs	source de vérification	Responsable	2019		2020		2021		2022		2023		Observations
					Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût	
1.2.1 Construction d'un puits d'eau agricole équipé en PMH à BANANA	BANANA	nombre de puits équipés de PMH	PV et photos	Chef service technique		5500000		0		0		0		0	

PROGRAMME 1 : AMELIORATION DE L'OFFRE DES SERVICES SOCIAUX DE BASE															
Objectif: Améliorer l'offre des services sociaux de base															
Indicateur: Taux d'amélioration global des services sociaux au niveau local															
Action 2 (Secteur Eau) : Amélioration de l'accès à l'eau potable des populations des zones rurales et urbaines															
Objectif: Améliorer de 36% à 50% le taux d'accès à l'eau potable d'ici 2023															
Indicateur: Taux d'accès à l'eau potable															
Activités	localisation	Indicateurs	source de vérification	Responsable	2019		2020		2021		2022		2023		Observations
					Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût	
1.2.2 Construction d'un puits d'eau équipé en PMH à TEMBE-RIVIERE ;	TEMBE-RIVIERE	nombre de forage équipé	PV et photos	Chef service technique		5100000		0		0		0		0	
1.2.3 Construction d'un puits d'eau équipé en PMH à Banana lieudit : MOTEMISSI	BANANA	nombre de forage équipé	PV et photos	Chef service technique		5100000		0		0		0		0	
1.2.4 Construction d'un puits d'eau équipé en PMH à MALAPA lieudit : MOKOUNOUNOU	MALAPA	nombre d'adduction réhabilité	PV et photos	Chef service technique		5100000		0		0		0		0	
1.2.5 Construction d'un puits d'eau équipé en PMH à NG Construction d'un puits d'eau équipé en PMH à MINGOMBE UILILI 2	NGUILILI 2	nombre d'adduction réhabilité	PV et photos	Chef service technique		5100000		0		0		0		0	
1.2.6 Construction d'un puits d'eau équipé en PMH à MINGOMBE	MINGOMBE	nombre d'adduction réhabilité	PV et photos	Chef service technique		5100000		0		0		0		0	
1.2.7 Construction d'un puits d'eau agricole équipé en PMH à MAWA (SOCAMBO Centre)	SOCAMBO	nombre de forage équipé	PV et photos	Chef service technique		5100000		0		0		0		0	
1.2.8 Construction d'un forage à Baka Gbiné	BAKA GBINE	nombre de forages équipés de PMH	PV et photos	Chef service technique		0		8000000		0		0		0	

PROGRAMME 1 : AMELIORATION DE L'OFFRE DES SERVICES SOCIAUX DE BASE															
Objectif: Améliorer l'offre des services sociaux de base															
Indicateur: Taux d'amélioration global des services sociaux au niveau local															
Action 2 (Secteur Eau) : Amélioration de l'accès à l'eau potable des populations des zones rurales et urbaines															
Objectif: Améliorer de 36% à 50% le taux d'accès à l'eau potable d'ici 2023															
Indicateur: Taux d'accès à l'eau potable															
Activités	localisation	Indicateurs	source de vérification	Responsable	2019		2020		2021		2022		2023		Observations
					Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût	
1.2.9 Construction d'un forage à Moloundou rivière	MOLOUNDOU RIVIERE	nombre de forages équipés de PMH	PV et photos	Chef service technique		0		8000000		0		0		0	
1.2.10 Construction d'un forage à Mindourou	MINDOUROU	nombre de forages équipés de PMH	PV et photos	Chef service technique		0		8000000		0		0		0	
1.2.11 Construction d'un forage à Mbateka Ndjong	MBATEKA	nombre de forages équipés de PMH	PV et photos	Chef service technique		0		8000000		0		0		0	
1.2.12 Construction d'un forage à Nola	NOLA	nombre de forages équipés de PMH	PV et photos	Chef service technique										8000000	
1.2.13 Construction d'un Château d'eau à Pezam	PEZAM	nombre de chateaux	PV et photos	Chef service technique										80000000	
												0			

Action 3 (Secteur Energie) : Amélioration de l'accès à l'énergie électrique des populations des zones rurales et urbaines

PROGRAMME 1 : AMELIORATION DE L'OFFRE DES SERVICES SOCIAUX DE BASE															
Objectif: Améliorer l'offre des services sociaux de base															
Indicateur: Taux d'amélioration global des services sociaux au niveau local															
Action 3 (Secteur Energie) : Amélioration de l'accès à l'énergie électrique des populations des zones rurales et urbaines															
Objectif: Améliorer de 21% à 50% le taux d'accès à l'énergie électrique d'ici 2023															
Indicateur: Taux d'accès à l'eau potable															
Activités	localisation	Indicateurs	source de vérification	Responsable	2019		2020		2021		2022		2023		Observations
					Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût	
1.3.1 Construction d'une mini – centrale solaire photo voltaïque à NGUILILI	NGUILILI	nombre de mini centrales photovoltaïques construites	PV et photos	Chef service technique		60 000 000		0		0		0		0	
1.3.2 Construction d'une mini – centrale solaire photo voltaïque à BANANA	BANANA	nombre de mini centrales photovoltaïques construites	PV et photos	Chef service technique		75 000 000		0		0		0		0	
1.3.3 Equipement en Energie solaire de la FM Radio Moloundou	Moloundou	nombre d'équipements solaires installés	PV et photos	Chef service technique		4 900 000		0		0		0		0	
Total						139900000						0			

Action 4 (Secteur Travaux publics) : Amélioration de l'état des voies de communication pour les populations des zones rurales et urbaines

PROGRAMME 1 : AMELIORATION DE L'OFFRE DES SERVICES SOCIAUX DE BASE															
Objectif: Améliorer l'offre des services sociaux de base															
Indicateur: Taux d'amélioration global des services sociaux au niveau local															
Action 4 (Secteur Travaux publics) : Amélioration de l'état des voies de communication pour les populations des zones rurales et urbaines															
Objectif: Améliorer d'au moins 47 % l'état des routes et ouvrages de franchissement d'ici 2023															
Indicateur: Nombre de kilomètre de route avec pont ouverte et reprofilés															

Activités	localisation	Indicateurs	source de vérification	Responsable	2019		2020		2021		2022		2023		Observations
					Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût	
1.4.1 Reprofilage de la route avec traitement des points critique Sokambo-Mongokélé sur 10 km	MONGOKELE	nombre de km reprofilés et de points critiques traités	PV et photos	Chef service technique		0		25 000 000		0		0		0	
1.4.2 Ouverture de la route Malapa chefferie-Rivière sur 2 km avec construction d'un pont forestier de 10 m	MALAPA FLEUVE	nombre de mini centrales photovoltaïques construites	PV et photos	Chef service technique		0		0		85 000 000		0		0	
								25000000				0			

Action 5 (Secteur Affaires Sociales) : Amélioration de l'accès des personnes vulnérables à l'assistance sociale

PROGRAMME 1 : AMELIORATION DE L'OFFRE DES SERVICES SOCIAUX DE BASE															
Objectif: Améliorer l'offre des services sociaux de base															
Indicateur: Taux d'amélioration global des services sociaux au niveau local															
Action 5 (Secteur Affaires Sociales) : Amélioration de l'accès des personnes vulnérables à l'assistance sociale															
Objectif: Améliorer d'au moins 45 % l'appui aux personnes vulnérables d'ici 2023															
Indicateur: Nombre de personnes appuyées, nombre d'équipement sociaux fournis															
Activités	localisation	Indicateurs	source de vérification	Responsable	2019		2020		2021		2022		2023		Observations
					Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût	
1.5.1 Appuis en appareillage aux populations vulnérable de la Commune de Moloundou	Moloundou	nombre de bénéficiaires des appareillages	PV et photos	Chef service technique		1500 000				0		0		0	
1.5.2 Appuis aux Comités Riverains à la facilitation des jugements supplétifs pour l'obtention des Actes de Naissance.	Moloundou	Nombre de riverains disposant des actes de naissance	PV et photos	Chef service technique		615040 7		0		0		0		0	

PROGRAMME 1 : AMELIORATION DE L'OFFRE DES SERVICES SOCIAUX DE BASE															
Objectif: Améliorer l'offre des services sociaux de base															
Indicateur: Taux d'amélioration global des services sociaux au niveau local															
Action 5 (Secteur Affaires Sociales) : Amélioration de l'accès des personnes vulnérables à l'assistance sociale															
Objectif: Améliorer d'au moins 45 % l'appui aux personnes vulnérables d'ici 2023															
Indicateur: Nombre de personnes appuyées, nombre d'équipement sociaux fournis															
Activités	localisation	Indicateurs	source de vérification	Responsable	2019		2020		2021		2022		2023		Observations
					Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût	
1.5.3 Appuis aux Comités Riverains pour l'établissement des Cartes Nationales d'identité.	Moloundou	Nombre de riverains disposant CNI	PV et photos	Chef service technique		6150000		0		0		0		0	

Action 6 (Secteur Communication) : Amélioration des moyens de communication dans la commune

PROGRAMME 1 : AMELIORATION DE L'OFFRE DES SERVICES SOCIAUX DE BASE															
Objectif: Améliorer l'offre des services sociaux de base															
Indicateur: Taux d'amélioration global des services sociaux au niveau local															
Action 6 (Secteur Communication) : Amélioration des moyens de communication dans la commune															
Objectif: Améliorer d’au moins 30% le taux de la population ayant accès aux moyens de communication modernes d'ici 2023															
Indicateur: Nombre d’infrastructures équipées et nombre d’équipements															
Activités	localisation	Indicateurs	source de vérification	Responsable	2019		2020		2021		2022		2023		Observations
					Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût	
1.6.1 Equipement des services de la Radio en matériel de Communication	MOLOUNDOU	Nombre de matériels	Photos et PV de réception du Marché	Chef service technique		4900000		0		0		0		0	
1.6.2 Achat et installation d’un VSAT	MOLOUNDOU	Nombre de matériels	Photos et PV de réception du Marché	Chef service technique		4500000									
						5400000		0				0			

5.3.1.1.3. Programme 2 : Promotion du développement économique et protection de l'environnement

Action 1 (Secteur Commerce) : Accroître les infrastructures et équipements marchands de la commune

PROGRAMME 1 : PROMOTION DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT															
Objectif: Améliorer l'offre en infrastructures économiques de qualité et maitriser la protection de l'environnement															
Indicateur: Nombre d'infrastructure et équipement marchand															
Action 1 (Secteur Commerce) : Accroitre les infrastructures et équipements marchands de la commune de Moloundou															
Objectif: Améliorer en quantité et en qualité les infrastructures commerciales de la commune d'ici 2023															
Indicateur: Nombre d'infrastructures économiques															
Activités	localisation	Indicateurs	source de vérification	Responsable	2019		2020		2021		2022		2023		Observations
					Qt é	Coût	Qt é	Coût	Qt é	Coût	Qt é	Coût	Qt é	Coût	
2.1.1 Réfection du grand hangar de marché municipal	MOLOUNDOU-VILLE	Nombre de hangars de marché réfectionné	Photos et PV de réception du Marché	Chef service technique		7 000 000				0		0		0	
2.1.2 Construction d'un centre commercial frontalier à Tembè Rivière	TEMBE RIVIERE	Nombre de centres commerciaux construits	Photos et PV de réception du Marché	Chef service technique		0		40000 000		0		0		0	
2.1.3 Construction d'un centre commercial frontalier à Ndongo	NDONGO	Nombre de centres commerciaux construits	Photos et PV de réception du Marché	Chef service technique		0		0		0		36 000 000		0	
2.1.4Construction d'un centre commercial à Nguilili 1	NGUILILI 1	Nombre de centres commerciaux construits	Photos et PV de réception du Marché	Chef service technique		0		0		0		35 200 682		0	
2.1.5 Réfection et équipement de l'Auberge Municipale	MOLOUNDOU	Nombre d'équipement et de réhabilitation	Photos et PV de réception du Marché	Chef service technique		4500000		0		0		0		0	

PROGRAMME 1 : PROMOTION DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT															
Objectif: Améliorer l'offre en infrastructures économiques de qualité et maîtriser la protection de l'environnement															
Indicateur: Nombre d'infrastructure et équipement marchand															
Action 1 (Secteur Commerce) : Accroître les infrastructures et équipements marchands de la commune de Moloundou															
Objectif: Améliorer en quantité et en qualité les infrastructures commerciales de la commune d'ici 2023															
Indicateur: Nombre d'infrastructures économiques															
Activités	localisation	Indicateurs	source de vérification	Responsable	2019		2020		2021		2022		2023		Observations
					Qt é	Coût	Qt é	Coût	Qt é	Coût	Qt é	Coût	Qt é	Coût	
2.1.6 Transformation de la Salle de Fêtes en Auberge Municipal.	MOLOUNDOU	Nombre de refection	Photos et PV de réception du Marché	Chef service technique		15000000		0		0		0		0	
						26500000		40000000				71200682			

Action 2 (Secteur Agriculture) : Promotion le développement d'une agriculture rentable et durable

PROGRAMME 2 : PROMOTION DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT															
Objectif: Améliorer l'offre en infrastructures économiques de qualité et maîtriser la protection de l'environnement															
Indicateur: Nombre d'infrastructure et/ou d'équipements															
Action 2 (Secteur Agriculture) : Promotion le développement d'une agriculture rentable et durable															
Objectif: Améliorer d'un moins 30% le taux d'accès aux infrastructures agricoles de la Commune d'ici 2023															
Indicateur: Nombre d'infrastructures agricoles															
Activités	localisation	Indicateurs	source de vérification	Responsable	2019		2020		2021		2022		2023		Observations
					Qt é	Coût	Qt é	Coût	Qt é	Coût	Qt é	Coût	Qt é	Coût	
2.2.1 Construction d'un magasin de stockage à BA'AD	Ba'ad	Nombre de magasins de stockages	Photos et PV de réception du Marché	Chef service technique		15000000				0		0		0	

PROGRAMME 2 : PROMOTION DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT															
Objectif: Améliorer l'offre en infrastructures économiques de qualité et maîtriser la protection de l'environnement															
Indicateur: Nombre d'infrastructure et/ou d'équipements															
Action 2 (Secteur Agriculture) : Promotion le développement d'une agriculture rentable et durable															
Objectif: Améliorer d'un moins 30% le taux d'accès aux infrastructures agricoles de la Commune d'ici 2023															
Indicateur: Nombre d'infrastructures agricoles															
Activités	localisation	Indicateur s	source de vérificatio n	Responsabl e	2019		2020		2021		2022		2023		Observations
					Qt é	Coût	Qt é	Coût	Qt é	Coût	Qt é	Coût	Qt é	Coût	
		construits													
2.2.2 Création d'une pépinière communautaire multi spéculations (Manioc, Tomate, maïs, plantain...)	LEGOUE	Nombre de pépinières mises sur pied	Photos et PV de réception du Marché	Chef service technique		0		10 000 000				0		0	
2.2.3 Construction et équipement d'un magasin de stockage à Mbangoye 2	MBANGOYE 2	Nombre de magasins de stockages construits	Photos et PV de réception du Marché	Chef service technique		0		14 000 000		0		0		0	
2.2.4 Création d'une pépinière communautaire multi spéculations à LEKE	LEKE	Nombre de pépinières mises sur pied	Photos et PV de réception du Marché	Chef service technique		0		10 000 000				0		0	
2.2.5 Construction et équipement d'une maison de planteur à Adjala	ADJALA	Nombre de magasins de maisons du planteur construites	Photos et PV de réception du Marché	Chef service technique		0		0		16 200 682		0		0	
2.2.6 Mise sur pied d'une pépinière école mixte (Manioc, Tomate, maïs, plantain...)	MOPOULO	Nombre de pépinières mises sur pied	Photos et PV de réception du Marché	Chef service technique		0		0		0		0		10200682	
2.2.7 Construction d'un puits d'eau agricole équipé en PMH	BANANA	Nombre de puits d'eau	Photos et PV de	Chef service technique		5 500000									

PROGRAMME 2 : PROMOTION DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT															
Objectif: Améliorer l'offre en infrastructures économiques de qualité et maîtriser la protection de l'environnement															
Indicateur: Nombre d'infrastructure et/ou d'équipements															
Action 2 (Secteur Agriculture) : Promotion le développement d'une agriculture rentable et durable															
Objectif: Améliorer d'un moins 30% le taux d'accès aux infrastructures agricoles de la Commune d'ici 2023															
Indicateur: Nombre d'infrastructures agricoles															
Activités	localisation	Indicateur s	source de vérificatio n	Responsabl e	2019		2020		2021		2022		2023		Observations
					Qt é	Coût	Qt é	Coût	Qt é	Coût	Qt é	Coût	Qt é	Coût	
à BANANA		pied	réception du Marché												
2.2.8 Acquisition d'une motopompe avec accessoires à BANANA	BANANA	Nombre de motopomp e acquise	Photos et PV de réception du Marché	Chef service technique		2 500000		0		0		0		0	
2.2.9 Construction d'un puits d'eau agricole équipé en PMH à MAWA (SOCAMBO Centre)	SOCAMBO centre	Nombres de puits agricoles	Photos et PV de réception du Marché	Chef service technique		5 100000		0		0		0		0	
2.2.10 Construction d'un puits d'eau agricole équipé en PMH à MAKOKA 2	MAKOKA 2	Nombres de puits agricoles	Photos et PV de réception du Marché	Chef service technique		5 100000		0		0		0		0	
2.2.11 Construction d'un puits d'eau agricole équipé en PMH à DIOULA	DIOULA	Nombres de puits agricoles	Photos et PV de réception du Marché	Chef service technique		5 100000		0		0		0		0	
2.2.12 Construction d'un puits d'eau agricole équipé en PMH à l'EPP de KANA	KANA	Nombres de puits agricoles	Photos et PV de réception du Marché	Chef service technique		5100000		0		0		0		0	
						43400000 0		3400000 0		1620068 2					

Action 3: Promotion d'une production pastorale et halieutique durable

PROGRAMME 2 : PROMOTION DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT															
Objectif: Améliorer l'offre en infrastructures économiques de qualité et maitriser la protection de l'environnement															
Indicateur: Nombre d'infrastructure et/ou d'équipements															
Action 3 (Secteur Elevage) : Promotion d'une production pastorale et halieutique durable															
Objectif: Améliorer 25% le taux d'accès aux infrastructures pastorales de la Commune d'ici 2023															
Indicateur: Nombre d'infrastructures et équipement pastoraux et halieutiques															
Activités	localisation	Indicateurs	source de vérification	Responsable	2019		2020		2021		2022		2023		Observations
					Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût	
2.3.1 Construction et équipement d'une chambre froide Communal.	Moloundou	Nombre de chambres froides construits	Photos et PV de réception du Marché	Chef service technique		30 000 000		0		0		0		0	
2.3.2 Aménagement du lac de Mokounounou	Centre Commercial	Nombre de lac aménagés	Photos et PV de réception du Marché	Chef service technique		95 000000		0		0		0		0	
						125000000		0		0					

Action 4 (Secteur Environnement et protection de la nature) : Promotion de la protection et la gestion durable de l'environnement

PROGRAMME 2 : PROMOTION DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT															
Objectif: Améliorer l'offre en infrastructures économiques de qualité et maitriser la protection de l'environnement															
Indicateur: Nombre d'infrastructure et équipement environnementales															
Action 4 (Secteur Environnement et protection de la nature) : Promotion de la protection et la gestion durable de l'environnement															
Objectif: Améliorer de 25% la qualité les infrastructures de la commune d'ici 2023															
Indicateur: Nombre d'infrastructures mises sur pied															
Activités	localisation	Indicateur s	source de vérificatio n	Responsabl e	2019		2020		2021		2022		2023		Observations
					Qt é	Coût	Qt é	Coût	Qt é	Coû t	Qt é	Coût	Qt é	Coû t	

PROGRAMME 2 : PROMOTION DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT															
Objectif: Améliorer l'offre en infrastructures économiques de qualité et maîtriser la protection de l'environnement															
Indicateur: Nombre d'infrastructure et équipement environnementales															
Action 4 (Secteur Environnement et protection de la nature) : Promotion de la protection et la gestion durable de l'environnement															
Objectif: Améliorer de 25% la qualité les infrastructures de la commune d'ici 2023															
Indicateur: Nombre d'infrastructures mises sur pied															
Activités	localisation	Indicateur s	source de vérification	Responsable	2019		2020		2021		2022		2023		Observations
					Qt é	Coût	Qt é	Coût	Qt é	Coût	Qt é	Coût	Qt é	Coût	
2.4.1 Suite travaux Parc National de LOBEKE (Aménagement des voies d'accès) Phase 2	LOBEKE	Nombre de KM de voie d'accès	Photos et PV de réception du Marché	Chef service technique		40000000				0		0		0	
						70000000		40000000				71200682			

Action 5 (Secteur Transport) : Amélioration de la qualité du matériel roulant de la commune de Moloundou

PROGRAMME 2 : AMELIORATION DE L'OFFRE EN INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES ET DE LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT D'ICI 2023															
Objectif: Améliorer l'offre en infrastructures économiques de qualité et maîtriser la protection de l'environnement															
Indicateur: Nombre de matériels roulant de la commune/mairie de Moloundou															
Action 5 (Secteur Transport) : Amélioration de la qualité du matériel roulant de la commune de Moloundou															
Objectif: Améliorer de 15% la qualité parc automobile de la commune d'ici 2023															
Indicateur: Nombre de matériel roulant															
Activités	localisation	Indicateur s	source de vérification	Responsable	2019		2020		2021		2022		2023		Observations
					Qt é	Coût	Qt é	Coût	Qt é	Coût	Qt é	Coût	Qt é	Coût	
2.5.1 Achat d'un véhicule de liaison	Commune de Moloundou	Nombre de véhicules acquis	Photos et PV de réception du Marché	Chef service technique		50000000				0		0		0	

PROGRAMME 2 : AMELIORATION DE L'OFFRE EN INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES ET DE LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT D'ICI 2023															
Objectif: Améliorer l'offre en infrastructures économiques de qualité et maîtriser la protection de l'environnement															
Indicateur: Nombre de matériels roulant de la commune/mairie de Moloundou															
Action 5 (Secteur Transport) : Amélioration de la qualité du matériel roulant de la commune de Moloundou															
Objectif: Améliorer de 15% la qualité parc automobile de la commune d'ici 2023															
Indicateur: Nombre de matériel roulant															
Activités	localisation	Indicateur s	source de vérificatio n	Responsabl e	2019		2020		2021		2022		2023		Observations
					Qt é	Coût	Qt é	Coût	Qt é	Coût	Qt é	Coût	Qt é	Coût	
						7000000		4000000 0				7120068 2			

5.3.1.1.4. Programme 3 : Promotion de la culture, des sports et appui à la jeunesse

Action 1 (Secteur Art et Culture) : Promotion de la culture, de l'art et des langues nationales

PROGRAMME 3 : PROMOTION DE LA CULTURE, DES SPORTS ET D'APPUI A LA JEUNESSE D'ICI 2023															
Objectif: Améliorer l'offre en infrastructures de promotion de la culture, des sports et d'appui à la jeunesse															
Indicateur: Nombre d'infrastructures culturelles aménagées ou viabilisées dans la commune de Moloundou															
Action 1 (Secteur Art et Culture) : Promotion de la culture, de l'art et des langues nationales															
Objectif: Améliorer de 45,7% l'offre en infrastructures de promotion de la culture de la commune d'ici 2023															
Indicateur: Nombre d'infrastructures aménagées/viabilisées															
Activités	localisation	Indicateurs	source de vérificatio n	Responsabl e	2019		2020		2021		2022		2023		Observations
					Qt é	Coût	Qt é	Coût	Qt é	Coût	Qt é	Coût	Qt é	Coût	
3.1.1 Construction de monuments à Moloundou	Moloundou	Nombre de monuments construits	Photos et PV de réception du Marché	Chef service technique		0		1400000 0		0		0		0	

PROGRAMME 3 : PROMOTION DE LA CULTURE, DES SPORTS ET D'APPUI A LA JEUNESSE D'ICI 2023															
Objectif: Améliorer l'offre en infrastructures de promotion de la culture, des sports et d'appui à la jeunesse															
Indicateur: Nombre d'infrastructures culturelles aménagées ou viabilisées dans la commune de Moloundou															
Action 1 (Secteur Art et Culture) : Promotion de la culture, de l'art et des langues nationales															
Objectif: Améliorer de 45,7% l'offre en infrastructures de promotion de la culture de la commune d'ici 2023															
Indicateur: Nombre d'infrastructures aménagées/viabilisées															
Activités	localisation	Indicateurs	source de vérification	Responsable	2019		2020		2021		2022		2023		Observations
					Qt é	Coût	Qt é	Coût	Qt é	Coût	Qt é	Coût	Qt é	Coût	
3.1.2 Construction et équipement de bibliothèques municipales équipé d'une salle multi fonctionnelle au quartier administratif de la commune de Moloundou	Moloundou	Nombre de bibliothèques municipales	Photos et PV de réception du Marché	Chef service technique		0		0		35000000		0			
3.1.3 Aménagement de monuments (Cimetière des allemands, l'hôpital des allemands.....)	Moloundou	Nombre de monuments aménagés	Photos et PV de réception du Marché	Chef service technique		0		0		0		10000000			
								14000000		35000000		10000000			

Action 2 (Secteur Sport et Education physique) : Développement des infrastructures sportives et soutien aux associations

PROGRAMME 3 : PROMOTION DE LA CULTURE, DES SPORTS ET D'APPUI A LA JEUNESSE D'ICI 2023															
Objectif: Améliorer l'offre en infrastructures de promotion de la culture, des sports et d'appui à la jeunesse															
Indicateur: Nombre d'infrastructures et d'équipements sportifs de la commune/mairie de Moloundou															
Action 2 (Secteur Sport et Education physique) : Développement des infrastructures sportives et soutien aux associations															
Objectif: Porter de 25 à 45 % l'accès aux infrastrutres et activités d'animation de la vie sportive et le soutien aux associations d'ici 2023															
Indicateur: Taux d'accès aux infrastrutres et activités d'animation de la vie sportive et le soutien aux associations															
Activités	localisation	Indicateurs	source de vérification	Responsable	2019		2020		2021		2022		2023		Observations
					Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût	
3.2.1 Construction et équipement de la délégation d'arrondissement des sports et de l'éducation physique de Moloundou	Quartier Administratif	Nombre de délégations construites	Photos et PV de réception du Marché	Chef service technique				25000000		0		0		0	
3.2.2 Construction et équipement d'un gymnase multisports à Moloundou au quartier administratif	Moloundou	Nombre de gymnase construits	Photos et PV de réception du Marché	Chef service technique								50000000			
3.2.3 Construction de la tribune du stade Municipal en matériaux provisoires.	Moloundou	Nombre de tribunes construites				4 900 000									
3.2.3 Construction d'une Tribune Municipale	Moloundou	Nombre de tribunes construites				29801708									
						34701708		25000000				50000000			

Action 3 (Secteur Jeunesse et Education Civique) : Renforcement du système d'encadrement professionnel et d'insertion socioéconomique des jeunes

PROGRAMME 1 : AMELIORATION DE LA PROMOTION DE LA CULTURE, DES SPORTS ET D'APPUI A LA JEUNESSE D'ICI 2023															
Objectif: Améliorer l'offre en infrastructures de promotion de la culture, des sports et d'appui à la jeunesse															
Indicateur: Nombre d'infrastructures et d'équipements 'appui à la jeunesse de la commune/mairie de Moloundou															
Action 3 (Secteur Jeunesse et Education Civique) : Renforcement du système d'encadrement professionnel et d'insertion socioéconomique des jeunes															
Objectif: Améliorer de 38% à 45% l'encadrement de la jeunesse en matière d'éducation civique et d'insertion socioéconomique d'ici 2023															
Indicateur: Nombre d'infrastructures d'appui à la jeunesse aménagées/viabilisées															
Activités	localisation	Indicateurs	source de vérification	Responsable	2019		2020		2021		2022		2023		Observations
					Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût	
3.3.1 Construction et équipement du centre multifonctionnel de promotion des jeunes (CMPJ) de Moloundou (3 salles de classe)	Moloundou	Nombre de CMPJ construits et équipés acquis	Photos et PV de réception du Marché	Chef service technique		0		0		25000000		0		0	
3.3.2 Construction d'un centre de loisirs pour jeunes à Newton	Moloundou	Nombre de centre de loisirs construits	Photos et PV de réception du Marché	Chef service technique		0		0		0		10000000			
						0		0				10000000			

5.3.1.1.5. Programme 4 : Gouvernance et administration locale

Action 1 : Gestion des ressources humaines

PROGRAMME 4 : GOUVERNANCE ET ADMINISTRATION LOCALE															
Objectif: Améliorer la qualité de l’offre en services et les performances de l’institution communale															
Indicateur: Taux d'exécution financière et physique															
Action 1 (Secteur institution communale) : Gestion des ressources humaines															
Objectif: Améliorer d'au moins 45 % l’offre en formation, compétence de qualité de la ressource humaine de l’institution communale d'ici 2023															
Indicateur: Taux d'amélioration de la gestion des ressources humaines															
Activités	localisation	Indicateurs	source de vérification	Responsabl e	2019		2020		2021		2022		2023		Observations
					Qté	Coût	Qté	Coût	Qt é	Coû t	Qt é	Coût	Qt é	Coût	
4.1.1 Organisation des états généraux des ressources humaines de la Commune de Moloundou	Mairie Moloundou	Nombre d'états généraux organisés	Rapport d'activité Fiche de présence	SG	01	PM		0						0	
4.1.2 Elaboration d'un plan de formation et de renforcement des capacités des ressources humaines de la commune	Mairie Moloundou	Nombre de plan de formation	Document du plan de formation	SG	01	PM		0							
4.1.2 Organisation de 05 sessions de formation des conseillers municipaux sur le rôle et les responsabilités d'un conseiller municipal	Mairie Moloundou	Nombre de session de formation	Rapport d'activité	SG	01	500 000	01	500 000	01	500 000	01	500 000	01	500 000	Cette activité sera menée une fois par an
4.1.3 Organisation de 05 sessions de formation de l'exécutif et du personnel communal sur les thèmes : Gestion du patrimoine communal, Etat civil et développement, Gouvernance locale et décentralisation	Mairie Moloundou	Nombre de session de formation nombre de modules de formation	Rapport d'activité	SG	01	500 000	01	500 000	01	500 000	01	500 000	01	500 000	Cette activité sera menée une fois par an

PROGRAMME 4 : GOUVERNANCE ET ADMINISTRATION LOCALE															
Objectif: Améliorer la qualité de l'offre en services et les performances de l'institution communale															
Indicateur: Taux d'exécution financière et physique															
Action 1 (Secteur institution communale) : Gestion des ressources humaines															
Objectif: Améliorer d'au moins 45 % l'offre en formation, compétence de qualité de la ressource humaine de l'institution communale d'ici 2023															
Indicateur: Taux d'amélioration de la gestion des ressources humaines															
Activités	localisation	Indicateurs	source de vérification	Responsable	2019		2020		2021		2022		2023		Observations
					Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût	
4.1.4 organisation d'une rencontre annuelle d'évaluation de la mise en œuvre du plan de formation et de renforcement des capacités des ressources humaines de la commune	Mairie Moloundou	Nombre de rencontre d'évaluation	Rapport d'activité	SG	01	200 000	01	200 000	01	200 000	01	200 000	01	200 000	Cette activité sera menée une fois par an
4.1.5 Elaboration d'un plan d'action des comités techniques du conseil municipal	Mairie Moloundou	Nombre de plan d'action	Rapport d'activité	1 ^{er} Adjoint au Maire	01	PM	/	/	/	/	/	/	/	/	/
4.1.6 Rencontre d'évaluation de la mise en œuvre du plan d'action des comités techniques	Mairie Moloundou	Nombre de rencontre d'évaluation	Rapport d'activité	2 ^e Adjoint au Maire	01	250 000	01	250 000	01	250 000	01	250 000	01	250 000	Cette activité sera menée une fois par an
4.1.7 Recrutement et contractualisation de 02 cadres communaux : service des affaires générales (01) et service technique et du développement durable (01)	Mairie Moloundou	Nombre de cadres recrutés et contractualisés	Contrat de contrat de travail	Maire	02	PM	0	0	0	0	0	0	0	0	
4.1.8 Organisation d'une rencontre mensuelle de suivi et évaluation des performances des différents services de la commune	Mairie Moloundou	Nombre de rencontre mensuelle	Rapport d'activité	SG		PM	0	PM		PM		PM		PM	Cette activité sera menée une fois par an
						0									

Action 2 (Institution communale) : Gestion optimale des ressources financières

PROGRAMME 4 : GOUVERNANCE ET ADMINISTRATION LOCALE															
Objectif: Améliorer la qualité de l'offre en services et les performances de l'institution communale															
Indicateur: Taux d'exécution financière et physique															
Action 2 (Institution communale) : Gestion optimale des ressources financières															
Objectif: Améliorer 60 % à 90 % le taux de recouvrement des recettes propres leur sécurisation par l'institution communale d'ici 2023															
Indicateur: Taux de recouvrement des ressources collectées															
Activités	localisation	Indicateurs	source de vérification	Responsable	2019		2020		2021		2022		2023		Observations
					Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût	
4.2.1 Actualisation annuelle du Fichier des contribuables actifs de la commune ;	Mairie Moloundou	Nombre de fichier actaulisé	Registre du contribuable	RM	1	100 000	1	100 000	1	100 000	1	100 000	1	100 000	Cette activité est menée chaque année
4.2.2 Atelier de restitution et de validation du fichier des contribuables	Mairie Moloundou	Nombre d'atelier	Rapport	RM	1	300 000		0		0					
4.2.3 Vulgarisation du Fichier auprès des contribuables actifs de la commune	Mairie Moloundou	Taux de vulgarisation	Rapport d'activité	CCF	1	200 000	1	200 000	1	200 000	1	200 000	1	200 000	Cette activité est menée chaque année
4.2.4 Elaboration d'un programme de contrôle permanent et interne des recettes fiscales	Mairie Moloundou	Nombre de programme	Document programme	RM	1	100 000		-		-		-		-	
4.2.5 Mise en place d'une équipe de contrôle du paiement effectif des taxes par les contribuables	Mairie Moloundou			Maire , SG											
4.2.6 Réalisation d'un progiciel de gestion informatisé du fichier des contribuables de la commune de Moloundou	Mairie Moloundou	Nombre de contribuable	fichier du contribuable	CCF		1 000 000		-		-		-		-	

Action 3 (Institution communale) : Amélioration de la gestion du patrimoine communale

PROGRAMME 4 : GOUVERNANCE ET ADMINISTRATION LOCALE															
Objectif: Améliorer la qualité de l'offre en services et les performances de l'institution communale															
Indicateur: Taux d'exécution financière et physique															
Action 3 (Institution communale) : Amélioration de la gestion du patrimoine communale															
Objectif: Porter de 60 % à 90 % le taux d'amélioration des biens meubles et immeubles par l'institution communale d'ici 2023															
Indicateur: Qualité de la stratégie de gestion du patrimoine communal et Nombre d'outils de gestion															
Activités	localisation	Indicateurs	source de vérification	Responsable	2019		2020		2021		2022		2023		Observations
					Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût	
4.3.1 Recensement général des biens meubles et immeubles de la commune	Mairie Moloundou	nombre de biens meubles et immeubles	Fiche de recensement	Comptable matière		0		0		0		0		0	/
4.3.2 Elaboration du plan d'action communal pour la maintenance et la pérennisation des ouvrages	Mairie Moloundou	Nombre de plan d'action	Rapport d'élaboration	CCD		0		0		0		0		0	/
4.3.3 Identification et localisation de toutes les infrastructures pouvant être entretenu par la population	Mairie Moloundou	Nombre d'infrastructure identifié et localisé	Fiche d'identification	Comptable matière		0		0		0		0		0	
4.3.4 Mise sur pied 10 comités d'entretien des infrastructures	Mairie Moloundou	Nombre de comités d'entretien	PV mise sur pied des comités	Comptable matière		0		0		0		0		0	
4.3.5 Evaluation des activités des comités d'entretien des infrastructures (01 fois par semestre par comité)	Mairie Moloundou	nombre d'évaluation	Rapport d'évaluation	Comptable matière		0		0		0		0		0	
4.3.6 Actualisation des outils d'inventaire du patrimoine communal	Mairie Moloundou	Nombre d'outils actualisés	Registre d'outils Classeur d'outils	Comptable matière		0		0		0		0		0	
4.3.7 Réalisation d'un système informatisé de	Mairie Moloundou	Nombre de système	Rapport d'activité	Comptable matière		2 000 000		0		0	/	0		0	

PROGRAMME 4 : GOUVERNANCE ET ADMINISTRATION LOCALE															
Objectif: Améliorer la qualité de l'offre en services et les performances de l'institution communale															
Indicateur: Taux d'exécution financière et physique															
Action 3 (Institution communale) : Amélioration de la gestion du patrimoine communale															
Objectif: Porter de 60 % à 90 % le taux d'amélioration des biens meubles et immeubles par l'institution communale d'ici 2023															
Indicateur: Qualité de la stratégie de gestion du patrimoine communal et Nombre d'outils de gestion															
Activités	localisation	Indicateurs	source de vérification	Responsable	2019		2020		2021		2022		2023		Observations
					Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût	
gestion du patrimoine communal		réalisé													
4.3.8 Recensement de tous les sites touristiques	Mairie Moloundou	Nombre de sites touristiques recensés	Fiche de recensement	Comptable matière		500 000		0		0		0		0	
4.3.9 Elaboration d'un guide touristique de la Commune	Mairie Moloundou	Nombre de guide touristique	Rapport d'élaboration	CCD		250 000		0		0		0		0	
4.3.10 Organisation d'une journée de promotion du tourisme local (01 fois par an)	Mairie Moloundou	Nombre de journée	Rapport d'activité	Maire		1 500 000		1 500 000		1 500 000		1 500 000	1	1 500 000	

Action 4 (Institution communale) : Amélioration de la stratégie en matière de gestion des relations

PROGRAMME 4 : GOUVERNANCE ET ADMINISTRATION LOCALE															
Objectif: Taux d'exécution financière et physique															
Indicateur: Taux d'exécution financière et physique															
Action 4 (Institution communale) : Amélioration de la stratégie en matière de gestion des relations															
Objectif: Accroître le nombre de partenaires et mettre sur pied une stratégie de renforcement des partenariats tant locaux s'étranger d'ici 2023															
Indicateur: Nombre de nouveaux partenaires, nombre de rencontres de sensibilisation et de fidélisation des partenaires															
Activités	localisation	Indicateurs	source de vérification	Responsable	2019		2020		2021		2022		2023		Observations
					Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût	
4.4.1 Actualisation du fichier des partenaires au développement intervenant dans la commune	Mairie Moloundou	Nombre d'étude	Rapport d'étude	Chef service technique	01	600 000		0		0		0		0	
4.4.2 Redynamisation des comités de développement	Mairie Moloundou	Nombre d'étude	Rapport d'étude	Chef service technique		600 000		0		0		0		0	
4.4.3 Atelier de formation des comités de Développement	Mairie Moloundou	Nombre d'étude	Rapport d'étude	Chef service technique	01	600 000		0		0		0		0	
4.4.4 Plate-forme d'échange des comités de développement	Mairie Moloundou	Nombre d'étude	Rapport d'étude	Chef service technique	01	600 000		0		0		0		0	
4.4.5 Légalisation des comités de développement	Mairie Moloundou	Nombre d'étude	Rapport d'étude	Chef service technique	41	600 000		0		0		0		0	
4.4.6 Organisation d'un atelier local de promotion du PDC	Mairie Moloundou	Nombre d'atelier de promotion organisés au niveau Local	Rapport d'étude	Chef service technique	01	500 000	/	0		0		0		0	
4.4.7 Production d'une copie synthétique du PCD	Mairie Moloundou	Nombre de copies synthétisées du PCD réalisées	Rapport d'étude	Chef service technique	01	50 000		0		0		0		0	
4.4.8 Conception d'une stratégie marketing de promotion du PCD via les média et hors média	Mairie Moloundou	Nombre de documents détaillant la stratégie marketing produits	Rapport d'étude	Chef service technique	01	150 000		0		0		0		0	

PROGRAMME 4 : GOUVERNANCE ET ADMINISTRATION LOCALE															
Objectif: Taux d'exécution financière et physique															
Indicateur: Taux d'exécution financière et physique															
Action 4 (Institution communale) : Amélioration de la stratégie en matière de gestion des relations															
Objectif: Accroître le nombre de partenaires et mettre sur pied une stratégie de renforcement des partenariats tant locaux s'étranger d'ici 2023															
Indicateur: Nombre de nouveaux partenaires, nombre de rencontres de sensibilisation et de fidélisation des partenaires															
Activités	localisation	Indicateurs	source de vérification	Responsable	2019		2020		2021		2022		2023		Observations
					Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût	
4.4.9 Identification et la formation des marqueteurs	Mairie Moloundou	Nombre de marqueteurs identifiés, Nombre de marqueteurs formés, Nombre de séances de formation	Rapport d'étude	Chef service technique	01	500 000		0		0		0		0	
4.4.10 Mise en œuvre de la politique de marketing envisagée	Mairie Moloundou	Nombre d'étude	Rapport d'étude	Chef service technique	/	1 000 000		0		0		0		0	

Action 5 : Amélioration de la maturation des projets

PROGRAMME 4 : GOUVERNANCE ET ADMINISTRATION LOCALE															
Objectif: Améliorer la qualité de l’offre en services et les performances de l’institution communale															
Indicateur: Taux d'exécution financière et physique															
Action 5: Amélioration de la maturation des projets															
Objectif: Systématiser la maturation de tous les projets communaux d’ici 2023															
Indicateur: Nombre d’études de faisabilité conduites															
Activités	localisation	Indicateurs	source de vérification	Responsabl e	2019		2020		2021		2022		2023		Observations
					Qté	Coût	Qt é	Coût	Qt é	Coût	Qt é	Coût	Qt é	Coû t	
4.5.1 Etude faisabilité de du projet Construction d'un forage à Baka	BAKA GBINE	Nombre d’étude	Rapport d’étude	Chef service technique		600000		0		0		0		0	

PROGRAMME 4 : GOUVERNANCE ET ADMINISTRATION LOCALE															
Objectif: Améliorer la qualité de l’offre en services et les performances de l’institution communale															
Indicateur: Taux d'exécution financière et physique															
Action 5: Amélioration de la maturation des projets															
Objectif: Systématiser la maturation de tous les projets communaux d’ici 2023															
Indicateur: Nombre d’études de faisabilité conduites															
Activités	localisation	Indicateurs	source de vérification	Responsabl e	2019		2020		2021		2022		2023		Observations
					Qté	Coût	Qt é	Coût	Qt é	Coût	Qt é	Coût	Qt é	Coû t	
Gbiné															
4.5.2 Etude faisabilité de du projet Reprofilage de la route avec traitement des points critique Sokambo-Mongokélé sur 10 km	MONGOKELE	Nombre d’étude	Rapport d’étude	Chef service technique		600000		0		0		0		0	
4.5.3 Etude faisabilité de du projet Création d’une pépinière communautaire multi spéculations (Manioc, Tomate, maïs, plantain…)	LEGOUE	Nombre d’étude	Rapport d’étude	Chef service technique		600000		0		0		0		0	
4.5.4 Etude faisabilité de du projet Construction d'un forage à Moloundou rivière	MOLOUNDO U RIVIERE	Nombre d’étude	Rapport d’étude	Chef service technique		600000		0		0		0		0	
4.5.5 Etude faisabilité de du projet Construction et équipement d'un magasin de stockage à Mbangoye 2	MBANGOYE 2	Nombre d’étude	Rapport d’étude	Chef service technique		600000		0		0		0		0	
4.5.6 Etude faisabilité de du projet Création d’une pépinière communautaire multi spéculations à LEKE	LEKE	Nombre d’étude	Rapport d’étude	Chef service technique		600000		0		0		0		0	
4.5.7 Etude faisabilité de du projet Construction d'un centre commercial frontalier à Tembè Rivière	TEMBE RIVIERE	Nombre d’étude	Rapport d’étude	Chef service technique		600000		0		0		0		0	
4.5.8 Etude faisabilité de du projet	MINDOUROU	Nombre	Rapport	Chef service		60000		0		0		0		0	

PROGRAMME 4 : GOUVERNANCE ET ADMINISTRATION LOCALE															
Objectif: Améliorer la qualité de l’offre en services et les performances de l’institution communale															
Indicateur: Taux d'exécution financière et physique															
Action 5: Amélioration de la maturation des projets															
Objectif: Systématiser la maturation de tous les projets communaux d’ici 2023															
Indicateur: Nombre d’études de faisabilité conduites															
Activités	localisation	Indicateurs	source de vérification	Responsabl e	2019		2020		2021		2022		2023		Observations
					Qté	Coût	Qt é	Coût	Qt é	Coût	Qt é	Coût	Qt é	Coû t	
Construction d’un forage à Mindourou		d’étude	d’étude	technique		0									
4.5.9 Construction et équipement d’un bâtiment abritant la délégation d’arrondissement du MINJEC	MOLOUNDO U	Nombre d’étude	Rapport d’étude	Chef service technique		600000									
4.5.10 Construction de monuments à Moloundou	MOLOUNDO U	Nombre d’étude	Rapport d’étude	Chef service technique		600000		0		0		0		0	
4.5.11 Construction et équipement de la délégation d’arrondissement des sports et de l’éducation physique de Moloundou	MOLOUNDO U	Nombre d’étude	Rapport d’étude	Chef service technique		600000		0		0		0		0	
4.5.12 Construction et équipement du centre multifonctionnel de promotion des jeunes (CMPJ) de Moloundou (3 salles de classe)	MOLOUNDO U	Nombre d’étude	Rapport d’étude	Chef service technique		0		600000		0		0		0	
4.5.13 Construction et équipement de bibliothèques municipales équipé d’une salle multi fonctionnelle au quartier administratif de la commune de Moloundou	MOLOUNDO U	Nombre d’étude	Rapport d’étude	Chef service technique		0		600000		0		0		0	
4.5.14 Etude faisabilité de du projet Ouverture de la route Malapa chefferie-Rivière sur 2 km avec construction d'un pont forestier de 10 m	MALAPA FLEUVE	Nombre d’étude	Rapport d’étude	Chef service technique		0		600000		0		0		0	

PROGRAMME 4 : GOUVERNANCE ET ADMINISTRATION LOCALE															
Objectif: Améliorer la qualité de l’offre en services et les performances de l’institution communale															
Indicateur: Taux d'exécution financière et physique															
Action 5: Amélioration de la maturation des projets															
Objectif: Systématiser la maturation de tous les projets communaux d’ici 2023															
Indicateur: Nombre d’études de faisabilité conduites															
Activités	localisation	Indicateurs	source de vérification	Responsabl e	2019		2020		2021		2022		2023		Observations
					Qté	Coût	Qt é	Coût	Qt é	Coût	Qt é	Coût	Qt é	Coû t	
4.5.15 Etude faisabilité de du projet Construction de 01 bloc de 02 salles de classe à l’EPP de Dioula	DIOULA	Nombre d’étude	Rapport d’étude	Chef service technique		0		600000		0		0		0	
4.5.16 Etude faisabilité de du projet Construction et équipement d'une maison de planteur à Adjala	ADJALA	Nombre d’étude	Rapport d’étude	Chef service technique		0		600000		0		0		0	
4.5.17 Etude faisabilité de du projet Construction d'un forage à Mbateka Ndjong	MBATEKA	Nombre d’étude	Rapport d’étude	Chef service technique		0		0		600000		0		0	
4.5.18 Etude faisabilité de du projet Construction d'un bloc de 02 salles de classe avec bloc administratif et 01 bloc latrine à Makoka 1	MAKOKA 1	Nombre d’étude	Rapport d’étude	Chef service technique		0		0		600000		0		0	
4.5.18 Etude faisabilité de du projet Construction d'un bloc de 02 salles de classe avec bloc administratif et 01 bloc latrine à l'EPP de Mbagoye 1	MBANGOYE 1	Nombre d’étude	Rapport d’étude	Chef service technique		0		600000		600000		0		0	
4.5.19 Etude faisabilité de du projet Construction d'un centre commercial frontalier à Ndonggo	NDONGO	Nombre d’étude	Rapport d’étude	Chef service technique		0		0		600000		0		0	
4.5.20 Etude faisabilité de du projet Construction d'un centre commercial à Nguilili 1	NGUILILI 1	Nombre d’étude	Rapport d’étude	Chef service technique		0		0		600000				0	
4.5.21 Etude faisabilité de du projet Mise sur pied d'une pépinière école	MOPOULO	Nombre d’étude	Rapport d’étude	Chef service technique		0		0		0		600000		0	

PROGRAMME 4 : GOUVERNANCE ET ADMINISTRATION LOCALE															
Objectif: Améliorer la qualité de l’offre en services et les performances de l’institution communale															
Indicateur: Taux d'exécution financière et physique															
Action 5: Amélioration de la maturation des projets															
Objectif: Systématiser la maturation de tous les projets communaux d’ici 2023															
Indicateur: Nombre d’études de faisabilité conduites															
Activités	localisation	Indicateurs	source de vérification	Responsabl e	2019		2020		2021		2022		2023		Observations
					Qté	Coût	Qt é	Coût	Qt é	Coût	Qt é	Coût	Qt é	Coû t	
mixte (Manioc, Tomate, maïs, plantain...)															
4.5.22 Etude faisabilité de du projet Construction d'un forage à Nola	NOLA	Nombre d’étude	Rapport d’étude	Chef service technique		0		0		0		600000		0	
4.5.23 Etude faisabilité de du projet Aménagement du lac de Mokounounou	Centre Commercial	Nombre d’étude	Rapport d’étude	Chef service technique		0		0		0		600000		0	
4.5.24 Construction d’un centre de loisirs pour jeunes à Newton	MOLOUNDO U	Nombre d’étude	Rapport d’étude	Chef service technique						600000					
4.5.25 Aménagement de monuments (Cimetière des allemands, l’hôpital des allemands.....)	MOLOUNDO U	Nombre d’étude	Rapport d’étude	Chef service technique		0		0		600000		0		0	
4.5.26 Construction et équipement d’un gymnase multisports à Moloundou au quartier administratif	MOLOUNDO U	Nombre d’étude	Rapport d’étude	Chef service technique		0		0		600000		0		0	
4.5.27Etude faisabilité de du projet Construction d'un Château d'eau à Pezam	PEZAM	Nombre d’étude	Rapport d’étude	Chef service technique		0		0		0		600000		0	

5.3 Analyse évaluative des programmes par rapport à l'atteinte des ODD

La Grille d'Analyse du Développement Durable (GAD) permet d'effectuer une analyse détaillée d'une politique, d'une stratégie, d'un programme, d'un projet (PSPP) ou d'une organisation. Une telle analyse implique une pondération, puis une évaluation du PSPP basée sur des actions déjà planifiées. L'analyse implique également l'identification de pistes de bonification pour les objectifs où c'est pertinent. Ce mode d'analyse permet de prioriser les actions à entreprendre dans une démarche d'amélioration continue.

Pour les pondérations, les valeurs numériques de 1 à 3 sont utilisées pour déterminer l'importance à accorder à d'un objectif des programmes techniques :

- 1 : objectif **souhaitable**: l'atteinte de cet objectif n'est pas jugée importante, ou il est non prioritaire ;
- 2 : objectif **important**: l'atteinte de cet objectif est importante mais ne figure pas parmi les priorités immédiates en lien avec les besoins visés par le programme ;
- 3 : objectif **indispensable**: l'atteinte de cet objectif est importante et figure parmi les priorités immédiates. Il est jugé indispensable au succès et à la réalisation du programme.

Une fois pondéré, chaque objectif a été évalué en utilisant les valeurs numériques de 0 à 100 % pour déterminer la performance des programmes par rapport à un objectif donné.

A cet effet, la grille d'analyse du développement durable (GADD) a permis d'effectuer une analyse évaluative des programmes techniques du PCD de Moloundou par rapport à l'atteinte des ODD. Elle s'est faite sur six (06) dimensions en fonction des programmes techniques élaborés à savoir : sociale, écologique, économique, éthique, culture et gouvernance.

La performance moyenne de la dimension sociale est de 62 % avec une pondération moyenne de 1.9. Elles sont issues de l'évaluation des objectifs de 09 thèmes liés à la dimension sociale dont les résultats sont contenus dans la figure 4.

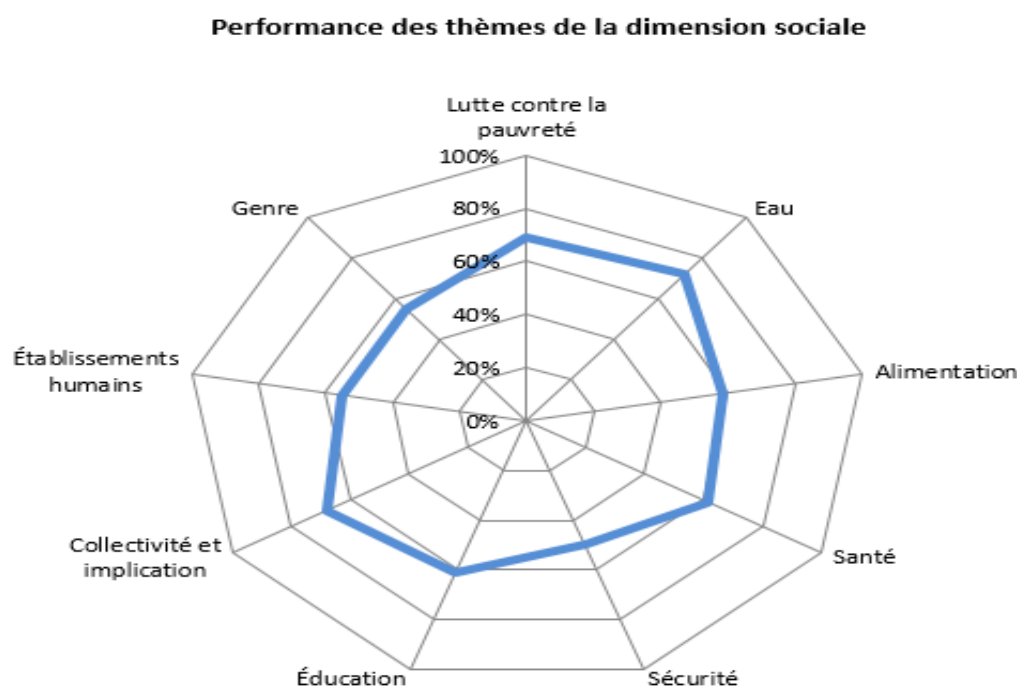


Figure 4: Performance des thèmes de la dimension sociale

Source : GADD GIC Alumni, 2018

Le programme social du PCD de Moloundou s'inscrit ainsi dans une démarche de développement durable, car sa performance moyenne (62%) est supérieure au seuil de 60 % minimum fixé par la GADD et sa pondération moyenne (1,9) traduit d'une manière générale l'**importance** des objectifs des thèmes de la dimension sociale pour l'atteinte des ODD. Par conséquent, le programme social présente un niveau de réponse aux ODD acceptable.

La performance moyenne de la dimension économique est de 72 % avec une pondération moyenne de 2,4. Elles sont issues de l'évaluation des objectifs de 08 thèmes liés à la dimension économique dont les résultats sont contenus dans la figure 5.

Performance des thèmes de la dimension économique

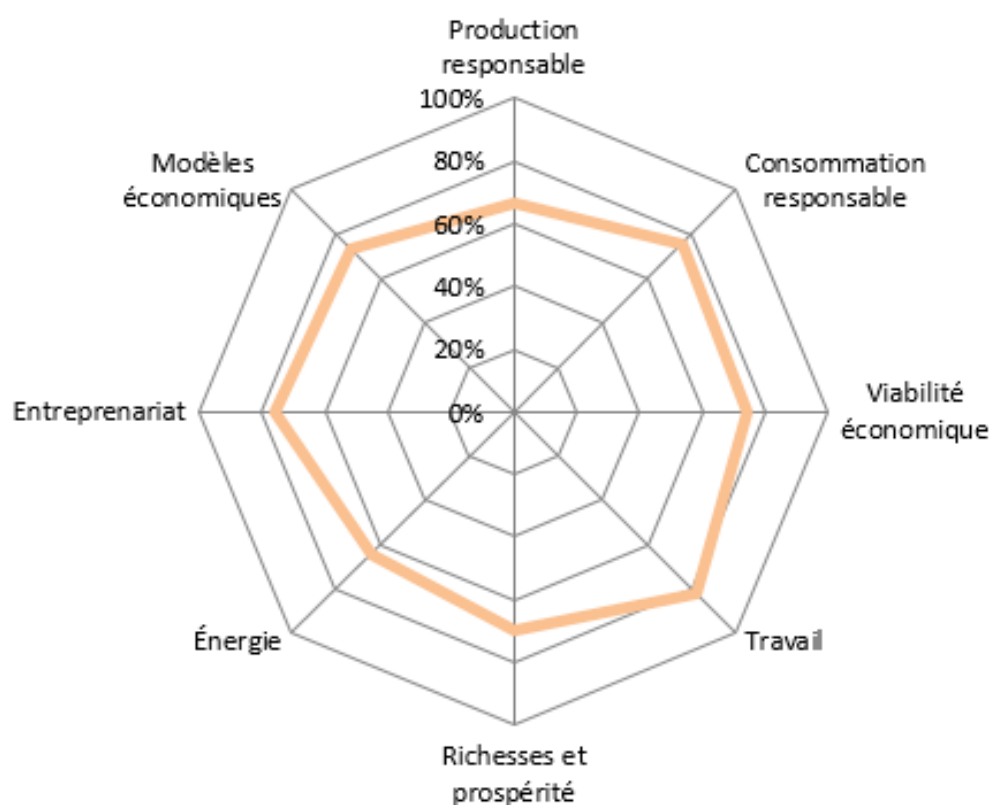


Figure 5 : Performance des thèmes de la dimension économique

Source : GADD GIC Alumni, 2018

Le programme économique s'inscrit également dans une démarche de développement durable car sa performance moyenne (72%) est supérieure au seuil de 60 % minimum fixé par la GADD et sa pondération moyenne (2,4) traduit globalement le caractère **important** des objectifs des thèmes de la dimension économique pour l'atteinte des ODD. Par conséquent, le programme économique présente un niveau de réponse aux ODD acceptable.

La performance moyenne de la dimension écologique est de 61 % avec une pondération moyenne de 1,8. Elles sont issues de l'évaluation des objectifs de 06 thèmes liés à la dimension écologique dont les résultats sont contenus dans la figure 7.

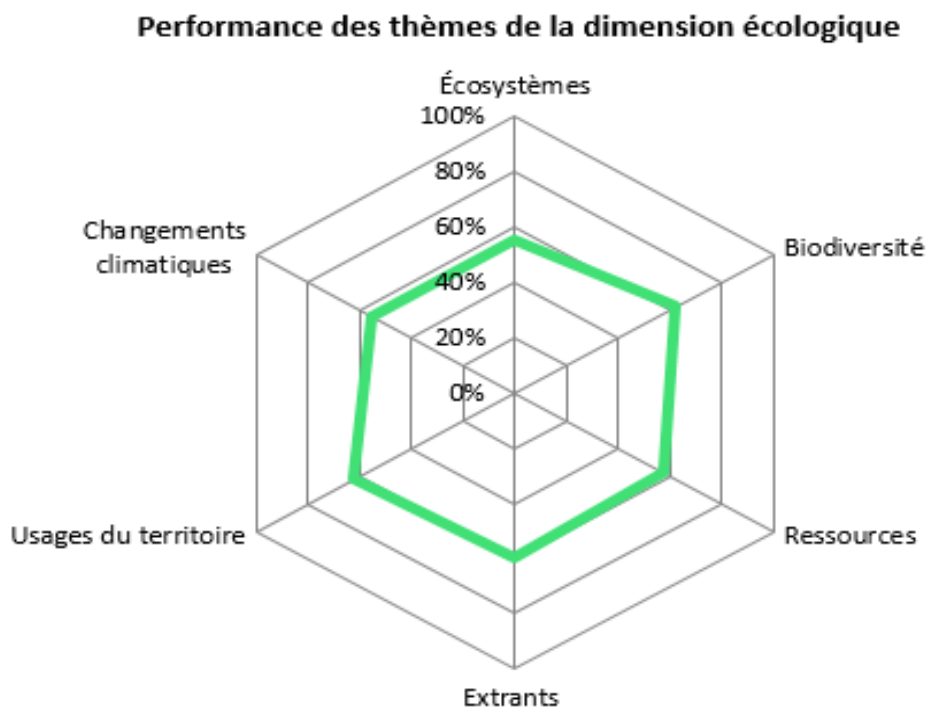


Figure 6 : Performance des thèmes de la dimension écologique

Source : GADD GIC Alumni, 2018

Le programme environnemental s'inscrit aussi dans une démarche de développement durable car sa performance moyenne (60 %) est située au seuil de 60 minimums fixés par la GADD et sa pondération moyenne (1,6) traduit globalement le caractère **souhaitable** des objectifs des thèmes de la dimension écologique pour l'atteinte des ODD. Par conséquent, le programme environnemental présente un niveau de réponse aux ODD acceptable.

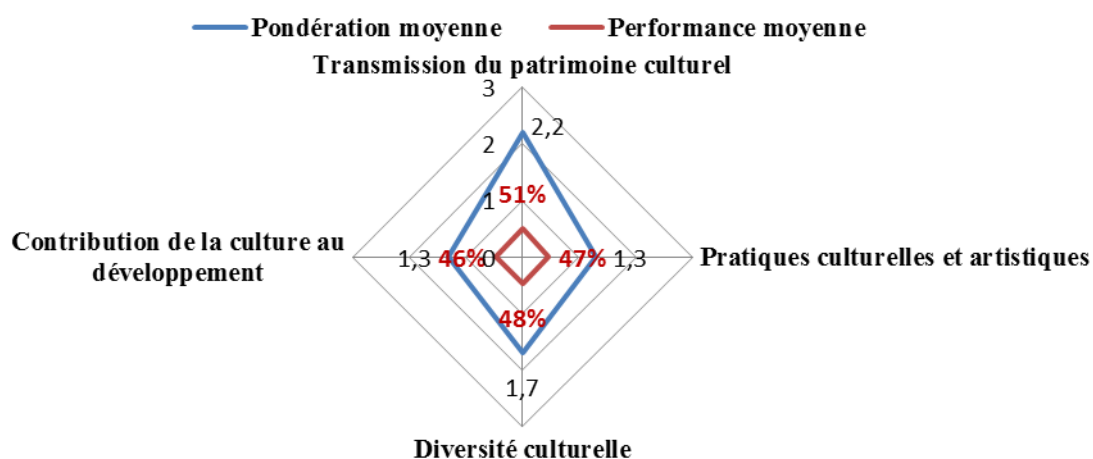


Figure 7 : Performance des thèmes de la dimension culturelle

Source : GADD GIC Alumni, 2018.

La performance moyenne de la dimension culturelle est de 49 % avec une pondération moyenne de 1,7. Elles sont issues de l'évaluation des objectifs de 04 thèmes liés à la dimension culturelle : patrimoine culturelle (pondération :2,2 ; performance :51%), pratiques culturelles et artistiques (pondération :1,3; performance :47%), diversité culturelle (pondération :1,7 ; performance :48%), contribution de la culture au développement (pondération :1,3 ; performance :46%).Le programme promotion de la culture , des sports et appui à la jeunesse est faiblement pris en compte dans une démarche de développement durable car sa performance moyenne (49%) est inférieur au seuil de 60 % minimum fixé par la GADD et sa pondération moyenne (1,7) traduit globalement le caractère souhaitable des objectifs des thèmes de la dimension culturelle pour l'atteinte des ODD. Par conséquent, le programme promotion de la culture, des sports et appui à la jeunesse présente un niveau de réponse aux ODD faible.

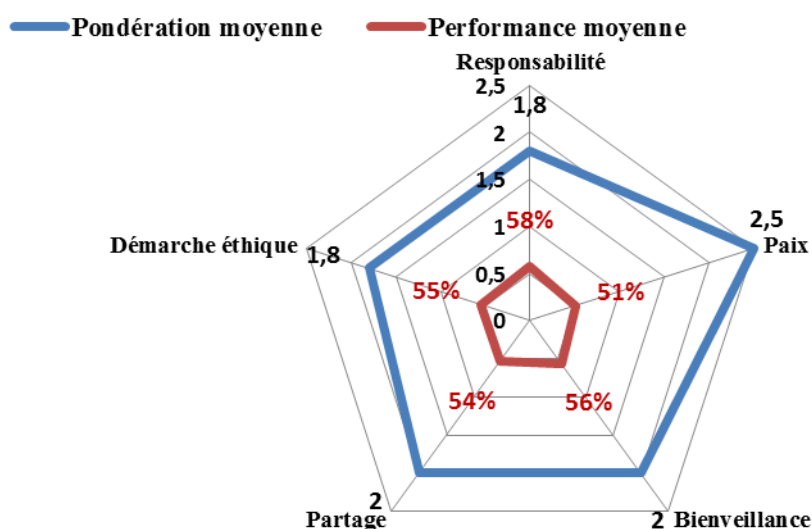


Figure 8: Performance des thèmes de la dimension éthique

Source : GADD GIC Alumni, 2018.

La performance moyenne de la dimension culturelle est de 55 % avec une pondération moyenne de 2,0. Elles sont issues de l'évaluation des objectifs de 05 thèmes liés à la dimension éthique : responsabilité (pondération :2,2 ; performance :51%), pratiques culturelles et artistiques (pondération :1,8; performance :58%), paix (pondération :2,5; performance :51%), Bienveillance (pondération :2,0 ; performance :56%), Démarche éthique(pondération :1,8 ; performance :55%) .Le programme Gouvernance et administration locale est faiblement pris en compte dans la démarche de développement durable car sa performance moyenne (55%) est inférieur au seuil de 60 % minimum fixé par la GADD et sa pondération moyenne (2,0) traduit globalement le caractère important des objectifs des thèmes de la dimension éthique pour l'atteinte des ODD. Par conséquent, le programme Gouvernance et administration locale présente un niveau de réponse aux ODD faible ou perfectible.

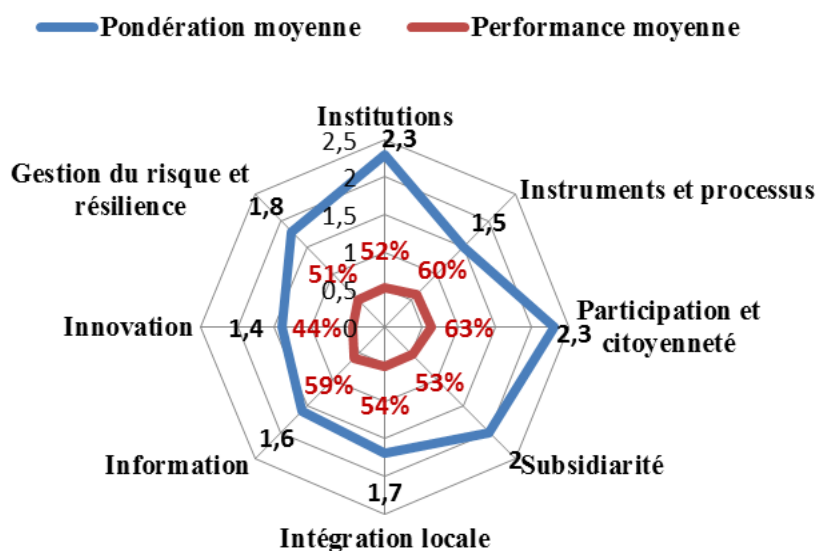


Figure 9 : Performance de la dimension gouvernance du développement durable

Source : GADD GIC Alumni, 2018.

La performance moyenne de la dimension culturelle est de 55 % avec une pondération moyenne de 1,9. Elles sont issues de l'évaluation des objectifs de 08 thèmes liés à la dimension gouvernance : Institutions (pondération :2,3 ; performance :52%), Instruments et processus (pondération :1,5 ; performance :60%), Participation et citoyenneté (pondération :2,3 ; performance :63%), Subsidiarité (pondération :2,0 ; performance :53%), Intégration locale (pondération :1,7 ; performance :54%), Information (pondération :1,6 ; performance :59%), Innovation (pondération :1,4 ; performance :44%), Gestion du risque et résilience (pondération :1,8 ; performance :51%). Le programme Gouvernance et administration locale est faiblement pris en compte dans la démarche de développement durable car sa performance moyenne (55%) est inférieure au seuil de 60 % minimum fixé par la GADD et sa pondération moyenne (1,9) traduit globalement le caractère souhaitable des objectifs des thèmes de la dimension éthique pour l'atteinte des ODD. Par conséquent, le programme Gouvernance et administration locale présente un niveau de réponse aux ODD faible ou perfectible.

5.4 PLANIFICATION OPERATIONNELLE

Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT) des projets prioritaires

Le CDMT un instrument de programmation triennale glissant permettant de placer la gestion budgétaire dans une perspective pluriannuelle en vue de renforcer la pérennité des politiques publiques, de renforcer l'efficacité de l'allocation des ressources et d'améliorer la performance opérationnelle des services. Il représente ainsi l'ensemble des investissements qui seront réalisés par la commune sur une période de trois (03) ans de façon générale et par secteur tel que présenté dans le tableau 53.

Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT) des projets prioritaires à l'usage de la Commune

Tableau 50 : Cadre de dépenses à moyen terme (CDMT) des projets prioritaires de la Commune de Moloundou

Microprojets	Localisation	Indicateurs	Source de vérification	Responsable	2020		2021		2022		Coût du Micro-projet	Observations
					Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût		
Construction d'un forage à Baka Gbiné	BAKA GBINE	Nombre de forages construits	Photos et PV de réception du marché	Chef service technique	1	8 000 000		0		0	8 000 000	
Reprofilage de la route avec traitement des points critique Sokambo-Mongokélé sur 10 km	MONGOKELE	Nombre de blocs de salle de classe construits	Photos et PV de réception du marché	Chef service technique	3	25000 000		0		0	25 000 000	
Création d'une pépinière communautaire multi spéculations (Manioc, Tomate, maïs, plantain...)	LEGOUE	Nombre de blocs de salle de classe construits	Photos et PV de réception du marché	Chef service technique		10 000 000		0		0	10 0000 000	
Construction d'un forage à Moloundou rivière	MOLOUNDOU RIVIERE	Nombre de forages équipés de PMH construits	Photos et PV de réception du marché	Chef service technique		8 000 000		0		0	8 000 000	

Microprojets	Localisation	Indicateurs	Source de vérification	Responsable	2020		2021		2022		Coût du Micro-projet	Observations
					Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût		
Construction et équipement d'un magasin de stockage à Mbangoye 2	MBANGOYE 2	Nombre de blocs de salle de classe construits	Photos et PV de réception du marché	Chef service technique		14 000 000		0		0	14 000 000	
Création d'une pépinière communautaire multi spéculations à LEKE	LEKE		Photos et PV de réception du marché	Chef service technique		10 000 000		0		0	10 000 000	
Construction d'un centre commercial frontalier à Tembè Rivière	TEMBE RIVIERE		Photos et PV de réception du marché	Chef service technique		40 200 682		0		0	40 200 682	
Construction d'un forage à Mindourou	MINDOUROU	Nombre de forages construits	Photos et PV de réception du marché	Chef service technique		8 000 000		0		0	8 000 000	
Ouverture de la route Malapa chefferie-Rivière sur 2 km avec construction d'un pont forestier de 10 m	MALAPA FLEUVE	Nombre de km de route, nombre de ponts forestiers	Photos et PV de réception du marché	Chef service technique		0		85 000 000		0	8 000 000	
Construction de 01 bloc de 02 salles de classe à l'EPP de Dioula	DIOULA	Nombre de blocs de salle de classe construits	Photos et PV de réception du marché	Chef service technique		0		22 000 000		0	85 000 000	

Microprojets	Localisation	Indicateurs	Source de vérification	Responsable	2020		2021		2022		Coût du Micro-projet	Observations
					Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût		
Construction et équipement d'une maison de planteur à Adjala	ADJALA	Nombre de maison du planteur construit	Photos et PV de réception du marché	Chef service technique		0		16 200 682			16 200 682	
Construction d'un forage à Mbateka Ndjong	MBATEKA	Nombre de forages construits	Photos et PV de réception du marché	Chef service technique		0		0		8 000 000	8 000 000	
Construction d'un bloc de 02 salles de classe avec bloc administratif et 01 bloc latrine à Makoka 1	MAKOKA 1	Nombre de blocs de salle de classe construits	Photos et PV de réception du marché	Chef service technique		0		0		22 000 000	8 000 000	
Construction d'un bloc de 02 salles de classe avec bloc administratif et 01 bloc latrine à l'EPP de Mbagoye 1	MBANGOYE 1	Nombre de blocs de salle de classe construits	Photos et PV de réception du marché	Chef service technique		0		0		22 000 000	22 000 000	
Construction d'un centre commercial frontalier à Ndong	NDONGO	Nombre de centre commercial construits ; nombre de boutiques	Photos et PV de réception du marché	Chef service technique		0		0		36 000 000	36 000 000	
Construction d'un centre commercial à Nguilili 1	NGUILILI 1	Nombre de centre commerciaux construits	Photos et PV de réception du marché	Chef service technique		0			1	35 200 682	35 200 682	

Microprojets	Localisation	Indicateurs	Source de vérification	Responsable	2020		2021		2022		Coût du Micro-projet	Observations
					Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût		
Mise sur pied d'une pépinière école mixte (Manioc, Tomate, maïs, plantain...)	MOPOULO	Nombre de pépinières mises sur pied par spéculation	Photos et PV de réception du marché	Chef service technique		0		0		0	10 200 682	
Construction d'un forage à Nola	NOLA	Nombre de forages construits	Photos et PV de réception du Marché	Chef service technique		0		0		0	8 000 000	
Aménagement du lac de Mokounounou	Centre Commercial	Nombre de lacs aménagés	Photos	Chef service technique		0		0		0	95 000 000	
Construction d'un Château d'eau à Pezam	PEZAM	Nombre de châteaux d'eau construits et équipé	Photos et PV de réception du Marché	Chef service technique		0		0		0	80 000 000	
Construction et équipement d'un bâtiment abritant la délégation d'arrondissement du MINJEC	MOLOUNDOU	Nombre de délégation du MINJEC	Photos et PV de réception du Marché	Chef service technique	1	30 000 000		0		0	30 000 000	
Construction de monuments à Moloundou	MOLOUNDOU	Nombre de monuments construits à travers la Commune	Photos et PV de réception du Marché	Chef service technique		14 000 000		0		0	14 000 000	

Microprojets	Localisation	Indicateurs	Source de vérification	Responsable	2020		2021		2022		Coût du Micro-projet	Observations
					Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût		
Construction et équipement de la délégation d'arrondissement des sports et de l'éducation physique de Moloundou	MOLOUNDOU	Nombre de délégation d'arrondissements construits	Photos et PV de réception du Marché	Chef service technique		25 000 000					25 000 000	
Construction et équipement du centre multifonctionnel de promotion des jeunes (CMPJ) de Moloundou (3 salles de classe)	MOLOUNDOU	Nombre de CMPJ équipés et fonctionnels	Photos et PV de réception du Marché	Chef service technique		0		35 000 000		0	35 000 000	
Construction et équipement de bibliothèques municipales équipé d'une salle multi fonctionnelle au quartier administratif de la commune de Moloundou	MOLOUNDOU	Nombre de bibliothèques municipales équipées de salle multifonctions	Photos et PV de réception du Marché	Chef service technique		0		35 000 000		0	35 000 000	
Construction d'un centre de loisirs pour jeunes à Newton	MOLOUNDOU	Nombre de centre de loisirs	Photos et PV de réception du Marché	Chef service technique		0		0		10 000 000	10 000 000	

Microprojets	Localisation	Indicateurs	Source de vérification	Responsable	2020		2021		2022		Coût du Micro-projet	Observations
					Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût		
Aménagement de monuments (Cimetière des allemands, l'hôpital des allemands.....)	MOLOUNDOU	Nombre de monuments aménagés	Photos et PV de réception du Marché	Chef service technique		0		0		10 000 000	10 000 000	
Construction et équipement d'un gymnase multisports à Moloundou au quartier administratif	MOLOUNDOU	Nombre de gymnases construits	Photos et PV de réception du Marché	Chef service technique		0		0		50 000 000	50 000 000	

5.5.1.2. Cadre de gestion environnementale sommaire

Evaluation environnementale stratégique (EES) ou étude d'impact environnemental stratégique est un processus systématique, formel et exhaustif permettant d'évaluer les effets environnementaux d'une politique, d'un programme ou d'un projet à composante multiple. L'EES ainsi, est une analyse environnementale sommaire de tous les projets du CDMT avant que ne soit menée les études de faisabilité tel que présenté dans le tableau 53 suivant.

Tableau 51 : Cadre de gestion environnemental sommaire

Type de microprojets contenus dans le CDMT	Impacts environnementaux positifs possibles	Impacts environnementaux négatifs possibles (risques environnementaux)	Mesures environnementales d'optimisation	Mesures environnementale d'atténuation
Construction : ▪ salles de classes (EPP, Lycées, CPC) ▪ Magasin de	▪ Facilitation de l'accès à l'éducation ▪ Réduction de l'analphabétisme ▪ Formation de la jeunesse ▪ Amélioration de l'accessibilité aux emplois ▪ Création des opportunités d'emplois	- Augmentation du ruissellement des eaux pluviales - Risques de ravinement - Destruction du couvert végétal pendant la	-Affectation d'un personnel qualifié, motivé, consciencieux et accueillant -Propreté -Electrification -Utilisation de l'approche	▪ Plantation des arbres ▪ Installation des bacs à ordures ▪ Construction des blocs de toilettes lorsqu'ils ne sont pas

Type de microprojets contenus dans le CDMT	Impacts environnementaux positifs possibles	Impacts environnementaux négatifs possibles (risques environnementaux)	Mesures environnementales d'optimisation	Mesures environnementale d'atténuation
stockage ▪ Marché frontalier ▪ Blocs de toilettes	▪ Amélioration du cadre et des conditions de travail ▪ Promotion de la culture ▪ Amélioration des conditions de voyage ▪ Attraction des touristes	construction - Risques de consommation des eaux impropres - Augmentation des risques de stagnation des eaux de ruissellement - Risques de nuisances sonores - Risques de vol - Risques d'intoxication	handicap pendant la construction -Création des Jardins de fleurs -Mise sur pied d'un sous-comité -Education primaire vraiment gratuite -Réduction des coûts des manuels scolaires	prévus ▪ Engazonnement ▪ Construction des points d'eau potable là où ils n'existent pas ▪ Collecte et traitement des ordures pour produire le compost ▪ Construction d'un dépotoir pour les déchets non biodégradables ▪ Valorisation des déchets biodégradables par la production du biogaz
▪ Réalisation des pépinières multi spéculations communautaires ou de GIC ▪ Organisation des mini-comices agropastoraux ▪ Entretien des	▪ Réduction des maladies des plantes ▪ Promotion des productions agricoles, sylvicoles et pastorales ▪ Création d'un esprit d'émulation entre les agriculteurs et les éleveurs ▪ Création des revenus ▪ Augmentation du couvert végétal ▪ Amélioration de la sécurité alimentaire ▪ Intensification des activités	▪ Production des déchets ▪ Risques d'intoxication aux pesticides ▪ Risques de pollution aux pesticides ▪ Décapage des zones de prélèvement de la latérite ▪ Risques de prolifération des IST/SIDA	▪ Renforcement des capacités techniques des pépiniéristes ▪ Mise sur pied d'un sous-comité de gestion des pépinières ▪ Octroi des prix aux	▪ Renforcement des capacités techniques des pépiniéristes ▪ Dotation des pépiniéristes en EPI (Equipement de Protection Individuelle) et veiller à leur port ▪ Création des espaces

Type de microprojets contenus dans le CDMT	Impacts environnementaux positifs possibles	Impacts environnementaux négatifs possibles (risques environnementaux)	Mesures environnementales d'optimisation	Mesures environnementales d'atténuation
axes routiers qui relient les villages et les ouvrages d'art y afférents	économiques et des échanges commerciaux ▪ Facilitation des mouvements des personnes et des biens ▪ Augmentation des surfaces cultivées ▪ Augmentation de la production agricole ▪ Augmentation des revenus des agriculteurs	▪ Risques de déstabilisation de certains foyers ▪ Risques d'exploitation gratuite des produits de carrière ▪ Pollution due aux huiles de vidange ▪ Destruction du couvert végétal	agriculteurs et aux éleveurs ▪ Octroi du soutien matériel aux agriculteurs et aux éleveurs ▪ Restauration des zones décapées par remblai et mise en place d'un couvert végétal ▪ Mise sur pied d'un sous-comité de gestion ▪ Formation des agriculteurs à la maintenance des motoculteurs	d'échanges commerciaux ▪ Sensibilisation des populations riveraines sur les IST/SIDA et sur les valeurs de stabilité du couple ▪ Protection des chefs traditionnels dans le règlement intérieur de la société exécutant les travaux ▪ Promotion des itinéraires techniques favorisant la restauration du sol
Electrification des villages	▪ Amélioration de l'éclairage et du cadre de vie des populations ▪ Amélioration des conditions d'apprentissage des leçons pour les écoliers ▪ Facilitation de l'accès à l'information et aux TIC ▪ Réalisation des économies par rapport au pétrole lampant ▪ Réduction des risques d'incendie par	- Risques d'électrocution liés à l'électrification des ménages - Destruction du couvert végétal le long des lignes de haute tension électrique - Risques de pollution par les lubrifiants et le CO2	▪ Mise sur pied d'un comité de gestion ▪ Examen du dossier de sous-traitance en Conseil Municipal en faveur du pouvoir d'achat des populations	▪ Sensibilisation de la population sur les dangers liés à l'utilisation domestique de l'électricité et les mesures de précaution ▪ Reboisement ▪ Recyclage des lubrifiants usés dans les centres appropriés

Type de microprojets contenus dans le CDMT	Impacts environnementaux positifs possibles	Impacts environnementaux négatifs possibles (risques environnementaux)	Mesures environnementales d'optimisation	Mesures environnementale d'atténuation
	rapport au pétrole lampant			
-Construction des puits avec PMH -Aménagement des sources	- Amélioration de la qualité de l'eau de boisson - Réduction des risques de choléra et des maladies liées au péril fécal - Réduction de la pénibilité de la corvée d'eau - Plus grande productivité des femmes et des enfants	- Augmentation des risques de stagnation des eaux autour des forages, des puits et des sources (nids de moustiques) - Risques élevés du paludisme	Mise sur pied d'un comité de gestion	Construction des canalisations avec fosses de récupération

Type de microprojets contenus dans le CDMT	Impacts sociaux positifs possibles	Impacts sociaux négatifs possibles (risques sociaux)	Mesures sociales d'optimisation	Mesures sociale d'atténuation
Construction : - Salles de classes (EPP, Lycées,) - Magasin de stockage - Marché frontalier	- Facilitation de l'accès à l'éducation - Réduction de l'analphabétisme - Formation de la jeunesse - Amélioration des conditions de voyage - Attraction des touristes	- Augmentation du ruissellement des eaux pluviales - Risques de ravinement - Destruction du couvert végétal pendant la construction - Risques de consommation	- Affectation d'un personnel qualifié, motivé, consciencieux et accueillant - Propreté - Electrification - Utilisation de l'approche handicap pendant la construction	- Plantation des arbres - Installation des bacs à ordures - Construction des blocs de toilettes lorsqu'ils ne sont pas prévus - Engazonnement

Type de microprojets contenus dans le CDMT	Impacts sociaux positifs possibles	Impacts sociaux négatifs possibles (risques sociaux)	Mesures sociales d'optimisation	Mesures sociale d'atténuation
▪ Blocs de toilettes		des eaux impropres - Augmentation des risques de stagnation des eaux de ruissellement - Risques de nuisances sonores - Risques de vol - Risques d'intoxication	-Création des Jardins de fleurs -Mise sur pied d'un sous-comité -Education primaire vraiment gratuite -Réduction des coûts des manuels scolaires	▪ Construction des points d'eau potable là où ils n'existent pas ▪ Collecte et traitement des ordures pour produire le compost ▪ Construction d'un dépotoir pour les déchets non biodégradables ▪ Valorisation des déchets biodégradables par la production du biogaz ▪ Renforcement des capacités techniques ▪ Réduction des coûts des intrants zootechniques
- Réalisation des pépinières agro-forestière communautaires ou de GIC -Organisation des mini-comices	▪ Réduction des maladies des plantes ▪ Promotion des productions agricoles, sylvicoles et pastorales ▪ Création d'un esprit d'émulation entre les agriculteurs et les éleveurs ▪ Création des revenus ▪ Augmentation du couvert végétal	- Production des déchets - Risques d'intoxication aux pesticides ▪ Risques de pollution aux pesticides ▪ Décapage des zones de prélèvement de la latérite	▪ Renforcement des capacités techniques des pépiniéristes ▪ Mise sur pied d'un sous-comité de gestion des pépinières	▪ Renforcement des capacités techniques des pépiniéristes ▪ Dotation des pépiniéristes en EPI (Equipement de Protection Individuelle) et veiller à leur port

Type de microprojets contenus dans le CDMT	Impacts sociaux positifs possibles	Impacts sociaux négatifs possibles (risques sociaux)	Mesures sociales d'optimisation	Mesures sociale d'atténuation
agropastoraux -Entretien des axes routiers qui relient les villages et les ouvrages d'art y afférents	- Amélioration de la sécurité alimentaire - Intensification des activités économiques et des échanges commerciaux - Facilitation des mouvements des personnes et des biens - Augmentation des surfaces cultivées - Augmentation de la production agricole - Augmentation des revenus des agriculteurs	- Risques de prolifération des IST/SIDA - Risques de déstabilisation de certains foyers - Risques d'exploitation gratuite des produits de carrière - Pollution due aux huiles de vidange - Destruction du couvert végétal	- Octroi des prix aux agriculteurs et aux éleveurs - Octroi du soutien matériel aux agriculteurs et aux éleveurs - Restauration des zones décapées par remblai et mise en place d'un couvert végétal - Mise sur pied d'un sous-comité de gestion	- Création des espaces d'échanges commerciaux - Sensibilisation des populations riveraines sur les IST/SIDA et sur les valeurs de stabilité du couple - Protection des chefs traditionnels dans le règlement intérieur de la société exécutant les travaux
-Construction des puits avec PMH -Aménagement des sources	- Amélioration de la qualité de l'eau de boisson - Réduction des risques de choléra et des maladies liées au péril fécal - Réduction de la pénibilité de la corvée d'eau - Plus grande productivité des femmes et des enfants	- Augmentation des risques de stagnation des eaux autour des forages, des puits et des sources (nids de moustiques) - Risques élevés du paludisme	Mise sur pied d'un comité de gestion	Construction des canalisations avec fosses de récupération

Plan d'investissement annuel (PIA)

Tableau 52 : Programmation annuelle des projets prioritaires pour l'année 2019

Secteur	Intitulé du projet	Localisation	Indicateurs de résultat											Coût estimatif	Source de financement
				M	A	M	J	J	A	S	O	N	D		
Education de base	EPP de legoue : construction d'un bloc de deux salles de classes équipés en tables bancs et bureaux de maitres	LEGOUE	Nombre de blocs de salles de classe construites et réceptionnées											20 100 000	BIP
	EPP de KANA (village BANANA construction d'un bloc de deux (02) salles de classe équipées en tables bancs et Bureau de Maître	BANANA	Nombre de blocs de salles de classe construites et réceptionnées											20 100 000	BIP
	EPP groupe 1 de Moloundou : équipement en 35 tables bancs et bureaux de maitres (02)	Moloundou (quartier administratif)	Nombre de blocs de salles de classe construites et réceptionnées											1 300 000	BIP
	EPB de Moloundou équipement en 36 tables bancs et deux (02) bureaux de maitres	PEZAM												1 330 000	BIP
	Equipement en cent vingt (120) Tables-Bancs et huit (08) bureaux de maitre	MOLOUNDU												4 600 000	BIP
	EPP de Legoue : construction d'un bloc de deux salles de classes équipés en tables bancs et bureaux de maitres	LEGOUE												20 100 000	BIP
	EPP de KANA (village BANANA construction d'un bloc de deux (02) salles de classe équipées en tables bancs et Bureau de Maître	BANANA												20 100 000	BIP
	Construction d'un bloc de	LEGOUE												4 900 000	Fonds propres

Secteur	Intitulé du projet	Localisation	Indicateurs de résultat											Coût estimatif	Source de financement
				M	A	M	J	J	A	S	O	N	D		
	salles de classe à l'Ecole de Légoué (Matériaux Provisoires)														
	Construction d'un foyer pour les Elèves BAKA à Moloundou.	MOLOUNDOU												4900 000	Fonds propres
	Réfection bâtiment de l'EPP de Mindourou	MINDOUROU												4 900 000	Fonds propres
Eau et énergie	Equiperment en Energie solaire de la FM Radio Moloundou	Moloundou	Nombre d'équipements											4 900 000	Fonds propres
	Construction d'une mini – centrale solaire photo voltaïque à NGUILILI	NGUILILI	Nombre de mini centrale solaires construites											60 000 000	BIP
	Construction d'une mini – centrale solaire photo voltaïque à BANANA	BANANA	Nombre de mini centrale solaires construites											75 000 000	BIP
	Construction d'un puits d'eau équipé en PMH à TEMBE-RIVIERE ;	TEMBE-RIVIERE	Nombre de points d'eau construits											5 100 000	
	Construction d'un puits d'eau équipé en PMH à Banana lieudit : MOTEMISSI	Banana												5 100 000	
	Construction d'un puits d'eau équipé en PMH à MALAPA lieudit : MOKOUNOUNOU	MALAPA												5 100 000	
	Construction d'un puits d'eau équipé en PMH à NGUILILI 2	NGUILILI 2												5 100 000	
	Construction d'un puits d'eau équipé en PMH à MINGOMBE	NGUILILI 2												5 100 000	
Agriculture	Construction d'un puits d'eau agricole équipé en PMH à BANANA	BANANA	Nombre de puits agricoles construits											5 100 000	BIP
	Acquisition d'une motopompe avec accessoires à BANANA	BANANA												2 500 000	BIP
	Construction d'un puits d'eau	(SOCAMB	Nombre de puits											5 100 000	BIP

Secteur	Intitulé du projet	Localisation	Indicateurs de résultat											Coût estimatif	Source de financement
				M	A	M	J	J	A	S	O	N	D		
	agricole équipé en PMH à MAWA (SOCAMBO Centre)	O Centre)	agricoles construits												
	Construction d'un puits d'eau agricole équipé en PMH à MAKOKA 2	MAKOKA 2	Nombre de puits agricoles construits											5 100 000	BIP
	Construction d'un puits d'eau agricole équipé en PMH à DIOULA	DIOULA	Nombre de puits agricoles construits											5 100 000	BIP
	Construction d'un puits d'eau agricole équipé en PMH à l'EPP de KANA	KANA	Nombre de puits agricoles construits											5 100 000	BIP
Environnement	Suite travaux Parc National de LOBEKE (Aménagement des voies d'accès) Phase 2	LOBEKE	Niveau d'avancement des travaux											40 000 000	BIP
Communication	Equipement des services de la Radio en matériel de Communication.	Moloundou												4 900 000	Fonds propres
Sport et éducation civique	Construction de la tribune du stade Municipal en matériaux provisoires.	Moloundou	Nombre de tribune											4 900 000	Fonds propres
Affaires sociales	Appuis en appareillage aux populations vulnérable de la Commune de Moloundou	Moloundou	Nombre de bénéficiaires des appareillages											1 500 000	Fonds propres
	Appuis aux Comités Riverains à la facilitation des jugements supplétifs pour l'obtention des Actes de Naissance.	Moloundou	Nombre de bénéficiaires des actes de naissance											6 150 407	Fonds propres
	Appuis aux Comités Riverains pour l'établissement des Cartes Nationales d'identité.	Moloundou	Nombre de bénéficiaires des CNI											6 150 000	Fonds propres
TRAVAUX PUBLICS	Réhabilitation des routes Communales (Réhabilitation de l'axe Moloundou –	Moloundou	Nombre de km réhabilités											27 777 700	BIP

Secteur	Intitulé du projet	Localisation	Indicateurs de résultat											Coût estimatif	Source de financement
				M	A	M	J	J	A	S	O	N	D		
	Ndonga)														
ELEVAGE	Construction et équipement d'une chambre froide Communal.	Moloundou	Nombre de chambres froides Nombre d'équipement de la chambre froide											30 000 000	BIP
COMMERC E	Réfection du grand Hangar du marché Municipal de Moloundou	Moloundou	Nombre de hangar réhabilités											10 000 000	BIP
CULTURE	Equiper la Bibliothèque du Foyer de Yenga.													4 900 000	Fonds propres
Institution communale	Elaboration du plan prévisionnel de formation de recyclage d'insertion et de réinsertion professionnelle de la Commune de Moloundou	Commune de Moloundou	Rapport final Fiche de présence											7 000 000	Fonds propres
	Organisation des états généraux des ressources humaines de la Commune de Moloundou	Commune de Moloundou	Rapport d'activité Fiche de présence											PM	Fonds propres
	Elaboration d'un plan de formation et de renforcement des capacités des ressources humaines de la commune	Commune de Moloundou	Document du plan de formation											PM	Fonds propres
	Organisation de 05 sessions de formation des conseillers municipaux sur le rôle et les responsabilités d'un conseiller municipal	Commune de Moloundou	Rapport d'activité											500 000	Fonds propres
	Organisation de 04 sessions de formation de l'exécutif et du personnel communal sur les thèmes : Gestion du patrimoine communal, Etat civil et développement,	Commune de Moloundou	Rapport d'activité											500 000	Fonds propres

Secteur	Intitulé du projet	Localisation	Indicateurs de résultat											Coût estimatif	Source de financement
				M	A	M	J	J	A	S	O	N	D		
	Gouvernance locale et décentralisation														
	organisation d'une rencontre annuelle d'évaluation de la mise en œuvre du plan de formation et de renforcement des capacités des ressources humaines de la commune	Commune de Moloundou	Rapport d'activité											200 000	Fonds propres
	Elaboration d'un plan d'action des comités techniques du conseil municipal	Commune de Moloundou	Rapport d'activité											PM	Fonds propres
	Rencontre d'évaluation de la mise en œuvre du plan d'action des comités techniques	Commune de Moloundou	Rapport d'activité											250 000	Fonds propres
	Recrutement et contractualisation de 02 cadres communaux : service des affaires générales (01) et service technique et du développement durable (01)	Commune de Moloundou	Rapport d'activité											PM	Fonds propres
	Tenue d'une session annuelle de la commission paritaire d'avancement du personnel	Commune de Moloundou	Rapport d'activité											250 000	Fonds propres
	Organisation d'une rencontre mensuelle de suivi et évaluation des performances des différents services de la commune	Commune de Moloundou	Rapport d'activité											PM	Fonds propres
	Réalisation d'un progiciel de gestion informatisé du fichier des contribuables de la commune de Moloundou	Commune de Moloundou	Nombre de contribuable											2 000 000	Fonds propres
	Elaboration et publication d'un circuit de recouvrement des taxes et impôts	Commune de Moloundou	Nombre de campagne de sensibilisation											PM	Fonds propres

Secteur	Intitulé du projet	Localisation	Indicateurs de résultat											Coût estimatif	Source de financement
				M	A	M	J	J	A	S	O	N	D		
	communaux														
	Organisation de l'atelier annuel d'élaboration participative du plan d'investissement annuel	Commune de Moloundou	nombre de projet											500 000	Fonds propres
	Organisation de 03 campagnes de sensibilisation des commerçants sur la nécessité à payer les taxes et impôts locaux	Commune de Moloundou	nombre de session de renforcement des capacités											250 000	Fonds propres
	Elaboration d'un programme de contrôle permanent et interne des recettes fiscales	Commune de Moloundou	nombre de programme élaboré											PM	Fonds propres
	Recensement général des biens meubles et immeubles de la commune	Commune de Moloundou	Fiche de recensement											PM	Fonds propres
	Elaboration du plan d'action communal pour la maintenance et la pérennisation des ouvrages	Commune de Moloundou	Rapport d'élaboration											PM	Fonds propres
	Identification et localisation de toutes les infrastructures pouvant être entretenue par la population	Commune de Moloundou	Fiche d'identification											PM	Fonds propres
	Mise sur pied 10 comités d'entretien des infrastructures	Commune de Moloundou	PV mise sur pied des comités											PM	Fonds propres
	Evaluation des activités des comités d'entretien des infrastructures (01 fois par semestre par comité)	Commune de Moloundou	Rapport d'évaluation											PM	Fonds propres
	Actualisation des outils d'inventaire du patrimoine communal	Commune de Moloundou	Fiche de recensement											150 000	Fonds propres
	Réalisation d'un système	Commune	Rapport											2 000 000	Fonds propres

Secteur	Intitulé du projet	Localisation	Indicateurs de résultat											Coût estimatif	Source de financement
				M	A	M	J	J	A	S	O	N	D		
	informatisé de gestion du patrimoine communal	de Moloundou	d'élaboration												
	Recensement de tous les sites touristiques	Commune de Moloundou	Fiche d'identification											500 000	Fonds propres
	Elaboration d'un guide touristique de la Commune	Commune de Moloundou	Registre d'outils Classeur d'outils											250 000	Fonds propres
	Organisation d'une journée de promotion du tourisme local (01 fois par an)	Commune de Moloundou	Rapport d'activité											1 500 000	Fonds propres
	Suivi mensuel des activités des CC de la Commune	Commune de Moloundou	Fiche de recensement											PM	Fonds propres
	Elaboration du plan d'action communal pour la maintenance et la pérennisation des ouvrages	Commune de Moloundou	Rapport d'activité											PM	Fonds propres
	Identification et localisation de toutes les infrastructures pouvant être entretenu par la population	Commune de Moloundou	Liste des infrastructures Localisation des infrastructures											PM	Fonds propres
	Mise sur pied 10 comités d'entretien des infrastructures	Commune de Moloundou	Nombre de comités mis sur pied											PM	Fonds propres
	Evaluation des activités des comités d'entretien des infrastructures (01 fois par semestre par comité)	Commune de Moloundou	Rapport d'activité											PM	Fonds propres
	Actualisation des outils d'inventaire du patrimoine communal	Commune de Moloundou	Rapport d'activité											150 000	Fonds propres
	Réalisation d'un système informatisé de gestion du patrimoine communal	Commune de Moloundou	Rapport d'élaboration											2 000 000	Fonds propres
	Achat de 200 chaises de	Commune	Rapport, facture											4 900 000	Fonds propres

Secteur	Intitulé du projet	Localisation	Indicateurs de résultat											Coût estimatif	Source de financement
				M	A	M	J	J	A	S	O	N	D		
	réception à la Commune de Moloundou.	de Moloundou													
	Achat et installation d'un VSAT	Commune de Moloundou	Rapport d'étude											4 500 000	Fonds propres
	Réfection et équipement de l'Auberge Municipale	Commune de Moloundou	Rapport d'étude											4 900 000	Fonds propres
	Transformation de la Salle de Fêtes en Auberge Municipal.	Commune de Moloundou	Rapport d'étude											15 000 000	Fonds propres
	Construction d'une Tribune Municipale	Commune de Moloundou	Rapport d'étude											29 801 708	Fonds propres
	Recensement de tous les sites touristiques	Commune de Moloundou	Rapport d'activité											500 000	Fonds propres
	Achat d'un véhicule de liaison													50 000 000	Fonds propres
	Elaboration d'un guide touristique de la Commune	Commune de Moloundou	Fiche de recensement											250 000	Fonds propres
	Organisation d'une journée de promotion du tourisme local (01 fois par an)	Commune de Moloundou	Rapport divers, Fiches de présence											1 500 000	Fonds propres
	Etude de faisabilité pour le projet EPP de legoue : construction d'un bloc de deux salles de classes équipés en tables bancs et bureaux de maitres	Commune de Moloundou	Rapport d'élaboration											600 000	Fonds propres
	Etude de faisabilité pour le projet d'EPP de KANA (village BANANA construction d'un bloc de deux (02) salles de classe équipées en tables bancs et	Commune de Moloundou	Rapport d'étude											600 000	Fonds propres

Secteur	Intitulé du projet	Localisation	Indicateurs de résultat											Coût estimatif	Source de financement
				M	A	M	J	J	A	S	O	N	D		
	Bureau de Maître														
	Etude de faisabilité pour le projet de Construction d'un puits d'eau agricole équipé en PMH à BANANA	Commune de Moloundou	Rapport d'élaboration											600 000	Fonds propres
	Etude de faisabilité pour le projet de Construction d'une mini – centrale solaire photo voltaïque à NGUILILI	Commune de Moloundou	Rapport d'étude											600 000	Fonds propres
	Etude de faisabilité pour le projet de Construction d'un puits d'eau équipé en PMH à TEMBE-RIVIERE ;	Commune de Moloundou	Rapport d'étude											600 000	Fonds propres
	Etude de faisabilité pour le projet de Construction d'un puits d'eau équipé en PMH à Banana lieudit : MOTEMISSI	Commune de Moloundou	Rapport d'étude											600 000	Fonds propres
	Etude de faisabilité pour le projet de construction d'un puits d'eau équipé en PMH à MALAPA lieudit : MOKOUNOUNOU	Commune de Moloundou	Rapport d'étude											600 000	Fonds propres
	Etude de faisabilité pour le projet de Construction d'un puits d'eau équipé en PMH à NGUILILI 2	Commune de Moloundou	Rapport d'étude											600 000	Fonds propres
	Etude de faisabilité pour le projet de Construction d'un puits d'eau équipé en PMH à MINGOMBE	Commune de Moloundou	Rapport d'étude											600 000	Fonds propres
	Etude de faisabilité pour le projet de Réhabilitation des routes Communales (Réhabilitation de l'axe Moloundou – Ndongo)	Commune de Moloundou	Rapport d'étude											600 000	Fonds propres
	Etude de faisabilité pour le	Commune	Rapport d'étude												Fonds propres

Secteur	Intitulé du projet	Localisation	Indicateurs de résultat											Coût estimatif	Source de financement
				M	A	M	J	J	A	S	O	N	D		
	projet de Construction d'une mini – centrale solaire photo voltaïque à BANANA	de Moloundou												600 000	
	Etude de faisabilité pour le projet de Construction d'un puits d'eau agricole équipé en PMH à MAWA (SOCAMBO Centre)	Commune de Moloundou	Rapport d'étude											600 000	Fonds propres
	Etude de faisabilité pour le projet de Construction d'un puits d'eau agricole équipé en PMH à MAKOKA 2	Commune de Moloundou	Rapport d'étude											600 000	Fonds propres
	Etude de faisabilité pour le projet Construction d'un puits d'eau agricole équipé en PMH à DIOULA	Commune de Moloundou	Rapport d'étude											600 000	Fonds propres
	Etude de faisabilité pour le projet de Construction d'un puits d'eau agricole équipé en PMH à l'EPP de KANA	Commune de Moloundou	Rapport d'étude											600 000	Fonds propres
	Etude de faisabilité pour le projet EPP de Legoue : construction d'un bloc de deux salles de classes équipés en tables bancs et bureaux de maitres	Commune de Moloundou	Rapport d'étude											600 000	Fonds propres
	Etude de faisabilité pour le projet d'EPP de KANA (village BANANA construction d'un bloc de deux (02) salles de classe équipées en tables bancs et Bureau de Maître	Commune de Moloundou	Rapport d'étude											600 000	Fonds propres
	Etude de faisabilité pour le projet de Construction d'un magasin de stockage à	Commune de Moloundou	Rapport d'étude											600 000	Fonds propres

Secteur	Intitulé du projet	Localisation	Indicateurs de résultat											Coût estimatif	Source de financement
				M	A	M	J	J	A	S	O	N	D		
	BA'AD														
	Etude de faisabilité pour le projet de Construction et équipement d'une chambre froide Communal	Commune de Moloundou	Rapport d'étude											600 000	Fonds propres
	Etude de faisabilité pour le projet de Construction d'une Tribune Municipale	Commune de Moloundou	Rapport d'étude											600 000	Fonds propres
	Etude de faisabilité pour le projet de Construction d'un foyer pour les Elèves BAKA à Moloundou.	Commune de Moloundou	Rapport d'étude											600 000	Fonds propres
BUDGET OPERATIONNELE 2019														874075192	

5.5.3. Coût estimatif du Plan d'Investissement Annuel (PIA)

Tableau 53 : Coût estimatif du Plan d'investissement annuel (PIA)

Secteur	Coût
Education de base	95 530 000
Culture	4 900 000
Commerce	10 000 000
Travaux publics	27 777 700
Affaires sociales	13 800 407
Eau et énergie	164 400 000
Communication	4 900 000
Environnement	40 000 000
Agriculture	28 000 000
Institution communale	139 351 708
Coût total estimatif	528 659 815

5.5.4. Plan de passation des marchés des microprojets du PIA

Tableau 54 : Plan de passation des marchés du PIA

Désignations	Montant total	Date montage du DAO	Date de lancement du marché	Date de sélection du prestataire
EPP de legoue : construction d'un bloc de deux salles de classes équipés en tables bancs et bureaux de maitres	20 100 000	Novembre 2018	Novembre 2018	Janvier 2019
EPP de KANA (village BANANA construction d'un bloc de deux (02) salles de classe équipées en tables bancs et Bureau de Maître	20 100 000	Novembre 2018	Novembre 2018	Janvier 2019
EPP de Legoue : construction d'un bloc de deux salles de classes équipés en tables bancs et bureaux de maitres	20 100 000	Novembre 2018	Novembre 2018	Janvier 2019
EPP de KANA (village BANANA construction d'un bloc de deux (02) salles de classe équipées en tables bancs et Bureau de Maître	20 100 000	Novembre 2018	Novembre 2018	Janvier 2019
Construction d'un puits d'eau agricole équipé en PMH à BANANA	5 100 000	Novembre 2018	Novembre 2018	Janvier 2019
Construction d'une mini – centrale solaire photo voltaïque à NGUILILI	60 000 000	Novembre 2018	Novembre 2018	Janvier 2019
Construction d'un puits d'eau équipé en PMH à TEMBE-RIVIERE ;	5 100 000	Novembre 2018	Juillet 2018	Janvier 2019
Construction d'un puits d'eau équipé en PMH à Banana lieudit : MOTEMISSI	5 100 000	Novembre 2018	Novembre 2018	Janvier 2019
Construction d'un puits d'eau équipé en PMH à MALAPA lieudit : MOKOUNOUNOU	5 100 000	Novembre 2018	Novembre 2018	Janvier 2019
Construction d'un puits d'eau équipé en PMH à NGUILILI 2	5 100 000	Novembre 2018	Novembre 2018	Janvier 2019
Construction d'un puits d'eau équipé en PMH à MINGOMBE	5 100 000	Novembre 2018	Novembre 2018	Janvier 2019
Réhabilitation des routes Communales (Réhabilitation de l'axe Moloundou – Ndongo)	27 777 700	Novembre 2018	Novembre 2018	Janvier 2019
Construction d'une mini – centrale solaire photo voltaïque à BANANA	75 000 000	Novembre 2018	Novembre 2018	Janvier 2019
Construction d'un puits d'eau agricole équipé en PMH à MAWA (SOCAMBO Centre)	5 100 000	Novembre 2018	Novembre 2018	Janvier 2019

Désignations	Montant total	Date montage du DAO	Date de lancement du marché	Date de sélection du prestataire
Construction d'un puits d'eau agricole équipé en PMH à MAKOKA 2	5 100 000	Novembre 2018	Novembre 2018	Janvier 2019
Construction d'un puits d'eau agricole équipé en PMH à DIOULA	5 100 000	Novembre 2018	Novembre 2018	Janvier 2019
Construction d'un puits d'eau agricole équipé en PMH à l'EPP de KANA	5 100 000	Novembre 2018	Novembre 2018	Janvier 2019
EPP de Legoue : construction d'un bloc de deux salles de classes équipés en tables bancs et bureaux de maitres	20 100 000	Novembre 2018	Novembre 2018	Janvier 2019
EPP de KANA (village BANANA construction d'un bloc de deux (02) salles de classe équipées en tables bancs et Bureau de Maître	20 100 000	Novembre 2018	Novembre 2018	Janvier 2019
Réfection du grand Hangar du marché Municipal de Moloundou	10 000 000	Novembre 2018	Novembre 2018	Janvier 2019
Construction d'un magasin de stockage à BA'AD	15 000 000	Novembre 2018	Novembre 2018	Janvier 2019
Construction et équipement d'une chambre froide Communal.	30 000 000	Novembre 2018	Novembre 2018	Janvier 2019
Construction d'une Tribune Municipale	29 801 708	Novembre 2018	Novembre 2018	Janvier 2019
Construction d'un foyer pour les Elèves BAKA à Moloundou.	3 000 000	Novembre 2018	Novembre 2018	Janvier 2019
TOTAL	299 301 708			

6. MECANISME DE SUIVI-EVALUATION

6.1. Composition et attributions du comité de suivi-évaluation du PCD

6.1.1. Le comité de suivi du PCD

Ce comité est formé de :

- Un président,
- un vice-président,
- un secrétaire,
- huit membres,
- deux représentants des associations des communautés à la base,
- un représentant des chefs traditionnel,
- un représentant des Baka,
- trois représentants du conseil municipal et des personnes ressources.

6.1.2. Les acteurs de la mise en œuvre du PCD

Dans un sens général, les acteurs de la mise en œuvre de ce plan sont les habitants de la Commune de MOLOUNDOU représentés par les membres constitutifs du bureau chargé de la mise en œuvre dénommé le CSE. Comme membre du CSE, les acteurs ont comme principale activité de s'assurer que le Plan s'exécute pleinement selon la programmation prévue. Cependant, les apports sont différents selon les postes occupés en son sein.

Le Maire de la Commune : En tant que président du CSE, anime le Comité et coordonne ses activités. A ce titre, il :

- convoque et préside les réunions du CSE et les assemblées générales de la Commune;
- signe, conjointement avec les partenaires au développement identifiés, les contrats de prestations de services;
- procède à l'ordonnancement des dépenses;
- signe les documents administratifs, tels que les convocations et invitations aux réunions, les correspondances de toute nature adressées à des tiers, les P-V de réunions ;
- est le cosignataire sur le compte de la Commune auprès des établissements financiers ;
- représente la Commune en justice et dans les actes de la vie civile.

Le Secrétaire Général assure le secrétariat du Comité. A ce titre il :

- prépare pour soumettre à la signature du président les convocations, invitations et toutes correspondances;
- rédige les procès-verbaux et les comptes rendus des réunions et assemblées générales de la communauté ;
- conserve les archives de la communauté.

Les Représentants des associations des Communautés à la base. Etant devenu des acteurs au développement au niveau local, leur participation au CSE permet de tenir compte des besoins de la base qu'ils représentent.

Le Représentant des Baka, veille à la prise en compte des besoins des couches vulnérables.

Les chefs traditionnels. Garants de l'autorité au niveau local, ils ont un rôle consultatif au sein du Comité.

Les représentants des secteurs. Généralement, une Commune est divisée en secteur. Les Conseillers municipaux étant originaires de l'un ou de l'autre secteur de la Commune, ils ont un double rôle. En

effet, le rôle d'un conseiller est de prendre les préoccupations de la base afin de les présenter aux sessions du Conseil, puis de tenir les populations de son secteur au courant des décisions du conseil. Ils sont donc les yeux de la Commune répandus à travers la Commune, tout comme ils sont les courriers des populations.

Les personnalités ressources. Ils sont les détenteurs de l'influence morale du CCSE. Sélectionnées parmi l'intelligentsia de la Commune, ils peuvent donner des avis éclairés utiles à ceux qui décident

6.2 Indicateurs de suivi et d'évaluation

Tableau 55 : Indicateurs de suivi et d'évaluation

SECTEUR	ACTIVITES	COUTS	INDICATEURS DE SUIVI-EVALUATION
Education de base	EPP de Legoue : construction d'un bloc de deux salles de classes équipés en tables bancs et bureaux de maitres	20 100 000	Copie DAO ; Copie AMI ; Contrat d'attribution du marché ; Copie ordre de service ; PV de réception
	EPP de KANA (village BANANA construction d'un bloc de deux (02) salles de classe équipées en tables bancs et Bureau de Maître	20 100 000	Copie DAO ; Copie AMI ; Contrat d'attribution du marché ; Copie ordre de service ; PV de réception
	EPP de Legoue : construction d'un bloc de deux salles de classes équipés en tables bancs et bureaux de maitres	20 100 000	Copie DAO ; Copie AMI ; Contrat d'attribution du marché ; Copie ordre de service ; PV de réception
	EPP de KANA (village BANANA construction d'un bloc de deux (02) salles de classe équipées en tables bancs et Bureau de Maître	20 100 000	Copie DAO ; Copie AMI ; Contrat d'attribution du marché ; Copie ordre de service ; PV de réception
	EPP de Legoue : construction d'un bloc de deux salles de classes équipés en tables bancs et bureaux de maitres	20 100 000	Copie DAO ; Copie AMI ; Contrat d'attribution du marché ; Copie ordre de service ; PV de réception
	EPP de KANA (village BANANA construction d'un bloc de deux (02)	20 100 000	Copie DAO ; Copie AMI ; Contrat d'attribution du marché ; Copie ordre de service ;

	salles de classe équipées en tables bancs et Bureau de Maître		PV de réception
Eau et énergie	Construction d'un puits d'eau agricole équipé en PMH à BANANA	5 100 000	Copie DAO ; Copie AMI ; Contrat d'attribution du marché ; Copie ordre de service ; PV de réception
	Construction d'une mini – centrale solaire photo voltaïque à NGUILILI	60 000 000	Copie DAO ; Copie AMI ; Contrat d'attribution du marché ; Copie ordre de service ; PV de réception
	Construction d'un puits d'eau équipé en PMH à TEMBE-RIVIERE ;	5 100 000	Copie DAO ; Copie AMI ; Contrat d'attribution du marché ; Copie ordre de service ; PV de réception
	Construction d'un puits d'eau équipé en PMH à Banana lieudit : MOTEMISSI	5 100 000	Copie DAO ; Copie AMI ; Contrat d'attribution du marché ; Copie ordre de service ; PV de réception
	Construction d'un puits d'eau équipé en PMH à MALAPA lieudit : MOKOUNOUNOU	5 100 000	Copie DAO ; Copie AMI ; Contrat d'attribution du marché ; Copie ordre de service ; PV de réception
	Construction d'un puits d'eau équipé en PMH à NGUILILI 2	5 100 000	Copie DAO ; Copie AMI ; Contrat d'attribution du marché ; Copie ordre de service ; Copie test de la qualité de l'eau du Centre Pasteur ; PV de réception
	Construction d'un puits d'eau équipé en PMH à MINGOMBE	5 100 000	Copie DAO ; Copie AMI ; Contrat d'attribution du marché ; Copie ordre de service ; Copie test de la qualité de l'eau du Centre Pasteur ; PV de réception

Commerce	Réfection du grand Hangar du marché Municipal de Moloundou	10 000 000	Copie DAO ; Copie AMI ; Contrat d'attribution du marché ; Copie ordre de service ; PV de réception Exploitation du hangar par les populations
Elevage	Construction et équipement d'une chambre froide Communal.	30 000 000	Copie DAO ; Copie AMI ; Contrat d'attribution du marché ; Copie ordre de service ; PV de réception Exploitation du hangar par les populations
Agriculture	Construction d'un magasin de stockage à BA'AD	15 000 000	Copie DAO ; Copie AMI ; Contrat d'attribution du marché ; Copie ordre de service ; PV de réception Accès facilité des populations aux semences améliorées
	Construction d'un puits d'eau agricole équipé en PMH à MAWA (SOCAMBO Centre)	5 100 000	Copie DAO ; Copie AMI ; Contrat d'attribution du marché ; Copie ordre de service ; PV de réception Accès facilité des populations aux semences améliorées
	Construction d'un puits d'eau agricole équipé en PMH à MAKOKA 2	5 100 000	Copie DAO ; Copie AMI ; Contrat d'attribution du marché ; Copie ordre de service ; PV de réception Accès facilité des populations aux semences améliorées
	Construction d'un puits d'eau agricole équipé en PMH à DIOULA	5 100 000	Copie DAO ; Copie AMI ; Contrat d'attribution du marché ; Copie ordre de service ; PV de réception Accès facilité des populations aux semences améliorées
	Construction d'un puits d'eau agricole équipé en PMH à l'EPP de KANA	5 100 000	Copie DAO ; Copie AMI ; Contrat d'attribution du marché ;

			Copie ordre de service ; PV de réception Accès facilité des populations aux semences améliorées
	Construction d'une Tribune Municipale	29 801 708	Copie DAO ; Copie AMI ; Contrat d'attribution du marché ; Copie ordre de service ; PV de réception Accès facilité des populations aux semences améliorées
	Construction d'un foyer pour les Elèves BAKA à Moloundou.	3 000 000	Copie AMI ; Copie AMI ; Contrat d'attribution du marché ; Copie ordre de service ; PV de réception Accès facilité des populations aux semences améliorées
TOTAL		319 407 708	

6.3. Dispositif, outils et fréquence du reporting

Tableau 56 : Dispositif de reporting

Acteurs	Outils	Fréquence du reporting
Les membres du Comité Communal de Suivi-Evaluation (CCSE) du PCD	▪ Réunion d'évaluation ; ▪ Descente de terrain ; ▪ Production des Rapports mensuels (agents de développement communaux et PV), rapports trimestriels pour le CCSE	▪ La fréquence de suivi des activités se fera de manière trimestrielle (cependant, les 02 agents de développement communaux recrutés feront des descentes mensuelles afin de faciliter les activités du CCSE

Un modèle de tableau de suivi des réunions qui permettra au Comité de Suivi et aux différents mouvements associatifs de la Commune de capitaliser les différents points à l'ordre du jour et de toujours clore les réunions par les résolutions qu'on évaluera à la prochaine réunion.

Tableau 57 : Modèle de tableau de suivi des réunions

Type de réunion	Date	Ordre du jour	Activités	Résultats attendus
Sensibilisation interne		Restitution des travaux des Ateliers de planification communale ; Plan de sensibilisation par village.	Information porte à porte ; Jeux de questions – réponses ; Recueil des points de vue	Nombre de personnes sensibilisées et vivants dans la Commune.
Sensibilisation externe		Plan de sensibilisation des forces vives résidant de la Commune	Rédaction des lettres de transmission ; Expédition desdites lettres.	Nombre de personnes sensibilisées et vivants à l'extérieur de la Commune

6.3.1. Etats et rapports attendus

6.3.1.1. Les états

Les différents états issus des données de suivi évaluation (hors microprojets) sont les suivants :

- Les termes de référence de chaque responsable,
- La liste détaillée des activités (i.e. le rapport d'activité),
- Le chronogramme des activités,
- L'analyse des investissements,
- Les tableaux synthétiques des indicateurs globaux,
- Les tableaux et cartes synthétiques des indicateurs sur la population bénéficiaire.

6.3.1.2. Les rapports

6.3.1.2.1. Contenu du rapport mensuel

C'est un rapport de travail qui ne concerne principalement que les acteurs directs du Projet. Il comprend les rubriques ci-après :

- Appréciations générales sur l'avancement du Projet lors du mois précédent,
- Grandes réalisations par composante,
- Tâches inachevées ou ajournées,
- Grandes activités en perspective,
- Problèmes majeurs rencontrés,
- Solutions et recommandations envisagées,
- La liste des tâches par responsable c'est-à-dire les termes de référence de chacun.

6.3.1.2.2. Contenu du rapport trimestriel

Un rapport trimestriel qui présente l'état technique et financier du projet sera rédigé. Celui-ci comprendra un chapitre d'introduction présentant de façon assez détaillée l'avancement du projet en précisant pour le trimestre écoulé :

- Les grandes réalisations par composante ;
- Les tâches inachevées ou ajournées ;
- Les grandes activités en perspective ;
- Les problèmes majeurs rencontrés ;
- Les solutions et recommandations envisagées ;
- Le bilan détaillé des activités (i.e. le rapport d'activité) ;
- Le tableau de bord des microprojets accompagné d'analyses ad hoc pertinentes ;
- Le tableau d'utilisation des fonds par activité du projet pour le trimestre écoulé ;
- Le tableau global d'avancement des activités pour le trimestre écoulé ;
- Le tableau des contrats passés et en cours ;
- Le tableau de suivi des décaissements des fonds alloués au projet.

6.3.1.2.3. Contenu du rapport annuel

Une fois par an, le rapport sera accompagné d'une annexe qui présentera l'ensemble des résultats des enquêtes annuelles sur le terrain. Plus précisément, cette annexe regroupera un chapitre introductif présentant la situation pour l'année écoulée, les évolutions passées, les perspectives, ainsi que les problèmes majeurs suivants :

- L'évaluation du projet par les bénéficiaires,
- La situation sociale et sanitaire des bénéficiaires dans les zones d'intervention ;
- Les tableaux présentant les indicateurs sur la population (pauvreté, évaluation du projet) ;
- Les tableaux et cartes synthétiques présentant les indicateurs de suivi de l'impact social

6.4. Mécanisme de préparation du PIA et de révision du PCD

Pour préparer le PIA, la Commune devrait conduire ses différentes étapes :

- Evaluation des activités de l'année écoulée : il s'agira ici d'évaluer les activités précédentes du PIA, afin de faire un état des lieux des activités qui ont été réalisées et de reconduire dans le prochain PIA celles qui n'ont pas été réalisées.
- Production du rapport annuel des activités qui ont été menées.
- Evaluation des sources disponibles au niveau de la Commune : il s'agit ici pour la Commune de présenter les ressources financières disponibles pour l'année en cours ce qui permettra d'enclencher la prochaine étape.
- Identification des activités à inscrire dans le nouveau PIA : il s'agira ici d'identifier les activités à conduire la nouvelle année ces activités devront sortir du CDMT qui a été élaboré lors de l'atelier de planification.
- Elaboration du nouveau PIA.

6.5. Le mécanisme de Révision du PCD

Pour une gestion efficace des ressources financières, l'actualisation du PCD se fera après deux triennal. La révision dudit document se fera par un appel à manifestation d'intérêt pour le recrutement d'un organisme d'appui local pour l'accompagnement de la réactualisation du PCD. Les cadres communaux chargés du développement (CCD) auront la charge de monter le dossier d'appel d'offre (DAO) tandis que la commission de passation des marchés aura la charge de sélectionner le prestataire selon les principes des marchés publics.

7. LE PLAN DE COMMUNICATION DE LA MISE EN ŒUVRE

7.1. Stratégie et esquisse de plan de communication

La mise en œuvre du processus d'actualisation et d'élaboration du PCD de Moloundou a dès le début fait l'objet d'une communication maîtrisée de la part du PNDP et de la Commune dans le but de mobiliser le maximum possible de parties prenantes pour assurer une bonne mobilisation de celles-ci sans lesquelles le PCD ne serait qu'un document sans aucune quintessence. L'idée dès le départ est d'impliquer, de pousser à l'appropriation des parties prenantes qu'ils soient bénéficiaires ou partenaires à la Commune. Après le long chemin qui a permis l'élaboration du PCD, il serait tout aussi judicieux que sa mise en œuvre fasse elle aussi l'objet d'une communication accrue et maîtrisée en direction des cibles bien identifiées à travers des canaux les plus efficaces qui soient. Aussi un certain nombre d'activités sont-elles nécessaires. Des indicateurs permettant de prouver la réalité de l'activité ainsi que les coûts qui seront engagés dans cette activité de communication.

7.2 Objectifs

De manière générale, le plan de communication du PCD a pour objectif de faire connaître le PCD et la vision de la Commune à toutes les parties prenantes internes ou externes à la Commune de Moloundou dans le but :

- de le financer à travers les participations internes ou externes ;
- d'assurer la redevabilité de la Commune vis-à-vis des populations des espaces urbains et les villages.

Les cibles

Elles permettent de répondre à la question : à qui communique-t-on ? En effet un plan de communication s'adresse bien à des cibles bien précises, et dans les cas actuel il s'agit pour le PCD de Moloundou :

- Des partenaires au développement ;
- Des élites ;
- Des ministères techniques en fonction des thématiques identifiées ici ;
- Des potentiels bailleurs de fonds externes ;
- Des populations de MOLOUNDOU ;
- Des élus locaux.

Activités

Il s'agit ici de l'ensemble des choses et actions à mettre en œuvre pour favoriser la circulation de l'information sur le PCD et ses projets entre les différentes parties prenantes (internes ou externes) afin que celles-ci aient une meilleure lisibilité des interventions.

Les outils de communication

Dans le cadre du PCD, les principaux outils seront les rapports de toute nature (activité ou financier) en rapport avec la mise en œuvre du PCD qu'ils soient mensuels, trimestriels ou même annuels émis ou publiés par le comité de suivi du PCD. Ceux-ci ne seront mis à la connaissance des publics cibles que par des moyens de communications de masse à savoir les mass média publics et privés (presse écrites audio et vidéo) de même que les organes de presse écrites. La radio communale pourra à travers les témoignages recueillis, les interviews et autres éléments de visibilité renseigner les populations sur l'état d'avancement de la mise en œuvre des projets du PCD, sans oublier que la Mairie de son côté pourra afficher certaines informations sur un babillard créé à cet effet.

S'agissant particulièrement de l'appropriation du Plan communal de développement, il est question de :

- organiser une réunion de restitution aux élites de la commune, aux acteurs et partenaires au développement, aux chefs de villages et des Comité de Concertation niveau village (CDV) et quartier (CDQ) ;
- Mettre à la disposition de chaque village un Plan Communal de Développement ;

- Editer un bulletin de communication de la Commune pour susciter une saine émulation au sein des communautés à travers la publication des réalisations des unes et des autres ;

Les actions qui seront menées :

Il faudra au préalable synthétiser le PCD de façon à en obtenir une copie succincte et facile à parcourir. Plusieurs copies devront être produites aux fins de distribution. Il faudra concevoir une publicité radio et/ou télé pour présenter le document. Les TIC ne doivent pas être en reste : il faut élaborer et mettre en place un blog sur la Commune de MOLOUNDOU sur internet ;

Choix des médias et hors média :

Plusieurs média tels que la CRTV ; Canal 2 ; Radio Aurore, Cameroon Tribune ; le Messenger ou même la Radio communale de Moloundou sont autant de canaux par lesquels la Commune peut assurer la promotion de son PCD.

Outre les médias de toute nature, la Commune peut procéder par l'organisation des soirées de collecte des données, le mailing list ou encore le publi-postage ;

Les associations sur le plan local, national et même international ; une soirée (diner) avec les ministères techniques et les ambassadeurs et d'autres potentiel bailleurs de fonds pour la présentation du PCD.

Tableau 58 : Plan de communication à court-terme

Actions	Indicateurs de suivi	Responsables	Partenaires	Périodes	Ressources		Coût indicatif
					Hum	Mat	
Organisation d'un atelier local de promotion du PDC	Nombre d'atelier de promotion organisés au niveau Local	Exécutif communal Populations Élites locales	PNDP FEICOM Sectoriels Ambassades ONG	Juin 2018	X	X	500 000
Production d'une copie synthétique du PCD	Nombre de copies synthétisées du PCD réalisées	Exécutif communal Populations Élites locales	PNDP FEICOM Sectoriels Ambassades ONG	Juin 2018	X	X	50 000
Conception d'une stratégie marketing de promotion du PCD via les média et hors média	Nombre de documents détaillant la stratégie marketing produits	Exécutif communal Populations Élites locales	PNDP FEICOM Sectoriels Ambassades ONG	Juillet 2018	X	X	150 000
Identification et la formation des marqueteurs	Nombre de marqueteurs identifiés Nombre de marqueteurs formés Nombre de séances de formation	Exécutif communal Exécutif communal Populations Élites locales	PNDP ONG FEICOM Sectoriels Ambassades	Juillet 2018	X	X	250 000

Mise en œuvre de la politique de marketing envisagée		Exécutif communal Populations Élites locales	PNDP FEICOM Sectoriels Ambassades ONG	Août 2018	X	X	PM
TOTAL							950 000

CONCLUSION

La décentralisation qui est en marche au Cameroun depuis plus d'une décennie interpelle les acteurs communaux à une plus grande redevabilité envers les populations, mais surtout met en exergue le rôle fondamental des communes dans la promotion des actions de développement au niveau local et de changement social au niveau local. C'est dans le but d'accompagner les Communes dont celle de Moloundou dans le processus d'élaboration (2011) puis d'actualisation (2017) du PCD que le PNDP a appuyé ladite Commune dans l'élaboration de son PCD selon une méthodologie éprouvée. En effet, la collecte des données par la méthodologie de démarche de planification participative (DPP) a permis de mettre à jour des difficultés et problèmes de la Commune par l'organisation de divers ateliers : DIC, DEUC et DPNV. L'analyse de ces problèmes a permis d'identifier les causes pertinentes et les axes stratégiques sur lesquelles la Commune veut et peut agir pendant les prochaines années. Les activités de planification qui ont suivi ont permis à la Commune d'élaborer un PCD qui prévoit la mise en œuvre de plusieurs projets et microprojets. Le coût total du PCD s'élève à plus de 11 858 287 750 FCFA. Elaboré selon la vision « Programmes », on peut constater ici que pour un CDMT de 709 000 000 FCFA dont les projets sont issus de deux sous programmes :

- le sous-programme du programme économique qui représente 67% du CDMT et regroupe les projets issus des secteurs Agriculture, commerce, élevage, Travaux publics et énergie ;
- Le sous-programme du programme social qui représente 33% du total du CDMT et regroupe des projets identifiés dans les secteurs Education et Eau.

A la suite de l'élaboration du CDMT, une planification opérationnelle sur 01 an été élaborée de manière consensuelle pour l'année 2018 qui ne comprend que 08 mois, soit jusqu'en Décembre 2018. Elle a été effectuée compte tenu des ressources financières disponibles pour la première année. Les secteurs porteurs de ces microprojets sont ceux de l'éducation, de l'eau et du commerce.

Ce PCD se veut être un outil de travail pour la Commune et un cadre de référence qui permet à la Commune de négocier et de développer des partenariats pour le développement de la localité. C'est pourquoi il est important qu'un suivi de sa mise en œuvre ou même sa valorisation deviennent des facteurs de succès de sa mise en œuvre. C'est pourquoi, à l'issue du processus et après concertations élargies, un Comité Communal de Suivi-Evaluation de la mise en œuvre du PCD (CCSE) a été mis en place pour assurer le pilotage du PCD. Ce CCSE comprend 06 membres dont un Président notamment le Maire de Moloundou, le Secrétaire Général de la Commune et enfin l'Agent communal recruté par le PNDP. Un plan de communication a aussi dans la foulée été mis sur pied pour assurer la communication sur les activités de mise en œuvre du PCD.

En outre, le PCD est une source d'informations à la disposition des populations et des partenaires. En tant que tel, il voudrait présenter la « carte d'identité » la plus significative possible qui rendrait compte tant des potentialités objectives de la Commune que des contraintes matérielles, humaines et sociales limitant les chances de son développement. Durant toute l'intervention, l'accent a été mis sur la participation effective de toutes les parties prenantes dans toutes les phases du processus.

Les résultats des différents diagnostics révèlent entre autres problèmes majeurs et urgents dans différents secteurs entre autre :

- La construction de nouvelles infrastructures, la réhabilitation de celles qui sont endommagées (Eau et énergie, Education de base et enseignement secondaires, Santé publique, les Travaux publics,... etc.)
- Le faible développement de l'économie locale
- Le faible accès des jeunes à l'emploi et aux formations professionnalisantes, et même universitaires
- La difficulté à communiquer et bien d'autres.

Le défi à relever par la Commune de Moloundou est donc de mobiliser effectivement des ressources suffisantes et durables pour assurer la mise en œuvre du PCD

BIBLIOGRAPHIE

1. Commune de Moloundou, (2013, 2014, 2015, 2016 et 2017), Comptes administratifs, Commune de Moloundou,
2. CPDR, (2011) Plan Communal de Développement de Moloundou,
3. MINEPAT, (2009), DSCE. 165 pages
4. Commune de Moloundou, (2017) Diagnostic institutionnel communal de Moloundou, 70 pages
5. Commune de Moloundou, (2017) Diagnostic de l'espace urbain communal (DEUC),
6. Commune de Moloundou, (2017) Rapport des diagnostics consolidés,

ANNEXES

ANNEXE 1: LE DIAGNOSTIC INSTITUTIONNEL COMMUNAL (DIC)

ANNEXE 2: RAPPORT DU DIAGNOSTIC DE L'ESPACE URBAIN COMMUNAL (DEUC)

**ANNEXE 3 : RAPPORT CONSOLIDE DES DIAGNOSTICS PARTICIPATIFS DE LA
COMMUNE DE MOLOUNDOU**

**ANNEXE 4 : PROCES VERBAL D'APPROBATION DU PCD PAR LE CONSEIL
MUNICIPAL ELARGI AUX SECTORIELS (COMES)**

**ANNEXE 3 : RAPPORT CONSOLIDES DES DIAGNOSTICS PARTICIPATIFS DE LA
COMMUNE DE MOLOUNDOU**

ANNEXE 4 : PV D'APPROBATION DU PCD PAR LE COMES DE MOLOUNDOU